

Auteur ou collectivité : Germinet, Gustave

Auteur : Germinet, Gustave (18..-18..)

Titre : L'éclairage à travers les siècles

Auteur : Germinet, Gustave (18..-18..)

Titre du volume : Tome I

Collation : 1 vol. (554 p., 47 f. de pl.) : ill. en coul., 28 cm

Cote : Ms 25

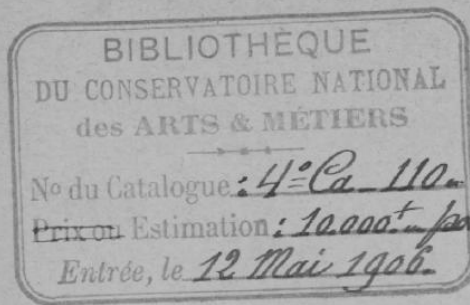
Sujet(s) : Éclairage ; Éclairage au gaz ; Éclairage électrique ; Éclairage public -- France -- Paris (France)

URL permanente : <http://cnum.cnam.fr/redir?MS25>

CONSERVATOIRE NATIONAL
DES
ARTS ET MÉTIERS

Droits réservés au Cnam et à ses partenaires

MS 25



L'ÉCLAIRAGE

A TRAVERS LES SIÈCLES

Par Gustave Germinet

I



1892

L'ÉCLAIRAGE

A TRAVERS LES SIÈCLES

Par Gustave Gervin

I



1882

DEDIE

A M. E. CAMUS Ingénieur en chef

des Ponts et Chaussées

Directeur de la Compagnie Parisienne

d'éclairage et de chauffage par le gaz

— 344 —

DÉDIÉ

à M. E. Camus Ingénieur en chef

des Ponts et Chaussées

Directeur de la Compagnie Parisienne,
d'éclairage et de chauffage par le gaz



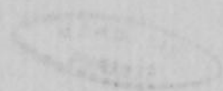
DEUXIÈME

A M. E. CAMMIS Ingénieur en chef

des Ponts et Chaussées

Directeur de la Compagnie Parisienne

d'éclairage et de chauffage par le gaz



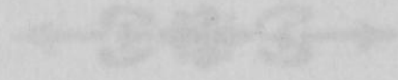
Dixième

à M. D. Calais ingénieur en chef

des Travaux et Chemins

de la Compagnie des Chemins de fer

de l'Est de France



PRÉFACE.

L'histoire de l'éclairage et l'examen des moyens employés successivement par les peuples des diverses contrées qui couvrent la surface du globe, pour suppléer à l'absence de la lumière du jour est, sans contredit, d'un intérêt direct à la vie de l'homme, en lui procurant des ressources matérielles, aussi bien dans sa vie privée, que pour les besoins journaliers de ses travaux, et son importance est telle qu'il trouve aussi, en quelque sorte, le moyen d'augmenter le temps de sa vie active et laborieuse, aidant la production, d'où résulte généralement un surcroît de bien-être dans la famille.

La lumière artificielle que nous empruntons aux richesses que la nature

nous offre, et dont nous cherchons constamment à découvrir les secrets, peut être considérée sous différents points de vue, car elle joue un rôle important dans notre société moderne par les services qui la rendent aujourd'hui indispensable.

Dans les grands centres de population, elle aide et favorise principalement, la production industrielle et le commerce. A l'extérieur des habitations, et surtout dans les villes importantes, où existe une population nombreuse, elle protège les citadins, en facilitant leur circulation nocturne, par une sécurité relative, au moyen d'une distribution de lumière bien répartie, aidant en même temps la surveillance de la police, pour la protection des individus.

Au foyer domestique, la lumière procure un luxe et un confort qui rendent l'existence moins monotone dans les longues soirées d'hiver et dont profitent agréablement les gens occupés dans la journée, à leurs travaux.

ou à leurs affaires et qui, le soir, cherchent à se distraire et à se reposer de leurs fatigues ; en un mot l'éclairage artificiel est aujourd'hui un auxiliaire indispensable à nos besoins. Autrefois on se contentait, tout bonnement, de lampes fumantes brûlant librement dans l'espace, ou placées au dessous de grandes cheminées, et plus souvent même, encore, de torches formées de filaments combustibles, enduits de cire ou de bois résineux etc.

A notre époque il en est autrement, l'habitation moderne est plus ou moins éclairée, luxueusement ou simplement, les usines et les ateliers sont pourvus d'une lumière qui permet d'exécuter des travaux pendant l'obscurité de la nuit et d'augmenter ainsi le salaire de l'ouvrier qui, autrement, serait limité par une diminution d'heures de travail, comme cela existait jadis, au moyen-âge, époque à laquelle les artisans ne pouvaient pas travailler à la chandelle,

parce qu'on considérait cette source lumineuse comme insuffisante pour la bonne exécution des travaux à effectuer, soit dans des circonstances exceptionnelles pour certains métiers travaillant pour la Cour, la noblesse et le clergé.

Aujourd'hui une grande ville est transformée le soir par une abondance de lumières, les magasins, les établissements publics, les lieux de réunion et de distractions procurent une seconde existence, qui est cependant, il faut bien le reconnaître, un peu fiévreuse et agitée, dont nous ne pouvons guère nous affranchir maintenant, à cause de nos mœurs et de nos habitudes.

En s'éloignant de la vie normale, les goûts et les desirs augmentent, puis les besoins deviennent plus grands, on veut, quand même, supprimer l'obscurité et grâce à la lumière artificielle la nuit n'est réservée qu'aux gens qui veulent se contenter, avec raison, de vivre dans le repos et avec le recueillement nécessaire

à certains instants de la vie.

Il faut bien le reconnaître ici, les exigences du temps et les connaissances acquises nous permettent maintenant d'apprécier tous les avantages qui résultent des progrès accomplis depuis les temps anciens, et nous font encore désirer des améliorations utiles que l'avenir nous réserve en nous obligeant, sans cesse, à continuer l'œuvre de nos devanciers, pour en profiter d'abord et préparer, en même temps, l'avenir de nos enfants, en leur traçant des voies nouvelles à parcourir. Si la science, dans sa théorie, nous en montre le chemin, il reste à l'art et à l'industrie de nous en donner la solution pratique.

Autrefois les découvertes laissent souvent un doute, même dans l'esprit des savants, aujourd'hui il n'en est pas ainsi, nous ne doutons plus, nous marchons toujours de l'avant, et sans arrêt, afin de parvenir au but que nous devons tous chercher à atteindre pour améliorer

notre bien être, car pour récolter il faut d'abord semer, et surtout répandre des semences utiles et productives.

Les procédés perfectionnés employés actuellement, pour se procurer de la lumière, sont puisés à diverses sources. A cet égard il me suffira d'indiquer ici la décomposition des corps gras pour produire la bougie, la décomposition de la houille et autres corps combustibles, par voie de distillation, pour obtenir le gaz, l'extraction des huiles, de matières oléagineuses, la production de divers carbures d'hydrogène tels que schistes essences etc, l'extraction du pétrole, l'emploi de l'hydrogène provenant de la décomposition de l'eau et enfin l'utilisation du fluide électrique obtenu à l'aide de machines puissantes ou au moyen de piles à réactions chimiques, pour obtenir de la lumière; tous ces moyens sont mis à notre disposition pour en profiter suivant nos goûts et nos besoins.

Pour répondre au but que je me

propose d'atteindre dans cet ouvrage qui pourra servir, au besoin, aux recherches à faire sur le sujet et afin de satisfaire mes lecteurs, il m'a fallu remonter à des époques assez éloignées, pour prendre le sujet à sa source avant d'arriver aux découvertes plus récentes et à leurs applications, en tenant compte de l'esprit du temps et de l'avancement des idées, suivant les tendances des peuples qui cherchent, tout naturellement, à améliorer leur situation morale et matérielle, soit par des combinaisons et relations sociales, soit en profitant des bienfaits de la nature qui nous procure tous les jours de nouvelles ressources à nos besoins, en faisant appel aux sciences, à l'industrie, à l'agriculture, sans négliger les satisfactions que nous offrent les arts et les lettres qui contribuent à former notre éducation et à fortifier notre esprit.

Je vais donc aborder mon sujet, en cherchant d'abord à pénétrer dans

la nuit des temps, n'ayant pour me guider
que ma faible lumière, répandant à peine
quelques lueurs autour de moi.

G. Germain



Introduction

Lumière naturelle

Le premier éclairage dont les êtres animés ont pu profiter à l'origine du monde est celui fourni par les rayons solaires, se diffusant en lignes divergentes pour parcourir un espace considérable avant de nous atteindre. Cette lumière incomparablement supérieure à toutes ^{celles} que nous obtenons par des moyens artificiels entretient par son action calorifique tous les êtres organisés qui couvrent la terre, mais elle ne se répand alternativement sur chaque partie de la surface de notre globe que pendant un certain nombre d'heures qui varie selon les saisons, aussi l'être humain a-t-il songé, même à la formation des races, à produire une lumière quelconque qui soit de nature à l'éclairer pendant l'obscurité de la nuit, en l'absence de la lumière lunaire qui est obtenue par la réverbération du soleil.

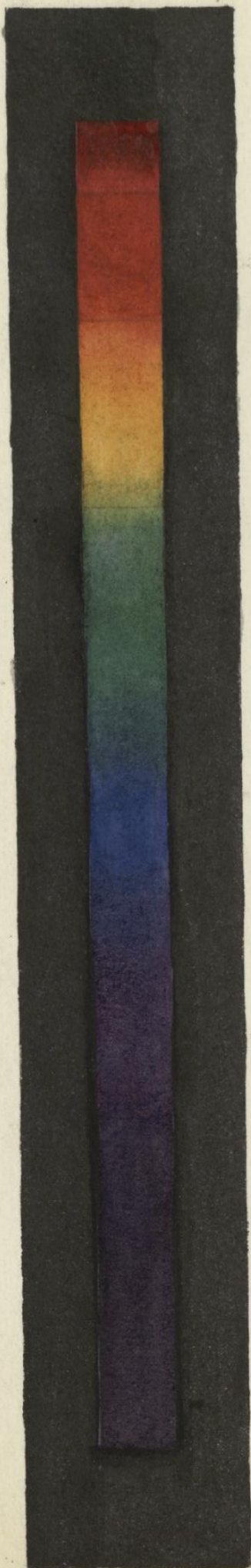
Pour reconnaître les bienfaits de l'astre qu'on peut, à juste raison, placer en

première ligne, je crois à propos de rappeler les vers suivants de Delille :

« Salut clarté du jour, éternelle lumière,
 « Du ciel, la fille aînée et la beauté première
 « Peut être du Très-haut rayon co-éternel
 « Si te nommer ainsi, n'outrage pas le ciel.

La lumière solaire est, comme on le sait, composée de rayons lumineux de diverses couleurs et nuances bien caractérisées dans l'arc en ciel qui résulte de sa décomposition. Platon, philosophe de l'antiquité grecque, qui vivait 400 ans avant Jésus Christ ne reconnaissait pas qu'il était à la portée de l'homme de connaître en quelles proportions les différents mélanges de couleurs devaient en produire d'autres et c'est ainsi, du reste, qu'on peut traduire sa pensée : « Et qui viendrait dit-il à le découvrir, ne devrait pas le dire, parce qu'il ne saurait en aucune manière en donner une raison nécessaire, ni même probable, et si quelqu'un mettait la main à l'œuvre pour déterminer actuellement la chose, il ferait voir par là qu'il ignore la différence qu'il y a entre la nature divine et la nature humaine. Car Dieu peut mêler plusieurs choses en une, et en diviser une en plusieurs, parce qu'il sait, et peut

J. de Bouguer



Speetre Solaire.

PL. 1

en même temps, mais il n'y a point d'homme aujourd'hui et il n'y en aura jamais aucun qui puisse l'un ou l'autre. »

Sénèque, de son côté, qui vivait vers l'an 2 de l'ère chrétienne étudiait déjà les effets du prisme de verre sur la lumière, pour en séparer les nuances, et il disait : si cette baguette reçoit de côté la lumière du soleil, elle fait voir les couleurs qu'on observe dans l'arc en ciel et il en concluait de cette variété de couleurs que lui faisait analyser son prisme. « Qu'il n'y a point de couleurs, mais l'apparence d'une fausse couleur, telle que celle qui paraît et disparaît sur le cou des pigeons à mesure qu'il change de situation. »

Depuis, les philosophes modernes ont reconnu que les couleurs observées étaient vraies, mais ils n'en ont pas défini la cause pour laquelle on les distingue les unes des autres. Ce fut Newton qui en découvrit, en quelque sorte, le secret en établissant une théorie qui indiquait que la lumière était formée de rayons de différentes couleurs, confondus ensemble et que ces rayons séparés avaient chacun une couleur imaginaire sans qu'aucune action puisse l'altérer. Il reconnut donc que les contours

qui forment le spectre solaire, confondues ensemble produisaient la lumière blanche et il le prouva en faisant tourner avec rapidité un disque recevant toutes les teintes qui doivent le composer ; la surface de ce disque étant divisée en rayons, ayant chacun une des teintes ou nuances de l'arc en ciel, devenait blanche sans qu'on puisse la distinguer isolément.

Ce fut vers 1666, que ce savant physicien étudia la lumière solaire pour en faire l'analyse au moyen d'un prisme qui lui permit de reproduire le spectre solaire par décomposition et il obtint dans une chambre obscure une série de traits colorés ainsi : le rouge et le violet formant les deux extrémités du spectre, puis à partir du rouge, l'orange, le jaune, le vert, le bleu, l'indigo, soit ensemble sept couleurs principales disposées dans le même ordre que dans l'arc en ciel et il arriva à cette conclusion : que la lumière n'est pas homogène, mais qu'elle est à peu près composée d'une seule réfrangibilité (le rouge le plus réfrangible et le violet le moins.)

Comme on le voit Newton a fait une expérience très délicate et très concluante pour établir une théorie des couleurs, laquelle indique clairement que du mélange des rayons homogènes composant la lumière solaire, on obtient le blanc relatif qui n'est en réalité que le composé de tous les rayons lumineux qui forment le spectre.

Voici comment M. de Francheville apprécie les travaux de Newton et le rôle des couleurs dans des vers publiés dans un ouvrage, en 1767 :

- " Les couleurs, dont se peint la nature en tous lieux,
- " Sont de ses ornements, les plus beaux à nos yeux :
- " Qui le croiroit pourtant ? ces couleurs admirables,
- " Toujours à notre esprit seront impénétrables.
- " D'audacieux mortels ont fait de vains efforts,
- " Soit pour en expliquer la cause dans les corps.
- " Soit pour en découvrir la secrète origine.
- " Dans les impressions que reçoit la rétine
- " Newton le confessoit à ses admirateurs :
- " Il trouva par le prisme, il mesuroit peut être.
- " Les plis des sept couleurs qu'un seul rayon fit naître;
- " Mais lorsqu'il veut percer cet abîme profond
- " Son ail trouble s'y perd, son esprit s'y confond.

« Ce n'est point nous, c'est Dieu qui sans nous, les opère
 « Eut-il besoin ce Dieu, de notre ministère ?
 « Pour créer les objets, sous les dehors divers,
 « Qui nous font distinguer les objets bleus des verts ;
 « J'entends avec plaisir, j'écoute en philosophe,
 « Du manteau de l'Ébéus, me déployant l'étoffe
 « M'y montrent l'orangé, l'azur, l'or, le rubis,
 « Au pourpre, au violet à l'émeraude unis
 « Des rayons du soleil, que chacun en sa teinte,
 « Offre ainsi les couleurs dont la nature est peinte,
 « Et que de leur mélange, embellissant les cieux,
 « Il en résulte encore la blancheur à nos yeux,
 « Je connais tout le prix d'une étude si belle ;
 « Mais pour nous procurer une sisanee nouvelle,
 « Tous ces spéculateurs, ont-ils mis dans nos mains
 « Le feu, dont Prométhée anime les humains ?
 « Ont-ils de la teinture, ouvert le mécanisme ?
 « Avouez-le ô sarras ! vainement vos prismes,
 « D'un rayon lumineux eût montré les couleurs.
 « Si Dieu n'avait pris soin de les fixer ailleurs !
 « Vous n'auriez rien produit en les faisant connaître
 « Et l'art du teinturier serait encore à naître.
 « A la suite de la lumière produite par le
 soleil se place l'éclairement lunaire qui ne
 rayonne pas, mais réfléchit seulement la lu-

mière et par périodes sur la surface de la terre, suivant les phases de la lune.

Benjamin Franklin, l'inventeur du paratonnerre, n'était pas partisan de l'éclairage artificiel, en général, favorisant la vie nocturne, aussi a-t-il formulé nettement son opinion dans une pièce émanant de lui et qui a été traduite et publiée dans un des *Journaux français*, en 1784, en voici la reproduction textuelle qui me dispense de tout commentaire.

Projet économique adressé aux auteurs d'un journal.

Messieurs

« Vous nous faites souvent part des nouvelles découvertes. Permettez, que je me serve de la voie de votre journal pour en communiquer au public une que j'ai faite moi-même, et qui, je crois, peut être d'une grande utilité »

« Je me trouvais il y a peu de jours dans une maison où il y avait une nombreuse Compagnie et où la nouvelle lampe de M M Guinquet et Lange présentée et beaucoup admirée à cause de son éclat. La société demanda en même temps si la quantité d'huile que cette lampe consumait n'étoit

pas proportionnées à sa lumière, auquel cas, il n'y avait aucune économie à son servir. Aucun de ceux qui étaient présents ne put nous satisfaire sur ce point; mais tous convinrent qu'il méritait d'être connu et qu'il était à désirer qu'on pût rendre moins cher le moyen d'éclairer les appartements, puisque tous les autres objets de dépense d'une maison étaient considérablement augmentés. »

« Je fus extrêmement flatté de voir ce désir général d'économie, car l'économie me plaît singulièrement. »

« Je me retirai et me mis au lit 3 ou 4 heures après minuit, la tête encore remplie du sujet dont on venait de s'entretenir, un bruit accidentel me réveilla vers les 6^h du matin. »

« Je fus surpris de voir ma chambre très-éclairée. Je crus d'abord qu'on y avait transporté des lampes de Quinquet. Mais après m'être frotté les yeux, je m'aperçus que la lumière venait à travers les fenêtres. Je me levai, je regardai dehors pour découvrir quelle pouvait en être la cause, et je vis que le soleil s'élevait précisément au dessus de l'horizon, d'où ses rayons pénétraient dans ma chambre parce que mes domestiques avaient eu la négligence de ne pas fermer les volets. Je regardai

ma montre qui va très bien, et je vis qu'il n'était que six heures. Pensant encore qu'il était un peu extraordinaire que le soleil parût de si bonne heure, j'e pris un almanach où je trouvais que c'était l'heure marquée ce jour-là pour le lever du soleil. Je tournai quelques feuillets et je vis qu'il devait se lever chaque jour encore plus matin jusqu'à la fin de Juin et que dans aucun temps de l'année, il ne se levait pas plus tard que huit heures. »

« Vos Lecteurs qui comme moi, lisent rarement la partie astronomique de l'almanach et n'ont jamais aperçu avant moi aucun signe du lever du soleil, seront aussi étonnés que je l'ai été moi-même quand ils apprendront qu'il se lève de si bonne heure, et surtout quand je les assurerai qu'il éclaire aussitôt qu'il se lève. J'en suis convaincu et j'en suis certain, personne ne peut être plus sûr d'aucun autre fait. Je l'ai vu de mes propres yeux; et après avoir renouvelé l'observation trois jours de suite, j'ai chaque fois trouvé précisément le même résultat. »

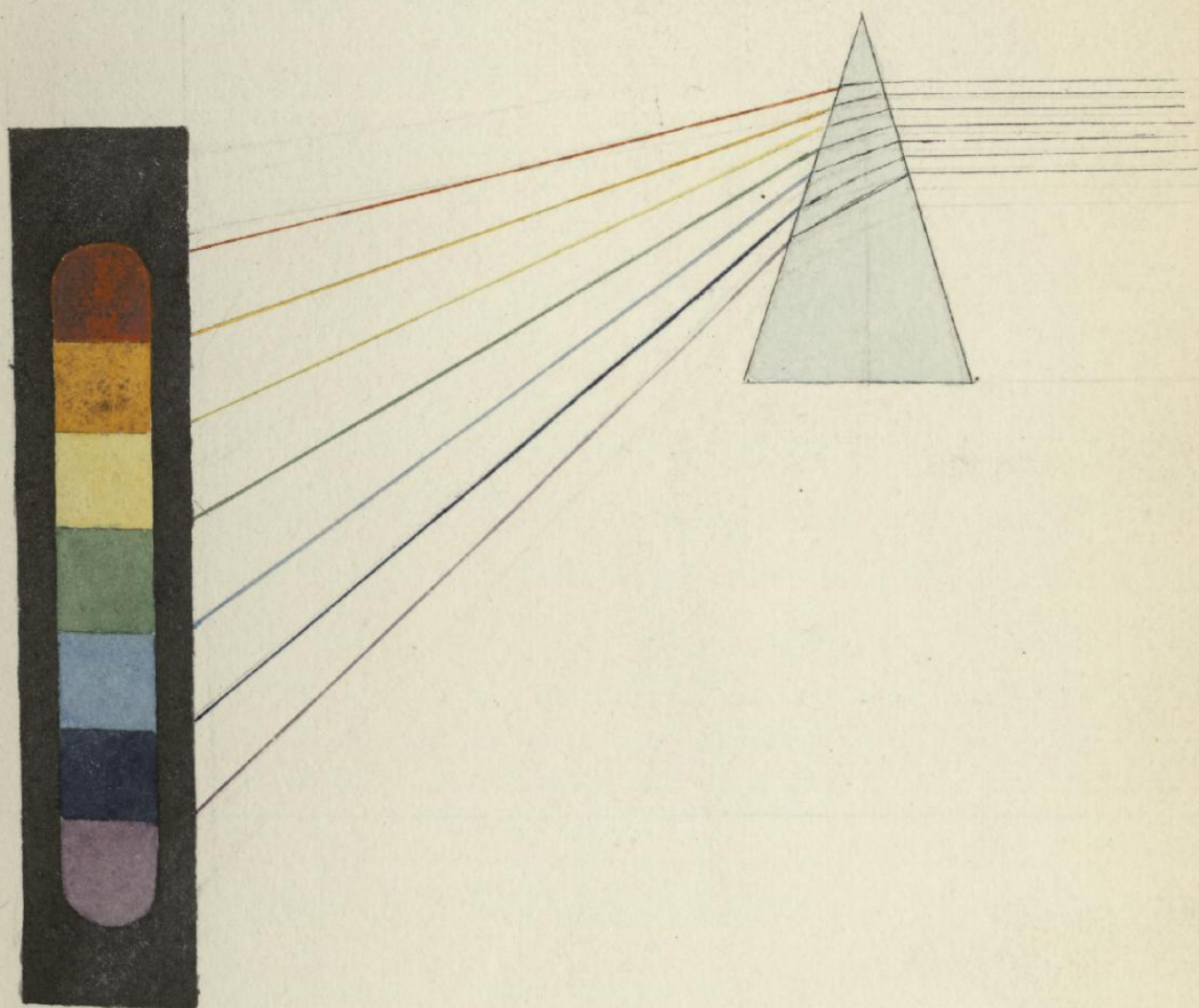
« Cependant, il arrive que quand j'ai parlé de cette découverte à quelques-uns de mes amis, je m'aperçois aisément à leur air, que quoiqu'ils ne me le disent pas expressément, ils ont de la

peine à y ajouter fait. Et un d'entre eux, qui certes est un savant physicien, m'a assuré que je dois sûrement m'être trompé quant à la lumière qui a pénétré dans ma chambre, parce qu'il est dit, il, bien convenu que comme il ne pouvait pas y avoir de lumière dehors à cette heure là, il ne pouvait pas en entrer dans l'appartement et que puisque mes fenêtres étaient accidentellement ouvertes, elles devaient au lieu de laisser entrer la lumière, faire sortir l'obscurité. Il a employé plusieurs arguments ingénieux pour me prouver combien je pourais à cet égard m'être fait illusion. J'avoue qu'il m'a un peu embarrassé, mais il ne m'a point satisfait ; et les observations que j'ai faites, et dont je vous ai rendu compte plus haut m'ont confirmé dans ma première opinion. »

« Cet événement m'a fait faire plusieurs réflexions sérieuses et importantes. J'ai considéré que si je ne m'étais pas éveillé de si bon matin, j'aurais donné six heures de plus à la clarté du soleil, et qu'en revanche j'aurais la nuit suivante passé six heures de plus à la clarté des bougies, et comme la dernière est beaucoup plus coûteuse que l'autre, mon goût pour l'économie m'a induit

PL. 2

Décomposition
De la lumière solaire



à faire usage de tout le peu d'arithmétique que je sais pour faire les calculs dont je vais vous faire part. Je vous observerai pourtant auparavant que l'utilité est suivant moi, le principal mérite des inventions et qu'une découverte dont on ne peut faire usage ou n'est pas bonne à quelque chose ne vaut rien. »

« J'établis pour base de mon calcul la supposition qu'il y a à Paris 100,000 familles, et que ces familles consomment chaque soir une demi livre de bougie ou de chandelle par heure. Je pense que c'est une estimation raisonnable, car quoique je crois que quelques familles en consomment moins, je sais que beaucoup d'autres en consomment bien plus. Alors, si nous prenons 6 heures par jour pour terme modéré du temps qui s'écoule entre le lever du soleil et le nôtre, puisqu'il se lève durant six mois depuis 6^h jusqu'à 8^h avant midi et qu'alors nous brûlons de la chandelle chaque jour pendant 7^h de suite, voici le compte qui en résultera. »

« Dans les six mois qui s'écoulent depuis le 20 Mars jusqu'au 20 Septembre, il y a :

nuit	183
Heures de chaque nuit pendant lesquelles nous brûlons la chandelle	7
La multiplication donne pour total de heures . .	1281

« Ces 1281 heures multipliées par le nombre de 100 000
qui est celui des fauilles et donnent 128,100,000

« Ces cent vingt huit millions et cent mille
heures passées à Paris à la clarté de la bougie
ou de la chandelle font, à demi-livre par
heure 64,050,000
liv. pesant

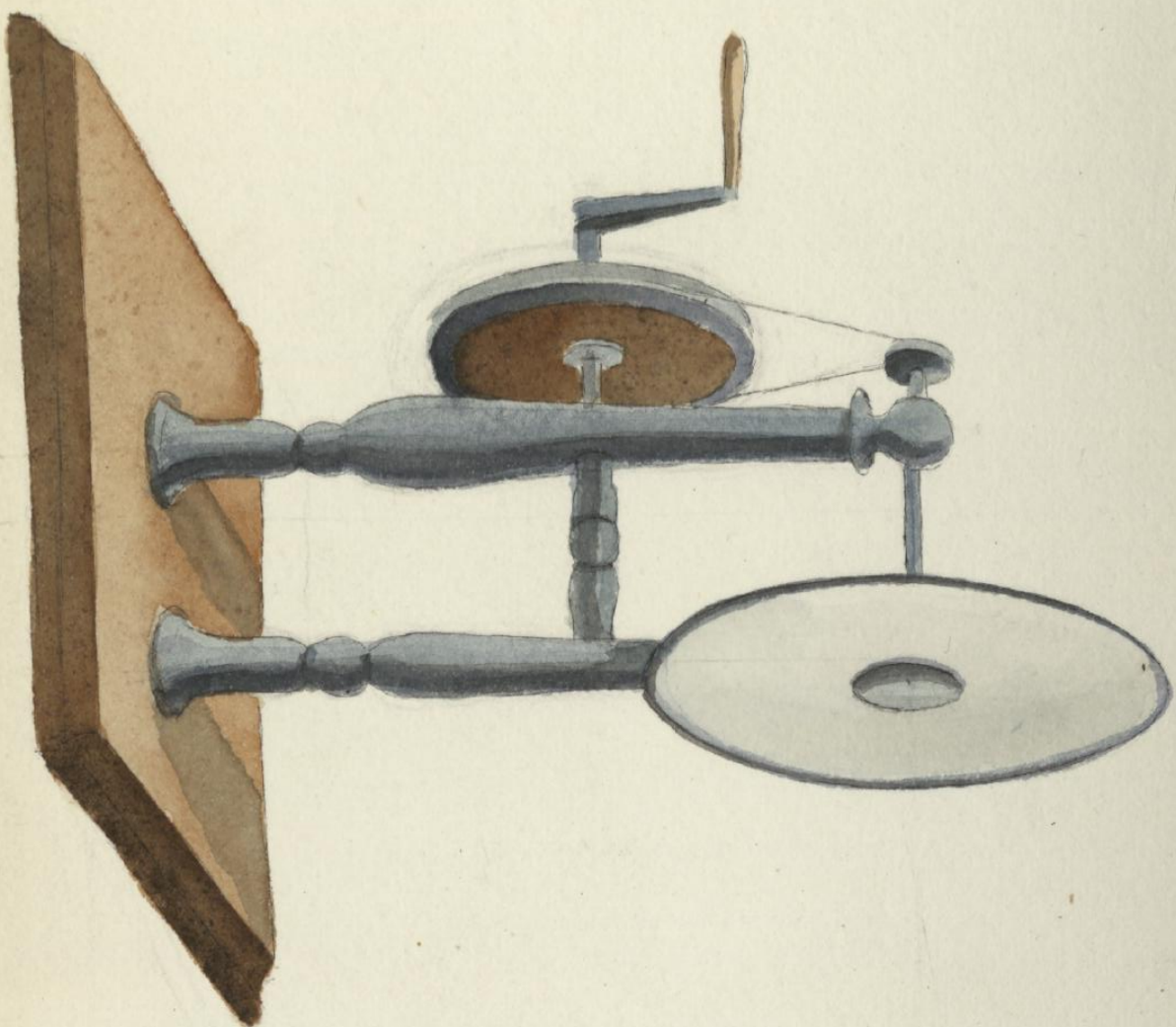
« Soixante quatre millions cinquante mille livres
pesant, estimées l'une dans l'autre à trente sous
la livre, font la somme de quatre-vingt seize
millions soixante quinze mille livres tournois 96,075,000
livres tournois

« Somme immense, que la ville de Paris pourrait
épargner tous les ans en se servant de la lumière du soleil
au lieu de bougie ou de chandelle. »

« Si l'on prétend que le peuple étant opiniâtrement
attaché à ses vieilles coutumes il serait difficile de le
engager à se lever avant midi, et que par conséquent
ma découverte ne peut être que fort peu utile, je
répondrai : Nil desperandum. »

« Je crois que tous ceux qui ont le sens commun et
qui apprendront par cet écrit qu'il fait jour dès que le
soleil se lève, essayeront de se lever avec lui. Pour y
obliger les autres voici les réglemens que je proposerai. »

Disque de Newton



« 3^e Qu'on mette un impôt de 24 livres tournois par chaque fenêtre où il y a des volets qui font que les rayons du soleil n'éclairent pas les appartemens . »

« 2^e Que pour empêcher de brûler de la bougie et de la chandelle la Police emploie le salutaire moyen qui l'hiver dernier nous a rendus plus économes dans la consommation du bois ; c'est à dire qu'on mette des sentinelles à la porte des épiciers, et qu'il ne soit permis à personne d'acheter plus d'une livre de bougie ou de chandelle par semaine . »

« 3^e Qu'on ordonne aux gardes de la ville d'arrêter toutes les voitures qui passeront dans les rues après le soleil couché, excepté celle des médecins, des chirurgiens et des sages femmes . »

« 4^e Que chaque jour au lever du soleil on fasse sonner toutes les cloches des églises, et si cela ne suffit pas, qu'on tire le canon dans toutes les rues, afin d'éveiller efficacement les paresseux et de les forcer à ouvrir les yeux pour voir leur véritable intérêt . »

« La difficulté du succès de ces réglemens ne se fera sentir que dans les deux ou trois premiers jours, après quoi la réforme sera aussi naturelle, aussi aisée que l'est l'irrégularité naturelle, car il n'y a que le premier pas qui coûte . »

« Obligez un homme à se lever à 4^h du matin et il est probable qu'il se couchera volontiers à 8^h du soir. Or, quand il aura dormi 8^h, il se lèvera volontiers à 4^h du matin. »

« Mais la somme de quatre vingt seize millions sixante quinze mille livres tournois n'est pas tout ce qu'on peut épargner par mon projet économique. Vous devez observer que je n'ai fait mon calcul que pour la moitié de l'année, et l'on peut épargner beaucoup durant l'autre moitié, encore que les jours soient beaucoup plus courts. En outre, l'immense quantité de bougie et de suif qu'on ne consumera pas pendant l'été, rendra la bougie et la chandelle moins chères l'hiver suivant, et le prix en diminuera progressivement aussi longtemps qu'on maintiendra la réforme que je propose. »

« Quelque grand que soit l'avantage de la découverte que je communique si loyalement au public, je ne demande ni place, ni pension, ni privilège exclusif, ni aucune autre espèce de récompense. Je ne veux que la seule gloire de l'avoir faite. Malgré cela, j'ai bien qu'il se trouvera de petits esprits envieux qui voudront

comme de coutume me la disputer, et qui diront que mon invention était connue des anciens. Peut-être même citeront-ils pour le prouver des passages de quelques vieux livres »

« Je ne soutiendrais point contre ces critiques, que les anciens ne savaient pas que le soleil devait se lever à certaines heures. »

« Probablement des almanachs comme ceux que nous avons aujourd'hui le leur prédisaient. Mais il ne s'ensuit pas que les anciens sussent qu'il fût jour aussitôt que le soleil se levait, »

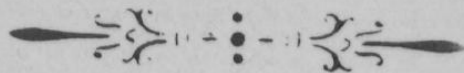
« C'est là ce que j'appelle ma découverte. Si les anciens connaissaient cette vérité, elle doit avoir été oubliée depuis longtemps, car elle est ignorée des modernes ou du moins des Parisiens ; et pour le prouver j'en ai besoin de faire usage que d'un argument bien simple »

« Les Parisiens sont un peuple aussi bien instruit, aussi judicieux, aussi prudent qu'aucun autre qui existe sur la terre. Tous les Parisiens professent comme nous l'amour de l'économie, et d'après les nombreux et pesants impôts qu'exigent les besoins de l'Etat, ils ont certainement bien raison d'être économes. Je

dis donc qu'il est impossible que dans de
pareilles circonstances un peuple aussi sensé
se fût servi si longtemps de l'enfignante
malsaine et horriblement coûteuse lumière
de la chandelle, s'il avait réellement su
qu'il pouvait avoir pour rien autant de la
pure lumière du soleil »

« un aburné »

Franklin, comme on le voit, avait une
sage pensée, guidée par un esprit de bon
sens, mais il ne pourrait pas en être ainsi
pour satisfaire aux goûts et aux besoins
des populations, car nous sommes forcé-
ment obligés de suivre le mouvement
inspiré par les progrès de notre époque,
en nous y conformant, pour procéder
comme tout le monde.



ECLAIRAGE

ANCIEN



ECLAIRAGE

ANCIEN



Chapitre 1^{er}

Eclairage des temps anciens

Avant l'époque où remonte la civilisation des peuples, l'homme primitif a cherché tout d'abord et instinctivement à produire artificiellement de la lumière, par les moyens les plus simples, c'est à dire avec ceux que la nature lui offrait directement, sans exiger aucune préparation. Les matières employées étaient d'abord le bois, puis l'huile végétale en comprimant des graines oléagineuses, et enfin les graisses qui produisaient de véritables torches par la vaporisation des composés hydrocarbonés échappant à la combustion, en prenant naissance dans la décomposition des corps gras sous l'action de la chaleur qu'ils développaient en brûlant. Il est vrai que lorsque chaque peuple s'est formé, on ne s'occupe guère que des choses absolument

nécessaires et indispensables à la vie, mais néanmoins il fallait produire, tout au moins, un peu de lumière, si faible qu'elle soit, ne serait-ce que pour pouvoir défendre son foyer afin de protéger sa famille, et au besoin vaquer à quelques occupations nocturnes.

Lorsque des agglomérations de population se sont formées, il a fallu avoir recours à des moyens moins primitifs, et on est arrivé à employer l'huile qu'on versait simplement dans des vases où plongeaient des mèches filées pour la diriger par capillarité vers l'extrémité qui se trouvait enflammée; mais tout cela n'est venu qu'avec le temps, quand les besoins se sont fait réellement sentir.

Les peuples de l'antiquité se servaient de l'huile, les Romains, surtout, faisaient usage de lampions pour éclairer les rues et ils n'ignoraient pas, comme les Grecs et les Égyptiens, ce genre de lumière car ils en plaçaient à leurs fenêtres, ou au dessus de leurs portes, les jours de réjouissances et de fêtes publiques.

La lampe des anciens, bien antérieure à l'époque Gallo-romaine, était composée d'un récipient en métal ou en terre ayant un bec, assez pointu, pourvu d'une mèche en coton filé et tortillé.

Les vases ou lampes avaient des formes plus ou moins gracieuses et ornementées, et d'un caractère quelquefois sévère et dont quelques unes étaient montées ou posées sur des trépieds.

Ces objets d'ameublement et d'utilité étaient tout à fait imparfaits, comme foyers de lumière, la capillarité des mèches insuffisante et le manque de réglage, ou plutôt d'alimentation d'air, contribuait à leur faire produire une lumière relativement faible, accompagnée d'une odeur de fumée se répandant dans l'espace.

On construisait aussi des lampes et lustres composés d'un réservoir contenant l'huile avec un ou plusieurs bocs, en forme de goutots où reposaient les mèches. Ces divers lampadaires que l'on voyait encore vers la fin du siècle dernier, étaient ordinairement placés dans des

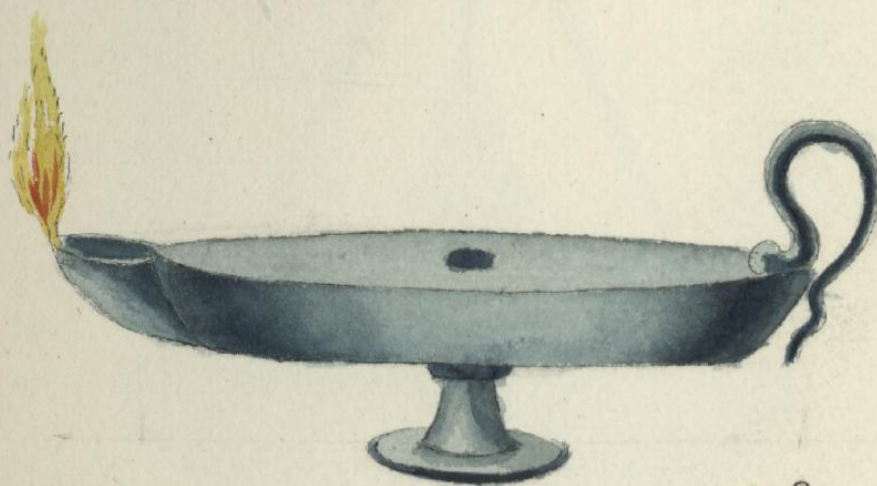
pièces d'entrée ou antichambres et dans les salles communes des grandes habitations, c'était toujours, en un mot, des lampes fumantes répandant des vapeurs contenant des carbures et l'hydrogène, non brûlés, se répandant en fumée dans l'atmosphère.

En résumé les appareils et ustensiles servant à l'éclairage avaient, la plupart des formes sévères et élégantes, complétant l'ameublement d'une pièce d'habitation ou la décoration de l'extérieur d'un monument ou d'une place publique. Parmi les divers modèles existants dans l'antiquité, notamment chez les Grecs, les Romains et les Egyptiens on en a retrouvé de beaux spécimens dans les fouilles de Herculanium et de Pompéï, qui sont aujourd'hui conservés dans des musées. Voici comment on peut les distinguer :

La *Lucerna* (1 - Fig. 1) était une lampe à l'huile avec poignée en terre cuite ou en bronze, ayant un bec pour

PL . 4

LUCERNA



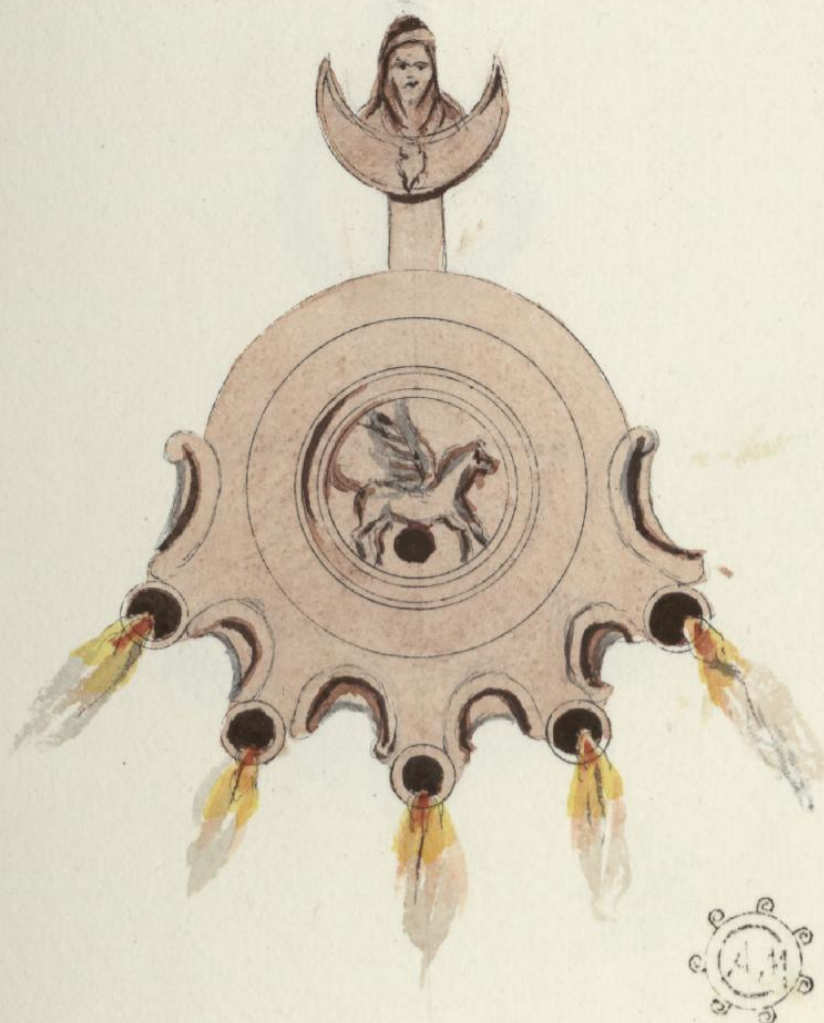
PL. 5

LUCERNA BILYCHNIS



PL . 6

LUCERNA POLYMYXOS



PL. 7

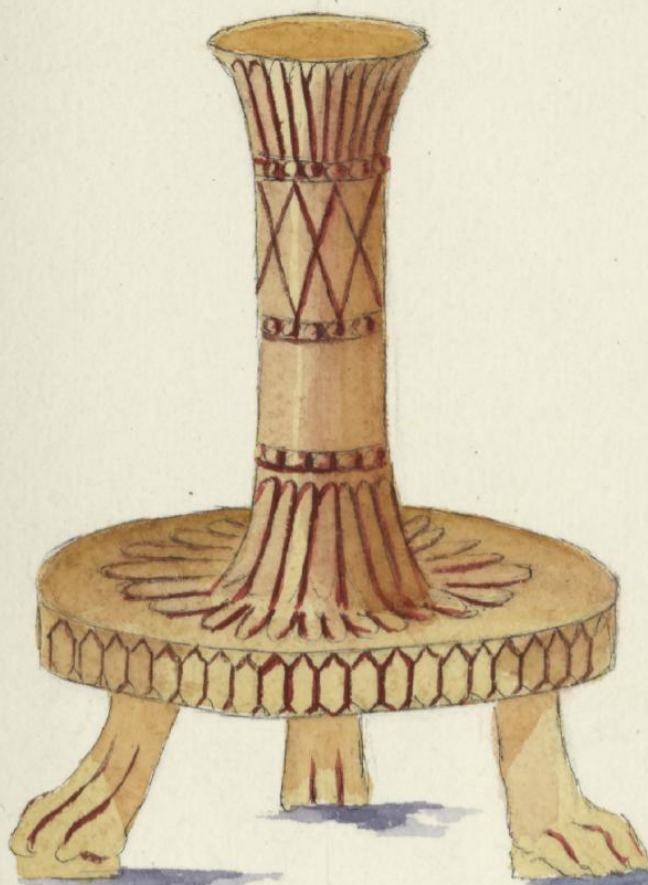
LYCHINUS



CANDELABRUM



Candela



Lampa



La mèche et au centre une ouverture pour verser l'huile. On la plaçait ordinairement sur un meuble ou sur une tige droite élevée appelée candelabrum ou encore on la suspendait par une chaîne. Les formes des Lucernæ quoiqu'assez variées étaient généralement oblongues, en forme de bateau, (I - Fig. 1 et 2)⁽¹⁾ Le bec des lampes des anciens s'appelait *Myxa* et la mèche formée habituellement de la moelle d'un roseau ou de fibres de lin ou de papyrus était désignée sous le nom d'*Ellychnium*.

La Lucerna à deux lumières et qui était souvent suspendue, portait le nom de *Bilychnis* (I - Fig. 3) elle servait de lampadaire ou de lustre.

Les Romains désignaient sous le nom de *Tychnus* une lampe suspendue dans l'espace ou un support de lampe accroché au plafond (I - Fig. 4).

Le Candelabrum (I - Fig. 5) était une colonne ou fût avec embase, terminé à la partie supérieure par une cuvette ou un plateau rond recevant une lampe.

(1) Les N^{os} indiqués sont ceux des dessins figurés dans l'Atlas faisant suite à l'ouvrage.

Ce candelabre avait une certaine hauteur pour répandre la lumière à distance. D'autres modèles destinés à recevoir des bougies ou chandelles enduites de cire avaient une bobèche et un bûnet pour la recevoir ou étaient terminés par une pointe assez aigüe pour la fixer en l'enfonçant sur cette dernière.

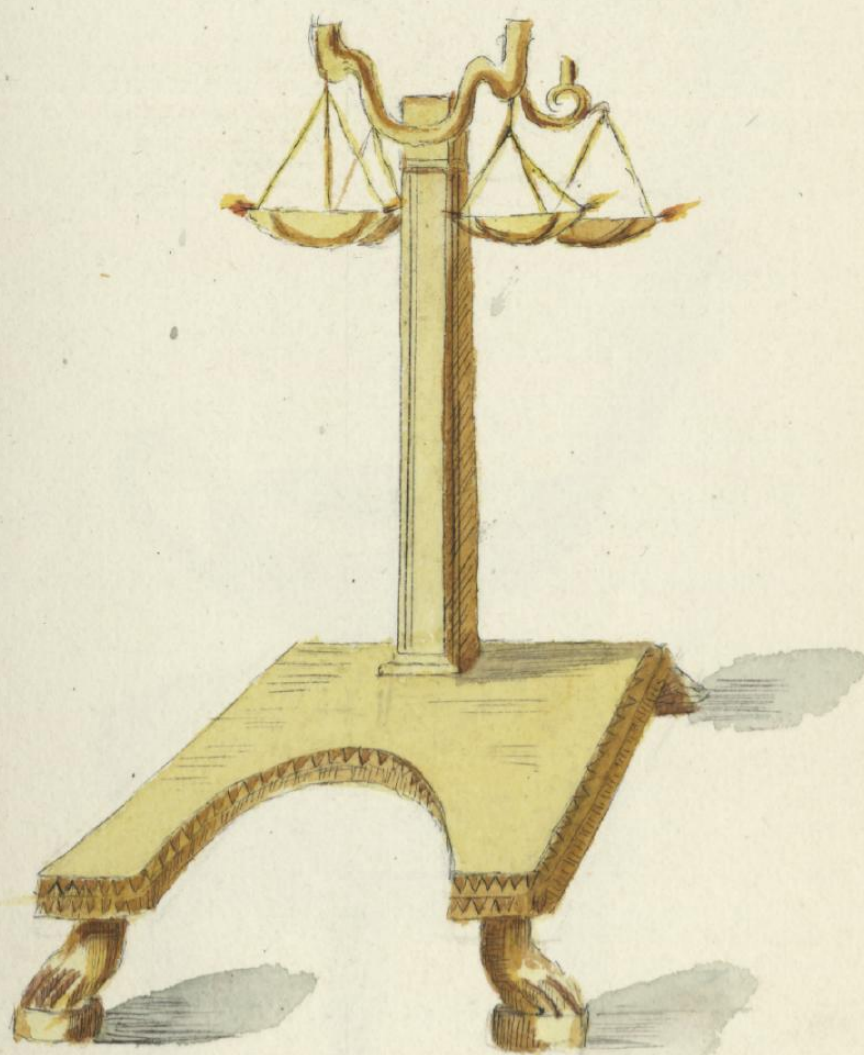
Le candelabrum portatif ou pied de lampe en métal ou en bois était destiné à être placé sur un meuble ou sur un tréteau et le ceriotare représentait un pied avec cloûte pour recevoir une bougie ou une torche ; ses formes variées figuraient un sujet quelconque.

Le Candelabrum à deux portes - lampe (I. Fig. 9) représente un sujet appuyé sur une tige à deux branches supportant deux plateaux pour recevoir des lampes.

Le Hychnachus (I. Fig. 7) était un pied de lampe disposé de manière à en supporter plusieurs qui étaient

PL . 9

LYCHNUCUS
à quatre lumières



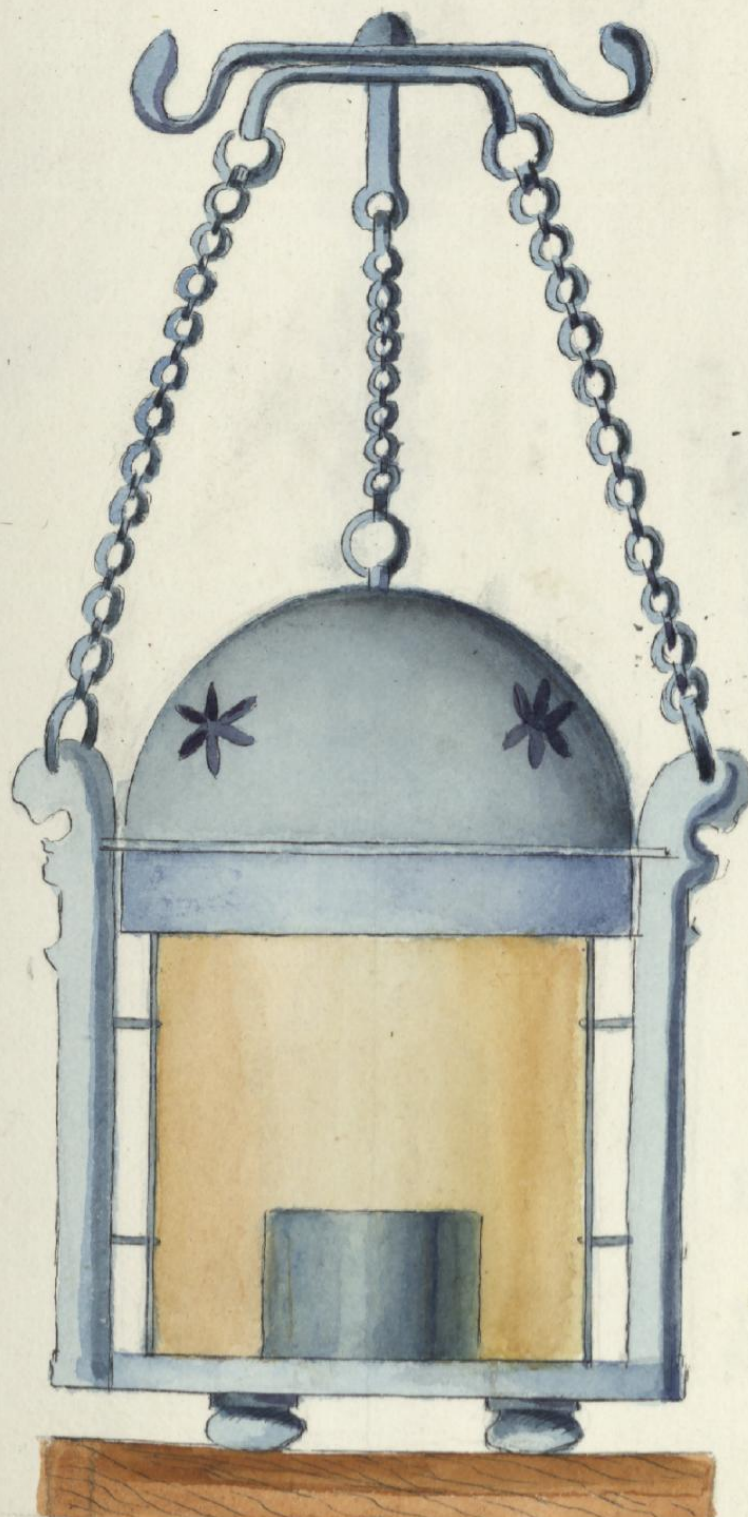
PL . 10

CANDELABRUM
supportant une lucerna



PL. 11

LANTERNA

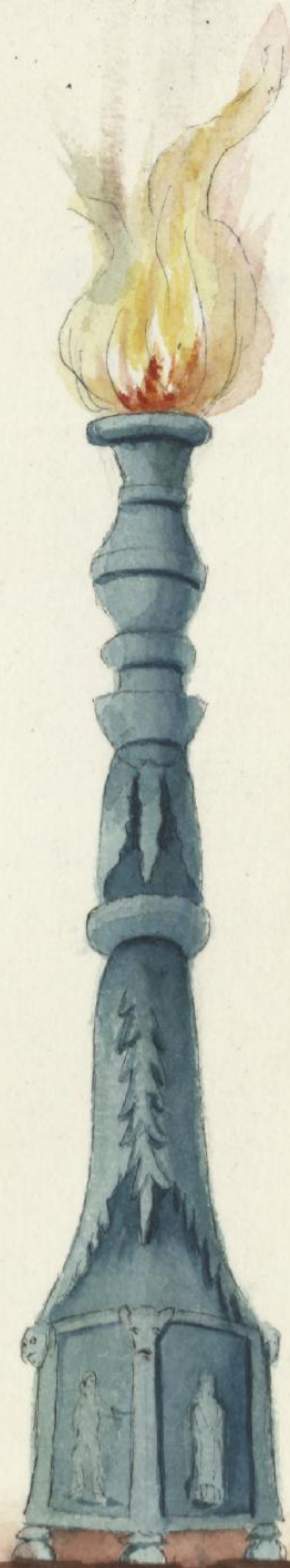


PL.12

CANDELABRUM



TEDA



FAX



PL . 13

CANDELABRUM



Droits réservés au Cnam et à ses partenaires

MUSEUM

suspendues par des chaînes au lieu d'être supportées par un plateau.

Le *Lychnuchus Pensilis* (I-Fig. 8), au contraire, était un plateau sur lequel se trouvaient accrochés plusieurs lampes garnissant sa circonférence; sa surface était plate et on le suspendait au plafond au moyen d'une tringle.

La *Lanterna* ou lanterne ronde (I-Fig. 9) avait une carcasse en métal garnie de corne; le cylindre du fond recevait la lampe et son couvercle, en forme de coupole, était percé en plusieurs endroits pour donner accès à l'air et laisser échapper la fumée. Cette lanterne pouvait, à volonté, être suspendue ou portée à la main comme un fûtot.

L'esclave qui portait une lanterne pour accompagner son maître s'appelait *Laternarius*. Le porte flambeau au contraire était désigné sous le nom de *Dactuchus*.

Tous les soldats dans les attaques nocturnes avaient tous leurs lanternes

pour les guider

Du temps des Romains, dans les convois funéraires on y portait une grande quantité de torches et flambeaux qui étaient en cire ou en junc. Les porte-torche bordaient en longue file, les rangs des assistants. Cette coutume avait sa raison d'être parce que souvent, on brûlait les corps la nuit.

Pendant les onze derniers jours de Février qui étaient la fin de l'année puisqu'elle commençait en Mars, il y avait un service dans lequel on se servait de cierges, de chandelles et de lampes qu'on posait sur les sépultures et qu'on posait sur environ et même sur chaque tombeau.

Ainsi que nous l'avons vu précédemment on employait, indépendamment de l'huile, comme moyen d'éclairage :

1^{re} La fax (I - Fig. 10) ou torche faite d'un morceau de bois résineux taillé en pointe trempé dans de l'huile,

de la poix et en fermé dans un tube métallique, ou encore d'étoupe garnie de cire, de suif, de poix, de résine ou autres corps essentiellement inflammables.

2^e La Teda (I-Fig. 11) était une sorte de torche de pin faite avec des éclats de bois résineux qui servaient ordinairement dans des noces et processions; elle avait beaucoup d'analogie avec la fax.

3^e Le Lampas ou flambeau à torche (I-Fig. 12) était un flambeau porté dans les courses où les coureurs devaient arriver les premiers sans laisser éteindre la lumière. Il était formé d'un chandelier ayant une poignée au bas et un large godet pour protéger la main, lorsque la matière combustible venait à couler.

4^e Le Candela brum (I-Fig. 13) placé à l'extérieur des habitations était un pied très élevé, ayant une grande cuvette au sommet destinée à recevoir la poix ou la résine qu'on

allumait comme illuminations les jours de réjouissances.

5^e Les Candéles (I - Fig. 14) ou Fumale c'est à dire la chandelle des anciens, qui doit être antérieures aux lampes à l'huile, était formée de pain, de résine, de cire ou de suif enroulant une torche formée de fibres de papyrus tortillées ensemble comme une corde.

6^e Enfin, le Candela brum (I - Fig. 15) constituait une sorte de chandelier destiné à être placé sur un meuble pour recevoir une chandelle ou candele dont j'ai parlé précédemment.

On cite comme célébrité la lampe d'Epictète, philosophe de l'antiquité. Cette lampe en terre, dont il s'était servi, fut achetée trois mille drachmes par un amateur qui s'imaginait qu'à sa lueur il verrait briller les sublimes étalés de la sagesse et que bientôt il égalerait cet admirable vieillard.

Les Grecs et les Romains adoraient

le feu sous nom de Vesta; cette déesse qui était l'image de la pureté avait des prêtresses qui devaient lui ressembler et qu'on appelait Vestales. Elles étaient chargées d'entretenir et de surveiller le feu sacré pendant la nuit en se relayant tour à tour pendant un nombre d'heures partagé pour ne pas laisser éteindre le feu.

Les auteurs ne font pas connaître la matière combustible employée pour alimenter le feu sacré, seulement Plutarque dit dans ses écrits que chez les Athéniens le feu sacré du temple de Vesta se conservait dans des lampes d'or où l'on ne mettait de l'huile qu'une fois l'année, le premier jour du printemps.

Pour compléter ce que j'ai dit sur l'éclairage dans l'antiquité je crois devoir emprunter quelques passages d'un ouvrage sur ce sujet publié par M. Ch. Horiquet, écrivain d'une profonde érudition, ancien bibliothécaire de Reims, ma ville natale, en voici un extrait :

Page 16. « On trouve peu de chose

chez les anciens sur le suif et sa prépar⁽¹⁾-
-tion candelaire, sebacé, tremper la
chandelle. Voilà tout ce qu'en dit Columelle,
et c'est une des occupations qui, selon lui,
sont permises aux laboureurs, pendant les
jours de fête, comme aussi de préparer le
bois des flambeaux, faces incidere. »

« Notons en passant que déjà à cette
époque le suif, sebum ou serum, se dis-
tinguait parfaitement de toutes les autres
graisses « des animaux à corne », dit
Pline, qui ont des dents à une seule
machoire et des osselets aux pieds -
ont du suif. Hors de là, c'est de la graisse
proprement dite adeps en latin. »

L'éclairage à l'huile également remonte
aux temps les plus anciens, ainsi que je
l'ai déjà fait connaître, car d'après la
Genèse, aux époques les plus reculées,
du temps de Job, d'Abraham et de Moïse,
on faisait déjà usages des lampes. Les

(1) Essai sur l'éclairage chez les
Romains. — Ch. Loriguet 1853

Peuples de l'antiquité pressuraient les fruits pour en extraire le suc ou en obtenir un liquide servant de boisson, de même qu'on pressurait aussi par des moyens primitifs, il est vrai, des olives et autres graines oléagineuses pour en obtenir une huile qui servait surtout à l'éclairage ; les procédés furent longtemps après perfectionnés, en se servant de presses qui permettaient d'en extraire davantage pour une même quantité.

Les Egyptiens attribuaient la découverte de l'huile à Mercure et les Grecs, au contraire, en supposaient les premières connaissances à Minerve, mais cet origine est purement mythologique.

Ce qui prouve que l'huile était déjà employée pour l'éclairage chez les peuples de l'antiquité, c'est qu'on cite à ce propos qu'Anaxagoras disait à Périclès, philosophe né en Grèce 500 ans avant l'ère chrétienne : « quand il n'y a plus d'huile dans une lampe elle s'éteint. »

Les lampes alimentées d'huile étaient connues et employées par les Romains,

qui en plaçaient sur les fenêtres de leurs habitations et les lanternes existaient aussi puisqu'on en a trouvé dans les fouilles d'Herculaneum et de Pompéi.

M. Ch. Hariquet que j'ai déjà eu l'occasion de citer nous fournit, sur l'éclairage à l'huile antique, des renseignements assez précis, que je crois intéressant de reproduire ici.

Page 18. « Toutes les huiles à peu près servaient à l'éclairage. Outre les huiles d'olives, qui, dès l'an 505 de Rome, valaient un as les douze livres, et dont les meilleures celle du venetie, appelée Licinienne se mariait le mieux par son odeur à celle des parfums, on utilisait de la même manière plusieurs huiles que Pline nomme artificielles, et qui étaient encore inconnues au temps de Caton. Nous citerons notamment l'huile de Sésame, dans laquelle on brûlait des mèches de papyrus, quand on voulait obtenir d'excellent noir de fumée; l'huile de myrte noir, celle de cyprès; et même celle de ricin

qui, trop épaisse en Espagne et en Italie, brûlait mal et ne donnait qu'une lumière sombre, tandis que celle qu'on tirait de l'Égypte était excellente pour l'éclairage. »

« C'étaient là les huiles les plus recherchées. Celle que produisait l'Afrique et qu'importaient les vaisseaux Lybiens, était de moindre valeur et laissée probablement pour les riches aux ménages moins aisés. À part l'exagération permise à la plume de Juvenal, son odeur était assez forte pour faire désertir les bains publics, lorsque certains gens s'en frottaient le corps. »

« Du vivant d'Harace, il y en avait et assez peu délicats pour employer l'huile de leurs tampes à ces frictions ; et le digne épicurien crut devoir nous assurer que jamais pareille huile, bonne pour le vilain natts, n'a souillé sa peau. »

« Le Trimalchion de Pétrone, au temps où il était esclave, se frottait les teures

et le menton avec l'huile d'une lampe, pour faire plus promptement sa barbe ; mais quand il fut devenu sénile et riche propriétaire, les parfums ruisselaient sur son front. — Est-ce à dire que, dans la consommation oléagineuse des Romains, les huiles et les essences de prix étaient entièrement réservées aux frictions et à la parfumerie ? non certainement, Sulpicius - Apollinarius, que nous aurons à citer plus bas, démontre pleinement le contraire ; et si vous voulez une autorité d'une époque plus reculée, Pétrobus nous apprend qu'après avoir arrosé de parfum les pieds des convives, les esclaves en versaient le surplus dans leurs lampes. Nous ne devons pas oublier d'ailleurs que, dès les premiers temps, des brasiers destinés à répandre la lumière dans les appartements y répandaient aussi des odeurs ; et que, parmi les candélabres recueillis par les modernes, un grand nombre, surtout de la moindre taille paraissent.

« soient particulièrement destinés à brûler des parfums. »

« Dans le nombre infini de ceux dont parle Pline et dont on faisoit des usages divers, l'huile du balan, le baume, le styrax, le nard et l'essence de rose paraissent avoir été le plus souvent mêlées avec l'huile pour en relever le prix » *nominatus in olei laude* » dit Pline, après Homère, en parlant de la dernière espèce la plus commune de toutes. Martial, en fait de parfums employés pour l'éclairage, vante les produits d'un marchand qu'il nomme *nicros* :

« *Et lucerna vidit*

« *Nimbis ebria nicrotianis !* »

« *Isabérius* fait de ce *Nicros* ou *Nicérotas* un syrien : c'est assez indiquer la provenance de ces parfums. »

« On croira sans peine que la spéculation s'était bientôt emparée de la préparation de ces matières, et qu'il en résultait d'indignes falsifications, Les épiciers du temps trompaient bien sur l'huile, comme le dit *Nicostolus* ; à plus forte raison le

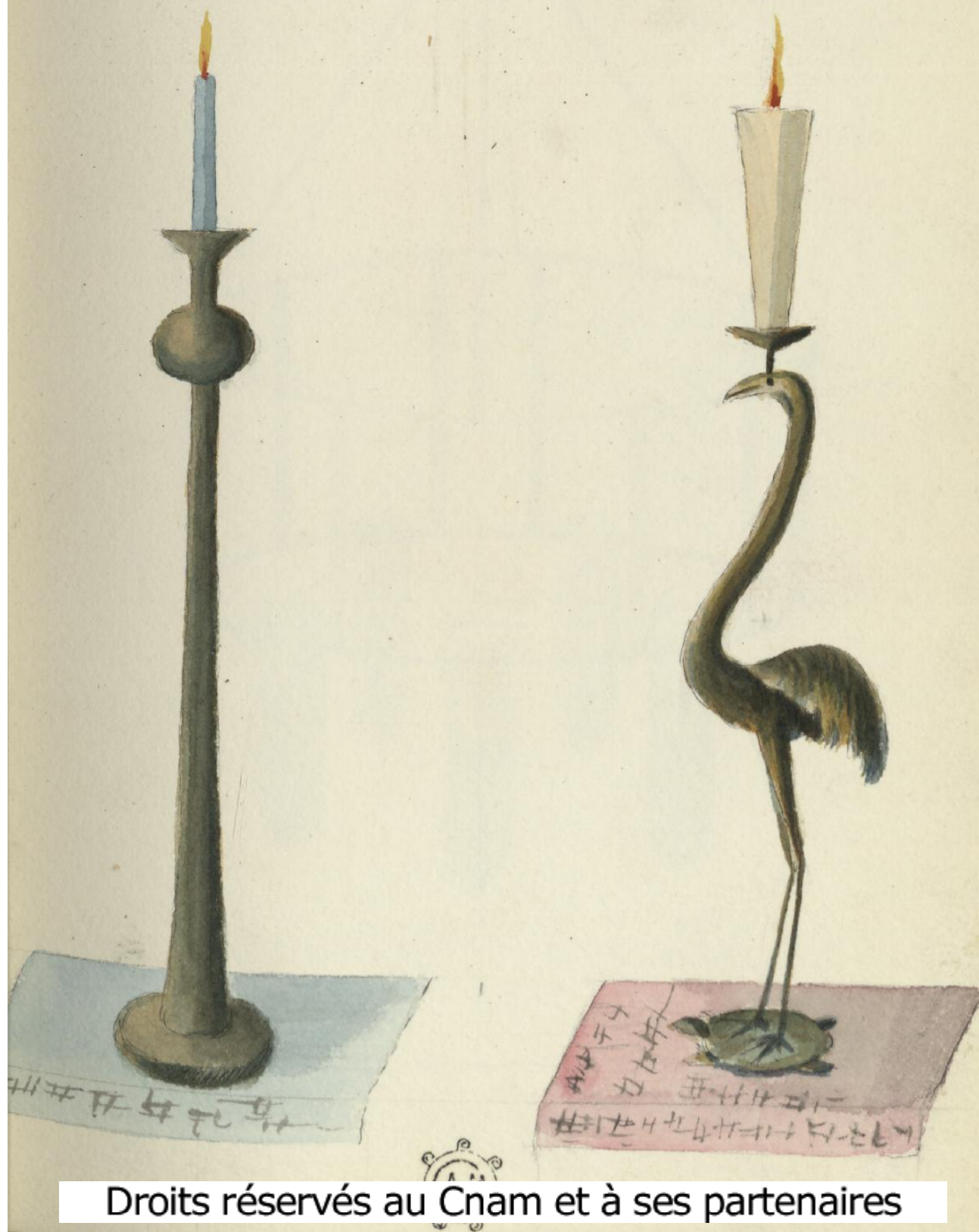
faisait-on sur les parfums, d'autant plus qu'il y avait plus à gagner ».

Nous arrivons maintenant à l'éclairage du temps du moyen-âge où peu d'améliorations se sont produites dans les procédés, mais cependant qui a fait naître de beaux lampadaires, lanternes etc, en bronze, en fer et des falots en métal ou en ivoire, auxquels on attachait une grande importance.

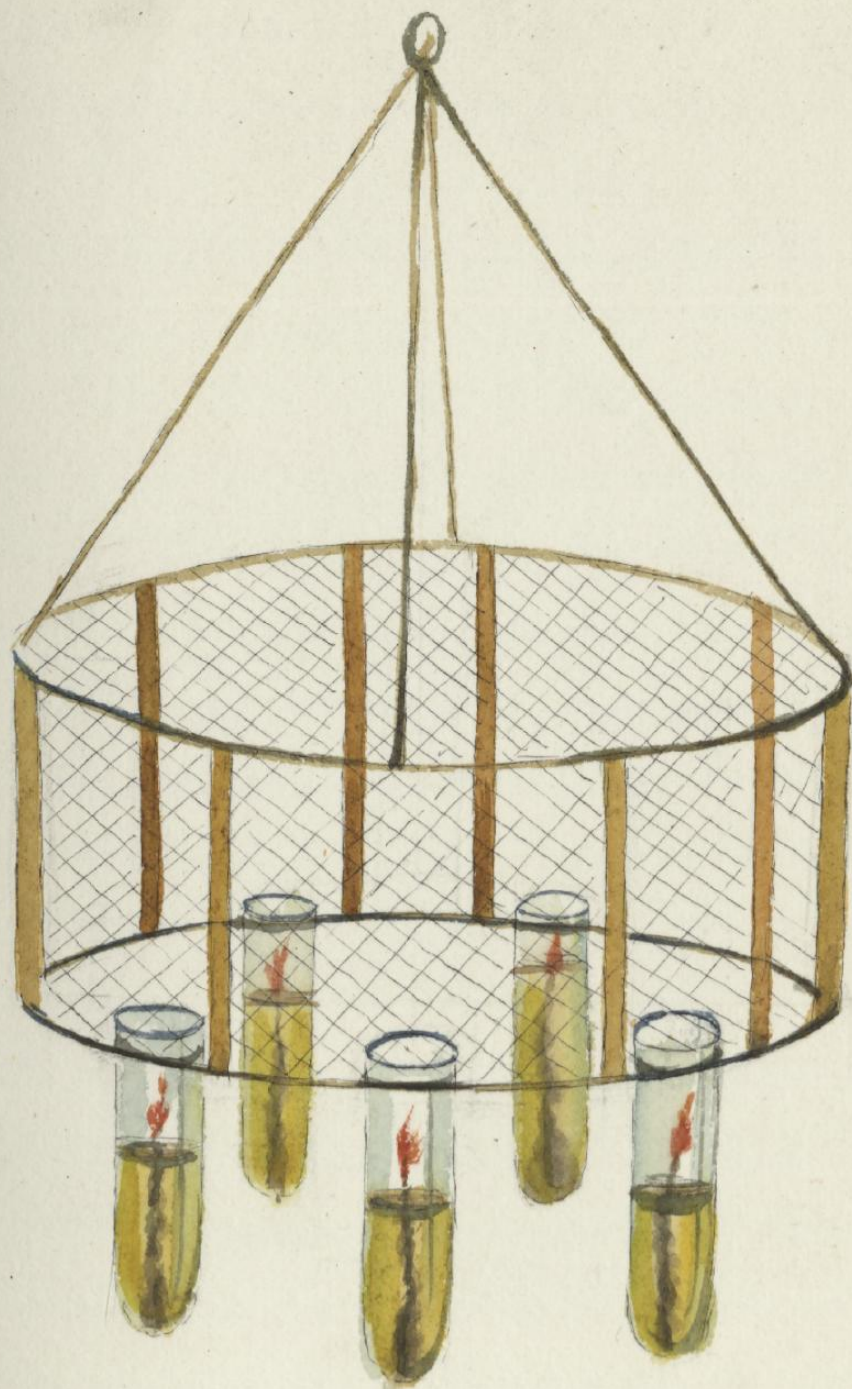


PL. 14

FLAMBEAUX
D'un temple Bouddhiste
- Sintoisme -



Suspension Syrienne.
ancienne.



Chapitre II

Eclairage du temps du Moyen-âge et de l'époque de la Renaissance

Le Moyen-âge, comme on le sait, commençait vers la fin du 5^{ème} siècle, c'est à dire six règnes des premiers rois francs s'est prolongé jusqu'au milieu du 15^{ème} siècle, sous François 1^{er}, époque de la Renaissance des lettres et des arts. Pendant toute cette période de temps on employait toujours la lampe des anciens, car il n'y avait pas de progrès réalisés pour l'emploi de l'huile.

L'homme de travail, c'est à dire le vilain, se contentait de flammes tremblotantes des foyers de cheminées, dont l'âtre rayonnait un peu de lumière. On l'empruntait aussi à une écuelle suspendue garnie d'huile dans laquelle plongeait simplement une nichée fûtée produisant une flamme charbon-naise, ou encore d'une torche de bois résineux ou autres.

Le vilain se reposait le soir de ses fatigues et la femme tricôtait et raccommodait des bas, ou s'occupait à filer et à coudre.

Les seigneurs, au contraire, s'éclairaient modestement avec des bougies de cire ou avec des lampes d'aires à l'huile.

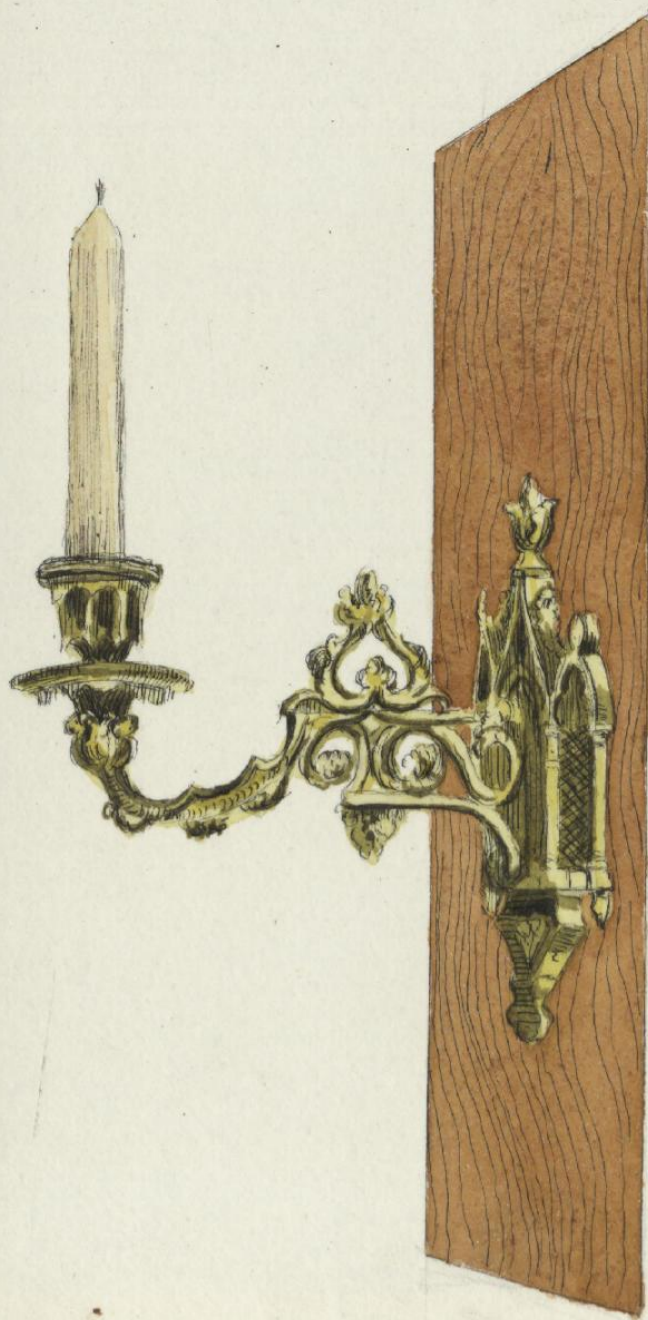
Les bougies de cire garnissaient des chandeliers simples, des flambeaux et des lustres; ces derniers étaient d'abord formés de traverses en bois assemblées en croix, avec des porte-flambeau également en bois qui servaient à recevoir et à allonger les cierges en service pendant les grands repas du soir, lesquels étaient portés autour de la table par des valets. L'usage de se faire éclairer ainsi pendant les festins et réceptions remonte au 6^{ème} siècle.

En dehors des seigneurs et de quelques notabilités qui pourraient s'offrir le luxe des cierges de cire, qui brûlaient chez eux en quantité largement suffisantes, la partie aisée de la population s'éclairait avec des lampes à un ou plusieurs bœcs.

PL. 16

BRAS

Style gothique





XVI. Siècle



PL. 18

Eclairage d'intérieur
au moyen âge



PL. 19

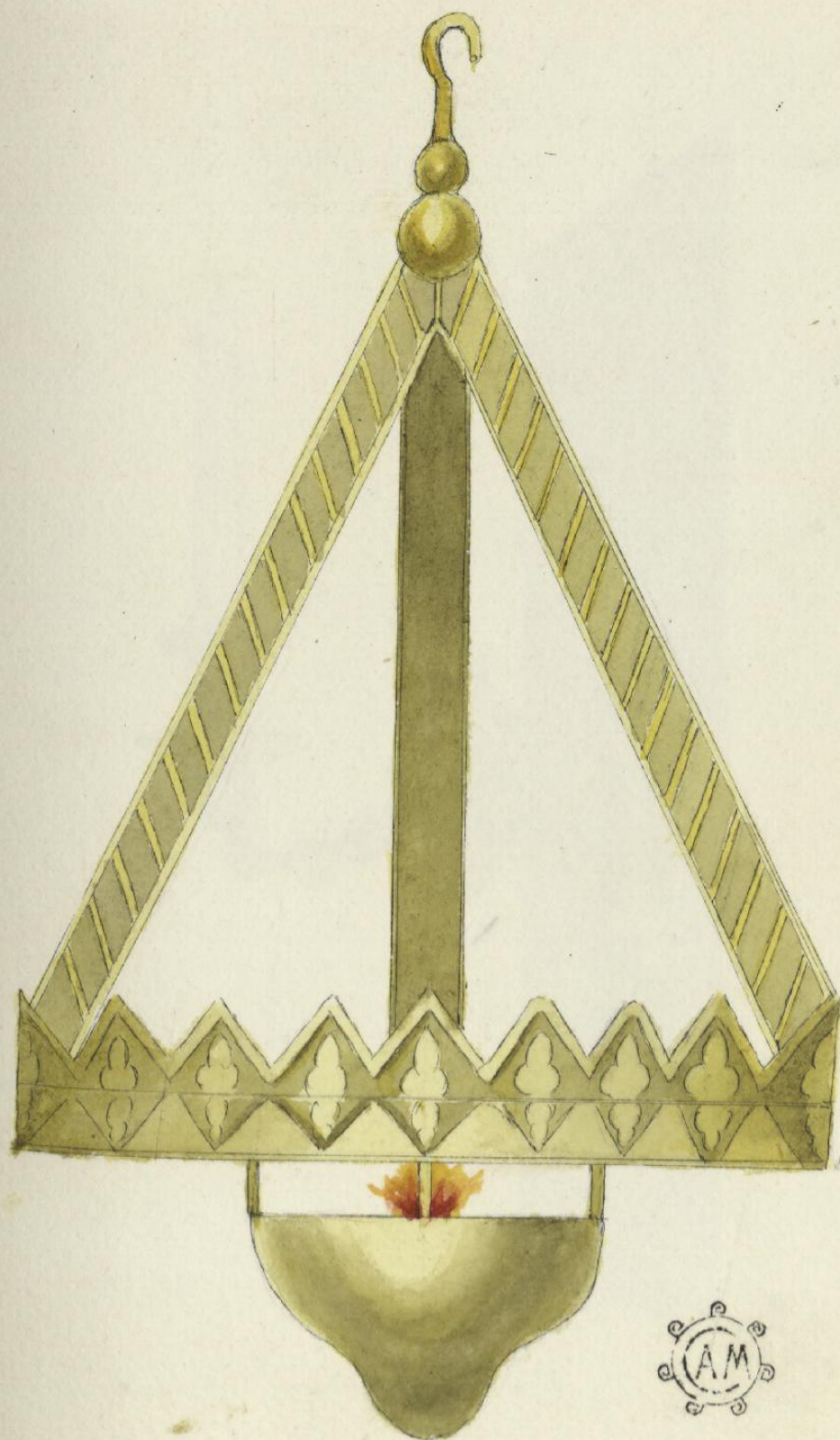
Phare au moyen âge



Droits réservés au Cnam et à ses partenaires

PL . 20

Lampier de N. D. de Chartres
III^e siècle



ou avec des chandelles de suif; d'autres au contraire, se servaient de torches-flam-
-boies de sapin formées d'un bâton gros-
-sier entouré de résine ou de cire, ou
même trempé préalablement dans de l'
huile.

Dans les tourbières d'Irlande on trouve encore le bois-chandelle, qui est un bois dur et résistant, dont la combustibilité le fait employer comme torche parce qu'il éclaire, en brûlant, à la manière d'une chandelle.

En résumé l'éclairage avait bien moins d'importance qu'aujourd'hui, car on devait éteindre les lumières à 7^h du soir, c'est à dire à la cloche du couvre-feu, parce que le travail de nuit était absolument interdit pour la plupart des gens de métiers.

A partir du milieu du moyen âge on construisait des objets d'éclairage en bronze empruntés aux styles gothique, Roman, puis plus tard à celui de la Renaissance. Comme on excellait dans l'art de travailler le fer, on le forgeait, le martelant

et se ciselant pour lui donner des formes ornementatives inspirées par l'archéologie.

Les lanternes connues des Peuples de l'antiquité avaient été négligées depuis, jusqu'au commencement du Moyen Âge, car un historien du 9^{ème} siècle indique une invention remarquable trouvée à son époque et qui était le moyen d'empêcher le vent de souffler les lumières en les pliant dans une petite boîte garnie de cornes. Suivant le rang des personnages la lanterne était en fer ou en cuivre, il y en avait même en bois et en ivoire ; du reste l'usage en était très répandu, car chacun avait sa lanterne pour sortir le soir.

Je ne puis passer sous silence une lanterne souvent citée et qui eut aussi sa célébrité dans l'antiquité, c'est celle de Diogène le cynique. Voici comment il s'en sert à être en quelques mots dans un mémoire sur la vie, les opinions et les mœurs des philosophes.

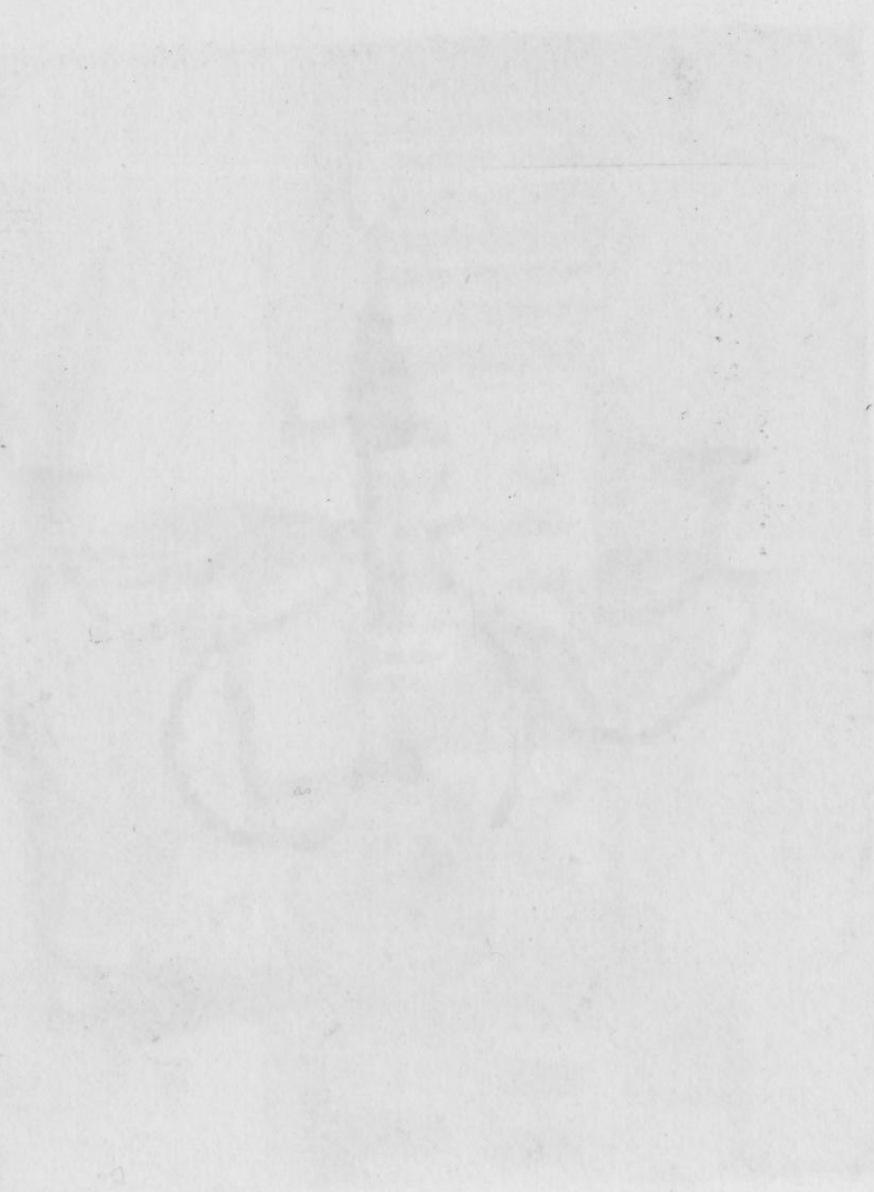
« En plein midi dans un marché d'Athènes
 « Lanterne à la main Diogène
 « Courait de tous côtés à notre cher entre nous,
 « Cette sagesse qu'on renomme
 « S'éclipse, lui dit-on, que diable cherchez-vous ? »



Diogène le Cynique



19 39



PL. 21^{bis}



Lustre hollandais
VII^e siècle.

[17^e siècle]
Nef

PL . 22

LAMPE
X^e siècle



« Je cherche repris-il un homme »

En effet il lui fallait trouver un homme accompli, c'est à dire réunissant toutes les qualités humaines se rapprochant de la perfection

Voici ce que nous fait connaître M. Ed. Fournier dans un intéressant ouvrage sur les lanternes (Histoire de l'ancien éclairage de Paris) « durant tout le moyen-âge, Paris ne connaissait de lanternes que celles qui se fabriquaient chez les peigniers-tabletters, à cause de la tablette de corne ou d'ivoire amincie qui y tenait lieu de vitre »

Les lanternes étaient aussi connues de longue date des chinois qui les garnissaient de pendentilles et elles faisaient les principaux ornements de leurs appartements, elles tenaient lieu, du reste, de lustres, bras et girandoles.

La fête des lanternes occasionnait chez eux un débit considérable; elles étaient garnies de corne et ne possédaient guère qu'une demi-livre. (1)

(1) En France, on substitua le verre à la corne, pour les lanternes, dans le 12^e siècle.

Au milieu du Moyen Âge la chandelle était surtout en usage dans le Nord et l'huile dans le midi de la France, en Italie et en Espagne, mais cette dernière était assez rare surtout celle d'olive qu'on préférait employer à l'alimentation.

L'usage des bougies de cire a été introduit, en France, vers l'an 700 par les Vénitiens qui en avaient connu l'emploi, des Peuples de l'Orient, qui s'en servaient déjà depuis les temps les plus recules.

La bougie primitive était une chandelle de cire qu'on fabriquait sur une grande échelle dans la Ville de Bougie, qui lui a donné son nom; elle était formée exclusivement de cire, substance molle et jaunâtre provenant des gâteaux de ruches d'abeilles.

La ville de Bougie exportait une grande quantité de cire en Europe, au moyen âge. A cette époque les chandeliers de cire étaient peu nombreux à Paris, ils préparaient les bougies

avec de la cire venant de l'étranger, car on mangeait le miel et la cire ensemble au lieu de les séparer. Depuis on a perfectionné les moyens de préparer cette dernière. On la mettait dans une chaudière, avec un peu d'eau, puis on la faisait bouillir lentement pour faire évaporer cette eau; ensuite on la passait à travers un tinge et on la versait aussitôt dans des grandes écuelles de bois, où elle se refroidissait en forme de pain, et c'était dans cet état qu'on la livrait au cirier, après l'avoir clarifiée ou épurée plusieurs fois, puis on la blanchissait en procédant ainsi: Lorsque la cire était fondue on la versait dans la chaudière, le cirier y plongeait des palettes de bois humectées d'eau afin que la cire ne puisse pas y adhérer et qu'au contraire elle arrive à s'en détacher facilement par feuilles minces; ces feuilles étaient ensuite exposées au grand air et sous l'influence de la lumière et de la rosée, elle achevait de se blanchir.

Il y avait au 16^{ème} siècle des chandelles de cire de toutes les couleurs.

La chandelle des rois était de couleurs assez vives.

Il y avait aussi la chandelle des agnissants.

La livre de la chandelle de cire valait 18 sous, tandis que celle de suif ne coûtait que 3 sous.

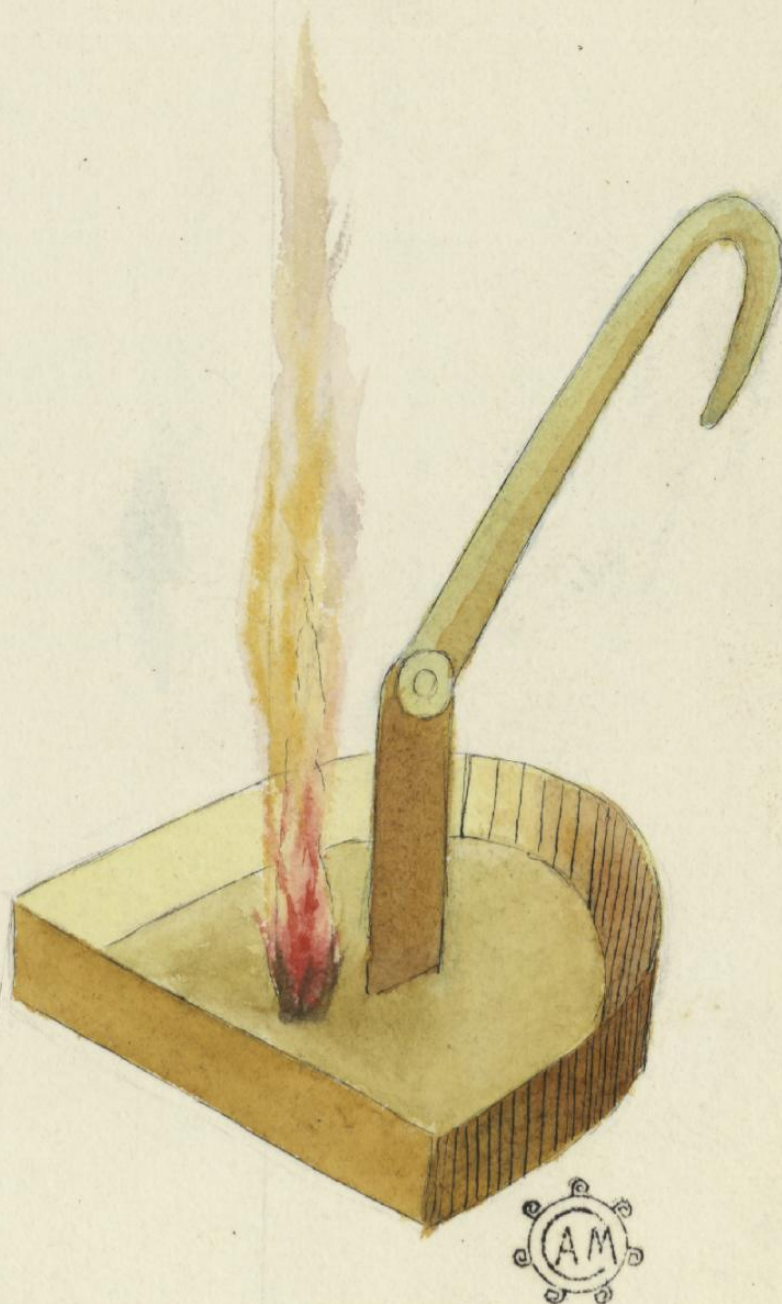
Le procédé employé pour préparer les bougies à la cuiller consistait à accrocher des mèches filées à un cercte en bois suspendu au moyen de cordes ou maintenu dans une position horizontale par un support en bois, puis on portait ce dernier près de la chaudière à cire et l'on versait cette cire le long des mèches, par couches successives, jusqu'à ce qu'elles aient atteint la grosseur voulue.

Les chandeliers de suif qui existaient déjà au moyen-âge étaient ceux qui fabriquaient la chandelle avec de la graisse de mouton, sans avoir le droit de faire aucun mélange, même avec de la graisse de porc, ces Maîtres-Chandeliers étaient

PL. 23

Lampe de cave

XII^e siècle



PL . 24

Lampe

XIII^e Siècle



pourvus de privilèges dès le 11^e siècle.

Voici une ordonnance du roi qui l'indique :

Philippe 1^{er} à Courtes

en Paris.

Juillet 1064

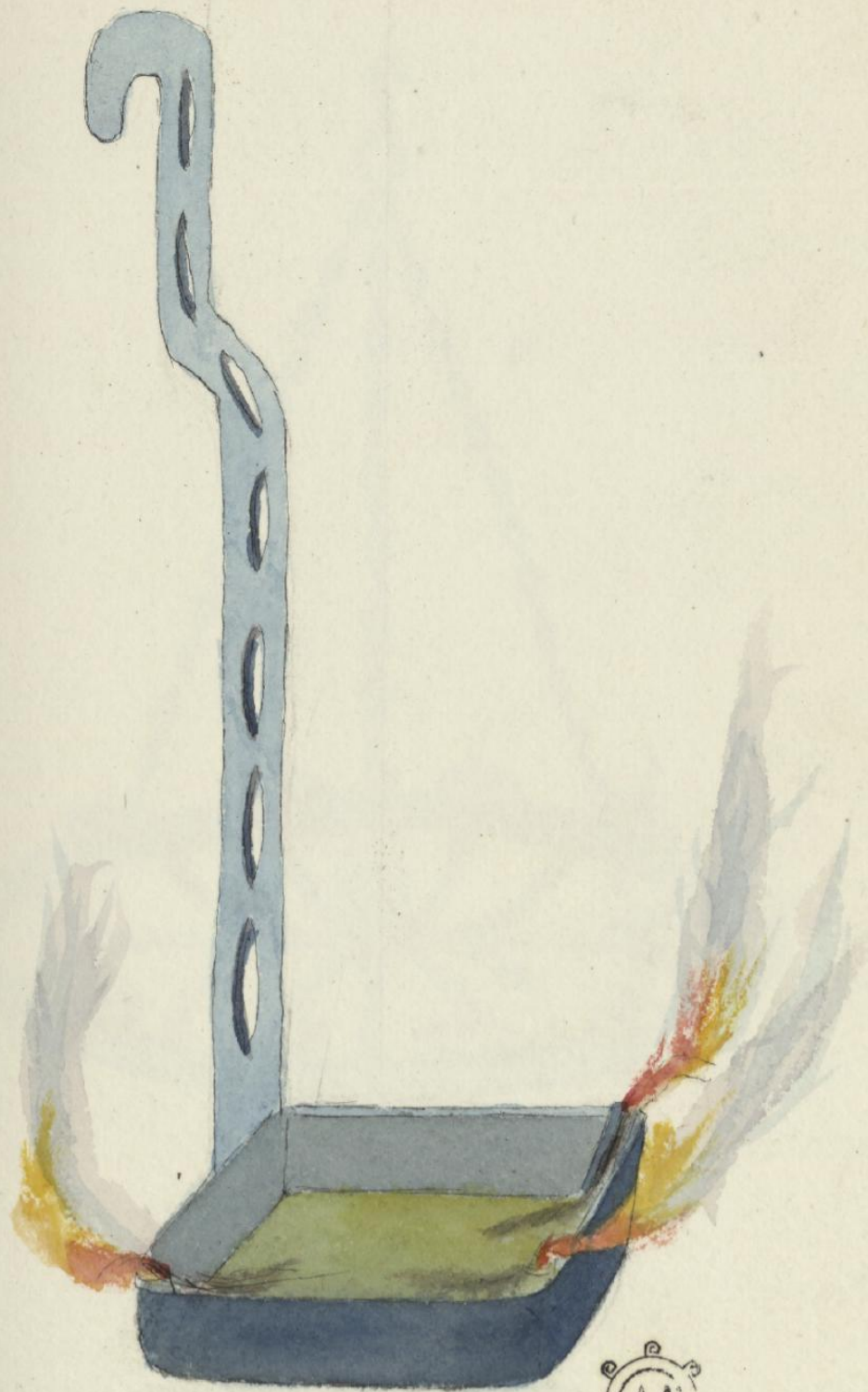
« Philippe, Par la Grâce de Dieu,
Roy de France, à tous présents et à venir,
Salue, honneur et dévotion. Comme aussi
sait que nous ayons reconnu la grande affection,
attache et ponctualité à nostre service, des
maistres chandelliers-huiliers de nostre bonne
et loyale Ville de Paris, et que nous penchons
en ceste consideration à leur départir nos
graces, affection et bonté paternelle, pour
ces causes, nous avons iceulx mis en nostre
sauvegarde et protection, désirant leur bien
faire, pour d'autant plus les obliger à nous
continuer leurs obéissances et fidélitez; iceulx
avons retenuz mis et agrégez au nombre des
sept mestiers que nous voulons et entendons
joyr du bénéfice de regrat, c'est à sçavoir qu'à
chacun desdits maistres chandelliers-huiliers,
présens et à venir, il soit donné en nostre nom,
des Rois nos successeurs, une letre ou brevet
de regrat, pour permission avoir et joyr de
la faculté de débiter et vendre en détail toutes

denrées, comme beurre, graisses, légumes, foin, paille, cotterest, fagots, oing, huilles d'brusler, d'olives, grains, et autres généralement quelconques denrées et marchandises sujettes à rograt, et détail à petits poids et mesures, seulement marquées et étalonnées. Mandons, pour cet effet, à nos justiciers et officiers de nostre Chastellet de l'actuelle ville, y avoir égard de par nous et nostre auctorité royal, et aux fermiers de nostre domaine, de fournir à chacun desdicts maistres chandeliers, huiliers, les expéditions requises et nécessaires, et que nous voulons utilement estre distribuées à cet égard, sans qu'il soit besoin d'autre mandement ni permission; car tel est nostre vouloir et franche volonté. Donné à Trouves en Paris, au mois de Juillet, l'an de grâce mil sixante-un, et de nostre règnement le premier. signé le Roy présent, Baudouin, l'Evêque d'Orléans, Pierre Abbé de Saint-Germain des Prez, et par commandement du Roy sire, Robert de Juilliers, scellé en plomb, en trois de cordons blancs.

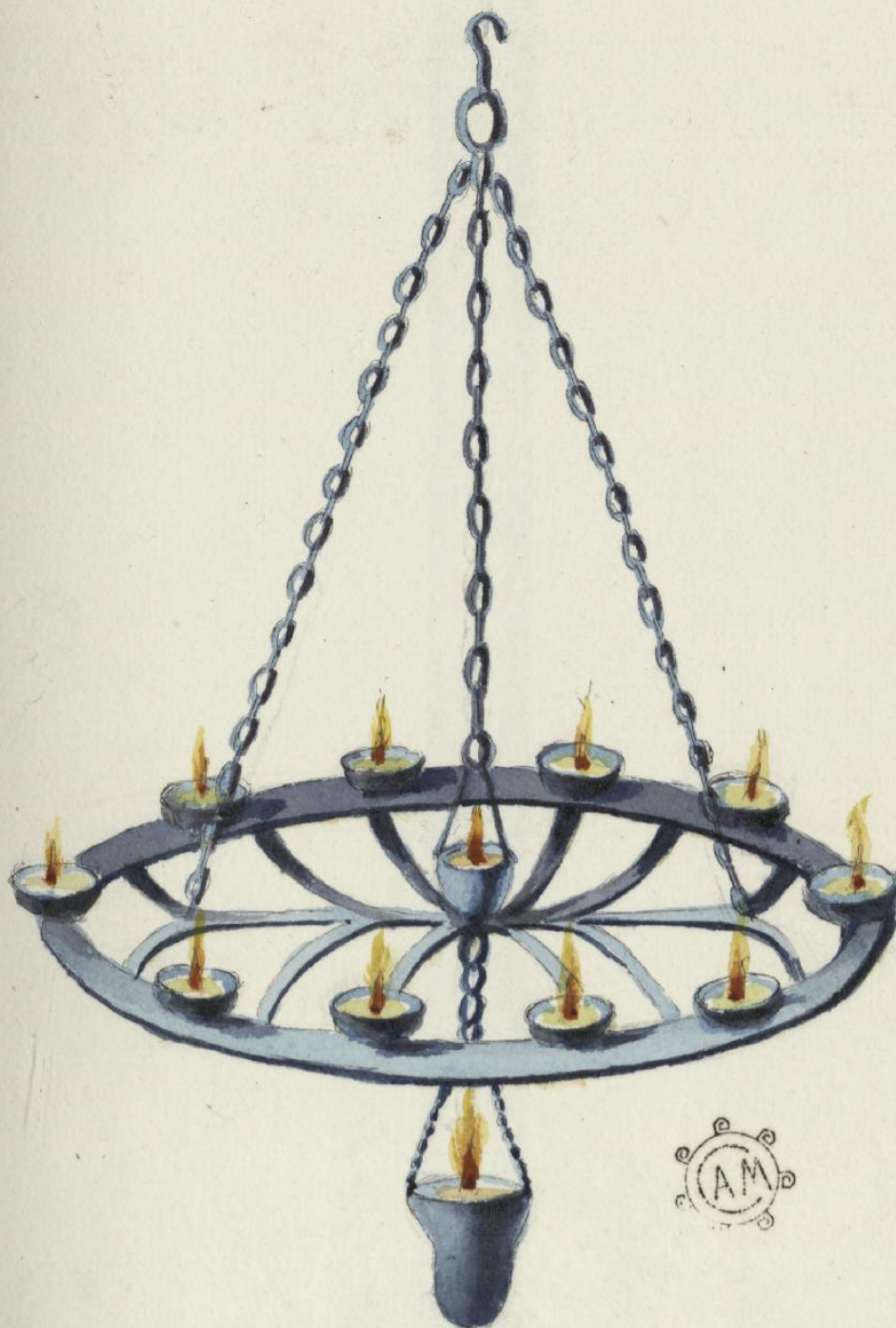
Quees et registrées ont esté ces présentes en la chambre, la police tenant en la presence

PL. 25

Lampe.
XIV^e siècle



Lampadaire à godets
XIV^e siècle.

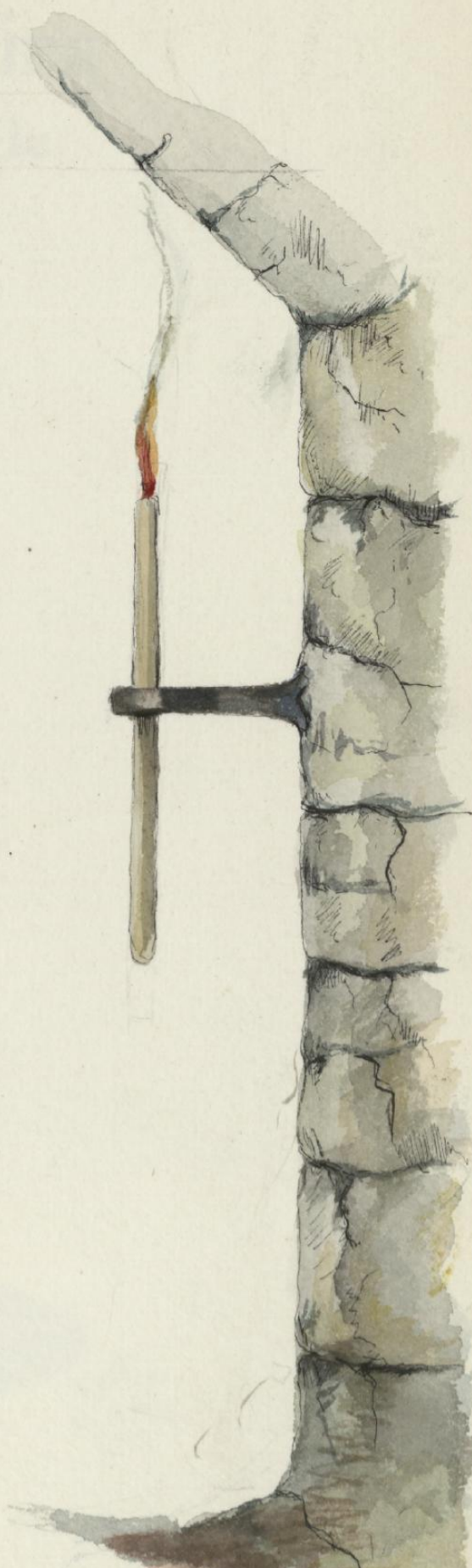
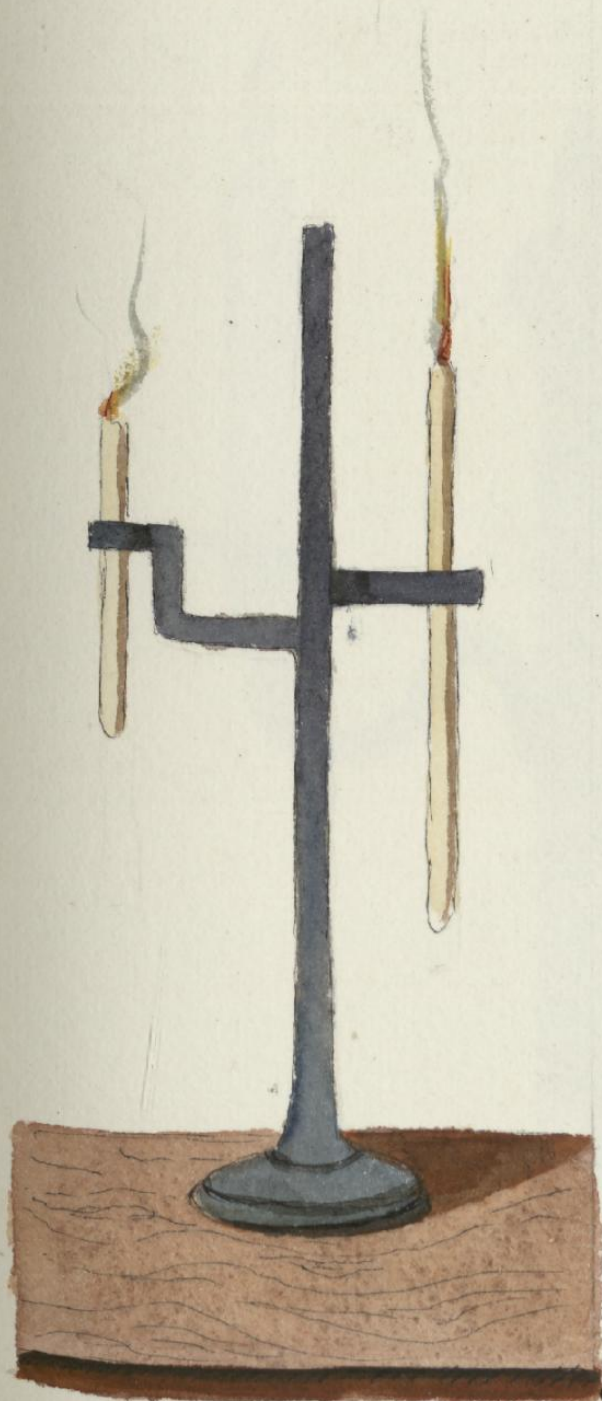


PL. 27



PL. 28

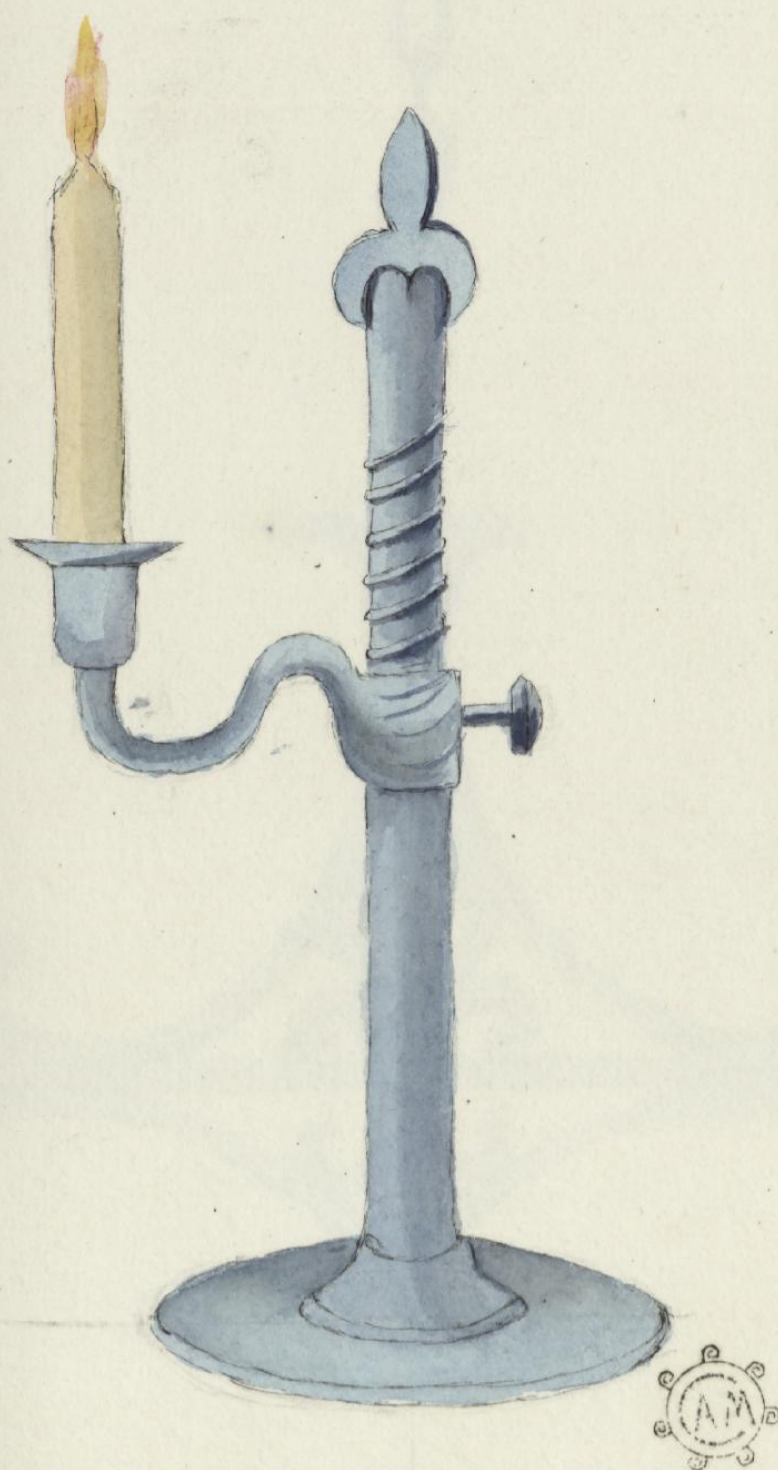
Oribus
de la Basse Bretagne



PL. 29

CHANDELIÈRE

XIV^e siècle



CHANDÉLIER

XIV^e siècle

Suspension. en fer. forgé.

PL. 30

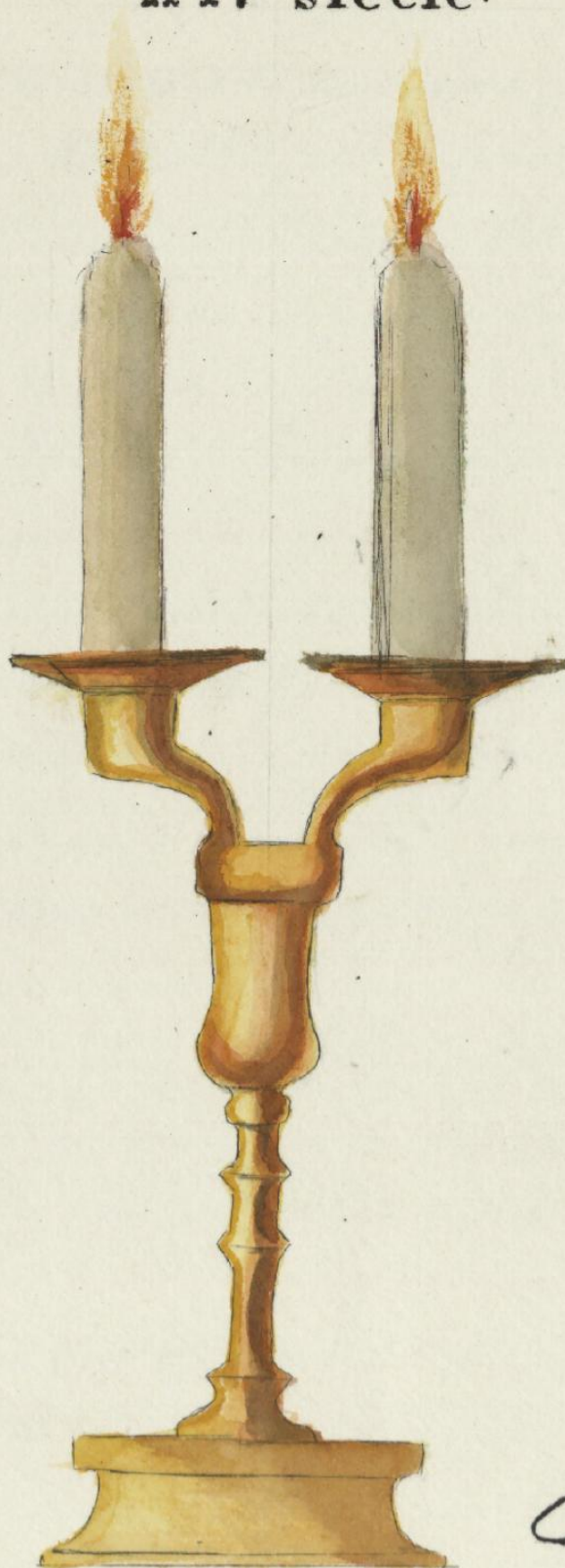
XIV^e siècle.



PL. 31

Flambeau

XIV^e siècle.



BIB. CNAM
RESERVE

et du consentement des gens du Roy nostre
Sire, en conforinité de la sentence de ce jour-
d'huy . . .

Fait au Chastellet le douzième jour du
présent mois de Juillet mil sixzante et un . . .

Signé . Verichie

Les réglemens du Roi Jean du 30 Janvier
1350, pour la police de Paris portent entre
autres conditions à remplir dans la prépa-
ration du suif à brûler :

« Défense aux bouchers de mêler dans leurs
suif, oing, ne flambesux, aucuns sain, ny
autres graisses à peine de confiscation et
d'amende, et qu'il y aura des visiteurs
établir pour cette marchandise, qui auront le
quart des confiscations . . . »

« Le sain est une espèce de graisse molle
qui vient aux animaux qui sont tout à fait
terrestres et le porc en fournit plus qu'aucun
autre . . . »

« L'oing est une graisse de porc qui tient
aux reins . . . »

« Flambesux ou flambarts sont les graisses
qui se tirent des chairs qui en ont trop et
que l'on dégraisse . . . »

Les rotisseurs de cette époque se servaient ordinairement de cette graisse pour la brûler dans des grandes lampes qui se trouvaient près de leurs hostiers et qui produisaient des fortes flammes aussi c'est pourquoi on a dû lui donner ce nom.

Ils s'en servaient également pour ranimer l'ardeur du feu et le faire flamber, ce qui donnerait une certaine consistance à l'étymologie du mot flambeau qui désignait une sorte de torche de cire préparée.

En 1357, nous trouvons encore une ordonnance du Prévôt de Paris interdisant expressément les mélanges des suifs, en voici le texte :

20 Septembre 1357

Ordonnance qui défend aux bouchers de mêler avec leurs suifs de bœuf et de mouton, aucun sain, vînez, flambart, suif de tripes ou autres graisses à peine de confiscation et d'amende et que telles mauvaises seront brûtées.

« A tous qui ces présentes lettres

PL. 32

Lampe en fer

XV^e siècle



verront :

a Guillaume Staixe, Garde de la Trésoirie
de Paris, Salut. Comme il suit venu a
notre cognoissance que sur le fait des suits
qui sont faiz, et qui de jour en jour vien-
nent et sont vendus en la banlieue de
Paris, n'a aucune ordonnance; parquoy
l'on y fait et commet moult de faulsetez
et mauvaisesetien, au préjudice du Roy
nostre Sire, et du prouffit commun;
dont nous sommes suffisamment infor-
mez: Sachent. Que nous voulant obvier
aux inconveniens qui pour la dite cause
advienent et peuvent advenir de jour
en jour, pour le bien public, et pour le
prouffit du Roy nostre Sire; et par bonne
Délibération eüe avecq le Procureur
du Roy nostre Sire, et plusieurs d'autres
sages, et appellez plusieurs chandelliers
et bouchers de la Ville de Paris, ayons
ordonné et fait crier et publier solemp-
nellement en la grant boucherie de Paris,
es boucherie de Saint Marcet, Sainte
Genevieve, Saint Germain des Prex,

du Temple, de Saint Martin des Champs, et en plusieurs carrefours de ladicte Ville de Paris : Et encore ordonnons que ces présentes, et deffendons de par le Roy nostre Sire, tous bouchiers et autres marchands de suif, tant de la Ville de Paris, comme de hors, qu'ils ne soient s'y hardis, sur peine de forfaiture les denrées, et de l'amende du Roy, nostre Sire, de mester ou de reglacier sain, flambart, suif de trippes, oint ne autres mauvaises grosses quelles que soient ; mais ce fassent fondre en la manière qu'il leur vendra du bœuf et du mouton, sans mester avecques aucunes mauvaises grosses pour ce que tel suif ainsi mesté est faulx et mauvais, et par conséquent les chandelles qui en sont faictes sont faulces et mauvaises, et quiconque fera le contraire se perdra les denrées, et seront arsez et l'amendera au Roy nostre Sire, et seront certaines personnes et souffisanes et connables, ordonnées, commises et députées à revoir et visiter lesdictes denrées de suif, et pour rapporter à nous, ou au

PL. 33



Chandelier flamand
XV^e siècle



PL. 35

Lampe en fer.
XV^e siècle.



PL. 36

TABLE DE TRAVAIL

D'un couvent

XV^e siècle



PL. 37

Applique
X V^e - siècle.

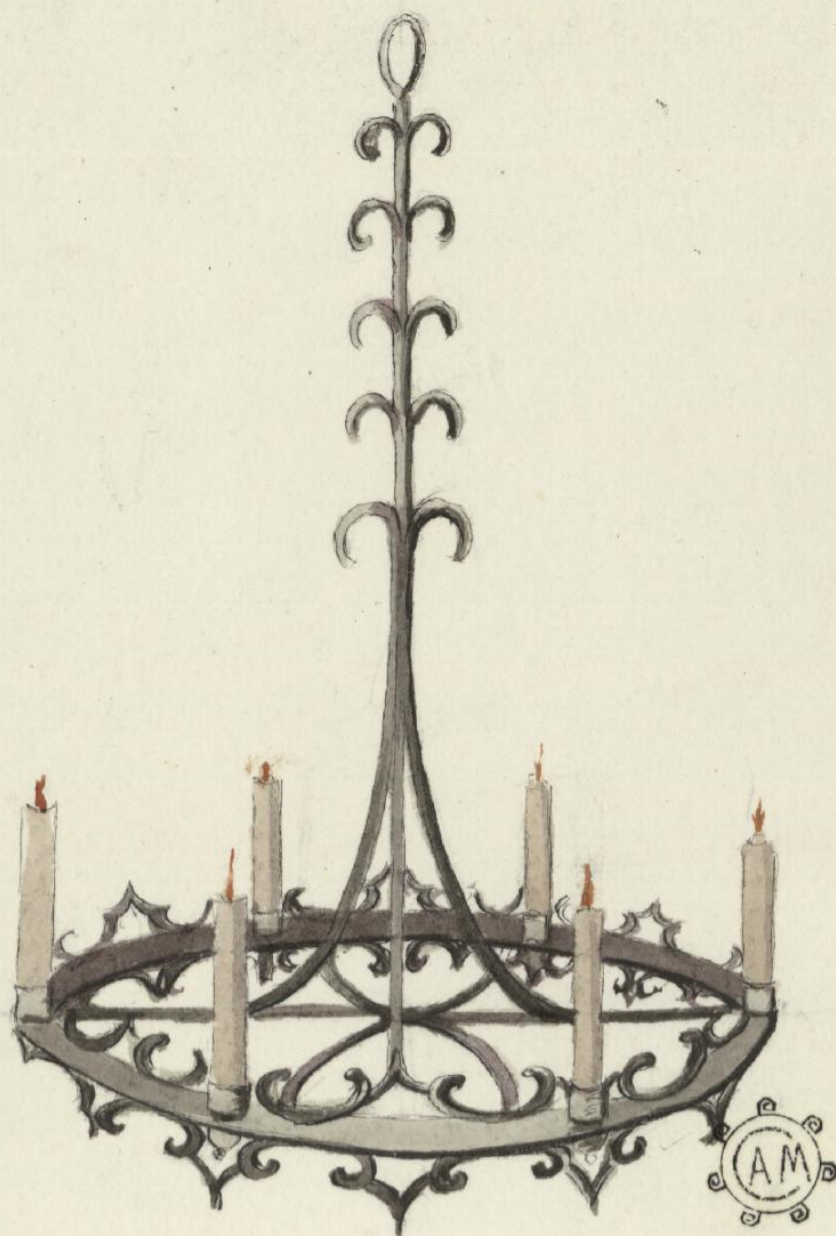


Falot
XV^e siècle.



PL. 39

Suspension —
en fer forgé.



Prévost de Paris, qui pour le temps sera
 à l'avenir sans fraude et sans déport, toutes
 les forsaictures, mauvaises et iex, inconve-
 niens et defsaictz qu'y trouveront esdictes
 denrées pour en faire ce qu'il appartiendra,
 lesquels visiteurs seront changez
 et mis toutes les fois qu'il plaira au Prévost
 de Paris. En tes moing de ce nous avons
 fait mettre à ces Lettres, le scel de la
 Prévosté de Paris. Ce fut l'an de grâce
 mil trois cens cinquante sept, ce mercredi
 vingtième jour du mois de Septembre.

Les Chandeliers qui ont fait partie
 du corps des Epiciers jusqu'au 15^e siècle,
 étaient au nombre de 71 à Paris, en 1291,
 aussi à cette époque criaient-ils dans les
 rues de la Capitale :

Chandoile de coton, chandoile,

Qui plus art clor que nulle étoile.

C'est à dire qu'elles avaient des mèches
 qui brillaient comme des étoiles.

Au 14^e siècle les Maîtres huiliers de
 Paris avaient déjà des statuts qui régis-
 saient leur corporation à Paris et dont
 voici le texte :

1396 - 1431.

Maîtres-huiliers de Paris

Mon destin est aussi glorieux
 Que celui du flambeau des Cieux
 De mon sein, éclôt la lumière
 Qui brille dans le sanctuaire

*Anciens statuts et ordonnance des
 Huiliers, portant faculté de faire vendre
 et débiter huiles d'olives et autres*

Des 16 octobre 1396 et 11 Avril 1431.

*Extrait des registres de la Chambre
 du Procureur du Roi au Châtelet*

*A tous ceux que ces présentes lettres ver-
 ront, Jean Seigneur de Foleille, Chevalier
 Conseiller du Roi, notre Sire et Garde de la
 Prévosté de Paris, Commissaire et réformateur
 général sur tous les mestiers et marchandises
 de la Ville de Paris.*

Salut

*Pour ce qu'il est venu à notre coïgnissance
 que au Mestier de Huillerie et des Faiseurs
 d'huile en la ville de Paris, l'on a commis et
 commet de iour en iour plusieurs fraudes et malices;*

appelle ad ce le Procureur du Roy, nostre Sire .
 Avons fait venir devant nous les Huilliers et
 personnes dudit mestier, dont les noms s'en-
 suivent : C'est à sçavoir, Jean le Carron ,
 Jean le Picard, Guillaume Cocaigne, Jean
 Gillet, Bellier, Drouin le Caussaire et Jean
 Carbonnet, faisant la plus grande et saine
 partie de ceux dudit Mestier, auxquelles
 nous avons exposé les fraudes et malices
 des susdites, en leur faisant Tecture de l'ancien
 Registre d'iceluy mestier et de tous les points
 contenus en iceluy mestier dont la teneur en
 suit. Quiconque vult estre Huillier à Paris,
 estre le peut, pourvu qu'il sache faire le
 Mestier, et qu'il syt de quoy .

Quiconque est Huillier à Paris, il peut faire
 huillies d'olives, d'amandes, de noix, de chenevis
 et de pavots .

Quiconque est Huillier à Paris, il peut avoir
 tant de vallets et d'apprentis comme il lui
 plait, et à tel terme qu'il vouldra, et se peut
 occuper de jour et de nuit, toutes les fois qu'il
 luy semble bon .

Nul Huillier de Paris ne doit point de cours .

l'huile de noix, ne chènevée qu'il a acheté à Paris, soit en gros ou en détail : Partant n'y en aura, soit qu'il advient à Paris, ou par terre ou par eau, et en sont quittes pour raison de la coutume qu'ils payent de l'Huile.

Nul Huilliers de Paris, ne autre, ne peut, ne doit acheter Huile à homme estrange, qu'elle ne soit mesurée par les Jurez qui y sont établis par leur serment de la bien mesurer et loyalement, aussi pour le vendeur, comme pour l'acheteur et pour l'estrange comme pour le prochain, si ils ne s'assurent à ce de leur bonne volonté, qu'elle ne soit pas mesurée; Les Mesureurs ne doivent prendre, ne demander pour leur salaire de la somme mesurée que un denier, de la demie-somme et de moins neont, ne pour courtoise, ne pour autre chose; et si il estoit repris il devroit être mis hors comme parjurez : Cil qui tiere l'huile soient privés ou estrangers, doit payer le mesurage.

Nul Huillier ne doit rien de coutume ne de l'huile qu'il vend en détail, c'est à sçavoir, vendre par quartier et il le peut même mesurer. La tant de quartes n'y en aura, et s'il vendoit par sommes ou par le quart d'une demie somme, il devroit le

l'enlien et le mesurage devant dit si le mesureur
 l'a mesuré. Nul Huilliers ne Marchand d'huile,
 ne nul autres soient estrangers de Paris ou forains,
 ne fera mesurer son huile s'il ne luy plaist, et ce
 outre luy et l'acheteur se peuvent consentir à la
 mesure. Si comme il a esté dit par dessus, la
 somme d'huile doit tenir vingt quatre quartes,
 la demi-somme quatorze quartes, le quart de
 la somme de sept quartes et la quarte de laquelle
 l'on mesure l'huile plus forte et plus grand que
 celle de quoy le vin largement le tiers. C'est à
 sçavoir que la quarte d'huile tient une quarte
 et demy quarte plus que celle à vin ne mestier
 devant dit, à deux Prud'hommes Jurez et
 sermentés de par le Roy nostre Sire, lesquels
 le Prévost de Paris met et oste à sa volonté,
 lesquels Jurez sur Saincts, que le mestier devant
 dit garderont bien et loyalement à leurs pouvoirs
 et qu'ils toutes les mesprentures qu'ils sçauront
 qui faites seront au Prévost de Paris à son
 commandement, le feront sçavoir par raison
 au plus tôt qu'ils pourront, et les Huilliers de
 Paris doivent que, et les autres ordonnances
 que les autres bourgeois de Paris doivent au
 Roy, et les deux Prud'hommes Jurez et sermentés

de par le Roy nostre Sire, sont quittes du guct pour la peine et travail qu'ils y ont de son mestier garder ; nul Huillier qui s'yt soixante ans ne doit point de guct, ne s'il a qui sa femme gist d'enfans, tant comme elle gist ; mais ils sont tenus de le faire savoir a celui qui le guct garde de par le roi nostre Sire, en la présence desquels et de leur accord et consentement. Nous le dit ancien Registre et les poinctz contenus en icelui, avons corrigez, reveus, augmentez et diminuez par la forme et manière de qui en suit.

Premièrement. — Quiconque voudra estre Huillier à Paris, estre le pourra, partant qu'il sache faire le mestier ; c'est a sçavoir, l'huile de noix, chenevis et de navette, de pavot, d'olives, de piignon et d'autres graines comme contenus en l'ancien registre, que pour entrer et payer trente sols ; c'est a sçavoir au Roy vingt sols et aux Jurés dix sols, excepté les fils de Maistres qui ne paieront point d'entrée :

Item. — Que tous Huilliers pourront avoir

tant d'apprentis, de valets comme bon leur semblera pour ouvrir de jour et de nuit, et toutes fois qu'il leur plaira.

Item — Que tous Huilliers demeurant à Paris, soit de coutume de chenevis, de noix qu'ils achèteront à Paris, soit en gros ou en détail, et en sont quittes pour raison de la coutume qu'ils payent de l'huile comme autrement est ordonné.

Item. — Que tous Huilliers doivent faire bonne huile, loyale et marchande, et ce en huile par eux faite à l'auto et par trap chauttes, ou pour être poulpillée, celui qui aura la faute des susdits payera cinq sols au Roi, où les Jurez auront la moitié et rendront à partie le dommage au cas qu'il y aura plaintes.

Item. — Et ce les Huilliers, ou autres personnes de dehors apportent à Paris toutes sortes de chenevis pour être vendus, ils ne le pourront vendre jusques à ce qu'ils soient visités par les Jurez, sur peine de perdre les deniers de cinq sols d'amende au Roy, dont lesdits Jurez y auront moitié.



Item. — Que si les Huilliers a cheptent huile, icelle huile doit être mesurée par les Jurez Mesureurs à ce ordonné. si l'acheteur ne se tient pour content de la mesure.

Item. — Et toutes fois lesditz Huilliers ne doivent point a chepter de l'huile à Paris, si ce n'est à la Halle à ce ordonné, ou en l'Hostel d'un Bourgeois demeurant à Paris qui huile aurait fait faire, sur peine de forfaire la somme d'huile par lui a cheptée.

Item. — Nul marchand de dehors ne peut vendre d'huile à Paris, si ce n'est à la Halle à ce ordonné sur la peine devant dit.

Item. — Et que les Huilliers de Paris de l'huile par eux vendue au détail, c'est à sçavoir par quarte et par mesures ne devront ne coustume de tonlier comme au temps passé a esté ordonné.

Item. — Et que pour entendre la mesure de l'huile, il est à sçavoir que la somme doit tenir vingt huit quartes,

et la quarte de laquelle on mesure l'huile doit estre plus forte et plus grande que celle à quoy l'on mesure le vin et le tiers bien largement car la quantité de l'huile doit tenir quarte et demie quarte de celle à vin.

Item. — Que les Mesureurs Jurez pour leurs salaires n'aient de la somme mesurée que huit deniers, c'est à sçavoir de l'acheteur, et plus ne pourront prendre pour courtage et huit deniers du vendeur, ne pour autre chose sur peine d'être reputés parjures et d'amende volontaire et ne feront aucun ressens audit office de mesurage s'ils ne sont suffisans et ce, et pour tels témoignages par les Jurez.

Item. — Que les Mesureurs Jurez soient toujours deux ensemble pour mesurer et ne pourront mesurer l'un sans l'autre.

Item. — Que si un Huillier va de sa vie à trépasement, sa femme tant comme elle sera veuve pourra tenir ledit Mestier, et jusques à ce qu'elle soit mariée à un autre homme et autre mestier.

Item. — Et pour ce plusieurs dudit Mestier ont aucuns fois les outils à quoy ils font l'huile employez à autre chose faire et puis ouvroient à faire l'huile qui n'est pas chose bien honnestement faite : Dorénavant nul ne pourra faire faire à ses outils autre chose que de l'huile, sur peine de vingt sols d'amende, et de perdre les outils, en laquelle amende les Jurez auront le tiers.

Item. — Et que audit Mestier sur deux ou trois Prudhommes et qui seront Jurez et feront serment de bien et loyalement garder et avoir l'estalon, dont ils pourront prendre deux deniers pour peine et non plus en la manière accoutumée.

Item. — Que nul Huilliers de Paris ne de hors ne pourra mettre en œuvre de chènevis, noir, ny autre chose que iceluy chènevis sur peine de cinq sols d'amende et de perdre les denrées.

Tous lesquels devoirs, points et articles nous ont été témoignez par les

dessus nommez par les serments solennellement faits aux Saints Evangelies de Dieu, estre bonnes, nécessaires, suffisans et convenable pour le profit dudit Mestier et de la chose publique. Et pour ce, nous iceux avons loüé, gréé, ratifié et approuvé, loüons, gréons et approuvons et les avons confirmés et confirmons par ces présentes : En témoigns de ce, nous avons fait mettre à ces Lettres le sceel de ladite Prévôté de Paris.

Ce fut fait audit Chastelet le lundy seizième jour d'Octobre, l'an mil trois cent quatre vingt seize

A vous signé

De Fresnes

Parce qu'il a esté venu à connoissance de Justice et quand les Huiliers de Paris font quelques huiles pour le peuple ils ont aucuns d'eux, reviennent et appliquent à leur proffit, les tourtes ou pains de noix, pavots, de chenevis et autres matières que le peuple leur baille pour faire huile, et les vendent bien chère, et néanmoins se payent de leurs salaires de faire ledite

huile, laquelle chose être contre raison :
 Et pource avons deffendu et deffendons
 auxdits Huiliers, que dorénavant ne
 retiennent aucunes des tourlès ne pains
 des susdits : Mais leur avons ordonné
 et commandé, ordonnons et commandons,
 qu'ils les rendent aux bonnes gens avec
 leurs huiles, en eux payant raisonnable-
 ment et modérément de leurs salaires
 et façons de ledite huile selon la qualité
 et la quantité qu'ils en feront, sur peine
 de vingt sols Parisiens d'amende pour
 la première fois qu'ils en seront repris,
 de quarante sols pour la seconde et pour
 les autres fois d'amende arbitraire.
 Publiés en jugement présens Jean le
 Grenetier, Jean Houvet, Jurez dudit
 Mestier, Jacques Massonart, Perrin,
 Buchot, Andriot, Jolly, Joannet, Yland
 et Simonnet Poret, tous Huiliers, présens
 et assembles au Châtelet de Paris, en
 la Chambre du Procureur du Roi, le
 mercredi onzième Avril après quatorze
 mil quatre cens trente et un.

Collationné

Ainsi signé

Billart

A la fin du Moyen âge la chandelle était déjà reconnue comme une chose d'indispensable nécessité et on ne l'oubliait jamais lorsque'il s'agissait de faire un approvisionnement. Voici à ce sujet une épisode du temps qui fait partie des origines fabuleuses de Paris, consignées dans la description de Paris au XV^e siècle par Guillebert de Metz.

Les vers suivants font allusion à un pauvre serf à qui un vaillant pasteur donne cent sous d'argent pour aller en ville acheter des denrées.

« Bernard s'en vet la dedens en la Cît,
 « Vers Petit Pont s'torne son chemin
 « Chappons achate et ploviers et perdrix
 « Pain bulelé, del poivre, del comin;
 « De la chandole ne mist pas en obli,
 « Ctes de girafle et pomes de jardin,
 « Fain et avoine au bon destrier de près etc »

Au 16^{ème} siècle les bouchers ne pouvaient ni mélanger leurs suifs, ni faire de la chandelle, les règlements de l'époque voulaient que chacun puisse exercer sa profession, mais sans dépasser les

droits qui étaient attribués à chaque corps de métiers et qui les obligeaient de rester dans la limite de leurs professions.

L'ordonnance royale de 1567 dont j'ai donné ci-après un extrait et qui a encore été maintenue en 1577 puis même après, fait connaître les points principaux des prescriptions de l'époque, en voici le texte :

Autre règlement sous

Charles IX à Paris le 4 Février 1567

Henri III à Paris le 21 Novembre 1577

« Défenses seront faites aux bouchers de garder le suif, et pour cest effect le sater ; ainsi leur sera enjoint de le porter par chacune semaine sur Marchez et Lieux pour ce destinez en chacune ville, sans en faire réserve ny entreprendre d'eux-mêmes d'en faire chandelles, par eux ou personnes interposées, sur peine de confiscation desdictes denrées et marchandises et de vingt livres Parisiens d'amende, applicable pour tiers au denoncateur et iceluy qui aura fait la prise ou saisie. »

« Défenses seront faictes tant aux bouchers

que chandeliers de mestier ledit suit ,
ains leur sera enjoint de vendre séparé-
ment celui de chacun bestial , sans le
mêler et corrompre d'autres graisses que
le puisse empirer , sur peine de confiscation,
dudit suit, et de vingt livres parisis
d'amende applicable comme dessus .

« Que chacun au sera mis prix à la
chandelle qui se vendra ausdictes villes,
selon que pour l'abondance des suifs, les
Juges desdictes Polices verront estre
raisonnable ; lequel prix ne pourra ex-
céder trois sols pour livre ; avec defen-
ses de ne vendre autre le prix
qui sera ordonné , sur les mêmes que
dessus . »

« Que extrait sera fait des autres
ordonnances anciennes , concernant les
heures et ordres des ventes , ouverture
et closure du marché , et autres appor-
tans au fait de ledite marchandise ,
selon la coutume et observance des
lieux ; pour avecque semblable Extrait
de ces présentes estre escript en un
tableau qui sera apposé et attaché aux

Marchez ou se feront les dites ventes, à ce que nul n'en prétende cause d'ignorance.

La chandelle tire son nom du latin *candela*, de *candéo* (Je brûle). Elle constituait aujourd'hui un flambeau de suif remplacé par la bougie, mais autrefois on l'employait beaucoup chez les roturiers parce qu'elle était moins coûteuse que la bougie primitive de cire d'abeilles, qui était bien plus employée dans nos contrées que les bougies végétales provenant du fruit du *Myrica cerifera* (cire de Myrte) ainsi que la cire du Japon etc.

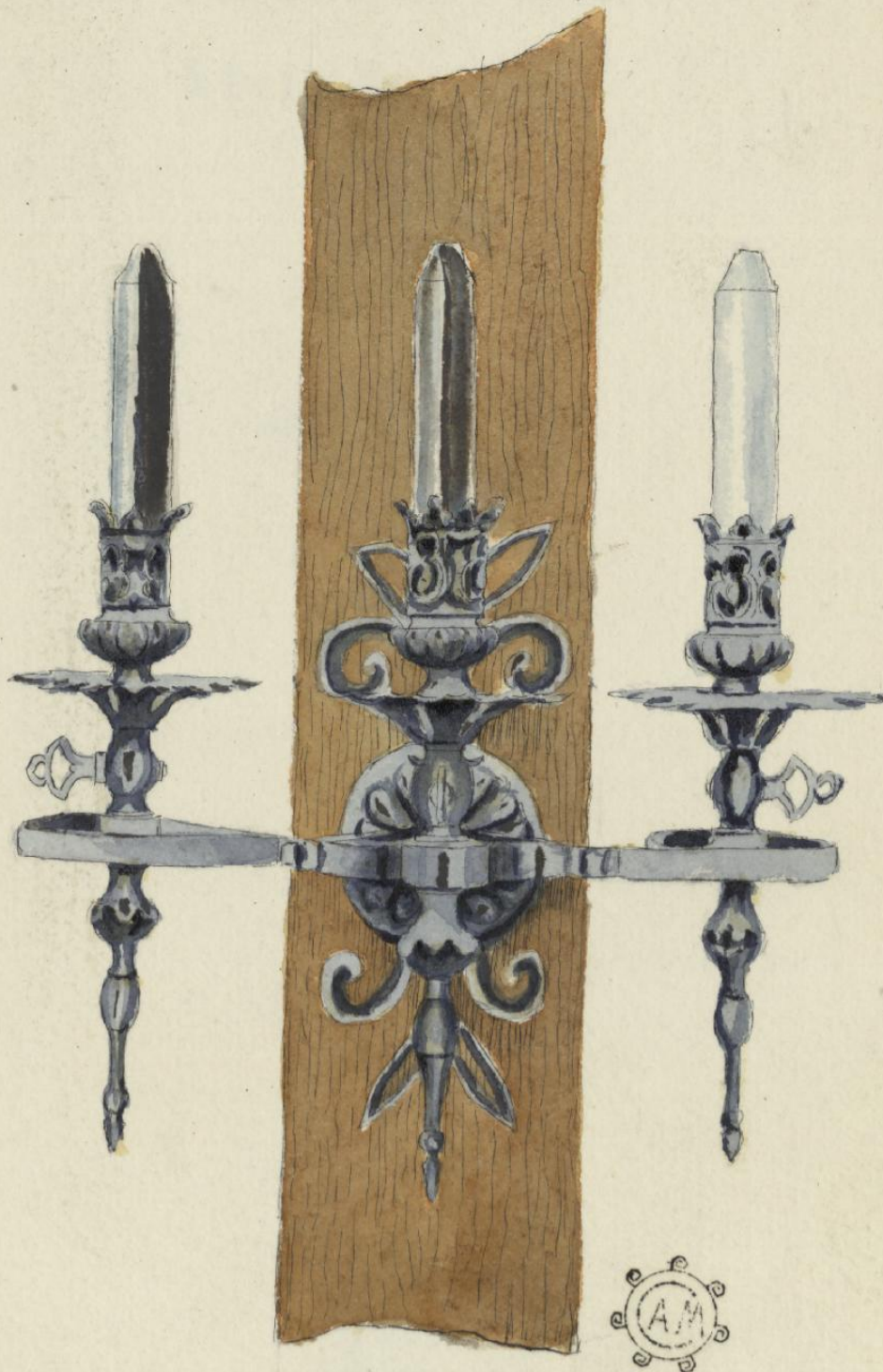
Au 16^{ème} siècle on préparait aussi la chandelle avec trois couches de cire et une forte couche de suif, comme on la produisait également avec du marc d'huile de noix, mais cette dernière était peu employée.

Voici comment ont été préparées les différentes chandelles jusqu'à la fin du 17^{ème} siècle :

On clarifiait d'abord le suif et la

PL. 40

Applique à 3 lumières



PL. 41

Chandelier d'autel

Style Byzantin



PL. 42

Lampe juive



cire, puis on préparait des mèches composées de fils de coton et de chanvre que l'on attachait par rangées à une baguette ou à un anneau, puis on les plongeait et re-plongeait à plusieurs reprises dans un vase rempli de suif bouillant, comme on le faisait pour la bougie ou chandelle de cire et on répétait l'opération jusqu'à ce qu'elles aient atteint la grosseur et le poids approximatifs nécessaires; car on mesurait la chandelle au tige et la peser.

Je vais maintenant fournir quelques indications sur les lanternes dont l'usage était indispensable au Moyen-Âge, où les rues de Paris n'étaient pas encore éclairées.



Chapitre III

Les lanternes d'autrefois et leur usage

Les lanternes qui étaient employées chez les Peuples anciens ont été négligées pendant longtemps et même, en quelque sorte, presque oubliées jusqu'au commencement du Moyen-Âge, mais depuis on en a fait un grand usage.

Suivant le rang des personnages, la lanterne était en fer ou en cuivre, il y en avait même en bois et en ivoire et chacun avait son falo pour sortir le soir.

Ambrosius Macrobius du IV^e siècle parle des lanternes en indiquant les rues d'Antioche comme étant éclairées par une lumière bien préférable aux illuminations de Saïs, en Egypte. Il cite même que quelques séditieux ont coupé les cordes suspendant ces lanternes.

PL. 43

FALOT



PL. 44

Ealot



Vers l'an 505 de l'ère chrétienne
Euloge, Gouverneur de la ville d'Eclesse
donna l'ordre d'allumer les lanternes
le soir en les entretenant avec l'huile
recueillie pour les églises et les monas-
-tères.

Voici ce que nous fait connaître M.
Edmond Fournier dans son intéressant
ouvrage sur les lanternes :

« Durant tout le moyen-âge, Paris ne
connaissait de lanternes que celles qui se
fabriquaient chez les peigniers-tablettiers,
à cause de la tablette de corne ou d'ivoire
mince qui y tenait lieu de vitre. »

Les Statuts des peigniers et lanterniers
accordés le 12 Mars 1323 par le Prévôt de
Paris, réglait ainsi la fabrication des
lanternes :

« Que nul lanternier ne soit ni hardi de
faire lanterne de gres, si la n'est cloüe
et composée de trois pièces seulement bien souf-
-fissamment et se plus étroit ou autrement, elles

(1) Histoire de l'ancien éclairage de
Paris.

seroient arses, comme dit est, car c'est fausse
œuvre . -

« Que nul lanternier ne peut faire lanternes
de corne de bœuf, qu'ar ce sont pièces qui vien-
nent de l'ongle du bœuf que tantost comme
elles sont moëllées, et puis sentent un poir de
chairt elles se mettent et reviennent en leur
premier point et demeurent troubles et obscures,
parquoi l'on ne s'en peut conduire ne venir
son chemin où il a et pourroit avoir moult
de graves périls se telles lanternes estoient
trouvées et elles seroient arses et si paieront
au roi l'edite amende . -

Cette amende étoit de 2 sols envers les
maîtres et de 5 sols au Roi.

L'éclairage servait autrefois, comme
d'aroste aujourd'hui, de réclame pour
attirer les clients; je citerai à ce propos un pas-
sage de l'Histoire des Hôteleries de M. M.
F. Michel et E. Fournier qui portent ainsi de la
lanterne vive des pâtisseries, à la fin du 16.^e siècle :

« Pour mieux achalander leurs boutiques,
et surtout pour allécher mieux les enfants
de tous les temps, leur plus assidue clientèle,
les maîtres pâtisseries recouraient le soir à je

ne sais quel prestige qui faisoit de leur
 avoir une vaste lanterne magique. La nuit
 venue, ils dressaient leurs chandelles derrière
 de longues pancartes faites d'un papier trans-
 parent, tout couvert de figures d'hommes et
 de bêtes grossièrement enluminées. La rue
 sombre s'éclairait de cette bizarre fantasma-
 gorie, dont les ombres étranges s'agitaient
 et dansaient sur les blanches parois des mai-
 sons opposées. C'est au spectacle de la ba-
 soche que les pâtisseries de Paris avaient
 emprunté ce singulier système d'éclairage, et
 ils en amusaient gratis les pauvres diables
 qui n'avaient pu encore trouver six sols de
 leurs poches, pour aller jouir de ces merveilles
 à l'Hôtel de Bourgogne. Régnier le satirique
 se trouve un jour parmi ces badauds ébahis,
 l'invention lui semble ingénieuse et plus tard
 il sut s'en souvenir à point pour égarer une
 de ses drôleriques descriptions. Ayant à peindre
 dans sa XI^e satire, l'une des mégères égypti-
 ennes du logis de Macette, et trayante
 duquel à l'œil vitreux, au front sillonné
 de contrescarpes, à la peau de parchemin,
 il ne trouva rien mieux que cette grotesque compa-

-raison :

« L'autre qui de soi-même était diminutive
 « Ressemblait transparente à une lanterne vive
 « Dont quelques pâtisseries amusent les enfants,
 « Où des oysons brider, quenaches, éléfans,
 « Chiens, chats, lièvres, renards et mainte étrange
 « Courent l'un après l'autre ; ainsi dedans sa teste
 « Voyait-on clairement au travers de ses os
 « Ce dont sa fantaisie animait ses propos »
 Quittant cette digression un peu comique,
 il est vrai, je vais terminer ce que j'arsis
 à faire connaître sur les lanternes primitives.

En 1442, Charles VII rendit une ordonnance prescrivant aux lanterniers de faire des lanternes qui puissent être mises en salles, en rues et ailleurs qu'il convenoit.
 Les lanternes ont de tout temps intéressé les grands esprits. Rabelais lui-même, écrivain du 15^e au 16^e siècle, l'auteur de Pantagruel en fait la recommandation dans son ouvrage par les deux vers suivants :

« Passant icy ceste poterne
 « Garney toy de bonne lanterne.

La rue de la Lanterne qui existait autrefois dans la Cité devait son nom, très probablement, à l'enseigne d'une maison qui s'y trouvait et qui servait en même temps de guide, en l'absence de numérotage aux maisons.

Depuis le moyen-âge jusqu'à notre époque on a construit successivement des lanternes de formes différentes, simples et élégantes pour l'intérieur et l'extérieur des habitations, en les appropriant aux divers systèmes d'éclairage perfectionnés.



(1) Le numérotage des maisons de Paris ne remonte guère au delà du 18^e siècle.

Chapitre IV

Origine de l'éclairage public de Paris

L'antique Lutèce, qui donna naissance à la Capitale de la France fut d'abord formée de quelques habitants occupant la cité, c'est à dire la partie circonscrite par la Seine, elle constituait l'ancienne Cité gauloise *Lutetia Parisiorum*. Cette Cité a depuis fait place à Paris qui a aujourd'hui une enceinte fortifiée de 34 Kilomètres de développement. Il ne reste plus maintenant de cette dernière, comme vestiges de l'époque Gallo-Romaine, que les ruines conservées du Palais des Thermes et l'emplacement des anciennes arènes situées non loin des rives de la Seine à peu de distance de l'îlot qui a servi d'origine à la nombreuse population parisienne, qui augmentera encore considérablement par la suite, au fur et à mesure de l'agrandissement de notre grande ville qui trouvera au nord-ouest sa limite par la Seine.

C'est de la Cité, ce point central de Paris, que l'extension de la Capitale s'est produite progressivement sur toute sa circonférence pour occuper aujourd'hui

une superficie de 7802 hectares ou 78,020,000 mètres carrés comme l'indique le tableau suivant :

Accroissement successif du territoire de Paris.

Époques	Enceintes successives de Paris	Étendue de la surface territoriale	
		hectares	Ares
1 ^{er} siècle	Paris est d'abord renfermé dans la Cité	15	23
13 ^e "	Sous Philippe Auguste une nouvelle enceinte est établie	252	87
15 ^e "	Sous Charles VI Paris comprend	439	18
16 ^e (fin)	Sous le règne de Henri IV l'enceinte est portée à	567	82
17 ^e (fin)	Sous Louis XIV, les fossés de la vieille ville sont comblés, les remparts démolis, les portes abattues ; Paris comprend	1103	91
18 ^e (1728)	Sous Louis XV, nouvelle fixation de l'enceinte	1337	08
18 ^e (1786-1788)	Sous Louis XVI const ⁿ d'une n ^{elle} clôture	3370	36
19 ^e "	Par suite d'accroissements partiels les murs d'octroi renferment	3437	90
	Enceinte actuelle — L'enceinte des fortifications fut commencée en 1841 et terminée en 1847 ; elle enveloppe outre Paris vingt quatre communes ou fractions de communes suburbaines et comprend 7802 "		

Paris, sous Louis XIV finissait aux grands boulevards, puis après s'est étendu jusqu'aux murs d'enceinte construits par les Fermiers Généraux et enfin, en 1860, les fortifications en ont fait ses limites.

Avant 1789, les maisons de la Capitale n'étaient pas numérotées excepté dans les faubourgs bâtis en dehors des anciennes limites qui ont été successivement annexées. Dans les premières années du règne de Louis XV, les chiffres qui suivaient certaines adresses étaient les numéros des lanternes les plus proches des maisons et hôtels particuliers. Plus tard on procéda officiellement à l'étiquetage des rues et au numérotage des maisons, ce qui apporta une amélioration utile et indispensable, surtout dans une ville où l'importance augmente chaque année.

En 1514, on composa pour le blason de Paris l'acrostiche suivant :

Paisible domaine
 Amoureux vergier
 Repos sans danger
 Justice certaine
 Science haultaine
 C'est Paris entier

Voici comment M. Lacroix (Bibliophile Jacob) parle de Paris : ⁽¹⁾

« Paris se fait beau, se nettoie et se rajeunit de jour en jour, quoique les rides et les cheveux blancs soient la fierté du vieillard. Cette toilette de démolition et de badigeonnage efface une à une des traces vénérables d'antiquité et de gloire. La Cité de soixante dix rois déchire ses lettres de noblesse. »

L'éclairage des rues de Paris n'existait pas encore au 13^e siècle et ce n'est que longtemps après, comme nous le verrons plus loin, qu'on a cherché à favoriser la circulation nocturne assez efficacement, en procurant aux Parisiens des moyens de se diriger le soir.

Pour faire une bonne police, il était nécessaire que les rues soient éclairées pendant la nuit afin de pouvoir faire circuler les gens douteux et les surveiller pour rendre la circulation libre aux honnêtes gens auxquels l'autorité devait

⁽¹⁾ Curiosités de l'histoire des rues de Paris. 1858

protection. Pour cela il a fallu d'abord la lumière des premiers appareils connus comme ustensiles d'éclairage domestique alors en usage, en y introduisant au fur et à mesure quelques améliorations qui ne sont venues que lentement, avec le temps.

On a commencé d'abord par employer des luminaires transportables en abritant la flamme de corne ou de verre, puis on en a placé dans des endroits fixes, principalement aux carrefours et aux détours des rues.

Jusqu'au 16.^e siècle, Paris n'avait réellement pas encore profité des avantages d'un éclairage général. A la chute du jour, les rues étoient noires d'obscurité, aussi les malfaiteurs avoient-ils plus de facilité pour commettre leurs déprédations et larcins.

L'emploi des chandelles et des torches fut les premiers modes d'éclairage mis en usage, afin d'éviter les crimes qui se commettoient à Paris.

M. A. Springer dans son ouvrage intitulé : Paris au 13.^e siècle (traduit de l'allemand) nous fait connaître ainsi les habitudes parisiennes de cette époque :

« On entendait encore proclamer le ban du Roi, ou annoncer au son d'une crécelle la mort d'un bourgeois, ou l'invitation aux personnes pieuses de prier pour son âme. Jusqu'à ce qu'enfin, le jour fuyant et la nuit venue, la cloche du soir fit fermer les boutiques, couvrir le feu du foyer et rentrer chacun chez soi, abandonnant les rues devenues sombres à quelques pâtisseries offrant de faire tirer leurs marchandises à la loterie. »

Chaque bourgeois ou artisan, était obligé d'avoir une chandelle allumée au dessus de sa porte, que les voleurs et les tire-laines éteignaient la plupart du temps et qu'ils emportaient ensuite pour supprimer le corps du délit et s'en servir au besoin.

Ces chandelles qu'il fallait moucher assez souvent pour éviter que les mèches charbonnent, n'étaient certainement pas le nec plus ultra de l'éclairage, car elles ne produisaient qu'une lumière faible, peu en rapport avec les besoins des habitants,

mais elles contribuaient cependant à une amélioration qui se remarquait à l'époque.

Les premiers fatots encore, servant de lanternes, ont été les premiers ustensiles d'éclairage qu'on a employés pour circuler au dehors. On les portait ordinairement au bout d'un bâton, quelquefois même des chiens de bouchers couraient les rues tenant à leurs queues un bâton suspendant un fatot.

M. Fournier, dans son ouvrage que j'ai déjà cité précédemment, nous fournit encore quelques indications très intéressantes sur l'éclairage au moyen-âge.

« Quant aux lanternes qui s'appendaient dans les rues, à l'angle des carrefours, ils ne les connaissent encore qu'en peinture. Les seules qui s'y voyaient alors et qui ont laissé leurs noms aux rues de la lanterne en la Cité, de la lanterne des Arcs et de la vieille lanterne se trouvaient sur des enseignes. La lanterne à la pierre au lit dont parle Villon, n'était pas elle-même autre chose. »

Plus loin, on lit encore : « Les seules

clartés qui brillassent la nuit dans le Paris du moyen-âge n'étaient dues aux soins des habitants, ni à la sollicitude des Echevins, mais à la religion etc (1) »

Jusqu'au 14^e siècle, l'éclairage de Paris resta stationnaire, car ce ne fut qu'en

(1) Dans les premiers siècles et même lors d'une façon plus directe encore, l'établissement d'un éclairage public avait été dans les idées du Christianisme. C'est à lui certainement qu'il faut renvoyer le mérite de ce qu'Ammien, S^t Jérôme et Lithanius nous ont fait voir à Antioche en termes malheureusement trop peu précis. Ce que nous savons des mesures prises par Euloge à Edesse dans le même but et par bonheur plus formel nous donne tout à fait raison. »

« Vers l'an 505, il ordonna d'allumer chaque nuit des lampes dans les rues de la Ville dont il était Gouverneur, afin de pouvoir à l'éclairage, il se fit donner par les évêques et les monastères une partie de l'hôte qu'ils recevaient comme don de la piété filiale. »

temps d'alarmes et d'émeutes que les Parisiens étaient tenus, après 9 heures du soir, de placer sur leurs fenêtres une chandelle allumée. Le couvre-feu était avant, on le sonnait à 7 heures et c'était l'heure à laquelle les Bourgeois devaient se retirer à l'approche de la nuit et éteindre les feux, ce qui se faisait à Paris au son de la cloche de l'église Notre-Dame.

La première ordonnance qui date du 30 Janvier 1350, concernant cet usage, est du roi Jean qui enjoint aux taverniers de ne pas recevoir de buveurs après 6^h heure du couvre-feu.

Paris doit, en réalité, à Philippe V dit le Long, la première ordonnance sur l'éclairage public. A cette époque les rues étaient plongées dans l'obscurité, les malfaiteurs commettaient facilement des crimes et des larcins, même aux environs du Grand Châtelet, alors le roi ordonne au mois de Janvier 1318, pour cause de clarté, « qu'une lanterne munie d'une chandelle serait placée chaque soir devant l'image de la benoîte Vierge Marie, laquelle image

est sans du costé de la porte de l'entrée
dudit Chastellet. »

Plus tard lorsqu'une émeute devenait
inquiétante pour les Parisiens on prenait les
mesures nécessaires pour y remédier et as-
surer la tranquillité publique, mais en outre
les lanternes remplissaient également leur
rôle dans ces circonstances. Ainsi pour
appuyer mon assertion, je puis citer entre autres
un article du Journal d'un Bourgeois de
Paris (1405-1449) année 1418.

« Item. — Le Dimanche XVI^e Jour d'Aoust, fut
fait en Paris une grant esmeute terrible et
merueilleuse; car pour la cause que tout estoit
si cher à Paris et que on ne gaignait rien
pour les arminatz qui estoit autour de Paris,
s'enmut le peuple celui et tuèrent et abatirent
ceulx qui purent s'enfuir qui estoient de la
dicte bande et comme denz s'en furent au
Chastellet et l'assièrent de droit assaut;
et ciltz qui dedans estoient qui bien survioient
la maille voulanté du commun, especial auz
arminatz eux defendirent moult efforce-
ment et gestoient tuilles et pierres et ce
qu'ilz pouoient pour euerrier estourques

Leurs vices . .

« Mais ce ne leur vallut rien, car le Chastell et
fût exhellé de toutes parts et decouvert et
prince par force et tous coula de dedens
mis à l'épée et la plus grande partie fist
en saillir sur les carreaux, où le grant
Compaignie estoit du peuple qui les oïoient
sans meny de plus de cent places mortelles,
car trop souffroit le peuple de quelz par
eulx, car rien ne pouoit venir à Paris qui
ne fût ranconné deux fois plus qu'il ne
valloit et toutes mys quets de feu, de
lanternes on my les rues, aux portes
faire gens d'armes et rien gaigner, et
tout cher plus que de raison par les faultz
boudes qui tenoient maintes bonnes villes
d'entour Paris comme Sens, Moret, Melun,
Meaux en Brye, Crècy, Compiègne, Mont
le Hery et plusieurs autres fortresses et
chasteaulx où ils faisoient tous les insultes
que ne peust faire ne pancer. »

M. Lacroix (bibliophile Jacob) dans ses
curiosités des rues de Paris, nous indique
ainsi l'état de la Capitale :

Page 30. — Ainsi à cet âge de naïveté ou les arçotiers avaient néanmoins inventé tant de ruses contre la bourse et la vie des honnêtes gens, ces ruses là ne trompaient personne. Il est vrai que les patrouilles du guet étaient fort rares et fort peureuses ; que les rues étaient à peine éclairées par quelques lampes brûlant devant des images de Notre Dame et que le couvre feu rendait la ville plus déserte qu'un bois. Sous le règne du grand roi, on assassinait encore toutes les nuits dans Paris, et même devant le Louvre, mais parfois un nom de rue tenait lieu de police et de réverbère, un nom de rue mettait en fuite une compagnie de garde bourgeoise.

Au 14^e et au 15^e siècle lorsqu'il y avait des troubles dans les rues de Paris, les habitants étaient obligés de mettre sur leurs fenêtres une lumière.

Vers 1470, sous le règne de Louis XI, il était aussi enjoint aux Parisiens, par ordre royal, de mettre des flambeaux ardents ou des lanternes aux carrefours des rues et aux fenêtres des maisons, puis

enfin en 1525, aussitôt la captivité de François I^{er}, après la défaite de Pavie, les lanternes et autres lumières furent exigées.

A peine dans son Journal d'un Bourgeois de Paris, nous a fait connaître, en 1524, à l'époque de la guerre, que le service du guet était obligatoire et absolument nécessaire à cause des événements, voici ce qu'on y lit :

« Les Prévost et Eschevins de cette ville assemblés en ladite Cour du Parlement et en l'Hostel de ville pour pourvoir au danger, fut commandé de faire le guet de nuit parmi les rues, par les marchands bourgeois et habitants de ladite ville ce qui fut continué de faire toutes les nuits par l'espace de deux ans.

Les gens du guet étaient déjà mis à contribution au 7^e siècle, car on trouve une ordonnance du roi Clotaire II qui porte :

« Que lorsqu'un vol sera fait de nuit, ceux qui seront de garde dans le quartier, en répondront s'ils n'arrêtent pas le voleur; que si le voleur en fuyant devant ces premiers, est vu dans un autre quartier, et que les

gardes de ce second quartier, en étant aussitôt averties, négligent de l'arrêter, la perte causée par le vol tombera sur eux, et qu'ils seront en outre condamnés en cinq sols d'amende et ainsi de quartier en quartier »

En 1483, une ordonnance de police du 3 Septembre de cette année, prescrivit aux habitants de se munir de lanternes lorsqu'ils sortiraient le soir, en voici l'extrait : « Il n'est défendu aussi à toutes personnes de quelque estat ou condition qu'ils soient que nul ne se tienne dorénavant par cette ville de Paris sans être parti depuis l'heure de neuf du soir, ni soir sur les dites peines (c'est à dire grandes punitions etc (!) »

Malgré l'économie qu'on faisoit pour l'éclairage des rues, à cette époque, on le sacrifioit un peu dans certaines circonstances ; un écrivain de la fin du 15^e siècle, nous l'indique dans ce

(!) Registre du Châtelet, livre 3^{me}, petit)

passages : "on brûle pour deux cents livres de bougies par an devant la statue de M. Pierre du Guignet de Cuznières)"⁽¹⁾

Pour augmenter la surveillance de Paris, on créa, en 1521, seize Commissaires en supplément au Châtelet de Paris, et après le Journal et un bourgeois de Paris, de cette époque ; voici comment il nous l'indique :

Au dict an 1521 le Roy institue et ordonne seize Commissaires au Châtelet de Paris pour être adjointz avec les autres seize qui y avoient été créés par autres Roys dont furent en nombre et il n'y en souloit que 16, à cause qu'on la dicte ville de Paris, il y a 16 quarteriez, pour avoir le regard sur chacun quartier de la dicte ville et à ceste cause fût aussi faict que en chacun quartier, il y aurait un commissaire ; par quoy dès lors furent les dictz Commissaires créés, receus au nombre desdicts 16 quarteriers ;

(1) Les rues et les églises de Paris avec la dépense qui se fait par chaque jour. — Imprimé vers l'an 1493 par Jean Teppeur.

dont il y eût plusieurs oppositions et appellations par les dits autres anciens Commissaires. Mais il fut dict que nonobstant leurs oppositions ou appellations, ilz y seroient et demeureroient. Et ce vendirent six écus d'or les dits offices de Commissaires. »

En 1524, à cause des incendies dans plusieurs villes de France, le Parlement ordonna à tous les habitants privilégiés ou non de faire le guet de nuit et de s'y trouver dès les 9 heures du soir, chacun dans son quartier suivant les ordres du Prévost des Marchands, des Eschevins et des autres officiers de la Ville, préposés pour cela. Il ordonna en outre à ceux qui ne pourraient aller au guet eux mêmes, d'y mettre à leur place des personnes capables, dont ils répondraient sinon les officiers de la ville étoient chargés d'en mettre d'office aux dépens des dé-faillants.

Les deux clercs du guet distribuaient chaque jour les ordres de garde à fin

de se rendre au Châtelet au crépuscule, en hiver et à l'heure du couvre feu en été.

Lequet faisait des patrouilles dans les quartiers où il était envoyé. Ceux qu'on exemptait de ce service étaient des hommes de plus de 60 ans, les boiteux, les estropiés, le mari dont la femme était enceinte et différents bourgeois non marchands ou artisans etc.

Commandement fut fait également à tous les habitants de mettre chacun à leurs fenêtres, du côté de la rue, une lanterne garnie d'une chandelle qui devait être allumée à 9 heures du soir. Voici un extrait de cet arrêt, motivé par les sinistres occasionnés par malveillance :

Extrait de l'arrêt du Parlement relatif à l'éclairage public qui prescrivait aux bourgeois de mettre des lanternes à leurs fenêtres.

7 Juin 1524

Pour éviter aux périls et inconveniens du feu qui pourroient advenir en cette ville de Paris, et résister aux entreprises et conspirations d'aucuns boute-feux étant

ce présent en ce royaume, qui ont conspiré
 mettre le feu, en bonnes villes de ce dit
 royaume comme ja ils ont fait en aucunes
 d'icelles villes : La Cour a ordonné et enjoint
 de rechef à tous les manans et habitans
 de cette ville, privilégiés et non privilégiés
 que pour chacun jour ils ayent à faire le
 quet de nuit et icelluy à seoir à neuf
 heures du soir chacun en son quartier
 és jours lieux et selon qu'il leur sera
 commandé par les Prévost et Eschevins
 de cette dite ville ou leurs officiers
 ayant charge de ce, sur peine d'amende
 arbitraire ; et s'il se trouve aucuns des-
 dits habitans qui n'y puissent aller,
 ils seront tenus y envoyer aucun de leur
 maison capable et dont ils seront tenus
 répondre, lequel s'il n'est trouvé capable
 et de suffisance, le dixainier du quartier
 en mettra cinq autres à ses dépens pour
 la dicte nuit - Et outre icelle Cour
 conjoint et commande à tous lesdits ha-
 bitans et chacun d'eulx qu'ils ayent à
 mettre à neuf heures du soir à leurs
 fenestres respondantes sur la rue, une

lanterne garnie d'une chandelle allumée en la manière accoutumée et que ung chacun se fournisse d'eau en sa maison afin de promptement remédier audit inconvenient se aucun en survient, et s'il y a aucuns des dits conspirateurs, qui veuille déjouer la dite entreprise et conspiration, en avertir le Prévost des marchands ou l'un des échevins de cette ville de Paris, et dire déclarer et nommer ses complices dedans huitaine après la publication de ces présentes, la Cour ordonne que le premier qui les déclarera aura remission et pardon et sera tenu quitte dudit cas et de la peine qu'il pourroit avoir encourue pour raison d'iceluy sans ce qu'il en recoive aucune punition, ni correction, et outre lui sera baillée la somme de soixante livres Parisiens.

Le Prévost et les Eschevins s'occuperont de mettre à exécution l'arrêt précité ainsi qu'il résulte de l'extrait suivant :

Extrait

(Extrait du Registre des délibérations et conclusions faictes et princes tant en l'ostel de la ville de Paris que en la Chambre du Conseil et autres lieux touchant les affaires d'icelle ville.)

Chandelles aux fenestres la nuit

18 Juin 1524

« Autre dud. XVIII^e dud. mois pour contraindre tous exemptz et privilégiez, enjoint auquel mettre chandelles aux fenestres, en peine de LXX sols parisis d'amande. Permis mettre à leurs dépens en leurs places autres personnes suffisans. »

Voici encore un autre document qui indique l'inquiétude du temps, il est extrait du Journal d'un Bourgeois de Paris sous le règne de François 1^{er}.

(1515 - 1536) par Ludovic Halanne
« 1524. - Juing audict an, il y eust vingt et deux hommes allemands qui passèrent par la ville de Paris, lesquelz estons au faulxbourg de Saint Denis, furent prins par subson; et leur imposoit on qu'ilz

estloient boute feux et furent amenez prisonniers à la Conciergerie, après questionnez ; mais ils furent trouvez non coupables et furent delivrez . »

« Les Prévost et eschevins de cette ville assembles en la dicte cour de Parlement et en l'Hostel de la ville de Paris, pour pourvoir au danger, fut commandé de faire le guet de nuit parmy les rues, par les marchans, bourgeois et habitans de la ville, ce qui fut continué de faire toutes les nuitz par l'espace de deux ans ; et ce assembloit-on en la maison du gardienier ; et disoit-on que dix jours après furent en aucunes maisons trouvez des huis et fenestres marquez de croix Saint André noires, faictes de nuitz, par gens inconnus . »

« Fut aussi commandé estayer per les soupiraux des caves, ce qui fut fait par quelque espace de temps . »

« Et fut crié à son de trompe par les carrefours de Paris, le samedi quatriesme Juing et le mardi septiesme

cluedit moys, par la Cour de Parlement,
 que chacun alast au guet de nuit et
 qu'on mist des chandelles allumées de-
 dans les lanternes devant les huis de
 nuit, depuis neuf heures, et de l'eau
 dedans leurs vaisseaux devant leurs
 huys par jour. Et (fut) enjoinct à tous
 les hosteliers de ne loger personne après
 neuf heures de nuit, s'ilz n'estoient
 congneuz, et sans congé de justice, et de
 prendre tous les vagabons et gens oysifs
 et les mettre prisonniers. Et aussi fut
 créé à son de trompe que s'y avoit aucuns
 deliquans et boutefeux qui se rendissent
 à justice, la Cour leur donnoit grâce et
 pardon, et avec ce leur donnoit à chacun
 la somme de XVI livres qu'ilz receve-
 roient par les mains de Sire Jean Croquet,
 quartierier et eschevin pour lors de ladicte
 ville de Paris.

Au mois de Mai 1525, le guet fut
 reorganisé et on recommanda aux habi-
 tants de Paris de continuer à placer
 des lanternes allumées devant leurs

maisons, comme on le faisait précédemment, puis on nomma un lieutenant criminel de robe courte qui fut chargé de juger ceux qui n'exécutaient pas l'ordonnance.

Gilles Corrozet dans ses antiquités de Paris nous fournit également ces indications « Il était enjoint aux Parisiens par ordre du roi Louis XI d'avoir armures dans leurs maisons, de faire le guet dessus les murailles, de mettre flambeaux ardents et lanternes aux carrefours des rues et aux fenêtres des maisons. »

Le même auteur nous fait connaître en outre que les notables marchands déciderent en assemblée « qu'on ferait de nuit de grands feux aux carrefours et que chacun dans son quartier ferait le guet en armes. »

Le 17 Novembre 1526 une ordonnance exigea que les lanternes soient mises à 8 heures du soir. A cette époque, Paris n'était pas encore tranquille, on était obligé de se tenir en garde contre les

rôdeurs de nuit, les vagabonds et autres gens sans aveu. Germain de Martel, Prévôt des Marchands assisté des Echevins de la Ville se rendit au Parlement le 11 Novembre de cette année pour exposer qu'il avait été demandé par le Conseil de remettre sur pied le guet des bourgeois et de rétablir les lanternes allumées à chaque maison, comme on le faisait l'année précédente. Le Parlement régla donc ce service par une ordonnance concernant spécialement le guet bourgeois et les lanternes, laquelle fut publiée à son de trompe et que tous les habitants exemptés ou non exemptés seraient contraints d'envoyer au guet et d'y mettre des lanternes à leurs fenêtres.

Sous Henri II, dans une assemblée tenue le 20 octobre 1552, à laquelle assistaient le Prévôt des Marchands, les Echevins et les quarteniers, on discuta les mesures qu'il y avait à prendre pour maintenir le bon ordre dans

Paris, pendant que le Duc d'Albe et le Marquis de Maignan lieutenant de Charles Quint commencent le siège de Metz. La résolution qui fut prise était de confier aux quartieriers la surveillance de leurs quartiers, en observant des mesures rigoureuses prescrites et qui sont contenues dans les passages suivants :

« Que les quartieriers et commissaires en Chastelet, chacun en son regard visitent toutes les maisons de leurs quartiers ; s'enquérir aux hostelleries s'il y a point de gens estranges, de quelle qualité, pays et condition ilz sont, et enjoindra ausdits hostelliers d'avertir la ville de ceulz qu'ilz ont et auront cy-après, mesmes durant le temps de guerre, sur peine de confiscation de corps et de biens. »

« Adviser par chacun quartier si les chesvres et rouetz estans es coings des rues sont en bon ordre, et le faire savoir pour les faire refaire. Savoir quels bastions, harnoys et autres instrumens de guerre

Les habitants des quartiers ont eulx leurs maisons, quelz gens ilz ont pour eulx en aydes au besoing. Faire mestre en chascune maison, de nuyt, une lanterne garnye d'une chandelle, pour donner lumière au quel bourgeois et autres estellans par les rues le soir, sur peine de 10 livres parisis d'amende à chacun des delfaillans, et néanmoins advertir les habitants de leurs quartiers du bon ordre que le Roy a mis pour empêcher que l'ennemy ne pas plus oultre pour endommager et gaster le plat pays et qu'ilz se tiennent en paix, repos et tranquillité.

L'année suivante, en Novembre 1553, on renouvella les ordonnances à l'occasion des placards séditieux contre le Prévost des Marchands et les Echevins de Paris.

Un arrêt de la Chambre du Conseil ordonna que, au lieu de lanternes il y aurait au coin de chaque rue ou autres lieux plus commodes « un fétot ardent, depuis dix heures du soir jusqu'à quatre heures du matin » et si les rues sont trop longues en

sera mis une au milieu et plus suivant la grandeur d'icelles, à telle distance qu'il sera requis par l'avis des quarteniers, cluziniers, cinquantières appelés avec eux des bourgeois notables de chacune rue pour adviser aux frais. »

Comme on le voit l'éclairage des rues n'était obligatoire que par la nécessité des circonstances, les habitants ne jouissaient d'aucune tranquillité et sécurité, les vols se multipliaient et la situation des parisiens devenait inquiétante; aussi le Parlement rendit-il le 29 octobre 1558, un arrêt imposant l'éclairage pendant toute la durée de l'hiver en ordonnant aux habitants de placer des feux allumés au coin de chaque rue depuis 10^h du soir jusqu'à 4^h du matin, ainsi qu'on l'avait déjà fait antérieurement, inotépendamment du quel extraordinaires établis pour garantir des vols de nuit.

Voici l'extrait de cette ordonnance :

« La Chambre ordonne pour obvier aux larcins, pilleries et voleries nocturnes qui

se commettent en cette ville et faubourgs,
a ordonné et ordonne par provision et
jusqu'à ce qu'autrement y soit pourvu
que etc. n

a Ordonne ladicte Chambre qu'à la maison
où devra se faire le guet, y aura un homme
veillant dans la rue, ayant feu et lumière
par devant lui, pour voir et escouter de
fin à autres s'il appercevra ou verra aucuns
larrons ou voleurs, effracteurs de portes
et huis et à cette fin aura une clochette que
l'on puisse voir par toute la rue, et pour
à icelle sonner et éveiller les voisins
quand il appercevra ou verra aucuns larrons
et voleurs, effracteurs de portes et huis.
Et sera tenu, celui qui fera le guet à la
maison de l'autre côté de la rue etc. n

a Plus ordonne ladicte Chambre que
au lieu de lanternes que l'on a ordonné
auxdits habitants mettre aux fenêtres,
tant en cette dicte ville que faubourgs
s'y aura au coing de chacune rue ou
autre lieu pour commode, un fatot ardent
depuis les dix heures du soir jusques à

quatre heures du matin, et où lesdites rues
seront si longues que ledit fatot ne
puisse éclairer d'un bout à l'autre on sera
mis un au milieu desdites rues, et plus
suivant la grandeur d'icelles, le tout à
telle distance qu'il sera requis et par l'avis
des Commissaires quartiers (chefs
d'un quartier) des amiers (chefs de dix
maisons) de chacun quartier, appointés
avec deux bourgeois notables de
chaque rue pour adviser aux frais des-
dits fatots.

La dépense résultant de cet éclairage
était mise au compte des habitants par une
taxe qui était perçue par les fonctionnaires
s'occupant du service du nettoyage des
rues. Dans les 912 rues qui existaient
alors il y avait 2736 fatots.

Quelque temps après, le 14 Novembre
de la même année, le Parlement s'est
occupé de nouveau de l'éclairage et se
décida, sur un nouvel arrêt, à remplacer
les fatots qu'on remplissait de poix résine,
par des lanternes ardentes et allumantes.

Voici l'extrait de cet arrêt :

Année 1558

Arrêt sur le précédent règlement,
 « Du Lundy XIV Novembre. La Cour
 après avoir ouy les remonstrances à elles
 faictes cejourd'huy par le Procureur Général
 du Roy et Commissaire au Chastellet de
 Paris, ensuite les Prévost des marchands
 et Eschevins de cette ville pour ce mandez
 et veü l'arrêt donné en la Chambre
 ordonné par le Roy au temps des usctions
 le 29 octobre dernier, sur le tout la ma-
 tière mise en délibération, a ordonné
 et ordonne pour aucunes causes et
 considération à cela mouvons, quant
 au guet sur cerra quant à présent ;
 et qui au lieu des fatlots ordens ordon-
 nez par icelluy arrest estre mis par
 les rues, seront mises lanternes ar-
 dentes et allumantes, en tels lieux
 et endroits des rues et en telle quan-
 tité qu'il sera advisé par les Commis-
 saires dudist Chastellet, quartieriers,

cinquanteniers, dizainiers de chacun quartier, appelez avec eux des notables bourgeois de chacune rue pour adviser sur frais desdictes lanternes ordonnées pour esclairez depuis 10 heures du soir jusques à quatre heures du matin. Au surplus bailleront ledict. quarteniers, cinquanteniers et dizainiers par escript de mois en mois sur les peines portées par ledit arrest du 29 Octobre, aux Prévost des marchands et eschevins de cette ville, les noms, surnoms et qualitez etc.

On dut renoncer, par la suite, à cette entreprise faute de ressources suffisantes et on vendit aux enchères, sur un nouvel arrêt, les lanternes et tout le matériel servant à l'éclairage public pour payer les sommes dues aux fournisseurs.

Voici le texte de cet arrêt du 21 Février 1559.

« Du Mardy XXI Février, en la Chambre du Conseil, sur ce qu'il a esté

remonté à la Cour par certain Conseiller
 d'icelle Commissaire à ce commis, que la
 plupart des Lanternes et autres ouvrages
 faictz faire par ordonnance d'icelle par
 les Commissaires de la Ville de Paris,
 appellez avec eulz les quarterniers, di-
 xenièrs et cinquantièrs de ladicte
 ville avec deux bourgeois de chacune
 dizaine pour adviser sur le faict des-
 dites lanternes et choses à ce nécessaires
 pour la lution et la conservation du
 bien et tranquillité de ladicte ville, et
 pour obvier aux meurtres larcins et
 autres inconveniens qui advenient
 en ladicte ville de nuit n'avoient
 esté mises en effect, tant pour la né-
 cessité du temps, que pauvreté desdits
 manans et habitans; et néanmoins
 qu'il y a plusieurs pauvres gens de
 mestier qui avoient esté mis en besongne
 et contraincts par lesdits Commissaires,
 quarterniers, dixinièrs, cinquantièrs
 et autres bourgeois sur ce appellez, et
 en ce faisant exhibé, non seulement

ce qui consiste en leur art et artifice, mais aussi avancé les matières à ce nécessaires, dont ils n'auroient esté payez ne récompensez, et dont ils faisoient grandes instance envers ceux qui les avoient mis en besongne et commandé les dits ouvrages : requérant sur ce provision de l'édicte Cour : La dicte Cour, après avoir veu les proces verbaux des Commissaires tant de la despense cy-devant faicte, que à faire cy-après, a ordonné et ordonne que les matières desdictes lanternes, potences pour icelles asseoir et pendre que autres choses à ce nécessaires qui n'ont esté mises en œuvre, et n'ont seruy en chacun quartier d'icelle ville, seront exposées en vente en chacun desdicts quartiers à jours de vente ordinaire pour estre vendus et distribués au plus offrant et dernier enchérisseur; pour les denrées procédant de la vente d'iceux estre distribués auxdicts ouvriers, comme il appartiendra : sauf où les deniers procédant de la vente d'iceux ne seroient suffisans pour le

païement desdicts ouvriers de chacun desdicts quartiers, en estre par cō-après ordonné ce que de raison - »

En 1561, on trouve dans les registres de la Ville de Paris une délibération du 1^{er} Avril de cette année relative au guet pour stimuler encore davantage la surveillance de nuit, en voici le détail :

« A esté conclud que, a esté entendu que la nouvelle augmentation des officiers du guet n'a apporté aucun advantage à la Ville, mais plustost vollery et larcens qu'on doibt suyvre, ce qui a esté par cy-devant fait par nos prédécesseurs, a sçavoir que les gens des mestiers subiectz au guet par les ordonnances voient au guet ou y envoient, comme le temps passé, et que les bourgeois et les habitants d'icelle ville se gardent eux-mesmes, ce qu'itz pourront encore mieulx faire qu'itz n'ont fait par cy-devant, entendu que le nombre desdits mestiers est augmenté et qu'il est a presupposer qu'itz garderont

la Ville plus fidèlement que les estran-
-gers (Reg. H 1784 . P. 90) ..

En 1562, un arrêt du Parlement
décida que l'éclairage de Paris se ferait
chaque année pendant 5 mois et 10 Jours
du 20 octobre au fin Mars .

Voici le texte de cet arrêt :

Arrêt du Parlement de Paris

Du 23 Mai 1562

« Ce jour, les gens du Roy, Hierosme
Bignon, advocat dudit seigneur Roy
portant la parole, ont dit que le Lieute-
-nant de Police et substitut du Procure-
-ur général du Roy estoient au par-
-quet des huissiers ; et ayant fait entrer,
et s'estant mis en leurs places ordinaires
au premier bureau, debout et couverts,
le Lieutenant de Police a représenté
que, depuis quatre années, les rues de
cette ville de Paris, ayant été éclairées
la nuit pendant quatre mois des hyvers
passés, les habitants y avoient trouvé
une telle commodité que, toutes les fois
qu'elle a cessé, ils n'avoient pu s'empê-

cher de lui en porter leurs plaintes, et quelques personnes mal intentionnées ayant cette année dans les premières nuits du mois de Mars entrepris de troubler la tranquillité publique, ce désordre avait excité de nouvelles plaintes et obligé plusieurs bourgeois de demander avec beaucoup d'instance que les rues fussent éclairées plus longtemps, avec offre de fournir à la dépense qui serait nécessaire.

« Comme ces instances étoient faites au nom des habitants, il avait cru important de savoir, avant et en informer la Cour, si ce qui étoit également désiré de tous; et par cet effet, les bourgeois des seize quartiers, ayant été assemblés chacun dans leur chez les Directeurs et en la présence des Commissaires en la manière ordinaire après avoir examiné la proposition de continuer d'éclairer plus long temps les rues de Paris pour la commodité et la sûreté publique et d'augmenter pour cela les taxes. Ils avaient été et avis, en dix quartiers suivant les procès-verbaux de commencer à l'

avenir depuis le 1^{er} Octobre jusqu'au
 1^{er} Avril, et qu'il fust ajouté sur taxes
 ce qu'il serait nécessaire pour la dépense
 des deux mois d'augmentation; que
 sur autres six quartiers, cinq d'entr'eux
 avoient estimé que ce seroit assez d'
 ajouter un mois seulement et de com-
 -mencer à mettre les lanternes la nuit
 dans les rues dès le 15 Octobre, au lieu
 qu'on n'a accoutumé de les mettre que
 le 1^{er} Novembre, et de les continuer jus-
 -qu'au 15 Mars, au lieu du dernier
 Février. Il auroit été préparé, dans un
 seul quartier, de ménager quelque chose
 pendant les clairs de Lune des mois de
 Novembre, Décembre, Janvier, Février,
 mais comme cet avis étoit unique et ne
 sembloit pas assez digne, il n'y avoit
 plus apparence de s'y arrêter. »

« Et l'on ordonne qu'à l'avenir on
 commencera d'éclairer les rues dès le
 20 Octobre et que l'on continuera jus-
 -qu'aux derniers jours de Mars, que la
 dépense sera ajoutée aux rôles des taxes

qui se levoient auparavant au set la livre à proportion de chacun en payoit on devoit pour les quatre mois.

À l'époque des troubles de la ligue qui se sont produits sous le règne de Charles IX, le roi créa, en 1563, un guet de nuit de 400 hommes à pied et 100 à cheval qui devaient être rétribués par la Ville de Paris, mais la municipalité chercha aussitôt à assurer le service afin qu'on puisse se dispenser de ce surcroît d'hommes et d'armes, en prescrivant aux quarteniers, cinquantièrs et dixainiers de veiller à ce que le service du guet bourgeois se fasse en exerçant une surveillance plus active.

Voici le texte du mandement du Bureau de la Ville concernant la décision prise à cet égard :

« De Par le Prevost des Marchans et Eschevins de la Ville de Paris, Jacques Horner, quartenier de la dicte, nous vous mandons que incontinent le présent mandement receu, vous ayez à

signifier et commander avec vos cinquantiens et dixainiers aux habitants de vostre quartier de aller et envoyer au quel suivant les ordonnances et mandemens pour cest effect à vous dernièrement envoyez, sous peine de dix livres Parisiens d'amende à chacun défoillant. Ensuite faictes commandement à voz dictz dixainiers de faire mestres chandelle et lanterne ainsi qu'il a esté mandé sur lesdictes peines. Et où il se trouvera aucuns ad ce faire refusans, faictes-le nous savoir pour y estre pourveu ainsi que de raison. »

Faict au Bureau de ladicte ville le dix huitième Septembre 1563.

Sous le règne de Henri III les Parisiens durent à la dévotion de Louise de Lorraine, sa femme, l'établissement de Madones, d'anges, de crucifix etc placés aux coins des rues qui étaient éclairés par des lampes ou des chandelles, ce qui constituait, en quelque sorte, un supplément ajouté à l'éclairage des rues.

Lorsqu' Henri IV monta sur le trône on s'occupa d'apporter certaines améliorations dans le service municipal de Paris et on chercha à rétablir le système d'éclairage qui était dès 1558 ; une ordonnance prescrivit d'établir des lanternes dans chaque section de quartier et de choisir par élection ceux qui devaient en être chargés. La dépense d'éclairage était alors supportée par les habitants.

En 1594, on imagina de suspendre, dans l'espace, des lanternes au moyen de cordes enroulées sur des poutres avec des boîtes pour les recevoir, au lieu de les avoir sur les fenêtres comme cela existait à l'origine. Ce fut un arrêt du Parlement du 30 Septembre de la même année qui imposa, comme charge foncière, l'obligation de placer des lanternes dans chaque quartier pour être allumées de Novembre à Février, en voici un extrait :

Arrêt

Arrêt du Parlement qui rétablit les
anciennes lanternes ardentes allumantes.
« Pour obvier aux inconvénients qui
peuvent survenir en temps d'hiver par
la ville de Paris aux heures de nuit,
suivant l'ancienne coutume et ordon-
nance de Police seront remis et établis
en chacune dixaine de cette ville de
Paris, aux lieux en endroits accoutu-
més les lanternes et chandelles accou-
tumées aux élections de personnes, tant
pour tenir la main que pour faire de nou-
velles lanternes, poulies, et cordes né-
cessaires es lieux où les dites lanternes
auront été produites et adhérentes par
le temps des guerres que l'on a dû laisser
à mettre et pour les dites lanternes, et pour
ce faire, outre la taxe ordinaire seront
tenus chacun habitant de chacune dixaine
contribuer et rembourser la somme à
laquelle se montent les frais de la ré-
fection et entretienement des dites
lanternes suivant la taxe qui en sera
faite par le Commissaire du quartier

appelé le capitaine et le dixième
de chacune dixième . . .

En 1603, des Lettres Patentes exemptè-
rent les Médecins du service du guet
et des frais d'illumination publique .

Malgré les quelques améliorations
apportées dans le service de l'éclairage
de Paris, il y avait encore beaucoup à
faire pour donner satisfaction aux
habitants . Boileau, dans le Lutrin ,
(6^e satire) nous dépeint ainsi la
Capitale, au 17^e siècle : (1)

« sitôt que du soir les ombres pacifiques
« d'un double cadenas font fermer les boutiques;
« que retiré chez lui, le paisible marchand
« Va revoir ses billets et compter son argent ;
« Que dans le marché tout est calme et tranquille,
« Les voleurs à l'instant s'emparent de la ville,
« Le bois le plus funeste et le moins fréquenté
« Est sursus de Paris un lieu de sûreté
« Malheur donc à celui qu'une affaire imprévue

(1) Paris au 17^e siècle (1655). Le Lutrin
par Boileau (6^e satire)

« Engage un peu trop tard, au détour d'une rue !
 « Bientôt quatre bandits, lui serrant les côtes
 « La bourse ! . . . »

Avant de continuer ce qui est relatif
 à l'ancien éclairage public de Paris, je
 vais entretenir mes lecteurs d'une entre-
 prise destinée à suppléer à l'insuffisance
 de l'éclairage public de Paris.



Chapitre V

Organisation et fonctionnement
d'un service spécial de porte-flambeau
et de porte-lanterne pour accompagner
les gens dans leurs courses nocturnes.

Avant de continuer l'éclairage public
réglementé, je crois opportun de m'arrêter
un instant sur une Société organisée quel-
ques années avant que M. de La Reynie
eut pris la direction de la Police munici-
pale de Paris.

En 1662, l'éclairage public, comme
nous l'avons vu, était encore si insuffi-
sant pour guider, le soir, les habitants
de Paris, que l'abbé Haudati Caraffe
eut l'idée d'y suppléer, en fondant une
entreprise d'éclairage portatif qui avait
pour but de mettre, à la disposition des
gens, des éclaireurs qui devaient être
répartis dans les principaux quartiers
de la Capitale, surtout dans le centre

et notamment aux angles des rues, carrefours etc, comme le sont aujourd'hui, la plupart des commissaires municipaux. Ils étaient donc chargés, moyennant rétribution tarifée, d'accompagner les personnes qui parcouraient les rues pour se rendre d'un endroit à un autre.

Les individus attachés à ce service étaient distribués principalement aux environs du Louvre et divers lieux d'assemblées, sur les carrefours, les places publiques etc.

Le monopole accordé à cet effet à l'innovateur dont je viens de parler, lui imposait, pour ainsi dire, les conditions d'un service public.

Ces éclaireurs étaient divisés par postes établis à distance de relais de 300 pas valant 100 toises (près de 200 mètres).

Les porte-flambeau avaient des chandelles de cire jaune pesant une livre et demie, marquées aux armes de la Ville de Paris; elles étaient divisées en dix parties égales, que l'on payait cinq sous par chaque division.

consommée.

Les Porte-Lanterne qui se trouvaient placés également à une distance d'environ 200'', l'un de l'autre, avaient chacun une lanterne garnie de six gros lumignons alimentés d'huile ; ils étaient chargés d'accompagner sur leur demande, les voyageurs en carrosse, chaises à porteur et autres véhicules en usage à l'époque. Il recevaient cinq sous par quart d'heure et les gens de pied ou piétons, qu'ils étaient susceptibles d'accompagner payaient seulement trois sous.

L'instrument de contrôle qui servait était un sablier compteur d'un quart d'heure, marqué aux armes de Paris, que chaque porte-lanterne avait à sa ceinture.

En dehors des services que rendaient les Porte-Flambeau et les Porte-Lanterne, aux particuliers, il y avait aussi des bourgeois, des nobles et autres gens riches qui se faisaient accompagner le soir par des porteurs de torches ou flammeaux, d'une lanterne ou de fétots, plus ou moins ornés et décorés. Ces derniers avaient une chandelle et la lanterne était supportée

par un bâton pour la tenir à une certaine hauteur afin de bien répandre la lumière.

Louis XIV accorda, par Lettres Patentes, enregistrées par le Parlement le 26 Août 1663, le privilège au fondateur avec la réglementation imposée dans les Lettres royales, sans toutefois de diminution des lanternes qui sont aux coins et milieu des rues de Paris.

Ces dernières défendaient à toute personne de quelque condition qu'elle fût - de monter un pareil établissement, ni débiter aucunes lumières sans la permission par écrit du privilégié qui avait imaginé des lampes à l'huile et des lanternes à plusieurs flammes.

Le privilège avait été accordé à perpétuité, mais le Parlement qui enregistra ces Lettres - Patentes en réduisit la durée à vingt années aux charges et conditions suivantes :

Etablissement

Etablissement de porte-flambeaux
et porte-lanterne à louage dans la ville
et faux-bourgs de Paris et toutes autres
villes du Royaume par Lettres-Patentes
du Roy, vérifiées en Parlement : Et
Règlement fait par la dite Cour, des
salaire desdits Porte-Flambeaux
et Porte-Lanternes.

Comme Sa Majesté prend plaisir à
donner diverses commoditez à ses sujets,
et surtout aux habitants de la bonne
ville de Paris, cela donne occasion
aux esprits d'en rechercher tous les
jours de nouvelles, comme entr'autres
celle de Porte-Flambeau et Porte-
Lanternes à louage pour conduire et
éclairer de nuit ceux qui voudront
s'en servir pour aller et venir partout
où bon leur semblera dont sad. Majesté
par ses Lettres-Patentes du mois de
Mars dernier, vérifiées et registrées au
Parlement le 26 jour d'Aoust ensuivant,
en permis et établissemens dans sa ville

et faux-bourgs de Paris et autres villes de son Royaume avec défences à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soyent, de s'immiscer en pareil établissement, sans avoir sur cela permission par écrit du propriétaire qui a obtenu ledit privilège et don, privativement et à l'exclusion de tous autres à peine de mil livre d'amende. »

« Pour donner l'intelligence de la commodité que doit apporter au public cet établissement, il faut premièrement sçavoir à l'égard des Porte-Flambeaux que lesdits Porte-Flambeaux se placeront aux environs du Louvre, du Palais, des lieux d'assemblées, carrefours et places publiques, afin que ceux qui n'auront pas de valets et flambeaux à point nommé puissent se retirer chez eux, à toute heure qu'il leur plaira et estre conduit et éclairé partout où bon leur semblera, lesquels Flambeaux seront du poids d'une livre et demie de bonne cire jaune, afin que la bûche et duree

d'iceux oblige un chacun à s'en servir,
et marquez des armes de la ville, pour
estre connus de loüage. »

« Et afin que ceux qui voudront estre
conduits et esclairez par Flambeaux, se
puissent estre à si peu de frais qu'il leur
plaira, la Cour par son arrest du dit jour
26 Aoust dernier, ordonne que lesdits
Flambeaux du poids et qualité ci-dessus
et marquez des armes de la ville comme
il est, se tout divisez par marques en
dix portions égales, sur lesquelles seront
réservés trois pouces qui seront enclavez
dans un morceau de bois, à fin que
lesd. dix portions puissent bruster en-
tièrement pour faire service pour chacune
desquelles portions ceux qui se voudront
servir desdits Flambeaux payeront cinq
sols, et pour éviter toutes contestations,
ordonne que celle desdites portions en-
tamiées, sera payée comme si elle estoit
consommée, et que lesdits Flambeaux
ne pourront estre faits, ni fabriquez par
autres que par les Maistres Espiciers de

cette ville de Paris . .

« De sorte que tant pour le Flambeau que pour la peine et salaire de celui qui le portera, il ne sera payé que cinquante sols, quoy que led. Flambeau (du poids et qualité ci-dessus, pris chez les Marchands espiciers, reviendra à trente cinq sols, et lorsqu'on se voudra servir desdits Porte-Flambeaux on leur payera par avance la première portion . .

« Et à l'égard des Porte-Lanternes, il faut aussi sçavoir que leurs Lanternes seront à huile, et que la lampe d'icelles sera composée de six gros luminons, qui feront autant de clarté qu'un Flambeau, l'huile desquelles ne se peut respendre, quel que mouvement violent que l'on puisse faire, ny le feu d'esteindre pour quelque pluie ou vent que ce soit, ce qui ne se rencôtre pas tousiours dans un Flambeau et lesdites Lanternes seront à plusieurs lumières, pour estre distinguées de celles des bourgeois comme il est porté par lesd. Lettres Patentes

et arrest de l'edite Cour du Parlement, »

« Et afin que ceux qui voudront estre conduits et esclairs par lanternes le puissent estre avec bien moins de frais que par Flambeau la Cour par son arrest a réglé le salaire desdits Porte-Lanternes sçavoir pour les gens qui vont à pied, à trois sols par quart, et pour les gens qui vont en carrosses et en chaises à cinq sols, et à cet effet ordonne que lesdits Porte-Lanternes auront un sablo juste d'un quart d'heure, marqué sur armes de la ville, qu'ils porteront à leurs ceintures; Et lors tout les gens de carrosses et de chaises que ceux qui vont à pied se voudront servir desdits Porte-Lanternes, ils leur payeront d'avance la susdite taxe ensuite de quoi lesdits Porte-Lanternes trouveront leurs sables et marcheront. »

« Et comme il n'y a point de carrosse ny de chaises, qui dans une traite d'un quart d'heure ne se vendent vu bon leur semble, en quelque endroit de la ville qu'ils puissent estre, ils trouveront un

grand avantage à se servir de cette commodité tant pour le peu de frais qu'il y a, que parce que ces lanternes feront autant de clarté qu'un flambeau, et que leur feu ne se peut éteindre comme il est dit cy-dessus.

« Lesdites Porte-Lanternes seront portées pareillement aux environs du Louvre, du Palais, Tivoli et d'assemblées, carrefours et places publiques et à mesure que leur nombre augmentera, on les dispensera dans les autres lieux plus passans et plus nécessaires. Et s'il arrivoit que le nombre d'iceux alla st jusques à quinze ou seize cens, pour lors on pourra les poster aux coins et au milieu des rues, de trois cens à trois cens pas, ce qui donnera une troisième commodité au public d'estre éclairé de poste en poste, par chacun desquels postes sera payé un sol marqué suivant le Règlement de l'adite Cour. Lesquels Porte-Lanternes se relayent les uns les autres et retourneront en mesme temps au poste d'où

il seroit parti; et en cas que dans le poste où ils auront conduit et éclairé il ne se trouve aucun Porte-Lanterne, à cause qu'il seroit party de son poste pour éclairer d'autres personnes, ils poursuivront jusques à ce qu'ils ayent trouvé un autre Porte-Lanterne, et prendront par exemple pour chacun desdits postes, un sub-margués: De sorte qu'en quelque endroit de la ville et faubourgs que l'on puisse estre, on pourra trouver des Porte-Lanternes qui éclaireront et escorteront de rue en rue, de poste en poste. »

Et cette commodité de pouvoir aller et venir, et d'estre éclairé à si peu de frais, fera que les gens d'affaires et de négoce sortiront plus librement, que les rues en seront bien plus fréquemment de nuit (ce qui contribuera beaucoup à exempter la ville de Paris de voleurs) et que l'on pourra fort souvent rencontrer des occasions d'estre éclairé sans qu'il en coûte rien, en suivant lesdits Porte-Flambeaux et Porte-Lanternes, lorsqu'ils éclaireront

d'autres personnes. »

« Outre les connoctitez que cet établis-
sement apporte à ceux qui se feront esclaver,
il en donne d'autres à ceux qui seront em-
ployez à cet exercice, par exemple à quantité
de manœuvre, de beaucoup de sortes de
métiers, qui dans la saison de l'hiver
ne peuvent trouver aucun travail pour
gagner leur vie, et à quantité de pauvres
gens d'y faire occuper leurs enfants de
quinze à seize ans qui bien souvent ne
font rien et leur sont à charge. »

« Ceux qui voudront estre employez à
porter lesdits flambeaux et lanternes s'
adresseront au bureau estably à cet effet,
où leur sera donnée la permission prescrite,
et payeront audit Bureau pour le droit,
quatre sols par jour. »

« Et sur Portes. 4 lanternes sera
fourny une 4 antenne avec une lampe
de tesson à six lumières, un sable d'un
quart d'heure, et une affiche de fer-
blanc, où sera peinte une lanterne, qu'ils
attacheront eux-mêmes aux postes qui

Leur seront distribués et n'avanceront pour l'édit lanterne, flampe, sable et affiche que six livres; quoy le tout revienne au maître du Bureau à onze livres; et mesmes ils seront dispenser et exempts pour le premier mois de payer l'edit droit de quatre sols par jour, après lequel temps ils commenceront à le payer par avance de quinze ou quinze jours. Et seront tenus lesdits Porte-lanternes, en cas qu'ils quittent, de rapporter au Bureau, l'édit lanterne, flampe et sable et de donner bonne et suffisante caution. On prétend aussi que tant les Porte-flambeaux que Porte-lanternes soient gens connus et ayent leur domicile en cette ville ou faubourgs de Paris, sans quoy ils ne seront point receus.

« Pour ce qui est de la dépense d'huile que lesdits Porte-lanternes feront, quand mesmes les six lumières de leurs lanternes seroient toujours allumées, elle ne va qu'à neuf deniers par heure, et ils ne seront obligés à les tenir toutes allumées que

lorsqu'ils seront employez . . .

« Si ceux qui ont le soin de carrosses à cinq sols, veulent se servir de la commodité des olites lanternes. Ils s'adresseront au Bureau Estably à cet effet, où leur sera donner la permission par escrit pour leurs valets, en payant le droit de quatre sols par jour pour chacun d'eux . . . »

« Le Bureau Estably rue S^t Honoré, près le jolier des Halles et sera ouvert le quatorzième octobre 1662 . . . »

Quelques écrivains du temps, à l'esprit un peu caustique et satirique ont publiés à Dole, en 1755, un petit ouvrage assez intéressant, du reste, par son originalité et intitulé : Essai historique, critique, philologique, politique, moral, littéraire et galant sur les lanternes, leur origine, leur forme, leur utilité etc (facétie contre les Ministres de l'érudition); en voici quelques passages assez amusants et intéressants retraçant sous une forme assez attrayante, comme revue rétrospective, les améliorations

de l'éclairage public de Paris de la fin du
16^e siècle :

Page 104. — Avec un examen plus approfondi
nous trouverions sans doute quelques autres
noms assez célèbres, mais il suffit d'avoir
ouvert la voie. Un auteur prudent ne
doit pas tout dire : prendre la fleur du
sujet c'est le grand art.

« Une autre source d'éloges retire de
l'attention qu'ont eu les plus respectables
magistrats depuis plusieurs siècles pour
les lanternes. Elles sont un point de
cette religion des chinois : elles sont l'
honneur de faire dans la capitale du plus
florissant royaume de l'Europe, un point
important de notre police. Qu'on examine
les registres de la Cour, surtout depuis les
premières années du seizième siècle jus-
qu'à ce jour. Dès l'an 1524, il fut or-
donné à chaque habitant de Paris de mettre
à sa fenêtre une lanterne garnie d'une
chandelle qui seroit allumée à nuit du soir ;
parvint la loi en 1526, pour éviter le danger
des mauvais garçons. En 1555, elles

furent renouvelées en mêmes termes ; et le lieutenant criminel fut chargé de les faire exécuter. Il est vrai que les lanternes furent changées en fallots en 1558 ; mais elles reprirent le dessus, un mois après, et les fallots furent changés en lanternes ar-
-dentes et allumantes. Le sort des lan-
-ternes fut longtemps incertain ; et on ne le voit bien fixé qu'en 1667 qu'on mit à Paris les choses à peu près dans l'état où elles sont. »

« Avant cette célèbre époque, on ne comptoit qu'une ou trois lanternes dans chaque rue (*) moins que la longueur n'en fût extraordinaire, une à chaque coin de rue et la troisième au milieu. On pourroit dire de ce petit nombre de lanternes ce que dit Virgile des vaisseaux d'Énée. »

« Apparent carce nantes inquirites vestro »

« Les libortins qu'on insultoit en

(*) Il y avoit à cette époque, dans Paris, 912 rues éclairées par 2736 lanternes.

diminuoient encore l'utilité. Un abbé
 illustre dont le nom seul vaut un étoge,
 Un abbé Gandati, de la maison de Caratte
 prit la chose à cœur, il employa ses amis
 et son crédit, il obtint au mois de Mai
 1662 des Lettres Patentes qui lui per-
 mettoient d'établir à Paris et dans toutes
 les villes du royaume des Porte-lanternes
 à lousage, pour jouir de ce droit à perpé-
 tuité lui et ses héritiers; sans préjudice
 néanmoins des lanternes qui étoient
 aux coins et au milieu des rues. L'enre-
 gistrement restreignit ce rare privilège
 qui eut enrichi l'abbé Gandati et ses
 heirs à vingt années. On ajouta des
 conditions si sages, et qui font tant d'hon-
 neur aux lanternes, que je ne saurois
 les supprimer entièrement ici. Les commes
 Porte-lanternes de l'illustrissime Seigneur
 Abbé Gandati, devoient être divisées par
 postes, chacun de trois cens pas valant
 cent toises. Il fut encore ordonné qu'il
 seroit peint une lanterne à chaque postes:
 à l'égard du prix, il fut réglé à cinq sols

par quart d'heure pour ceux qui voudroient
se faire éclairer dans leurs courses, et
pour l'infanterie, à trois sols. Pour
régler ces quarts d'heure, les Commis-
sionnaires étoient obligés d'avoir
à leur ceinture un sabre et un quart d'
heure marqué sur armes de la ville. »

L'abbé Haudati étoit certainement
bien louable de s'occuper aussi sérieu-
sement du bien public et des lanternes.
Jamais Ultramontains n'aiment tant la
France, et l'on pourroit sans injustice
dire de lui ce qu'un grand Roi disoit
de la belle Agnès Sorot : »

« Gentil abbé, plus d'honneur tu mérites,
« La cause étant de la France éclairer,
« Que ce que peut dans un cloître ouvrir
« Moine reclus, ou bien dévot Hermite. »

L'innovation de l'abbé Haudati l'abbé Carotte,
malgré son utilité relative pour l'époque,
comme auxiliaire à l'éclairage public
journalier, n'eut pas beaucoup de succès,
car elle ne dura que cinq ans à peine. On
songea alors à s'occuper plus sérieusement.

de l'éclairage fixe qui était mieux en rapport avec les besoins de la population parisienne et ce fut M. de 4^e Reynie qui en devint le premier organisateur.

Après que l'entreprise des Porte-flambeaux et des Porte-lanterne fut abandonnée ont eut encore des individus qui continuèrent à exercer les mêmes fonctions pour leur compte personnel, malgré la création des réverbères dont je parlerai plus loin, et qui fut organisée en service régulier. Ces éclaireurs choisissaient de préférence, comme station pour y trouver des clients, la porte des hôtels, des théâtres et circulaient aussi sur la voie publique, en offrant leurs services aux passants pour les accompagner ou suivre les fâcheux. Ces individus faisaient, en même temps, la police des rues et allaient prévenir le guet, en cas d'alerte, quand cela était nécessaire pour assurer la tranquillité publique.

J'arrive maintenant à une nouvelle organisation de la police municipale,

par la création d'une charge de Lieutenant
Général de Police dont on doit au premier
titulaire de sérieuses et utiles améliorations
dans l'éclairage public.



PL. 45

Lustre.
Style Louis XIV



Chapitre VI

Organisation définitive de l'éclairage public de Paris et sa réglementation

Louis XIV créa, par édit de Mars 1667, la charge de Lieutenant Général de police, puis par le même édit, il pourvut à la sûreté publique par l'établissement de lanternes pour en augmenter le nombre, le redoublement du guet et de la garde et ses règlements contre les vagabonds et gens sans aveu.

A cette époque, Paris était encore éclairé par des lanternes à chandelles placées au coin des rues brûlant du 1^{er} Novembre au fin Février, on en exceptant chaque mois les huit jours de clair de lune, mais on arriva plus tard, sur la réclamation des bourgeois, à prolonger le service du 20 Octobre au 31 Mars, suivant un arrêt du Parlement du 23 Mars 1671, dont voici un extrait :

4 Il y a d'ailleurs des inconvénients infinis à ne pas éclairer pendant les heures de lune en ce, principalement, que le temps pouvant être fâcheux et couvert lorsqu'on s'attendait à jouir du clair de lune; en ce cas, la ville ou ses habitants se trouveroient subitement dans les ténèbres et privés d'un grand secours. D'ailleurs quand il seroit possible de changer en un instant, en toute l'étendue de cette ville, les ordres généraux selon la disposition et la variété des temps, quelques expériences fâcheuses ont fait connaître, par le passé, que les clairs de lune ont esté fumontés à plusieurs personnes, et que l'on a fait les plus grands désordres dans ces nuits, que la clarté ne tombe pas dans les rues étroites, et qu'elle laisse un côté sombre des rues les plus spacieuses; qu'il n'y a d'autres dépenses et d'autres établissemens plus nécessaires et plus raisonnables; que sans compter la décoration de la ville, la commodité que les habitants, les artisans et

Le simple peuple en recevoir, estoit au dela de tout ce qu'on pouvoit dire, par la liberté qu'ils avoient dans les heures de la nuit; que les rues estoient sans embarras, de pouvoir facilement se communiquer les uns avec les autres dans tous les quartiers, et de faire ce dont ils estoient bien souvent empêchés pendant le tumulte du jour; que cette clarté pendant la nuit leur estoit non-seulement commode, mais qu'elle contriboit beaucoup à la sûreté publique; et qu'en général toute la dépense qui se faisoit pour cela, estoit peu considérable, en égard à la grandeur de la ville et en comparaison des avantages que tous les habitants en recevoient. Néanmoins comme on devoit être sobre des deniers publics, on devoit y apporter tout le mesnage et que dans cette rue ce seroit assez si en commençoit d'éclairer des rues le 20 Octobre pour continuer jusqu'au dernier Mars.

M. de la Reynie qui étoit l'auteur du rapport qui a motivé cet arrêt fut,

comme nous l'avons dit, le premier lieutenant et
général de Police choisi par le roi et lorsqu'il
fut pourvu de ses fonctions il donna une
impulsion nouvelle à tous les services de
la police municipale, en s'occupant notam-
-ment de l'éclairage public dont il ap-
-porta des améliorations utiles et néces-
-saires.

Ce magistrat s'occupa d'abord des
moyens à employer pour procurer aux
habitants le plus de commodité possible
et en même temps assurer la sécurité
pendant la nuit, en augmentant le nom-
-bre de lanternes, au mois de Septembre
de la même année, car ce n'est réellement
qu'en 1668 que les lanternes furent défi-
-nitivement établies et entretenues dans les rues
aux frais des parisiens, puis il apporta des
réformes dans le service du guet. Le
Ministre d'Etat Colbert l'aidera beaucoup
dans cette circonstance. Voici une or-
-donnance qu'il rendit concernant l'
éclairage public.

« De par le Roy, Et Monsieur le

Prévost de Paris et son Lieutenant de
Police.

Sur ce qui a esté remonstré par le Procureur du Roy : que le grand nombre de vagabonds et voleurs de nuit qui se sont trouvez dans Paris, et la quantité de vols et meurtres qui s'y sont faits le soir et la nuit pendant les hyvers des années précédentes, ayant fait rechercher avec soin les moyens de prévenir tels désordres, et ce qui pourroit à l'advenir contribuer à la sécurité publique. Il auroit esté remarqué que la plupart des dits vols estoient faits à la faveur de l'obscurité et des ténèbres dans quelques quartiers et rues où il n'y a aucunes lanternes établies. Et d'autant qu'il importe de remédier à un si grand mal, et qu'il est d'une extrême conséquence d'établir dans tous les quartiers et dans toutes les rues de Paris des lanternes pour les éclairer. Requeroit sur celuy vestre pourveu et ce faisant qu'il fut ordonné que dans toutes les rues, places et autres

endroits de la ville où il n'y a point en
 jusques à présent des lanternes pendant
 l'hiver, il en sera mis es endroits les plus
 commodes, et les Propriétaires des Maî-
 sons tenus chacun de contribuer à la
 dépense à cet effet nécessaire suivant
 les Roulles qui en seront faits, et ainsi
 qu'il se pratique dans les autres quartiers
 de la ville où il y a des lanternes établies;
 Et que ceux qui se sont préparés pour
 avoir le soin des dites lanternes seront
 tenus d'y mettre des chandelles des quatre
 à la livre de la qualité, et aux heures
 requises par les ordonnances, même
 pendant le clair de lune et d'entretenir
 les dites lanternes en telle sorte que
 les chandelles ne soient point éteintes
 ains entièrement consummées dans icelles,
 le tout à peine d'amende; nous faisant
 droit sur la remontrance et réquisition
 du Procureur du Roy; ordonnons qu'il
 en sera mis à l'advenir des lanternes
 pendant l'hiver à commencer du dernier
 jour d'octobre prochain, dans toutes les

rues, places et endroits de la ville et
 faubourgs où il n'y en a point en jus-
 qu'à présent, pour y mettre des chan-
 delles allumées chaque soir ainsi qu'il
 est accoustumé dans les autres quar-
 tiers où il y a des lanternes établies ;
 qu'à cet effet à la diligence des anciens
 Commissaires des quartiers et en leur
 présence, assemblée sera faite des no-
 tables Bourgeois dans la maison des
 Commissaires des quartiers tant pour
 adviser à l'augmentation des lanternes
 dans les lieux où il n'y en a pas suffi-
 samment, que pour en mettre dans
 ceux où il n'y en a point en jusqu'à
 présent d'establies ; comme aussi
 pour désigner les endroits les plus
 commodes pour les poser, et pour faire
 les Routes de la cotisation de chacun
 des contribuables à l'entretienement
 des dites lanternes ; Et en conséquence
 ordonnons qu'il sera incessamment
 procédé en la manière accoustumée à
 la nomination et election des personnes

capables de prendre le soin de mettre
 lesdites lanternes et chandelles auxquelles
 enjoignons à tous autres qui seront cy-
 après élus pour telle fonction, d'y
 faire leur devoir, et fournir des chan-
 -delles des quatre à la livre de la qua-
 -lité et aux heures portées par les or-
 -donnances, même pendant le clair
 de lune à peine de quarante huit livres
 parisis d'amende pour la première
 fois ; Et faite par les propriétaires
 habitants desdits quartiers et rues
 d'avoir fait les diligences nécessaires
 pour parvenir dans ledit jour der-
 -nier octobre prochain à l'établisse-
 -ment desdites lanternes, seront tenus
 et contraincts jusqu'à ce qu'ils ayent
 satisfait de mettre une lanterne cha-
 -cun sur sa fenestre avec une chan-
 -delle allumée pendant le temps
 que les lanternes seront aussi allu-
 -mées dans les autres quartiers de la
 ville : Ordonnons aux Commissaires
 du Chastelet de tenir la main à l'

exécution de la présente ordonnance,
 qui sera lue, publiée et affichée par-
 tout où besoin sera, afin que nul n'en
 ignore : Ce fut fait et ordonné par Messire
 Gabriel Nicolas de La Reynie, Conseiller
 du Roy en ses Conseils d'Etat et privé,
 Maître des Requestes ordinaire en son
 Hostel et Lieutenant de la Police en la
 ville, Prévosté et Vicomté de Paris
 le 2 Septembre 1667

de Riantz
 signé : de La Reynie Coudray, Greffier

Leu, publié à son de trompe et cry
 public et affiché par tous les carrefours
 de cette ville et faubourgs de Paris,
 par moy Charles Conto, Juré Crieur
 du Roy en ladite ville, Prévosté et Vi-
 comté de Paris, soussigné, accompagné
 de Hierosme Tronsson Juré Trompette
 du Roy, de Pierre du Bos, commis de
 Jean du Bos et de Jean Bauvais
 Commis d'Estienne Chappé, aussi Juré
 Trompette, le Mercredi 7 Septembre 1667.
 signé. Conto

Le 28 Janvier 1668, un arrêt du Conseil ordonna qu'il soit fait un état de rôle des lanternes et qu'on en fixa la dépense devant des Commissaires du quartier. Cet entretien comprenait l'attachement, le détachement et le nettoyage des lanternes ainsi que la fourniture des chandelles. Elle devait être supportée par les propriétaires de chaque maison riveraine et ajoutée à la dépense du nettoyage des rues pendant les mois de Novembre, Décembre, Janvier et Février.

Des lanternes furent installées dans tous les quartiers et même dans la plupart des faubourgs de Paris ; chacune d'elles avait 20 pouces de hauteur ($0^m 54$) et 12 pouces de largeur ($0^m 32$) elles étaient placées à la distance de 5 à 6 toises l'une de l'autre ($9^m 745$ à $11^m 694$). Chaque chandelle était de suif pur de 4 à 5 livres (poids de marc) comme à l'ancien mode et éclairage et elle 8 pouces et demi de long ($0^m 23$).



Eclairage des rues de Paris - 17^e siècle
Service de l'Alumage





La lanterne en question, qui avait à peu près la forme d'un tourneau, était à huit pans et se trouvait composée de 24 petits carreaux assemblés au plomb. Le fond était un octogone formé de 7 pièces de verre, dont deux de ces dernières étaient échancrées en rond pour que l'allumeur puisse passer aisément les mains dans la lanterne. La chandelle était posée sur une platine en fer qui portait deux bobèches, l'une pour la grosse chandelle et l'autre pour la petite qu'on substituait suivant la durée du service, selon les saisons et les phases lunaires.

Cette lanterne couverte d'une plaque en fer, représentant une véritable cage vitrée, était suspendue par une corde fixée à une barre de fer ou console placée à environ 20 pieds du sol (6^m50). La chandelle qui produisait déjà peu de lumière par elle-même était encore gênée dans son éclairement par les nombreux carreaux et les assemblages

en plombs qui en absorbent une grande partie.

L'allumage se faisait au moyen de la corde de suspension qui glissait de sa poutre dans une coulisse scellée au droit du mur, et les chandelles oxygénées pouvaient durer jusques un peu après minuit.

Lorsque le sonneur passait, le commis allumeur tendait la corde de chaque lanterne, l'allumeur plaçait la chandelle et l'allumait ensuite.

Le Commis allumeur ou inspecteur du quartier avait des fonctions qui consistent à surveiller, tous les matins, le départ des tambours en s'assurant du nombre qui devait être conforme au trait de l'entrepreneur; il s'assurait, en outre, s'il y avait la quantité de chevaux, de harnais et d'hommes à proportion et si le tout était en bon état. Il devait aussi rendre compte au Commissaire du quartier de l'état du nettoyage et s'il y avait quelques endroits négligés s'en

d'y remédier.

Comme je l'ai dit plus haut, ce commis rendait les cordes dans les rues pour les lanternes publiques, il les visitait tous les soirs pendant l'hiver et si elles ne se trouvaient pas en bon état il en rendait compte au Commissaire pour y pourvoir.

Le Commis allumeur était encore employé à porter les billets pour les assemblées de la Direction et pour les autres affaires de police de son quartier. On lui allouait comme appointements, dans les grands quartiers 400 livres par an et dans les autres à proportion. Le sonneur avait également pour l'année 80 livres.

Quant à l'allumeur bourgeois, c'est à dire celui commis par election, il devait suivre le règlement de service dont voici la teneur :

Formule du règlement de service
d'un commis allumeur

1675

L'un des commis et proposé pour

distribuer et allumer les lanternes au
quartier de

pendant la présente année.

Vous êtes averti, en exécution de l'ordonnance de Monsieur le Lieutenant Général de Police, de vaquer tous les soirs au fait de vos commissions dès l'instant que vous serez averti par le son de la cloche, qui commencera à sonner pour cet effet dans les Ruës principales et carrefours du quartier, Dimanche vingtième du présent mois à six heures, ou dès aussi tost que vous aurez vu dans quelque lanterne des Ruës la chandelle allumée, le tout sous les peines portées par l'ordonnance, en cas que vous soyez négligent. Et afin que vous puissiez vous acquitter exactement de votre Commission, vous serez encore informé que la cloche qui doit vous avertir doit sonner tous les soirs.

Depuis le 20 d'Octobre jusques au premier Novembre, à six heures précises.

Depuis le 1^{er} Novembre jusques au

premier Décembre, à cinq heures et demie.

Depuis le 1^{er} Décembre jusques au
premier Janvier, à cinq heures.

Depuis le 1^{er} Février jusques au premier
de Mars à six heures.

Et depuis le 1^{er} Mars jusques au dernier
à six heures et demie.

Fait ce vingtième d'octobre mil six cens
soixante et quinze.

—

Lorsqu'on eut établi définitivement les
lanternes pour éclairer les voies publiques
de Paris la consommation du suif augmenta
considérablement et les bouchers voudront
profiter de cette circonstance pour en aug-
menter le prix; les fabricants de chan-
delles, eux-mêmes, de concert avec ces
derniers cherchèrent aussi de leur côté
à élever le prix de la chandelle, en
raison du nouveau prix du suif et
cherchèrent même à le dépasser, mais
le Lieutenant Général de Police en fut
avisé et se fit rendre un compte exact
du prix des bestiaux et de la quantité

de suif disponible. Il rendit à cet effet une ordonnance, le 22 Mars 1669, par laquelle il fit à sept sols la livre de suif et fit en outre défense aux chandeliers de la vendre à un prix plus élevé qu' précédemment, sous peine de deux cents livres d'amende. Ce prix fut encore maintenu pendant 9 à 10 ans, par une semblable ordonnance renouvelée chaque fois, en temps opportun, pour empêcher l'élévation du prix.

Les bouchers et les chandeliers ne vou-
lurent pas accepter, pendant longtemps —
cette discipline se concertèrent pour trouver
le moyen de la supprimer en élevant arti-
ficiellement le prix de la chandelle. Pour y
parvenir les chandeliers les plus riches
achetèrent sur les marchés la plus grande
quantité de suif mise en vente sur échan-
tillon, en en offrirent un prix très haut ;
en moins de quelques jours le prix du
suif fut élevé de 34 à 54 sols la mesure
et la chandelle de 7 à 8 à 9 et jusques à
dix sols la pièce, prix élevé pour l'

époque.

Pour remédier à cet état de chose.

M. de La Reynie eut recours à deux moyens, le premier consistait à faire des marchés, pour chaque quartier, avec le Sieur Allen, Marchand qui s'obligeait à fournir par an et pendant trois années deux cents millions de suif de bonne qualité de France et de pays étrangers à raison de 6 sols la livre pour l'entretien des lanternes publiques et le second moyen enjoignait aux bouchers de porter les suifs sur le marché comme l'indique l'ordonnance ci-après :

16 Décembre 1678

Ordonnance qui enjoint aux Bouchers de porter tous leurs suifs sur la Place chaque jour de Marché. Publiée par les correfours le lendemain.

Il est enjoint, ce requérant le Procureur du Roy, et conformément aux réglemens, à tous bouchers de porter tous leurs suifs chaque semaine aux Marchés et d'y faire

vendre chaque sorte de suifs séparément et sans aucun mélange : Ten faisons défenses de réserver ni receler aucuns suifs defectueux, le tout à peine de confiscation et de quatre cens livres d'amende.

Faisons pareillement défenses à tous chandeliers d'acheter aucuns suifs es Maisons desdits Bouchers ny ailleurs qu'aux Marches, à peine de cinq cens livres et d'amende : ce qui sera exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles, l'icelle publiée aux Marches et signifiée à la communauté desdits Bouchers, afin qu'il n'en soit prétendue cause d'ignorance.

Ce fut fait et donné par Messieurs Gabriel Nicolas de La Reynie, Conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat et privé, Maître des requestes ordinaires en son Hostel, Lieutenant Général de Police de la Ville, Prevosté et Vicomté de Paris, le seizième jour de Décembre mil six

cents soixante dix huit.

Signé de La Reynie
de Riantz et Sagot, Greffier

Cette ordonnance a cheva de remettre
les Bouchers et les Chandeliers dans leur
devoir. Elle fut exécutée avec rigueur
pendant deux ou trois mois : Les uns et
les autres recommurent leurs fautes; Les
bouchers remirent leurs suifs à trente
quatre sols la mesure; les chandeliers
offrirent de renouveler leurs marchés
avec les Directeurs des quartiers à ra-
-son de 7 sols la livre, le suif devant
être sans mélange de suifs de pays
étrangers et consentirent aussi à le
livrer au même prix dans leurs bouti-
-ques.

Par une sentence de police du Châ-
-telet de Paris du 21 Octobre 1679
il fut défendu aux bouchers de sater
et de garoter leurs suifs à peine de
trois cents livres d'amende.

Une autre sentence de police du
21 Mars 1693 fit défense aux bouchers

de vendre du suif en branches, c'est à dire sans être fondu (1)

La production du suif n'était pas toujours suffisante pour la consommation de l'éclairage. On cite à cet égard un cas de force majeure.

L'hiver de 1709 ayant été si rigoureux que les lanternes furent rarement allumées à cause du manque de bœufs qui ne fournissaient pas assez de suif pour la fabrication des chandelles.

Il y avait à Paris, au 17^e siècle, 5553 lanternes qui consumaient par soirée, environ 1600 livres de chandelles, et jusqu'à la fin du 18^e siècle elles servaient à garnir les lanternes employées à l'éclairage public.

Du temps du Lieutenant Général de Police de la Capitale, quand le

(1) On appelle suif en branches celui qui est encore attaché à la membrane qui enveloppe les intestins des animaux, c'est à dire la partie où se trouve la plus grande quantité. Il s'y trouve, du reste, en forme de branches ou rameaux.

sonneur passait le soir dans les rues
pour le signal de l'allumage, l'éclairage
bien mieux repartie qu'antérieurement
paraissait produire son effet comme
par enchantement, mais il le devait aussi
à l'augmentation du nombre de lanternes.

Le Roi Louis XIV fut si satisfait
de cette amélioration qu'il fit frapper
une médaille avec cette légende : *urbis
securitas et nitor* (Sécurité et clarté
de la ville).

M^{de} de Sévigné, elle-même,
avec son esprit élevé et son bon jugement,
admirait cette amélioration d'éclairage
et elle en fit connaître son impression
dans une lettre à sa fille. De son côté
Voltaire exprima également l'effet
produit dans sa pensée, par le nouvel
éclairage, dans une pièce en vers sur
la Police sous Louis XIV :

« L'astre du jour à peine a fini sa carrière,
« De cent mille feux sur, l'éclatante lumière
« Dans ce grand labyrinthe avec ordre me luit
« Et forme un jour de fête au milieu de la nuit. »

Le Roi appréciant tous les effets utiles de la distribution de lumière dans Paris, ordonne l'établissement de lanternes publiques dans toutes les villes qui en étaient privées et exige également qu'on y organise un service comme à Paris, ainsi qu'il résulte de l'Edict dont voici le texte :

Marly, Juin 1697

Louis etc. De tous les établissements qui ont été faits dans notre bonne ville de Paris, il n'y en a aucun dont l'utilité soit plus sensible et mieux reconnue que celui des lanternes qui éclaireront toutes les rues, et comme nous ne croyons pas moins obligé de pourvoir à la sûreté et à la commodité des autres villes de notre royaume, qu'à celle de la capitale, nous avons résolu d'y faire le même établissement et de leur fournir les moyens de le soutenir à perpétuité..

A ces causes etc.

Cet édit précisait ainsi les fonctions
bourgeoises pour le service de l'éclairage
en province ;

« Les maires et eschevins nommeront
annuellement, ainsi qu'il se pratique
dans la ville de Paris, le nombre d'
habitants qu'ils trouveront convenable
pour allumer les lanternes, chacun dans
son quartier aux heures réglées, et un
certain surnuméraire dans chaque
quartier pour avertir de l'heure. »

Le 17^e siècle se termine donc avec
une amélioration notable apportée dans
l'administration du service de l'éclairage
public et dans sa distribution, mais
quant au mode employé il n'avait pas
encore varié, car les procédés étaient
restés les mêmes.



Chapitre VII

*Division de Paris en quartiers .
 - Importance de l'éclairage public .
 - Etablissement d'un impôt pour
 l'entretien des lanternes et le net-
 toisement des rues - Répartition
 des frais annuels .*

Je reprends maintenant l'éclairage public au moyen des lanternes à chandelles . On créa , en 1701 , vingt offices de receveurs particuliers et des offices de receveurs et payeurs généraux des boues et lanternes , mais par un édit de Novembre 1704 , que nous trouverons plus loin à propos du rachat du nettoisement des rues et de l'éclairage de Paris , ces offices furent supprimés . Le Lieutenant Général ⁽¹⁾ qui était chargé de la Police de Paris profita de l'établissement des charges de ces receveurs qui ne fonctionnèrent que peu de temps , pour représenter

(1) M. d'Argenson

au Conseil. l'inégalité des 17 quartiers
de Paris, et ce dernier reconnut qu'il
était nécessaire de faire une nouvelle
division de la Capitale en 20 quartiers
et le Roi rendit à cet effet un édit
en 1702, qui fixa ainsi ces derniers :

Cité

S ^t Jacques la boucherie	S ^{te} Avoye ou de
S ^{te} Opportune	la Verrerie
Gouvre ou S ^t Germain	Temple ou Marais
l'auxerrois	S ^t . Antoine
Palais royal	Place Maubert
Montmartre	S ^t int Benoît
S ^t Eustache	Saint André
Halles	Luxembourg
Saint Denis	Saint Germain des
Saint Martin	Pres
Grève	—
S ^t . Paul ou la	
Mortellerie	

Comme nous l'avons vu précédem-
ment le nettoisement des voies publiques
de Paris était confondu avec leur

éclairage. Le Roi en fixa la dépense annuelle à 300,000 livres et la répartition en fut faite ainsi, en 1701.

Quartiers	Répartitions
Cité	22 0 00 ^l
S ^t Jacques la Boucherie . . .	13 0 00
S ^{te} Opportune	11 0 00
Louvre ou S ^t Germain l'Auxerrois	12 0 00
Palais-Royal ou S ^t Honoré .	16 5 00
Montmartre	14 5 00
S ^t Eustache	13 5 00
Halles	8 0 00
S ^t Denis	17 0 00
S ^t Martin	22 0 00
Grève	11 0 00
S ^t Paul ou Marcellerie . .	10 0 00
S ^{te} Avoye ou verrerie . . .	9 0 00
Temple ou Marsais	14 5 00
S ^t Antoine	23 0 00
Place Maubert	15 5 00
S ^t Benoist	15 0 00
S ^t André	15 0 00
S ^t Germain des Prés . . .	19 5 00
Luxembourg	18 0 00
Total	300 0 00 ^l

Voici l'ordonnance royale qui concerne la division de Paris et l'établissement de l'impôt précité pour l'éclairage et l'entretien des rues.

Déclaration sur l'Edit de Décembre 1701 concernant la division de Paris en quartiers et établissant un impôt de trois cent mille livres pour l'entretien des lanternes et le nettoiemont des rues.

Louis etc par notre Edit du mois de Décembre 1701 (1) nous avons créé vingt offices de receveurs particuliers et deux offices de receveurs généraux des deniers destinés pour l'entretien des lanternes et pour le nettoiemont des rues de notre bonne ville et fauxbourgs de Paris, pour par les receveurs particuliers faire la recotte desditz deniers chacun dans les quartiers qui leur seroient désignés par leurs quittances de finance; et ayant été infor-

(1) Arrêt du Conseil divisant Paris en 20 quartiers.

mêm^e que les seix^e anciens quartiers de
 la ville et fauxbourgs de Paris étoient
 très inégaux dans leur étendue, qu'il
 y en avoit plusieurs qui n'étoient compo-
 -sés que de dix ou douze rues, et que d'
 autres en contenoient plus de soixante;
 que même ils étoient engagés les uns
 dans les autres, ce qui rendoit notre
 service et les soins de la police d'autant
 plus difficile: nous
 aurions jugé à propos de faire une nou-
 -velle division de ladite ville et faux-
 -bourgs en vingt quartiers et de les ren-
 -dre autant que faire se pourroit égaux;
 auquel effet nous étant fait représenter
 le plan de ladite ville et fauxbourgs,
 nous aurions par arrêt de notre Conseil
 du 14 Janvier dernier ordonné que ladite
 ville et fauxbourgs seroient divisés en
 vingt quartiers contenus et spécifiés en
 détail par ledit arrêt, dans chacun des-
 -quels Les Commissaires du Châtelet
 seroient distribués pour y faire exécuter
 les ordonnances et réglemens et y main-

tenir l'ordre public : et par autre arrêt de notre Conseil du 11 Avril aussi dernier, nous aurions ordonné qu'il serait imposé par chacun au dans l'adite ville et faubourgs la somme de 300 mille livres pour l'entretien des lanternes et le nettoie-ment des rues, laquelle somme serait repartie et distribuée sur lesdits vingt quartiers, ainsi qu'il est ordonné par ledit arrêt, et voulant que l'imposition de l'adite somme soit faite en chacun desdits quartiers en la manière accoutumée et le recouvrement fait par lesdits receveurs, conformément au dit édit.

A ces causes etc //

Comme on vient de le voir le nettoie-ment des voies publiques était confondu avec l'éclairage. Les fonds des taxes de chaque quartier étaient versés entre les mains du receveur général et l'emploi en était fait sur des mandemens de la direction pour servir au paiement des entrepreneurs chargés du nettoie-ment des rues, de l'entretien des lanternes

et de la fourniture des chandelles et autres dépenses s'y rattachant.

Le service de l'éclairage donne lieu à cette époque à des réclamations plus ou moins fondées et peut être même intéressées.

Voici à cet égard un mémoire des propriétaires du Faubourg S.^t Germain, que j'ai cru devoir reproduire ici, comme document de l'époque, lequel doit remonter à 1686.

Mémoire

« Les propriétaires des maisons du Faubourg S.^t Germain voyant augmenter leurs taxes des boues et lanternes qui se lèvent sur leurs maisons depuis l'année 1684, sans aucune autorité et que la dite augmentation n'a esté faite que par le Sieur Gazon Commissaire au Chastelet, Gamard et Roland Bourgeois, Directeurs perpétuels qui sont d'in-

Intelligence avec Messieurs les Curés,
Marquilliers et créanciers de la paroisse
Saint Sulpice, se voyant obligés de se
plaindre de ce qui ensuit : »

1. Lesdits Directeurs ont fait faire
par Marly Sergent au Châtelet, une
perquisition dans toute l'étendue
dudit faux-bourg, des noms et de-
meures des propriétaires et icelles
maisons en vue de grossir la taxe
qu'ils avaient dès ce temps là projetée
de faire surveiller par l'arrêt du Conseil
qui est intervenu le 12 Mars dernier,
portant qu'il sera levé sur les Maisons
des dits propriétaires pareille somme
à celle des bouées et lanternes pour les-
quelles peines dudit Marly lesdits
Sieurs Directeurs luy ont fait compter
par le Receveur Général suivant l'or-
donnance de Maître Charles Garon
la somme de cent livres. »

2. Il est à remarquer que lesdits
Sieurs Directeurs ont eu l'adresse de
ne faire ses augmentations de taxe

que sur les médiocres bourgeois qu'ils ont créés entre les plus faciles à souffrir cette augmentation, laquelle a esté faite sans aucune nécessité ny besoin, puisque la Recepte Générale des huit ruelles particulières des années 1683, 1684, se monte ensemble à la somme de 59 765 liv. et la dépense des deux desdites années ne se monte qu'à celle de 56 500 liv. ou environ; partant reste à ladite Recepte pour les deux années la somme de 3265 livres sçavoir pour l'entrepreneur dudit nettoiyement pour ces deux années 34000 livres qui est 17000 livres par chacune année, sur lequel article, si le marché dudit entrepreneur se publie aurois comme il est porté à l'article deuxième par l'arrêt du Parlement du 15. Octobre 1663, concernant ledit règlement, que les baux desdits entrepreneurs seront par trois diverses fois publiés en France; ce qui ne se fait pas, ils

attendent que les Receveurs Généraux et particuliers soient sortis de l'assemblée pour faire le renouvellement des baux, il s'en trouvera d'autres qui entreprendront ledit melluyement à plus de cinq cens écus moins par chaque année, ce qui fera partie du soulagement et la taxe des maisons des propriétaires."

3. Le chandelier qui fournit la chandelle au nombre de vingt deux milliers huit cens trente-trois livres par an qui fait pour les deux années quarante cinq milliers six cens soixante six livres pesant, à raison de sept sols la livre, monte à la somme de 15983 livres 2 sols, sur lequel article publiant ledit marché, comme il est porté par ledit arrest, il s'y trouvera encore bien de la diminution du prix; et se présente des Maîtres chandeliers qui s'offrent et en fournir à six sols six deniers la livre, tant pour suit de Paris qui monteroit moins par année à la somme de 570 liv. 16 s. 6 d. Outre cette augmentation

du prix que l'on luy paye de plus qu'elle ne vaut, c'est que ledite chandelle n'est pas faite de suif de Paris, comme il est porté par le marché, n'estant pas six heures allumée dans les lanternes et fait une sombre lumière, et si elle estoit faite de bon suif comme il est porté par le marché, elle dureroit sept heures. »

4. Pour le vitrier, ses deux années et fournitures se montent à la somme de 4195 livres qui est pour chaque année celle de 2095 livres 10 s. sur laquelle il luy est payé sçavoir pour l'entretien de cinq cens sixante-six lanternes à quarante cinq sols chacune ; et si ledit marché estoit aussi public, comme il est porté par l'arrêt, il se trouve des Maistres vitriers qui les entretiendront pour moins de trente cinq sols la pièce, qui fait par année 283 liv. à la diminution de la taxe desdits propriétaires.

5. Si l'on paye audit vitrier la somme de 708 liv. 5 s. pour fournir des cordes et pouties par année, suivant son marché

fait, il faut remarquer que sur cet article seul il y a plus de 300 livres par année à diminuer et autant que quand ilourniroit de neuve tous les ans, il n'en faut pas pour dix sols à chacune lanterne, ce qu'il ne fait pas, attendu qu'il les fait cirer la seconde année, et les fait servir pour neuve, sur cet article il y auroit à diminuer plus de 300 livres par année; qu'avec la somme de 283 Liv. de l'article quatrième cy-devient, feroient ensemble celle de 583 Liv. l'on paye encore audit vitrier, suivant les ordonnances de Maître Charles Garon 5 liv. 10 s. pour chaque lanterne qu'il prétend que l'on dérobe: il se présente des Maîtres vitriers qui en fourniroient à 3 liv. 10 sols la pièce, ce qui feroit encore de la diminution sur son marché. »

6. A l'égard des lanternes qu'il dit qui se cassent et brisent, par le manque-ment des cordes, s'il estoit vray qu'il en fournit de neuve tous les ans, comme il est obligé par son marché, il ne s'en

casseroit pas une ; néanmoins lesdits
 Sieurs Directeurs l'ont remis pour cet ar-
 ticle à la première assemblée, auquel
 il doit estre mis néant, comme aussi à
 un autre article, où il doit avoir fourni
 cent soixante livres de cordes, pourquoy
 il enploye la somme de cent vingt livres :
 ce même article fait encore voir qu'il re-
 çoit beaucoup plus qu'il ne luy appartient,
 et que cette grosseur de cordes ne vaut
 au plus que sept sols la livre, qui fait la
 somme de cinquante six livres pour
 lesdits cent soixante livres de cordes. »

7. Pour le serrurier qui raccomode
 les boîtes et les potences de fer, l'on luy
 paye la somme de quatre cens livres
 pour deux années qui est deux cens
 livres par chacune année, ce qui est
 excessif. »

8. Pour le maçon quoy qu'il n'y ait
 pas bien de l'ouvrage à faire, l'on lui
 paye la somme de cent vingt livres pour
 ses deux années, qui est soixante
 livres par chacune année ; c'est trop.

9. Pour le sonneur qui avertit les Bourgeois soir et matin, luy est payé cent soixante livres pour ces deux années, qui est à quatre vingts livres à chacune année.

10. Le loyer des terres ou se fait la décharge, l'on paye la somme de deux cens livres pour deux années qui est cent livres par chacune année pour les deux décharges, il seroit plus nécessaire d'accepter des terres qui pourroit valoir environ mit livres; ainsi se trouveroient encore cinquante livres ou environ par chaque année au soulagement des propriétaires.

11. Il est dit par le mesme arrest, article premier, que l'assemblée du Directeur se fera tous les six mois à la diligence du Commissaire du quartier, pour et à la pluralité des voix y nommer et élire de nouveaux Directeurs, ce qui ne se fait pas; il seroit très nécessaire d'en élire à la prochaine assemblée, et que ce fut des Bourgeois qui ont fait la recepte

particulière et générale, comme estant ceux qui ont le plus de connoissances de cette affaire, pour régler et mettre les Roolles en meilleur estat qu'ils n'ont esté depuis long-temps, puisque tous les-dits Roolles cy-devant faits ne sont nullement dans l'estat de forme qu'ils doivent estre, estant presque tous mal calculés et additionnez moins qu'ils ne se montent dans le général, comme il se voit par ceux des quartiers des Incursables et des Petites Maisons. Il seroit aussi très nécessaire que lesdits Roolles fussent justes, afin qu'ils se rapportassent au général.

12. Il se paye audit Sieur Craxon six cens soixante livres pour deux années, qui est trois cens trente livres par année, quoy qu'autrefois l'on ne luy en payoit que cent dix livres; Et par le mesme arrest il est dit qu'il doit donner ses soins et ses peines gratis; ce qui devroit estre, ainsi que le font les receveurs généraux et particuliers.

13. Il est payé à son clerc, qui dresse les *Rolles des Receveurs généraux et particuliers*, la somme de deux cens livres pour ses deux années, qui est cent livres par année.

14. Il se paye à Marty Sargent de la communauté la somme de cinq cens livres pour deux années de ses gages, qui est deux cent cinquante livres par année.

15. Il seroit encore nécessaire que les assemblées de Messieurs les Directeurs se fissent plus souvent, pour y recevoir les plaintes des Bourgeois qui ne les peuvent faire, attendu qu'il ne s'en fait qu'une tous les ans, encore peu des dits Bourgeois sont demandez; Et le même arrêt à l'article vingt huitième, dit qu'il sera fait une assemblée tous les premiers lundis du mois: Et pareillement il seroit bon que Messieurs les Directeurs paraphassent les ordonnances et Mandemens du Commissaire pour les payemens qui se font et qu'à l'avenir ils voudrissent bien se donner la peine d'examiner les *Rolles*

des Receveurs particuliers surpervant
qu'ils leur fussent distribués et les par-
-phen chacune . . .

16. Il est à remarquer qu'il doit y avoir
un grand fonds dans la Recette générale,
puisque depuis plusieurs années a esté basti
un grand nombre de maisons aux places
vuides dans l'estendue dudit Faubourg;
ce nombre de maisons augmente encore
d'autant plus la Recette générale; ce qui
devoit faire une grande diminution de
la taxe des dites bouës et lanternes .

17. Il est encore à remarquer que si l'on
fait publier et afficher les susdits marchés,
sur rails, au lieu d'environ trente mil
livres qu'il s'est levé dans les années
1683 et 1684 il s'en leveroit moins de
quatre à cinq mil livres par chacune année,
ce qui doit estre remarqué par le Directeur .

18. Les Bourgeois de différents quar-
-tiers se plaignent avec raison, de ce
que l'Entrepreneur du nettoyage est
des mois sans les aller nettoyer, et dans
les rues où il est obligé d'aller tous les

jours, il est souvent deux ou trois jours sans y passer. »

19. Il ne faudroit pas que les Receveurs généraux payassent sur les années de leurs successeurs, d'autant qu'il seroit plus facile de voir ce qui resteroit de deniers en leurs mains, à l'égard des débits qui se trouvent tant dans la Recette générale que particulière, s'il ne se paye aucune année, il se paye les suivantes. »

20. Il seroit encore très nécessaire que le Receveur général qui sort d'exercice mette les deniers restant de la Recette générale es mains de celui qui entre à sa place, à cette fin que l'on voye clairement ce qui reste par chaque année. »

21. Il est à remarquer que dans les années 1683, 1684 et 1685 il a esté payé à l'entrepreneur du nettoyement, pour gratification, la somme de mil six cens livres; ce qui devoit estre mis au néant, attendu que les dix sept mil livres que l'on luy paye par année, est beaucoup plus qu'il ne luy faut. »

22. Les Receveurs tant généraux que particuliers se plaignent de ce que lesdits Sieurs Gazon, Gamard et Roland, Directeurs perpétuels ont sans avoir appelle aucune desdits, fait un nouveau Roulle depuis l'année 1684, où ils ont diminué et augmenté qui bon leur a semblé, qui est une contravention au dit arrest 1663, article quatriesme, qui se trouve sur la quoy de Cœur au nom de Jesus, qui porte que les Roulles seront taxez par les Directeurs, Receveurs généraux et particuliers, en présence de quatre notables Bourgeois qui seront nommez en l'assemblée sur laquelle contravention audit arrest, demandent les dits Receveurs et Bourgeois que les Roulles tant anciens que nouveaux soient mis chez un des Directeurs notables, pour y estre vérifiéz et examinéz.

Il seroit bon que ceux qui ont délivré pour le bastiment de Saint Sulpice les deniers qui estoient restans à l'acte de la Recepte des années passées rappor-

-tassent les quittances de leur débourse. »

—
Sous M. Hérault, qui succéda à M. d'Argenson, comme Lieutenant Général de Police, la forme des lanternes fut changée, ainsi que nous l'indique M. Le Vieil, dans l'art du verrier publié à la fin du siècle dernier; voici du reste ce qu'il nous indique sur ce sujet :
Lanternes à culs de lampe. — Elles prirent alors la forme d'un cul de lampe fermé à une distance égale vers le bas comme en haut. Leur hauteur fut portée à 24 pouces $\frac{1}{4}$ au moins, non compris l'épaisseur des plombs. Les pièces qui forment le haut de chaque lanterne, restèrent fixées au nombre de 24, d'un verre choisi sans boulons. Mais chacune des 8 qui en composent le milieu, devait avoir 8 pouces 1 ligne de hauteur sur 5 pouces 10 lignes de largeur et chacune de celles formant le cul de lampe et la cheminée 6 pouces 7 lignes de haut, sur 5 pouces 10 lignes de large par le bout qui touche à la pièce du milieu

et sur 4 pouces 7 lignes par ceux qui avoisinent le couvercle ou forment le cul de lampe . »

« Le fond de la lanterne était comme aux premières, de 7 pièces de verre plain et d'un vuide ; mais on ordonna que la platine occupant le milieu du fond, serait de fer-blanc très fort, percé de plusieurs trous, surtout au droit des deux bobeèches qu'entr'elles serait placé un fil d'archet de deux lignes de grosseur et 7 pouces de hauteur formant par le bas, un ovale de deux pouces dans œuvre pour maintenir droite la chandelle, et par le bas pour s'affermir contre la main de l'allumeur et lui donner passage, un double coude inhérent aux bobeèches qu'elles seraient de tôle neuve et forte d'un pouce $\frac{1}{2}$ de hauteur, d'un seul morceau se joignant, et leur diamètre d'un pouce à la grande et de 9 lignes à la petite .

Pour entretenir les pièces du cul de lampe on assujettit le vitrier à tenir plus fort que faible, le panneau du fond. Les

plombs et la platine qu'ils entourent devaient être étamés par dedans et blanchis de soudure. Le tour du vuide laissé par l'allumeur fut bordé par un plomb dans la chambre duquel et auprès du cœur était encastré un brin de fil de fer étaient relevés les ourlets du plomb pour les étamer en coulant la soudure au-devant des ourlets.

« Au dessus du vuide, au dedans de la lanterne, on ajusta d'abord une trappe de fer noir, percée de plusieurs trous comme la platine. Le bord de cette trappe creux et arrondi du côté du pan de cul de lampe était traversé par un fil de fer moyennement gros, dont les bouts, passant au travers des plombs montants y étaient retenus par un crochet, qu'on y formait avec une pince. On y a depuis substitué pour effacer l'ombrage formé sur la paroi par la platine, et par cette trappe, un chassis de fer blanc à coulisse, dans lequel par le côté le plus large, qui était de 4 pouces 7 lignes et qui par conséquent n'excédait pas la largeur du plomb »

on insérait une pièce de verre qui le remplissait, en prenant la précaution de faire souder par le ferblantier, en dedans, un renvoi aussi de fer-blanc, d'un pouce de saillie, pour le faire retomber sur le fond lorsque l'allumeur retire sa main.

« La joncture des pièces qui composent le corps de la lanterne était ainsi que le panneau du fond, faite avec un plomb de 6 lignes de face tout tiré. »

« Chaque lanterne était montée de 4 fils de fer de 2 lignes de diamètre. Les 2 fils qui se trouvent vis à vis l'un de l'autre, traversaient en dessous le fond de la lanterne pour y être arrêtés et soudés d'une extrémité à l'autre, de la largeur du fond, sans boucher le trou de la bobèche. Les deux autres étaient coupés de longueur à joindre les deux premiers en passant par dessous eux. »

Tous devaient être attachés avec des liens forts et larges, réunis dessus et dessous par une soudure.

Ces fils de fer devaient encore être

de longueur à maintenir un couvercle
tôle légère du diamètre de la fermeture
percée de trous pour laisser passage à
la fumée et empêcher le vent, en se re-
-battant sur la chandelle de la pousser
trop vite. Par dessus, était un premier
couvercle de tôle plus large. Les 4 fils
y passaient comme dans le précédent,
par 4 trous justement espacés à l'endroit
des liens de plomb. Entre ce premier
couvercle et le bord de la fermeture
ou cheminée était un espace d'environ
1 pouce $\frac{1}{2}$. Ce couvercle était de 15 à 16
pouces de diamètre, peint par dessus
de 2 couches de couleur et l'huile, et
rafraîchi de couleur tous les deux ans.

Lorsque M. d'Argenson fut nommé
Lieutenant Général de Police, en 1697,
à la mort de M. de La Reynie, il s'
appliqua à continuer l'œuvre de son
prédécesseur en rendant les rues de
Paris encore plus propres et mieux
éclairées, mais malgré toutes les
améliorations apportées dans l'éclairage

La Police avait encore beaucoup de difficultés pour obtenir des bourgeois allumeurs nommés par élection et qui cherchaient à s'y soustraire l'un service régulier et ponctuel pour assurer aux parisiens un éclairage en rapport avec une population qui augmentait de plus en plus et qui se trouvaient exposés dans leurs sorties nocturnes. Cet embarras existait encore en 1735, et même longtemps après, car j'ai pu réunir un certain nombre de sentences rendues contre les commis-allumeurs bourgeois refusant de faire leur service ou le négligeant, et même certains fraudant sur les luminaires qui donnaient moins de lumière en employant des chandelles qui n'étaient pas du poids réglementaire, et en fin celles entamées qui ne duraient

(¹) Une sentence de Police du 3 Septembre 1734, ordonna qu'à l'avenir les bourgeois nommeraient un des six plus anciens bourgeois de chaque circonscription qui n'aurait pas encore exercé.

pas le temps nécessaire pour l'éclairage journalier, car l'allumeur avait non-seulement le clet des boîtes dans lesquelles s'attachaient les cordes de suspension, mais il avait aussi un approvisionnement de chandelles dont quelques-uns en disposaient quelquefois pour leur éclairage particulier et les remplaçaient par d'autres de plus faible poids.

Ces dernières sentences prouvaient que le service était fait assez irrégulièrement et souvent même avec négligence. Elles serviront, je pense, à édifier suffisamment mes lecteurs et je crois que leur examen ne sera pas sans intérêt pour eux.



Chapitre VIII

Sentences de police

rendues contre divers particuliers
pour contraventions aux ordonnances
relatives à l'éclairage de la ville de Paris.

1726 à 1760

Sentence de police qui condamne
le nommé François Pitois, commis
pour allumer les chandelles, en
quinze livres d'amende.

Du huit Mars 1726

Sur le rapport qui nous a esté fait en
la Chambre de Police, l'audience te-
nante au Châtelet de Paris par M^e
Louis Pierre Regnard l'aîné, Conseiller
du Roi, Commissaire enquesteur et exa-
minateur audit Châtelet de Paris, et
proposé pour la police au quartier S.^t
Benoist, sur l'avis à luy donné par le
Sieur Jean Grégoire Lamy, Inspecteur
de police, et distribué dans ledit quartier,

que faisant la ronde dans iceluy dans le tems où l'on allume les lanternes publiques, il auroit trouvé le 3 du présent mois, à la place de Cambrai, que la femme du nommé François Pitois, boutanger demeurant l'Étoile et petite rue S^t Jean de Gaston, commis pour allumer les chandelles dudit quartier mettoit dans lesdites lanternes des chandelles qui n'étoient pas de la longueur ordinaire, et qu'ayant examiné celles qu'elle avoit dans son panier, il les auroit trouvées en partie rognées d'un quart par le bout et en bas, ainsi que les chandelles qu'elle venoit à allumer étoient dans les lanternes et que d'ailleurs elle les allumoit à heure indue sur les sept heures et demie du soir. Et ledit Commissaire en conséquence dudit avis s'en étant informé, auroit trouvé l'exposé véritable en son entier. Pourquoi ledit Pitois auroit été assigné par exploit de Thomas Louis Barthélemy, Huissier à verge audit Châtelet, du sept du présent mois,

à la requête du Procureur du Roy au
Châtelet pour répondre et procéder sur
fins dudit Rapport.

Sur quoy nous, après avoir oüy ledit
Commissaire Regnard l'amené en son
rapport, ensemble noble homme Monsieur
M^e Megret de Gétilly, avocat du Roy,
en ses conclusions, et la femme dudit
Pitois en ses défenses, avons condamné
ledit Pitois pour la contravention par
lui commise, en quinze livres d'amende;
lui faisons défenses de récidiver, sous
plus grande peine, et lui enjoignons
d'être plus circonspect dans l'exercice
de sa commission; et sera notre présente
sentence lue, publiée et affichée dans
tous les lieux et carrefours ordinaires
et accoutumés de cette ville, et notam-
ment à la porte dudit Pitois, et exécutée
nonobstant oppositions et appellations
quelconques et sans préjudice d'icelles.
Ce fut fait et donné par Messire René
Hérault, Chevalier Seigneur de Fon-
taine Abbé, Conseiller du Roy en ses

Conseils d'Etat et privé, Conseiller d'
honneur en son Grand Conseil, Maître
des Requestes ordinaires en son Hostel,
Lieutenant Général de Police de la Ville,
prévôté et Vicomté de Paris, tenant le siège
le vendredy huitième jour de Mars mil
sept cent vingt six.

signé - René Herault

Morveau

Pellerin, Greffier

La sentence cy-dessus a été lue et publiée
à haute et intelligible voix, à son de trompe
et cry public, en tous les lieux ordinaires et
accoustumés par nous Jean Le Moynes, Huissier
à cheval au Châtelet de Paris, Juré criminel
ordinaire du Roy, de la ville, Prévôté et
Vicomté de Paris y demourant rue de la
Fixeranderie, accompagné de Louis Ambeyan,
et Claude Craponne, Jurez trompettes, le 20 Mars
1726, à ce que personne n'en prétende cause
d'ignorance, et affiché ledit jour esdits lieux.

signé, Le Moynes

Sentence de police

qui condamne le nommé Villeroy,
 Commis proposé pour allumer les
 chandelles dans les lanternes publiques,
 en trente liv. d'amende, pour avoir
 manqué dans l'exercice de sa dite Commission.

—
 Extrait des registres du Greffe de
 l'audience de la Grande Police du
 Châtelet de Paris.

De vendredi 21 Novembre 1727.

Sur le rapport fait en jugement devant
 nous à l'audience de la Chambre de police
 du Châtelet de Paris, par Maître Jean
 François Helrouy Destandes, Avocat au
 Parlement, Conseiller du Roy, Commissaire
 Enquêteur Examinateur audit Châtelet;
 qu'au préjudice des ordonnances et réglemens
 de police, des avis, Instructions et ordres
 portés dans les Commissions imprimées
 qui sont délivrées tous les ans par les Com-
 missaires au Châtelet aux Bourgeois
 de leurs quartiers qui ont été élus à la
 pluralité des voyes et commis pour

allumer les chandelles dans les lanternes publiques de toutes les rues de leurs quartiers, il y en a qui manquent d'exactitude à s'acquitter de ce devoir si important pour la sûreté des citoyens, le font négligemment en le faisant faire par leurs domestiques ou laque d'eniers qui ne sont pas assez instruits, et qui bien souvent n'ont nullement connaissance des ordres qui sont donnés auxdits Bourgeois par leurs commissions; on sorte que les uns n'ont pas le soin après avoir allumé la chandelle dans une lanterne, de faire remonter cette lanterne assez haut pour empêcher que les voitures chargées de foin et paille ne les touchent en passant et ne les cassent, et que les laquais et cochers montés sur leurs sièges et derrière les carrosses, n'en cassent avec leurs fouëts et cannes, que quelques-uns se donnent la licence de porter au préjudice des ordonnances, les autres de mettre dans les lanternes des chandelles sans les bien moucher,

et y laissent quelquefois des fûts séparés qui font consumer en peu de temps la chandelle ; d'autres n'ont pas assez de soin de bien mettre la chandelle dans la bobèche, et jusqu'au fond d'icelle, ce qui est cause que cette chandelle dans les mauvais temps et lorsqu'il fait du vent, tombe, casse la lanterne, ou la brûle ; d'autres ne ferment pas souvent les boîtes qui renferment les cordes des lanternes, ce qui les expose à être volées avec la chandelle ; et enfin il y en a encore d'autres qui par une avarice et un intérêt sordide, coupent des chandelles, soit par le haut, soit par le bas pour s'en servir, ou les usent en partie, avant que de les mettre dans les lanternes, ou en mettent des huit à la livre au lieu des quatre, ce qui empêche que toutes les rues ne soient également éclairées. Que le quatorze du présent mois de Novembre, Jean Villeroy, Marchand de vin, Commis proposé pour les allumer dans la rue Vivienne où il

demeure avoit allumé les deux chandelles
 avant de les mettre dans les lanternes,
 dont le guet et Pasquier, Ins-
 -pecteur auroient informé sur le champ
 ledit Commissaire et lui auroient apportés
 les dites chandelles qui avoient été al-
 -lumees, lequel les trouva usées d'un
 doigt; qu'en ayant demandé la raison
 audit Villeroi présent, il lui auroit
 répondu qu'un de ses garçons les avoit
 allumés pour les montrer; pour laquelle
 contravention ledit Commissaire a fait
 assigner de son ordonnance ledit
 Villeroi, à la requête du Procureur
 du Roy par exploit de Pierre Blanchard
 Huissier à verge audit Châtelet du
 vingt du présent mois de Novembre, à
 comparoir à cette audience, pour ré-
 -pondre à son rapport: Poirquoy après
 avoir ouï ledit Commissaire en son
 rapport, la femme dudit Villeroi en ses
 défenses, les gens du Roy en leurs
 conclusions, avons ordonné que les
 ordonnances et réglemens de Police

seront exécutés selon leur forme et teneur, et en conséquence faisons très-expresses inhibition et défense audit Villeroi de récidiver, sous les peines de droit; et pour la contravention par lui commise te condamnons en trente livres d'amende. Mandons audit Commis-saire Deslandes et aux autres Commis-saires chacun dans l'étendue de son quartier de tenir la main à l'exécution de la présente sentence, qui sera exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques, et sans préjudice d'icelle; et imprimée, lue, publiée et affichée partout où besoin sera, à ce que nul n'en ignore. Ce fut fait et donné par Messire René Hersault, Chevalier, Seigneur de Fontaine-Abbé, Conseiller du Roy en ses Conseils et d'Etat et privé, Conseiller d'honneur en son grand Conseil, Maître des Requestes ordinaires de son Hostel et Lieutenant Général de police de la Ville, Prévosté et

Vicomté de Paris, tenant le siège de
la Chambre de Police au Chastelet,
les jour et au que dessus.

signé. Hérault

Moréau

Pellerin, Grestier

La sentence cy-dessus a esté lue et publiée
à haute et intelligible voix, à son de Trompe et
cry public, en tous les lieux ordinaires et ac-
coutumés, par moy Aimé Richard Girault,
Huissier à cheval au Chastelet de Paris,
commis à l'exercice de la charge de Juré
crieur ordinaire du Roy de la Ville, Prevosté
et Vicomté de Paris, y demourant Place
Baudoyer, Paroisse S^t Gervais, accompagné
de Louis Ambroise et Claude Craponne, Jurez
trompettes, et Louis François Ambroise, commis
trompette, le 27 Novembre mil sept cent vingt sept,
à ce que personne n'en prétende cause d'
ignorance, et affichés ledit jour esdits lieux.

signé: Girault

Sentence de police

qui condamne le nommé Rainville
en cinquante livres d'amende et à
garder prison jusqu'au payement
d'icelle, pour avoir substitué des
chandelles des huit au lieu des quatre
à la livre dans les lanternes publiques.

Du vendredy 28 Novembre 1727

Sur le rapport fait en jugement devant
nous à l'audience de la Chambre de
Police au Chastelet de Paris, par
Maistre Jean Francois De Troisy
Destandès Avocat au Parlement,
Conseiller du Roy, Commissaire En-
questeur Examinateur au Chastelet
de Paris; que le Dimanche vingt trois
du présent mois Pantaleon Rainville,
Maistre Charcutier demeurant rue
Montmartre, Commis et esleu à la
plurilité des voix des Bourgeois
et proposé pour allumer les chan-
delles dans neuf lanternes publiques
de partie de la dite rue, à commencer
vis à vis la rue des Jeux neufs jus-

- qu'au cut de sac Saint Pierre, et en
 cette qualité instruit des ordres portez
 en la Commission qui luy a été délivrée
 au mois d'Aoust dernier par ledit
 Commissaire se seroit donné la licence,
 au préjudice des ordonnances, arrest
 et Règlements de Police, de la sen-
 tence par nous rendue le vingt et un
 du présent mois de Novembre, impré-
 mée, lue, publiée et affichée et des
 instructions portées en la dite Commis-
 sion, de substituer et d'allumer dans
 les dites lanternes des chandelles, des
 huit à la livre au lieu des quatre
 dont le quel s'estant appercu, seroit
 allé chez ledit Rainville, l'aurait
 obligé d'ouvrir les boîtes et de des-
 cendre les neuf lanternes, pour voir,
 examiner de près, et en tirer les dites
 chandelles, luy en aurait fait remettre
 des quatre à la livre, et l'aurait en-
 suite amené et apporté les bouts des d.
 chandelles à moitié usées chez ledit
 Commissaire, qui les ayant examinées

reconnut qu'elles n'estoient que des huit
à la livre, dont ayant demandé raison
audit Rainville, il lui répondit : qu'il
avoit été surpris de voir allumer les
chandelles ce jour là, croyant que c'
estoit celui de cessation, et que n'ayant
plus de chandelles, et n'ayant pas le
temps d'en aller chercher, il s'en étoit
fourni et allumé huit chandelles des
huit à la livre qu'il trouva ordinaire-
ment chez lui. Et comme cette ré-
ponse n'estoit pas juste, que sa contra-
vention étoit une prévarication dans
ses fonctions, d'une grande conséquence,
et des plus préjudiciables à la sécurité
et à l'intérêt du public, et qu'elle étoit
des plus reprehensibles, l'edit commis-
saire en a dressé procès-verbal dont
nous en ayant fait rapport à l'instant,
nous ordonnâmes que ledit Rainville
seroit conduit es prisons du Grand
Châtelet par le gendarme pour avoir subs-
titué ces chandelles des huit à la livre
au lieu des quatre qu'il nous furent lors

représentées; que ledit Commissaire a fait assigner de son ordonnance du vingt quatre de ce mois ledit Rainville à la requête du Procureur du Roy, par exploit de Pierre Blanchard, Huissier à verge au Châtelet, du mesme jour, à comparoir à cette audience pour y répondre. Sur quoy, après avoir oüy le Commissaire en son rapport, ledit Rainville mandé des prisons du Châtelet, en ses deffenses, les Gens du Roy en leurs conclusions, nous avons ordonné que les ordonnances, arrest, réglemens de police et nostre dernière sentence du 24 du présent mois et en, seront exécutés selon leur forme et teneur, et en conséquence faisons très-expressément inhibition et deffences audit Rainville de récidiver, sous les peines de droit, et pour la contravention commise, le condamnons en cinquante livres d'amende, et jusqu'au payement d'icelle gardera prison; sur laquelle sera payé cinq livres à l'huissier Blanchard par le Receveur des amendes.

Manclons au Commissaire Deslandes
et aux autres Commissaires chacun dans
leurs quartiers, de tenir la main à l'exé-
cution de la présente sentence qui sera
exécutede nonobstant oppositions ou
appellations quelconques, et sans pré-
judice d'icelles, et imprimée, lue, pu-
blié et affichée partout où besoin sera
à ce que nul n'en prétende cause d'igno-
rance.

Ce fut fait et donné par Messire René
Hérault, Chevalier Seigneur de Fontaine
Gabbé, Conseiller du Roy, en ses Conseils
d'Etat et privé, Conseiller d'honneur
en son Grand Conseil, Maître des
Requestes ordinaires de son Hostel,
Lieutenant Général de Police de la
Ville, Prévosté et Vicomté de Paris,
tenant le siège les jours et en que dessus

Signé. Hérault

Moreau

Potier, Greffier

La Sentence cy-dessus a esté lue et publiée
à haute et intelligible voix, à son de Trompe et
cry public, en tous les lieux ordinaires et accou-
-tumés par moy Aimé Richard Girault, Huis-
sier à chevet au Châtelet de Paris, commis à l'
exercice de la charge de Juré Crieur ordinaire
du Roy, de la Ville, Prévosté et Vicomté de Paris
y demeurant place Baudoyer, Paroisse Saint
Gervais, accompagné de Louis Ambexar et
Claude Crapponne, Jurés Trompettes, et Louis Fran-
çois Ambexar, Commis trompette, le 10 Décembre
1727, à ce que personnes n'ont prétendu esuser
et l'ignorance, et affichés ledit jour esdits lieux.

signé, : Girault

Sentence de police

qui condamne la nommée Marie Fabulet en trente livres et d'amende pour avoir substitué d'autres chandelles en place de celles qui luy avoient esté fournies pour allumer dans les lanternes publiques.

Extrait des registres du Greffe de la
Chambre de police du Chastelet de Paris
Du vendredy 5 Décembre 1727

Sur le rapport à nous fait par Maître Pierre Thomas Thiret de Laignay, Conseiller du Roy, Commissaire en cette Cour, préposé pour la police au quartier S^t Jacques de la Boucherie; que suivant les Réglements de police le Sieur le Roy Cominotier, demeurant dans le quartier de Saint Denis, a esté nommé pour allumer les huit chandelles destinées aux lanternes qui sont posées rue de Marivaux, où demouroit lors ledit le Roy lequel pour s'acquitter de sa Commission ayant

changé la nommée Marie Fabulet sa
 servante d'allumer lesdites huit chan-
 -delles, elle s'est avisé d'user de pré-
 -varications, en ce que Mercredi der-
 -nier trois du présent mois sur les six
 heures du soir au lieu par elle de
 mettre dans lesdites lanternes les huit
 chandelles qui y estoient destinées, et
 qui leur avoit esté délivrées par ledit
 le Roy son maistre, elle en a acheté
 huit autres composant une demie
 livre en total, et elle les a placées dans
 lesdites huit lanternes de la rue Ma-
 -rieux et par ce moyen s'est injuste-
 -ment appropriée les huit chandelles
 d'ordonnance que la dite Marie Fabulet
 ayant été trouvée en contravention par
 le Sieur Charlton, Inspecteur de police,
 il l'a arrêté et conduit en l'Hostel de
 luy Commissaire, lequel l'ayant inter-
 -rogé, elle luy a déclaré qu'il estoit
 vray qu'elle avoit acheté une demie
 livre de chandelles composées de huit,
 et qu'elle les avoit placées dans les
 huit lanternes de l'édite rue de

Marivaux parceque ledit Sieur le Roy
 son maistre l'ayant envoyé ce soir là
 à la Place Maubert pour ses affaires,
 à son retour dans le quartier de S^r
 Jacques elle auroit aperçue que toutes
 les chandelles des lanternes estoient
 allumées, excepté celles dont elle étoit
 chargée, ce qui l'auroit obligée, pour
 n'estre point accusée de négligence, d'
 entrer chez un chandelier et d'y acheter
 lesdites huit chandelles des seves à la
 livre, et de les poser dans les huit
 lanternes de la rue Marivaux. Que peut
 et'autant plus constater la vérité du fait
 luy Commissaire a envoyé chercher
 ledit le Roy, lequel estant comparu, luy
 a déclaré qu'il n'entendoit point ex-
 -cuser ledite Marie Fabulet, sa servante,
 mais qu'à son égard, il n'avoit nulle
 part à la dite contravention, ny pré-
 -varication pour lesquelles luy Commis-
 -saire a envoyé de son ordonnance
 ledite servante es Prisons du Grand
 Chastelet, et du tout a dressé son

procès-verbal, pour répondre auquel
il a crû estre nécessaire de faire assés-
-ner ledit Sieur le Roy en cette audience,
comme civilement responsable de l'ad.
Marie Fabulet, sa servante, par exploit
de Louis Mulet, Huissier à cheval et
de police en cette Cour, en date du
jour d'hier. Sur quoi nous, après que
ladite Marie Fabulet a été fait venir
de la prison, et entendue, ainsi que
ledit le Roy en leurs défenses; ouy
Monsieur Maître Chauvelin en ses
conclusions, nous avons ordonné que
les ordonnances et Règlements de
police seront exécutés selon leur for-
me et teneur; En conséquence fai-
-sons très expresses inhibitions et
défenses à ladite Fabulet et le Roy
de récidiver, sous les peines de droit;
Et pour la contravention par elle com-
-mise, l'avons condamnée en trente
livres d'amende, dont ledit le Roy
sera tenu et demeurera civilement
responsable, et ordonné prison jusqu'à

payement d'icelle, sur laquelle sera payé
 trente sols à l'huisier Mulot par le Rece-
 veur des amendes. Mandons au Com-
 missaire de Lagnay et autres Commissaires
 chacun dans leur quartier, de tenir la
 main à l'exécution de la présente sen-
 tence, qui sera exécutée nonobstant op-
 positions ou appellations quelconques,
 et sans préjudice d'icelles, et imprimée,
 lue, publiée et affichée par tout où besoin
 sera, à ce que nul n'en prétende cause
 d'ignorance. Ce fut fait et donné par
 Messire René Hérault, Chevalier sei-
 gneur de Fontaine l'abbé, Conseiller
 du Roy en ses Conseils d'Etat et privé,
 Conseiller d'honneur en son Grand Conseil,
 Maître des requestes ordinaire de son
 hostel, Lieutenant Général de Police
 de la Ville, Prévosté et Vicomté de Paris,
 tenant le siège les jour et an que dessus.

signé, Hérault

Moresu

Menard, Groffier

La Sentence cy-dessus s'esté lüe et
 publiée à haute et intelligible voix à son de
 trompe et cry public, en tous les lieux ordi-
 -naires et secontumes, par may Aimé Richard
 Girault, Huissier à chev et au Chastelet de
 Paris, commis à l'exercice de la charge de
 Juré crieur ordinaire du Roy, de la Ville,
 Prévosté et Vicomte de Paris, y demourant
 Place Baudoyer, Paroisse S^t Gervais, ac-
 -compagné de Louis Ambroise et Claude Cra-
 -panne, Jurés trompettes et Louis François
 Ambroise, Commis trompette, le 24 Décembre
 1727, à ce que personne n'en prétende cause
 d'ignorance, et affichés ledit jour esdits lieux.

Sentence de police

qui condamne plusieurs particuliers
commis à allumer les lanternes publiques
pour avoir allumé les chandelles ou
en avoir substitué d'autres en place
de celles qui leur avoient esté délivrées.

Extrait des registres du Greffe de la
Chambre de police du Chastelet de Paris.

De vendredi 5 Décembre 1727

Sur le rapport fait par devant nous
en l'audience de la chambre de police
par Maître Nicolas Francois Menyer,
Conseiller du Roy, Commissaire Enques-
teur Examineur en cette Cour, ancien
du quartier du faubourg S^t Germain,
contenant qu'ayant reçu différentes plain-
tes, que dans l'étendue dudit quartier,
les chandelles des lanternes publiques
finissoient beaucoup plutôt que dans
les autres; pour connaître d'où cela
pouvoit provenir, il se seroit d'abord
transporté dans le magasin des chan-

celles du dit quartier pour voir si cela ne procédoit point de la faute de l'Entrepreneur, en présence duquel il auroit fait peser les chandelles qui étoient dans le magasin, qu'il les auroit toutes trouvées du poids qu'elles doivent être, qu'ayant été ensuite dans les maisons des Bourgeois Commis pour les allumer, il se seroit fait représenter les chandelles qui leur restoient de la dernière livraison; que les ayant fait peser en leur présence il les auroit aussi trouvées toutes de poids; en sorte qu'il auroit reconnu que la faute ne provenoit ni de la part de l'Entrepreneur, ni personnellement de celle des Commis; mais comme plusieurs desdits commis se déchargent de leurs commissions sur des gagne-deniers, par qui, moyennant une rétribution modique ils les font allumer; pour savoir si la faute ne venoit point de la part de ces gagne-deniers, et s'ils n'abusoient point de la confiance que ceux qui les préposent avoient en eux,

il les auroit fait observer dans le temps que l'on allume les chandelles, et auroit reconnu que nombre desdits gagne-clemens, avant de les mettre dans les lanternes, les coupoient par le bout et'en liss; que d'autres en substituoient d'un moindre poids au lieu et place de celles qui leur étoient délivrées; que le vingt deux Novembre dernier, les nommez Botte dit Just préposé par Edme Martin Goger Marchand de vin commis à les allumer, Gervais Geroux, préposé par Pierre Deshayes, les nommées Angélique Lejeune femme de Pierre Grevillé, Françoise Tolly femme de Pierre Viment, toutes deux préposées par François Geniaistre, auroient été prises sur le fait, et lorsqu'elles allumoient et mettoient les chandelles dans les lanternes auroient été trouvées saisies, les uns de chandelles coupées par le bout, et d'autres chandelles et d'un moindre poids que celles qui leur auroit été distribuées; et ayant été conduits en l'Hôtel de lui Commissaire, où les chandelles

auroient en même temps été apportées, &
 ils aient remarqué que celles dont auroit
 été saisis led. Heveillé, Vimont et Botte
 dit Just, étoient coupées par le bout, et
 celles dud. Leroux et desdits Heveillé
 et Vimont pesaient un tiers etc moins
 de ce qu'elles doivent peser; et celles dudit
 Botte dit Just, un septième de moins;
 qu'une pareille contravention méritant
 une sévère punition, il auroit cru ne
 pouvoir se dispenser d'envoyer en prison
 lesdits Botte dit Just, Leroux, Heveillé
 et Vimont, où ils auroient été à l'instant
 conduits par une escouade du Guet.
 Et comme lesdits Boyer, Germaître et
 Deshayes qui les ont proposés, sont civi-
 lement responsables de l'amende que
 mérite une pareille contravention, il les a
 fait assigner de son ordonnance par l'
 Exptoit d'Alain, Huissier en date du
 premier du présent mois à comparoir à
 cette audience pour répondre à son rap-
 port et aux conclusions des Gens du
 Roy. Sur quoy après aüy led. Commissaire

en son rapport, les gens du Roy en leurs conclusions, et que lesdits Maîtres, Deshayes, Lioger, Leroux, Botte dit Just, Lesd. Lévillé et Vimont ont été entendus en leurs defenses; nous disons que les ordonnances et Réglemens de police concernant les lanternes publiques, seront exécutés selon leur forme et teneur; En conséquence faisons defense auxdits Leroux, Botte dit Just auxdits Lévillé et Vimont de récidiver, à peine de punition corporelle; Et pour la contravention commise, les avons condamnés; sçavoir, lesdits Leroux et Botte dit Just chacun en trente livres d'amende; et lesdits Lévillé et Vimont en dix livres, de laquelle amende lesdits Lioger, Treinastre et Deshayes demeureront responsables civilement chacun à leur égard. Et notre présente sentence sera exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques, et sans préjudice d'icelles, et imprimée, lue, publiée et affichée dans tous les lieux et carrefours

ordinsires & accoutumés de cette ville. Ce
fut fait et donné par Messire René Hérault,
Chevalier seigneur de Fontaine & abbé, Conseil-
ler du Roy en ses Conseils d'Etat et privé,
Conseiller d'honneur en son Grand Conseil,
Maistre des Requestes ordinaires de son
Hostel, Lieutenant Général de police de
la ville, Prévosté et Vicomté de Paris,
tenant le siège les jour et au que dessus.

Signé: Hérault

Moreau

Menard, Gressier

La Sentence cy-dessus a été lue et publiée
à haute et intelligible voix à son de Trompe et
crys public, en tous les lieux ordinaires et accou-
tumés, par moy Aimé Richard Girsault, Huissier
à Cheval au Châtelet de Paris, commis à l'exercice
de la charge de Juré Crieur ordinaire du Roy,
de la Ville, Prévosté et Vicomté de Paris, y demou-
rant place Baudoyer, Paroisse Saint Gervais,
accompagné de Louis Ambexar et Claude Craponne,
Jurez trompettes et Louis François Ambexar, commis
trompette le 18 Décembre 1727, à ce que personne
n'en prétende cause d'ignorance et affichée ledit
jour esdits lieux.

Signé: Girsault

Sentences de police

qui condamne le nommé Petit en trente livres d'amende, pour avoir mis des chandelles usées dans les lanternes publiques -

Extrait des registres du Greffe de
La Chambre de Police du Châtelet de Paris.

Du vendredi 19 Décembre 1727

Sur le rapport fait en jugement devant nous à l'audience de la chambre de police au Châtelet de Paris par Maître Georges Hubert Chauvin, Conseiller du Roy, Commissaire au Châtelet de Paris, l'un des préposés pour la police au quartier Saint Paul et de la Martellerie, que le samedi six du présent mois de Décembre, le nommé Petit serotier, demeurant rue Saint Paul, commis pour allumer les chandelles des lanternes publiques rue de Lyons dépendant de son quartier, pour le nommé Courtiot, m^d de vin, demeurant même rue, a esté saisi par le sieur Laurent,

Inspecteur, comme il mettoit dans une
 lanterne une chandelle usée de plus de quatre
 pouces, et l'a conduit par devant lui Com-
 missaire qui en a dressé son procès-verbal;
 et en vertu de son ordonnance du onze
 du présent mois, il a par exploit de Babin,
 en date du même jour et à la Requête
 de Monsieur le Procureur du Roy fait
 assigner ledit Courtivaut M^{re} de vin et
 Petit savotier, à comparoir pardevant nous
 à la première audience, pour répondre au
 présent rapport; Pourquoy, après avoir ouï
 ledit Commissaire en son Rapport, et noble
 homme Monsieur Maître Chauvelin, Avocat
 du Roy en ses conclusions, avons ordonné
 que les ordonnances et réglemens de police
 seront exécutés selon leur forme et teneur,
 et notamment notre sentence du vingt
 un Novembre dernier, Et en conséquence
 faisons très-expresses inhibitions et défenses
 auxdits Courtivaut et Petit de récidiver
 sous les peines de droit. Et pour la contra-
 vention commise par ledit Petit, le
 condamnons en trente livres d'amende

du paiement de laquelle somme ledit Courtiout demeurera garant et responsable en son propre et privé nom.

Mandons aux Commissaires du Châtelet, chacun dans l'étendue de leur quartier, de tenir la main à l'exécution de la présente sentence qui sera exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles, et imprimée, lue, publiée et affichée par tout où besoin sera, à ce que nul n'en prétende cause d'ignorance.

Ce fut fait et donné par nous René Hérault, Chevalier, seigneur de Fontaine Rablé, Conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat et privé, Conseiller d'Honneur en son grand Conseil, Maître des Requestes ordinaire de son Hostel et Lieutenant Général de police de la Ville, Prévosté et Vicomté de Paris, tenant le siège de la Chambre de police au Châtelet les jour et an que dessus.

Signé, Hérault

Marescau

Menard, Greffier

L'ordonnance cy-dessus a esté lûe et publiée
 à haute et intelligible voix, à son de Trompe et
 cry public en tous les lieux ordinaires et accou-
 -tumes par moy Aimé - Richard Girault, Huissier
 à cheust au Chastelet de Paris, commis à l'
 exercice de la charge de Jure criou ordinaire
 du Roy de la Ville, Prévosté et Vicomté de Paris
 y demeurant Place Baudoyer, Paroisse St
 Gervais, accompagné de Louis Ambexar et Claude
 Craponne, Jurez Trompettes et Louis François
 Ambexar, commis Trompette le 24 Décembre
 mil sept cent vingt sept, à ce que personne n'en
 prétende cause d'ignorance, et affiché ledit
 jour esdits lieux.

Signé : Girault

*Sentence de police
qui condamne le nommé Marin, en
trente livres d'amende, pour avoir
coupé par le bas les chandelles des-
tinées à allumer dans les lanternes
publiques.*

*Extrait des registres du Greffe de
la Chambre de Police du Châtelet de
Paris.*

Du vendredi 9 Janvier 1728

*Sur le rapport fait en jugement devant
nous à l'audience de la Chambre de Police
du Châtelet de Paris par Maître Louis
de la Jarrée, Conseiller du Roy Com-
missaire audit Châtelet, Préposé pour
la Police au quartier S^t Antoine; con-
tenant qu'au préjudice des ordonnances
et réglemens de Police concernant les
lumières publiques, de nos sentences
rendues à ce sujet les 21, 28 Novembre
et cinq Décembre dernier contre différents*

particuliers, chargés d'allumer les lanternes publiques, lesquels ont contre-venus dans l'exercice de leurs commissions et prévariqué en ce fait, et des défenses y portées, néanmoins il se commet journellement des contraventions et fraudes de la part desdits allumeurs publics, à quoy il est important de remédier; que le samedi 20 dudit mois de Décembre Tsurent Joseph Tsurent, Inspecteur auroit trouvé le garçon de boutique de Jean Marin pâtissier, rue de Charonne, faubourg S^t Antoine, commis préposé pour allumer onze lanternes de la dite rue, accompagné d'une particulière femme, lesquels plaçaient dans lesdites lanternes les chandelles publiques; qu'ayant examiné, il a remarqué qu'elles estoient coupées par le bout d'en bas, dont il auroit informé sur le champ ledit Commissaire, et luy auroit apporté lesdites onze chandelles dans leur panier, lequel

Commissaire les auroit trouvés coupés par le bout d'en bas de la hauteur d'environ un pouce, et les bouts de icelles au fond dudit panier; qu'en ayant demandé la raison audit Marin, venu en son Hostet il luy auroit répondu que cela ne provenoit point de son fait, mais de la dite particulière femme qu'il commet pour allumer les dites chandelles, et dont ledit Marin a dit ne sçavoir le nom, mais qu'elle demouroit en sa maison, de laquelle contravention luy Commissaire a dressé son procès-verbal; Et considérant qu'une pareille prévarication méritoit punition, il auroit cru ne pouvoir se dispenser d'envoyer ledit Marin en prison, où il auroit esté et instant conduit par une Escouade du Guet, et nous ayant référés le lendemain de ce que dessus, nous aurions ordonné que ledit Marin, détenu dans les prisons, y seroit écroué de police, et assigné à la pro-

-chaîne audience; Pourquoy lui Com-
-missaire a de son ordonnance fait
assigner ledit Marin à la Requeste
du Procureur du Roy, par Exploit d'
Antoine Tremier Huissier à cheval
audet Chastelet, du jour d'hier à compa-
-rrir à cette audience pour répondre à
son rapport et aux conclusions des
Gens du Roy. Sur quoy après avoir
ouï ledit Commissaire en son Rapport,
et les Gens du Roy en leurs conclusions,
Nous avons donné deffaut contre ledit
Marin non comparant, pour le profit
duquel nous ordonnons que les ordon-
-nances et Réglemens de police concer-
-nant les lumières publiques et nosdites
sentences sus élatées, seront exécutées
selon leur forme et teneur; faisons
deffense à ladicte particulière femme,
de récidiver, à peine de prisons et
de punition corporelle, s'il y échecit;
Et pour la contravention par elle
commise la condamnons en trente
livres d'amende, de laquelle ledit

Marin sera civilement garant et responsable, et sur laquelle amende sera payé quarante sols à b' Huissier Tremier par le Receveur des amendes.

Man tons aux Commissaires, chacun dans leur quartier, de tenir la main à l'exécution de la présente sentence, qui sera exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles, imprimée, lue, publiée et affichée par tout où besoin sera, et notamment dans le fauxbourg S^t Antoine, à ce que nul n'en ignore. Ce fut fait et donné par Messire René Hérault, Chevalier seigneur de Fontaine Abbé, Conseiller du Roy, en ses Conseils d'Etat et privé, Conseiller d'honneur en son Grand Conseil, Maître des requestes ordinaires de son Hostel, Lieutenant Général de Police de la Ville, Prevosté et Vicomté de Paris tenant le siège de la Chambre de Police au Châtelet de Paris ce jour et an que dessus.

signé : Hérault

Moreau

Caillet, Grottiér

La Sentence cy dessus a esté lue et publiée
à haute et intelligible voix, à son de Trompe
et cry public, en tous les lieux ordinaires et
accoutumés par moy Aimé Richard Hérault
Huissier à cheval au Châtelet de Paris,
commis à l'exercice de la charge de Juré criminel
ordinaire du Roy, de la Ville, Prévosté et
Vicomté de Paris, y demeurant place Baudoyer,
Paroisse S^t Gervais, accompagné de Louis
Amberar et Claude Craponne, Jurez Trompettes,
et Louis François Amberar, Commis Trompette
le 17 Janvier 1728, à ce que personne n'en prétende
cause d'ignorance et affiché le dit jour esdits
lieux

signé : Hérault

Sentence de police

qui condamne François Boissetier
commis pour allumer les chandelles
publiques, en quarante livres d'
amende pour avoir coupé les dites
chandelles.

Extrait des registres du greffe de
la Chambre de Police du Châtelet de
Paris.

Du vendredi 16 Janvier 1728

Sur le rapport qui nous a esté fait à
l'audience de la Chambre de Police par
Maître André Le Gury de Premontat,
Conseiller du Roy, Commissaire En-
questeur et Examinateur en cette Cour.
Proposé pour la police au quartier de
la Place Maubert : contenant que le
Dimanche 21 Décembre dernier sur
les six heures du soir, le Sieur Pasquier,
Inspecteur des Lanternes publiques
lui auroit donné avis ; que vaquant
au fait de sa Commission et passant

rue de l'Ourcine, susdit Faucbourg
 Saint Marcel, il auroit trouvé François
 Boissetier, Taillandier commis prépo-
 -sê pour allumer neuf chandelles des
 lanternes publiques de la dite rue,
 qui les allumoit; que les ayant exa-
 -miné, il les auroit trouvés coupés
 de deux pouces et demi chacune
 par le bout d'en bas, ce qui l'auroit engagé
 de faire conduire ledit Boissetier par
 devant lui Commissaire, qui après avoir
 vu lesdites chandelles coupées de la
 manière qu'il est cy dessus dit; et ayant
 observé que ledit Boissetier avoit eu la
 même commission l'année dernière, et
 que l'acceptation qu'il en avoit faite pour
 la présente année devoit à présumer qu'il
 étoit dans l'habitude de commettre cette
 contravention et aussi après avoir entendu
 led. Boissetier en ses defenses, par les-
 -quelles il prétendoit n'avoir coupé lesdites
 chandelles que pour se servir des bouts, lors-
 -qu'il faisoit sa commission, lui Commissaire
 auroit de son ordonnance à la requeste du

Procureur du Roi, faire conduire ledit
 Boisselier es prisons du Chastelet, dont il
 auroit dressé procès-verbal; que depuis
 ledit Boisselier ayant été mis en liberté
 de notre ordonnance, et ayant été ordonné
 qu'il seroit assigné pour comparoir à notre
 présente audience, luy Commissaire l'auroit
 fait assigner aujourd'hui à la requeste dud.
 Procureur du Roy, par exploit de Nicolas
 Capron, Huissier à cheval audit Chastelet,
 du 13 du présent mois, pour répondre à son
 rapport. Sur quoy, nous, après avoir ouy
 ledit Commissaire de Frémont, en son
 rapport, et les gens du Roy en leurs conclu-
 -sions, avons donné effect contre ledit
 Boisselier non comparant; Et pour le
 proffit, ordonnons que les ordonnances et
 Réglemens de Police, concernant les chan-
 -delles des lanternes publiques, seront
 exécutez selon leur forme et teneur, Et pour
 la contravention commise par ledit Boisselier
 l'avons condamné en quarante livres d'
 amende, sans tirer à conséquence, luy
 faisons deffenses de récidiver sous peine

de punition exemplaire. Mandons aux
 Commissaires du Chastelet, chacun dans
 leur quartier de tenir la main à l'exécution
 de la présente sentence, qui sera exécutée
 nonobstant oppositions ou appellations quel-
 conques et sans préjudice d'icelles, lue
 publiée et affichée dans tous les carrefours
 et lieux accoutumez de cette ville, et
 partout ailleurs où besoin sera, à ce
 qu'aucun n'en prétende cause d'igno-
 rance. Ce fut fait et donné par Messire
 René Hérault, Chevalier Seigneur de
 Fontaine La bbe, Conseiller du Roy d'Estat
 et privé, Conseiller d'honneur en son grand
 Conseil, Maître des requestes ordinaire
 de son Hostel, Lieutenant Général de
 Police de la Ville, Prévosté et Vicomté de
 Paris, tenant le siège le vendredy seize
 Janvier mil sept cens vingt huit

signé Hérault

Moreau

Cisillot, Greffier

La Sentence cy dessus a été lue et publiée à haute et intelligible voix à son de Trompe et cry public, en tous les lieux ordinaires et accoutumés par moy Aimé-Richard Girault, Huissier à cheval au Chastellet de Paris, commis à l'exercice de la charge de Juré-crieur ordinaire du Roy, de la Ville, Prévosté et Vicomté de Paris, y demeurant place Baudoyer, Paroisse S'Gervais, accompagnée de Louis Ambexar et Claude Craponne, Jurés Trompettes, le 21 Février 1728, à ce que personne n'en prétende cause et ignorance, et affichée ledit jour esdits lieux.

Signé : Girault

Sentence de police

qui condamne les nommes Aubry, Duzy et Maurice pour avoir altéré les chandelles des lanternes publiques.

Extrait des registres du greffe de l'audience de la Chambre de police du Châtelet de Paris.

Du 9 Décembre 1729

Sur le rapport fait en jugement devant nous à l'audience de la Chambre de Police au Châtelet de Paris, par Maître Jean François Tourton, Conseiller du Roy, Commissaire Enquêteur et Examinateur audit Châtelet en l'absence de Maître Louis Jérôme Daninois son confrère, ancien proposé de la police du quartier du Palais Royal; qu'au préjudice des ordonnances et réglemens de police, des avis, Instructions et ordres portés dans les Commissions imprimées, qui sont délivrées tous les ans par les Commissaires au Châtelet aux Commis élus pour allumer les chandelles et ariser les lanternes publiques, et des dépenses

tant de fois répétées de commettre aucune
 fraude dans le fait des chandelles publiques
 néanmoins le vingt neuf Novembre dernier
 Antoine Aubry, Maître Serrurier, Commis prépo-
 sé pour allumer la place du Carrousel, où
 il demeure, a mis ou fait mettre dans les
 lanternes qui y sont posées, sept chandelles
 qui, coupées par haut, n'avoient que deux
 pouces et demi de longueur, et deux bouts
 de chandelles des huit à la livre au lieu
 de celles des quatre qui y devoient être, et
 qui portent huit pouces et demi de long-
 que le même jour le nommé Maurice
 Bazque deniers, qui allume pour François
 Dugzy, aubergiste, la rue du Rampart où
 il demeure, et celle des boucheries, a placé
 dans aucune des lanternes qui y sont posées,
 sept chandelles des quatre à la livre mais
 coupées par le bas, et trois bouts de chandelles
 des huit à la livre mais coupées par le bas
 et trois bouts de chandelles des huit à la
 livre, dant et du tout le Sieur Pasquier,
 Inspecteur de Police, auroit informé sur
 le champ ledit Maître Dominois, et fait

voir un des bouts de chandelles de chacune sorte, altérées et changées par lesdits Aubry et Maurice; qu'en ayant demandé raison aux contrevenants, ledit Aubry s'en seroit excusé sur son absence, et les dissipation de ses enfants sur lesquels il s'est reposé du soin de la Commission, ledit Dugy sur ledit Maurice qui demeure chez luy, et ledit Maurice sur un de ses enfants âgé de sept ans, qui en son absence et celle de sa femme ignorant l'usage et la conséquence desdites chandelles, s'est innocemment fait un jeu de les couper, pour raison de quoi ledit Sieur Commissaire Daminois a fait assigner de son ordonnance lesdits Aubry, Dugy et Maurice par exploit de Jean Guibert du Verger, Huissier à verge audit Châtelet, du sept du présent mois de Décembre, à comparoir à cette audience pour répondre au présent rapport. Sur quoy après avoir ouï ledit Commissaire Tournon en son rapport, les Gens du Roy en leurs conclusions, et que lesdits Aubry, Dugy et Maurice n'ont comparu, ni personne pour eux. Nous

en avons donné d'effaut et pour le profit
ordonnons que les ordonnances et réglemens
de police seront exécutés selon leur forme
et teneur; et en conséquence faisons très-
expresses inhibitions et défenses, tant auxdits
Aubry, Dugy et Maurice qu'à tous autres,
de couper, changer, ny altérer les chandelles
publiques, à peine de cinq cens liv. d'amende,
même de punition exemplaire s'il y écheoit;
Et pour les contraventions commises par
lesdits Aubry, Dugy et Maurice les condam-
nons savoir, ledit Aubry, Maître Sellier,
en cinquante livres d'amende, et ledit Maurice
en sixante livres aussi d'amende, dont
ledit Dugy, aubergiste et meunier civil-
ment responsable. Mandons auxdits Com-
missaires Tourton et Daminis et aux
autres Commissaires chacun dans l'étendue
de son quartier de tenir la main à l'exécution
de la présente sentence, qui sera exécutée
nonobstant oppositions ou appellations quel-
conques, et sans préjudice d'icelles, imprimée,
lue, publiée et affichée partout où besoin
sera à ce que nul n'en ignore.

Ce fut fait et donné par Messire René Hérault,
Chevalier, seigneur de Fontaine-l'abbé et de
Vaucresson, Conseiller du Roy en ses Conseils
d'Etat et privé, Conseiller d'honneur en son
grand Conseil, Maître des requestes ordi-
naire de son hôtel, Lieutenant Général de
Police de la ville, Prévosté et Vicomté de
Paris, tenant le siège de la Chambre de
Police au Châtelet les jour et an que dessus.

signé, Hérault

Morvan

Maynard, Greffier

La Sentence cy-dessus a esté lue et publiée
à haute et intelligible voix à son de trompe et cry public
sur tous les lieux ordinaires et accoutumés par moy
Aimé Richard Girsault Huissier à cheval au Châtelet
de Paris, commis à l'exercice de la charge de
Juré-crieur ordinaire du Roy, de la Ville, Prévosté
et Vicomté de Paris, y demeurant Place Baudoyer,
Paroisse S^t Gervais accompagné de Claude Crespone
et Louis François Amboise, Jurés Trompettes, et
Jacques Hallot, commis à l'exercice de la charge
de Juré Trompette, le 4 Janvier 1730, à ce que per-
sonne n'en prétende cause d'ignorance et officie-
l'edit jour esdits lieux.

signé : Girsault

*Sentence du Châtelet
concernant les allumeurs de lanternes*

Extrait des registres du greffe de l'audience
de la Chambre de Police du Châtelet de Paris

Du 5 Septembre 1734

Sur le rapport à nous fait par M^e Guillaume
Isabeau, Conseiller du Roi, Commissaire en
cette cour ancien proposé au quartier de la
Cité, en l'audience de la Chambre de police,
tenant ce jour d'aujourd'hui au Châtelet de Paris;
que depuis qu'il a procédé à l'élection des
commis allumeurs des chandelles dans les
lanternes publiques de son quartier pour
la présente année, et jusqu'à la cessation
de l'illumination, il a fait crester ceux
d'entre eux qui n'avaient point été présents
à l'édite election, ou qui avaient refusé d'
accepter la Commission de venir chez lui
faire la soumission en la manière ordinaire,
mais que les uns ont négligé d'y satisfaire;
les autres, sous différents prétextes d'exemp-
-tion ou privilèges imaginaires ont entrepris

de se soustraire à cette fonction indispensable pour le bien public ; puis que lui Commissaire a délivré son ordonnance pour faire assigner à ce jourd'hui à notre présente audience et par devant nous à la requête du Procureur du Roi, Les Sieurs Charles Clavier M^e Babutier-coffretier, nommé pour la rue de la Barillerie ; M^e Blanchard, Procureur au Parlement, nommé pour la rue des Marmousets ; Sieur Hequet M^e boulanger, nommé pour la dite rue des Marmousets, où il y a deux commis ; le nommé Regnier tenant chambre garnie, nommé pour la rue Saint Pierre-au-bouts ; Sieur Bunel M^e Poussier nommé pour le quai d'Alençon, M^e S^t Louis, Sieur Bernard architecte nommé pour le quai de Bourbon, S^t Simonnet aussi architecte nommé pour le quai des Balcons ; S^t Pérard le fils, M^e Couvreur, nommé pour le quai d'Orléans ; et le nommé Tessier M^e Tailleur et habits nommé pour la rue Calandre, lesquels ont été assignés à ce jour et lieu par Aulinont huissier à verge au Châtelet ; et encore sur

ce que nous a rapporté l'edit Commissaire, que quoique chacun des bourgeois dût se porter volontairement et alternativement à ce service mutuel; néanmoins la plus grande partie d'entre eux ne cherchait qu'à éluder; et pour y parvenir, fait des brigues et des cabales qui causent une multitude de divisions et animosités; que même ce concours d'électeurs sert fréquemment d'occasion à la vengeance de quelques esprits mutins et jaloux; ce que lui Commissaire a souvent remarqué lors des dites élections; comme aussi, que plusieurs font travestir leurs compagnons, ouvriers et bourgeois, pour augmenter le nombre des voix en faveur de leur parti, et nommer des personnes nouvellement établies, s'exemptant annuellement par cette surprise, de faire ce service public; que non contents d'échapper ainsi frauduleusement à ce devoir si essentiel, ils insultent témérairement à ceux qui l'ont nommé, soit par des chansons injurieuses, soit par un cliquetis de poëtes et chaudrons, soit enfin en leur envoyant

par dérision des tambours et des trom-
pettes ; que lui Commissaire a cru qu'il
était du devoir de son ministère de
nous représenter que, pour obvier à ces
inconveniens, il servit du bien public
que nous fissions un règlement par le-
quel il fut enjoint aux dits bourgeois
de nommer à l'avenir, pour remplir
ladite Commission, l'un des six plus
anciens bourgeois demeurant dans
chaque département et qui ne l'auraient
point encore exercée.

Sur quoi, nous, après avoir ouï l'edit
Commissaire Isabeau, son rapport
Blanchard Procureur, les nommés Pérard
fils, Huguet Bunet, Bernard et Simonnet
ou leurs deffenses, les gens du Roy en
leurs conclusions, avons donné défaut
contre les nommés Clavier, Regnier et
Tessier non comparans dûment appelés,
et pour le profit ordonnons que les dits
Clavier et Regnier seront tenus de faire
dans 24 heures, pour tous détails, leur
soumission par devant l'edit Commis-

faire Ysabeau, sinon et à faute de ce faire,
 qu'il sera par lui nommé d'office un par-
 ticulier pour chacun d'eux, à l'effet d'
 exercer leur Commission à leurs frais et
 dépens, à raison de trente sous par jour
 pour chacun; et à l'égard dudit Tessier
 ordonnons qu'attendu sa longue maladie
 à nous connue, pour laquelle il a reçu,
 depuis peu de jours, les sacrements de
 l'église, il sera par le même Commissaire
 procédé à une nouvelle élection; et au
 cas que les bourgeois qui seront à cet
 effet convoqués ne nomment pas quel-
 qu'un de compétent, en sera par lui
 nommé un autre d'office, lequel sera
 tenu de faire sa soumission dans les
 24 heures; faute de quoi, il sera par
 le même Commissaire choisi un particu-
 lier pour exercer la Commission aux
 frais et dépens de celui qu'il aura nom-
 mé d'office, à raison de trente sous par
 jour. Avons déchargé sans tirer à
 conséquence, Maître Blanchard, Pro-
 cureur de sa commission, et ordonné

qu'il sera procédé à une nouvelle élection, aussi et de la même manière que pour ledit Tessier. Donnons lettres au nommé Pérold fils de ce qu'il consent présentement à l'audience d'exercer sa commission, et en conséquence le condamnons à accepter dans les 24 heures. Condamnons pareillement ledit Huguet, Bunel, Bernard et Simonnet à faire leurs soumissions dans les 24 heures, par devant ledit Commissaire, et à faute par eux d'y satisfaire, ainsi qu'à l'exercice de leurs Commissions; ordonnons que par le même Commissaire il sera établi et nommé par chacun d'eux un particulier qui en fera l'exercice à leurs frais et dépens, à raison de trente sous par jour. Et en ce qui touche le règlement proposé, disons que les Commissaires du Châtelet s'assembleront pour en délibérer, et nous donneront ensuite leur avis par écrit sur les tempéramens qu'ils croiront les plus convenables pour remédier aux inconveniens ci-dessus allégués, par ledit avis communiqué aux Gens du Roi.

Etre par nous ordonné ce que de raison. Et sera la présente sentence exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques, par lesquelles ne sera différé, lue, publiée, imprimée et affichée par tout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore.

Ce fut fait et donné par nous René Hersault, Chevalier, Seigneur de Fontaine - l'abbé et de Vaucresson, Conseiller d'Etat et Lieutenant Général de police de la Ville, prévôté et Vicomté de Paris, tenant le siège de la Chambre de police au Châtelet le jour et au que ci-dessus.

signé - Hersault, Moreau, Caillet, Grottier

Sentence de police

qui condamne le nommé La Ville
 en cinquante livres d'amende, pour
 avoir allumé dans les lanternes pu-
 bliques des chandelles des huit
 à la livre, au lieu de quatre à la
 livre qu'il devait allumer.

—
 Du 21 Janvier 1735

Sur le rapport fait en jugement devant
 nous à l'audience de la Chambre de
 police au Châtelet de Paris, par
 Maître Pierre Thomas Tyrot de Gaucay,
 Avocat au Parlement, Conseiller du Roi,
 Commissaire au Châtelet, et ancien préposé
 pour la police au quartier du Louvre,
 qu'au préjudice des ordonnances et
 réglemens de Police, des avis et ins-
 tructions et ordres portés dans les Com-
 missions imprimées qui sont délivrées
 tous les ans par les Commissaires audit
 Châtelet, aux commis élus pour allumer
 les chandelles des lanternes publiques,

et des avertissements qui leur sont donnés lors de la livraison des chandelles, chaque jour de distribution, pour l'illumination dont ils sont chargés; cependant Etienne de La Ville, tenant hôtellerie rue du Petit Bourbon à la ville de Rouen, près S.^t Germain l'auxerrois commis préposé pour allumer pendant la présente année les dix huit lanternes qui sont le long du quai de Bourbon à, le 14 Janvier présent mois, mis ou fait mettre dans lesdites 18 lanternes des chandelles des huit à la livre, quoiqu'il y en dût mettre des quatre. De quoi le Sieur Pasquier, Inspecteur de Police, s'étant aperçu, il auroit informé à l'instant ledit M.^e de Launay, pourquoi ledit M.^e de Launay auroit fait compter sur le champ avec ledit S.^t Pasquier et la femme dudit La Ville les chandelles qui lui avaient été livrées à la dernière distribution, et que le compte fait, il s'est trouvé que ledit La Ville avait le nombre de chandelles des quatre à la livre qu'il faut pour l'illumination des dites 18 lanternes pendant ledit mois de Janvier,

y compris celles dudit jour 14 Janvier; que ledit M^e de Haunay aurait fait comparaître devant lui ledit de la Ville, lequel est convenu du fait, et n'a pu donner de raison valable pour excuser sa contravention; pour raison de quoi, et attendu que les commis aux chandelles ne peuvent être trop attentifs aux fonctions dont ils sont chargés, et que la contravention commise par ledit de la Ville est manifeste, ledit M^e de Haunay l'a fait assigner de son ordonnance par exploit de Jacques Aublet, sergent à verge, du 15 du présent mois, à comparaître à cette audience pour répondre au présent rapport.

Sur quoi, après avoir ouï ledit M^e de Haunay en son rapport, les gens du Roi en leurs conclusions, et que ledit de la Ville n'a comparu, ni personne pour lui, nous avons contre lui donné défaut et pour le profit ordonnons que les ordonnances et réglemens de police seront exécutés selon leur forme et teneur; et en conséquence, faisons très-expresses inhibitions et défenses

sudit de la Ville, et à tous autres de mettre, ou faire mettre dans les lanternes publiques des chandelles autres que celles qui leur auront été distribuées pour l'illumination dont ils sont et se trouveront chargés; leur enjoignant de se conformer aux avertissemens qui leur seront délivrés chaque jour de distribution à peine pour les contrevenants de cinq cents livres d'amende, même de punition exemplaire, s'il y échut; et pour la contravention commise par ledit de la Ville, le condamnons à cinquante livres d'amende.

Mandons audit M^e de launay et autres Commissaires, chacun dans l'étendue de leur quartier de tenir exactement la main à l'exécution de notre présente sentence, qui sera exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques, et sans préjudice d'icelles, imprimée, lue, publiée et affichée partout où besoin sera, à ce que nul n'en ignore.

Ce fut fait et donné par Messire René Herzalt, Chevalier, Seigneur de Fontaine.

Abbé et de Vaucresson, Conseiller d'Etat,
 Lieutenant Général de la Ville, prévosté et
 Vicomté de Paris, tenant le siège de t'su-
 -dience de la Chambre de police, les jour et
 au que dessus.

Signé : Hérault, Moreau

Caillet, Grettier

Sentence de police

qui condamne à l'amende les nommez
Perrin, Battu, Grandjean et Barbier,
commis allumeurs de lanternes, pour
les différentes contraventions commises
par eux dans l'exercice de leur Com-
mission.

Extrait des registres du Greffe de la
Chambre de Police du Châtelet de Paris.

Du vendredy 24 Mars 1736

Sur le rapport fait en jugement devant
nous à l'audience de Police au Châtelet
de Paris par Maître Nicolas François
Menyer, Jean Hubert et Joseph Aubert,
Conseillers du Roy Commissaire Enquêteur
et Examinateur au Châtelet de Paris,
ancien préposez pour la police au quartier
Montmartre, Saint Germain des Prez et
Saint Denis : contenant qu'à préjudice
des ordonnances et Règlements de Police,
des avis, Instructions et ordres portez
dans les Commissions imprimées qui

sont délivrées tous les mois aux commis
 préposés pour allumer les chandelles dans
 les lanternes publiques chacun dans leurs
 départemens, les nommez François Perrin,
 porteur d'eau chargé par Gilbert Battu,
 Maître Maréchal demeurant rue Neuve
 Grange Batelière, commis et préposé pour
 allumer les chandelles publiques dans les
 lanternes de la rue Grange Batelière, quar-
 tier Montmartre, pour les allumer en son
 lieu, avait le neuf du présent mois, mis
 huit chandelles coupées par les bouts,
 dans les lanternes de la dite rue, et dont
 il est convenu, et dit pour défenses, qu'il
 les avait coupées, pour qu'elles fussent droites
 et empêcher qu'elles ne brûlassent le verre,
 suivant qu'il résulte du procès-verbal dudit
 Maître Menyer.

Le nommé Louis Grandjean, Maître
 Cordonnier, demeurant rue S^t Dominique,
 commis préposé pour allumer les chandelles
 dans les lanternes de son département
 susdite rue S. Dominique (Quartier S.^t
 Germain des Pres, avait mis le treize du

présent mois, deux chandelles plus courtes de trois pouces que les autres, ce dont il est convenu, et dit pour des fenses que son apprentif les avait laissées brûler à son inscû dans sa boutique suivant qu'il résulte du procès-verbal dudit Maître Hubert.

Et le nommé Nicolas Barbier, Maître fondeur à Paris, y demeurant eut de saeq de l'Empereur, commis proposé pour allumer les chandelles dans les lanternes de son département, susdit eut de saeq, rue S. Denis et du Renard, quartier Saint Denis, avait mis le seize du présent mois, dix chandelles des huit à la livre au lieu des quatre, lesquelles dix chandelles n'étoient pas celles à lui délivrées et estoient coupées par les bouts d'en bas, suivant qu'il résulte du procès-verbal dudit Maître Aubert; ils ont fait assigner de leurs ordonnances à la requeste de Monsieur le Procureur du Roy lesdits Perrin, Battu, Granges et Barbier à comparaître à cette audience, pour répondre à leurs rapports.

Nous, après avoir ouï les Commissaires

Menyer, Hubert et Aubert en leurs rapports, et les Gens du Roy en leurs conclusions, et que lesdits Perrin, Battu, Grandjean et Barbier n'ont comparu, quoique dûment appelés, nous en avons donné défaut, et pour le profit, ordonnons que les sentences, ordonnances et réglemens de police concernant l'illumination des lanternes publiques seront exécutés selon leur forme et teneur, et en conséquence faisons défenses à tous particuliers, commis allumeurs de lanternes et autres, de couper, changer ny altérer les chandelles destinées à être mises dans les lanternes, à peine de trois cens livres d'amende pour chaque contravention, et même de punition exemplaire, si le cas y échet. Et pour les contraventions commises par lesdits Perrin, Battu, Grandjean et Barbier, les condamnons pour cette fois seulement, par grâce et sans tirer à conséquence : savoir, lesdits Perrin et Battu en quarante livres d'amende, dont ledit Battu demeurera civilement responsable; ledit Grandjean en trente livres d'amende, et ledit Barbier en cent livres

d'amende, leur faisons deffenses de réco-
 -dever sous plus grande peine. Et sera la
 présente sentence exécutée nonobstant
 oppositions ou appellations quelconques,
 et sans préjudice d'icelles, lue, publiée et
 affichée partout où besoin sera, de ce que
 personne n'en prétende cause d'ignorance.
 Ce fut fait et donné par nous René Hersault,
 Chevalier Seigneur de Fontaine d'abbé
 et de Vaucresson, Conseiller du Roy en
 ses Conseils d'Etat et privés, Conseiller
 d'honneur en son Grand Conseil, Maître
 des Requestes ordinaire de son Hostet,
 Lieutenant Général de police de la Ville,
 Prévosté et Vicomté de Paris, tenant le
 siège de la Chambre de police au Chaste-
 let les jûrs et au que dessus.

Signé : Hersault

Moreau

Sifflet, Croffier

La Sentence cy-dessus a esté lue et publiée
 à haute et intelligible voix à son de Trompe
 et cry public en tous les lieux ordinaires et ac-
 coutumés par moy Aimé Richard Girsault,
 Huissier à cheval au Chastellet de Paris,
 commis à l'exercice de la charge de Juré-
 Crivour ordinaire du Roy, de la Ville, Prévosté
 et Vicauté de Paris y demourant Place Baudoyer,
 Paroisse S^t Gervais, accompagné de Claude Cra-
 ponne et Louis François Amboise Jurez
 Trompettes et Jacques Hallot, commis à l'exercice
 de la charge de Jurez Trompettes, le 15 Avril
 1730, à ce que personne n'en prétende cause
 d'ignorance et affiché ledit jour esdits lieux.

signé : Girsault

Sentence de police
qui condamne le Sieur Lempereur
à payer le nommé Douzeau, commis
pour allumer en sa place les lanternes
publiques de la Cour neuve du Palais,
à raison de quarante sols par jour
pendant tout le temps qu'il fera pour
lui le service.

Extrait des registres du Greffe de l'
audience de la Chambre de Police du
Châtelet de Paris.

Le vendredi 15 Novembre 1737
Sur le rapport à nous fait à l'audience
de la Police par Maître Guillaume Ysabeau,
Conseiller du Roy, Commissaire en cette
Cour, ancien préposé au quartier de la
Cité; que nonobstant les dispositions
de nostre sentence du six Septembre
dernier, qui condamne le Sieur Lempereur,
Marchand Jouaillier, à accepter la Com-
mission et d'allumer des lanternes publi-
ques de la Cour neuve du Palais, à laquelle

il a esté élu par les Bourgeois et Habitans
de son quartier à la pluralité des voix,
après une convocation faite en la ma-
nière accoustumée, laquelle sentence
lui a esté signifiée par Symonnet, Huis-
sier au Chastellet, le douze du même
mois, ledit Sieur L'empereur a persisté
dans son refus d'accepter ladicte Commis-
sion, et d'en faire les fonctions de sorte
que lui Commissaire a esté contraint d'
establiir par son Procès-verbal du treize
dudit mois de Septembre dernier et
conformément à nostre dite Sentence
le nommé Martial Douzeau pour exercer
ladicte Commission à raison de quarante
sols par jour; et comme ledit Douzeau
demande aujourd'hui le payement de
son salaire depuis et compris ledit
jour treize Septembre qu'a commencé
le service de l'illumination jusqu'à
présent, il a fait signifier ledit procès-
verbal audit L'empereur le dix sept
Octobre mil sept cens trente sept, par ex-
ploît de Charles Denis Aumont, Huissier

à verge en cette Cour, avec assignation
 à comparoir le lendemain par devant
 nous en la Chambre d'audience de police,
 pour se voir condamner à payer les salaires
 dudit Douzeau, et répondre en outre
 aux conclusions que Messieurs Les Gens
 du Roy jugeroient à propos de prendre
 contre lui; mais que lui Commissaire
 n'ayant pu se trouver en nostre dite
 audience, et ledit Douzeau ne s'estant
 point présenté depuis pour accepter
 sa Commission et n'ayant point payé
 ce qui est dû audit Douzeau pour le
 service qu'il a fait pour lui, il l'a de
 nouveau fait assigner aux mêmes fins
 par exploit dudit Aumont du jour d'
 hier, pour comparoir en nostre pré-
 sente audience. Surquoy, nous, après
 avoir ouy ledit Commissaire Ysabeau
 en son rapport et les Gens du Roy en
 leurs conclusions, lecture faite de nostre
 sentence du six Septembre dernier, du
 procès-verbal de nomination du

nommé Douzeau du treize du même
mois, ensemble des exploits d'assigna-
tion ci dessus dattes, et que ledit Tem-
pereur n'a comparu, ni personne pour
lui, quoique dûment appelé, nous en
avons donné défaut, et pour le profit
ordonnons que nostre dite Sentence du
six Septembre dernier sera exécutée
selon sa forme et teneur, en conséquence
condamnons ledit Tempereur à payer
audit Douzeau la somme de cent vingt
six livres, à lui due pour avoir allumé
les lanternes au lieu et place dudit Tem-
pereur pendant soixante trois jours à
raison de quarante sols par jour depuis
et compris le treize Septembre dernier
jusqu'à ce jour exclusivement. Disons
que ledit Tempereur sera pareillement
tenu de payer à l'avenir audit Douzeau
quarante sols par jour pendant qu'il
fera son service, au payement de la-
quelle somme de cent vingt six livres,
ensemble de celle qui pourra être due
dans la suite pour raison du service

qui sera fait par ledit Douzeze, ledit
 Empereur sera contraint par toutes voyes
 dûes et raisonnables, en vertu de nostre
 présente sentence et sans qu'il en soit
 besoin d'autre, laquelle sera exécutée
 nonobstant oppositions ou appellations
 quelconques, et sans préjudice d'icelles,
 même imprimée, lue, publiée et affichée
 dans tous les lieux ordinaires et accou-
 tumés de cette ville et faubourgs et
 notamment à la porte dudit Empereur.

Ce fut fait et donné par Messire René
 Hérault, Chevalier seigneur de Fontaine-
 abbé et de Vaucresson, Conseiller
 d'Etat, Lieutenant Général de police
 de la Ville, Prévosté et Vicomte de
 Paris, tenant le siège de l'audience
 de la Chambre de Police les jours
 et en que dessus.

Signé Hérault

Moresu

Pellerin, Greffier

La Sentence cy-dessus a été lue et publiée à haute et intelligible voix, à son de trompe et cry public, en tous les lieux ordinaires et accoutumés, par moy Jacques Girard, Huissier à cheval au Chastellet de Paris, Juré Crieur ordinaire du Roy, de la Ville, Prévosté et Vicomté de Paris, y demourant rue des Arcis, Paroisse S^t Merry, soussigné accompagné de Louis François Amberar, Jacques Hallot et Claude Louis Amberar, Jurez trompettes, le 27 Novembre 1737, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance, et affichée ledit jour esdits lieux.

Signé : Girard

*Sentence de police
qui condamne à l'amende le nommé
Charon commis pour allumer les
chandelles des lanternes publiques
de la rue des Ballets, pour avoir
altéré les dites chandelles.*

*Extrait des registres du greffe de l'
audience de la Chambre de police au
Châtelet de Paris.*

Du vendredy 12 May 1741

*Sur le rapport à nous fait à l'audience
de police du Châtelet de Paris par
Maistre Emanuel Nicolas Parisot,
Avocat au Parlement, Conseiller du Roy,
Commissaire en cette Cour, ancien pré-
posé pour la police au quartier Saint
Antoine, que le samedi vingt-deux
Avril dernier sur les huit heures et
demie du soir, Louis Poin, Sergent
du quel, s'en allant à son poste place
Royale où il avoit été distribué, et
passant rue Saint Antoine vis à vis*

La rue des Ballots, il se seroit appercu
 que deux particuliers allumoient dans
 les lanternes publiques de ladite rue
 des Ballots des chandelles plus courtes
 que celles qui avoient été distribuées à
 l'allumeur; que comme il n'y avoit que
 deux chandelles allumées, et que lesdits
 particuliers alloient allumer la troisième,
 il leur auroit demandé pourquoi ils
 mettoient des bouts de chandelles dans
 les lanternes au lieu des chandelles en-
 tières, les quels particuliers lui auroient
 fait réponse qu'ils mettoient la chandelle
 ainsi que leur Maître l leur avoit donnée;
 que dans ce moment ledit Pain auroit
 fait descendre lesdites lanternes dont
 lesdits particuliers venoient de poser
 les chandelles allumées, qui lui ont paru
 à moitié, et auroit fait mettre deux
 autres entières en leur place; que lesdits
 particuliers ayant dit qu'ils estoient
 domestiques du nommé Charon Maître
 boulanger, commis pour allumer les chan-
 delles publiques de ladite rue des

Balets, demeurant rue S^t Antoine près celle
 des Balets, ledit Poin auroit esté avec
 eux chez lui pour lui montrer les deux
 chandelles pour raison desquelles il estoit
 en contravention, que ledit Charon seroit
 convenu les avoir coupées en deux parces-
 qu'elles étoient cassées; que ledit Poin
 ayant voulu engager ledit Charon de venir
 avec lui chez lui Commissaire, où il auroit
 fait apporter lesdites deux chandelles
 coupées, pour estre la contravention plus
 amplement constatée, il en auroit fait refus;
 dont ayant eu tout dressé procès-verbal,
 il a délivré son ordonnance à Jean Sauvè,
 Huissier en cette Cour, et à la Requeste du
 Procureur du Roy il auroit fait assigner
 ledit Charon par exploit du dix du pré-
 sent mois, à l'effet de répondre à son
 Rapport. Sur quoi nous, après avoir ouï
 ledit Commissaire Parisot en son rapport,
 les Gens du Roy en leurs conclusions, et
 que ledit Charon n'a comparu ni personne
 pour lui, quoique dûment appelé, avons
 contre lui donné défaut; et pour le profit

ordonnons que les arrest du Parlement, sentences et Réglemens de police concernant l'illumination, seront exécutés selon leur forme et teneur. Et pour la contravention commise par ledit Charon, le condamnons par grace et pour cette fois seulement, et sans tirer à conséquence en cinquante livres d'amende, lui faisons très-expresses inhibitions et deffenses et à tous autres commis illumineurs, de couper, altérer, ni changer les chandelles qui leur seront remises pour les illuminations des lanternes publiques, à peine de deux cens livres d'amende, même de punition corporelle, si le cas y échoit. Et sera notre présente sentence imprimée, lue, publiée et affichée dans tous les endroits et lieux accoutumés de cette ville et fauxbourgs de Paris, et notamment à la porte dudit Charon, à ce que personne n'en ignore. Ce fut fait et donné par nous Claude Henry Feydeseau de Marville, Chevalier, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requestes ordinaire de son Hostel, Lieutenant

Général de police de la Ville, Prévosté
et Vicomte de Paris, le douze May mil sept
cens quarante un

Signé : Feytaud de Marville

Moreau

Menard, Greffier

La Sentence cy-dessus a esté lue et publiée
à haute et intelligible voix, à son de Trompe
et cry public, entre les lieux ordinaires et
accoutumés, par moy Jacques Girardot, Jure
crieur ordinaire du Roy, de la Ville, Prévosté
et Vicomte de Paris, demourant rue des Arcs,
Paroisse S. Merry, soussigné, accompagné
de Louis François Ambexar, Jacques Hallot
et Claude Louis Ambexar, Jurez Trompettes le
27 Mai 1741, à ce que personne n'en prétende
cause d'ignorance, et affichés ledit jour esdits
lieux.

Signé : Girardot

Sentence de police

qui condamne en l'amende le nommé
Laclet, commis pour allumer les chan-
delles des lanternes publiques de
la rue de Tournine au Marais, pour
avoir altéré lesdites chandelles.

Extrait des registres de l'audience
de la Chambre de police du Châtelet de Paris.

Du vendredi 31 Janvier 1744

Sur le rapport fait en jugement devant
nous à l'audience de la Chambre de police
du Châtelet de Paris, par Maître Pierre Glou,
Conseiller du Roy, Commissaire Enquêteur
et Examinateur au Châtelet de Paris,
ancien proposé pour la police au quartier
du marais, contenant qu'à préjudice
des ordonnances et réglemens de police,
des lois, instructions délivrées tous les
ans par les Commissaires au dit Châtelet
aux commis élus pour allumer les chandelles
dans les lanternes publiques, et des aver-
tissemens qui leur sont donnez lors de

la livraison des chandelles chaque jour
 et distribution, pour l'illumination dont
 ils sont chargés, le nommé Jacques Hactot,
 Bourgeois de Paris, y demeurant rue
 de Touraine au Marais, préposé pendant
 la présente année pour allumer les chan-
 -delles des lanternes du département
 de ladite rue de Touraine, a contrevenu
 auxdits Réglemens et Instructions, puis-
 -que le dix huit Décembre dernier, le
 Sieur Charlton, Inspecteur de police,
 ayant remarqué que trois lanternes de
 la dite rue de Touraine estoient illu-
 -minées par des chandelles qui lui ont
 paru courtes, au lieu de la longueur
 prescrite par les ordonnances et Ré-
 -glemens; les ayant fait abaisser et
 vu celles qui restoient dans le panier
 à allumer, il auroit remarqué que trois
 desdites chandelles avoient été coupées et
 diminuées de deux pouces; ce qui est aussi
 apparu à lui Commissaire, par la repré-
 -sentation qui lui a esté faite des dites
 trois chandelles, et même ledit Hactot en

est convenu en sa présence : Pourquoy
 et attendu que les Commis-allumeurs ne
 peuvent estre trop attentifs sur fonctions
 dont ils sont chargés, et pour la contraven-
 tion commise par ledit 4 acte, ledit
 Maître Glou, Commissaire l'auroit de son
 ordonnance fait assigner par exploit
 de François Fournier, Huissier
 audit Chastellet, du quatorze du présent
 mois de Janvier à comparoir à la pré-
 sente audience, pour répondre à son
 rapport.

Sur quoy nous, après avoir oüy ledit
 Commissaire Glou en son rapport et
 ledit 4 acte présent à l'audience, en ses
 défenses, Monsieur Maître Aubert des
 Tourny avocat du Roy en ses conclusions
 ordonnons que les ordonnances et Règle-
 mens de Police, seront exécutez selon
 leur forme et teneur; et en conséquence
 faisons très-expresses inhibitions et
 défenses audit 4 acte et à tous autres,
 de mettre ou faire mettre dans les lanternes
 publiques des chandelles autres que celles

qui leur ont été distribuées pour l'illumination, dont ils se trouveront chargés; leur enjoignons de se conformer aux avertissements qui leur seront délivrés chaque jour de distribution à peine contre les contrevenants d'amende et de punition exemplaire, s'il y échut. Et pour la contravention commise par ledit Huet, le condamnons pour cette fois par grâce et sans tirer conséquence, en trente livres d'amende. Mandons audit Maître Glou et autres Commissaires du Chastellet de tenir exactement la main chacun dans leur quartier à l'exécution de notre présente sentence, qui sera imprimée, liée, publiée et affichée partout où besoin sera, même à la porte de la maison où demeure ledit Huet, à ce qu'aucune personne n'en ignore, et exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques pour quoi ne sera différé. Ce fut fait et donné par nous Claude Henry Feytaud de Marville, Chevalier, seigneur de Fontaine Abbé, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hostel, Lieutenant

Général de Police de la Ville, Prévosté et
Vicomté de Paris, tenant le siège en l^e
audience, jour et en que dessus.

Signé : Foydoux de M^{re} Rivelle
Moreau

Mennet Grotier

La Sentence cy-dessus a esté lue et publiée
à haute et intelligible voix à son de Trompe
et cry public, en tous les lieux ordinaires et
accoutumés, par moy Jacques Girard, Jure-
Crier ordinaire du Roy, et de la Ville, Pré-
vosté et Vicomté de Paris, y demeurant
rue des Arcs Paroisse Saint Merry, sous-
signé accompagné de Louis François
Ambeser, Jacques Hallot, et Claude Louis
Ambeser, Jurez Trompettes, le 12 Février 1744,
à ce que personne n'en prétende cause d'igno-
rance, et affichée ledit jour esdits lieux.

Signé : Girard

Sentence de police

qui condamne le nommé Boutet Marchand de vin, commis pour allumer les chandelles dans les lanternes publiques de la rue des Gravilliers, en cent livres d'amende, pour avoir mis dans lesdites lanternes d'autres chandelles que celles qui lui avoient esté délivrées pour l'éclaircissement.

Extrait des registres du greffe de l'audience de la Chambre de police du Châtelet de Paris.

Du vendredy 27 Novembre 1744

Sur le rapport fait en jugement devant nous à l'audience de la Chambre de police du Châtelet de Paris, par Maître Louis Pierre Blanchard Conseiller du Roy, Commissaire en cette Cour, ancien proposé pour la police au quartier Saint Martin; contenant qu'ayant appris que le vingt cinq Novembre présent mois le Sieur Boutet Marchand de vin, commis pour allumer les breves lanternes de la rue

des Gravilliers, avoit fait mettre dans lesdites lanternes des chandelles des huit au lieu des quatre à la livre qui lui ont esté fournies dans le magasin lors de la dernière délivrance; que sur les dix heures du soir le Guet faisant Ronde ayant remarqué que les dites chandelles finissoient plutôt qu'elles ne devoient il auroit fait mettre audit Boutet, dans lesdites lanternes des chandelles des quatre à la livre, et qu'il estoit convenu que la veille sa servante avoit fait une méprise ayant fait mettre des quatre au lieu des huit à la livre; que cette négligence de la part dudit Boutet à remplir exactement les devoirs de sa Commission, estant très-contraire au service et à la sûreté publique, il a délivré son ordonnance à Mulot huissier à verge en cette Cour, en vertu de laquelle, et à la requeste de Monsieur le Procureur du Roy ledit Boutet a esté assigné le vingt six dudit mois de Novembre, pour répondre au présent rapport et aux conclusions de Messieurs

les Gens du Roy . Sur quoy nous , après avoir
ouï le dit Maître Blanchard en son rapport ,
l'épouse dudit Boutet présente à l'audience
en ses défenses , et les Gens du Roy en
leurs conclusions , ordonnons que les arrest
du Parlement , les ordonnances et sentences
de police concernant l'illumination des
lanternes publiques , seront exécutés selon
leur forme et teneur ; et pour la contraven-
tion commise par ledit Boutet , le condan-
nons en cent livres d'amende , sur laquelle
avons adjugé trois livres à l'Huissier
Milot . Enjoignons audit Boutet et à
tous autres commis allumeurs des lan-
ternes publiques d'être plus exacts dans
leur service , et de se conformer aux
avertissemens imprimez qui leur seront
délivrez à chaque distribution des chan-
delles sous plus grande peine . Et sera
notre présente sentence exécutée nonobstant
opposition et sans préjudice de l'appel ,
même imprimée , lue , publiée et affichée
par tout où besoin sera et notamment à la
porte dudit Boutet . Ce fut fait et donné

par Messire Claude Henry Fydeau de
 Marville, Chevalier, Comte de Gien,
 Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître
 des Requestes ordinaires de son Hostel,
 Lieutenant Général de Police de la Ville,
 Prévosté et Vicomté de Paris, tenant le siège
 de l'audience de police les jours et en
 que dessus.

Signé : Fydeau de Marville
 Moreau

Sifflet, Greffier

La Sentence cy-dessus a esté lue et publiée
 à haute et intelligible voix, à son de Trompe et
 cry public en tous les lieux ordinaires et se-
 coutumes par moy Jacques Crivard, Jure-
 Crivard ordinaire du Roy, de la Ville, Prévosté
 et Vicomté de Paris, y demeurant rue des Arcs
 Paroisse S. Merry, soussigné accompagné
 de Louis Francois Ambezar, Jacques Hallot
 et Claude Louis Ambezar, Jures Trompettes,
 ce jour d'huy 23 Décembre 1744, à ce que per-
 sonne n'en prétende cause d'ignorance et affichée
 ledit jour esdits lieux.

Signé : Crivard

Sentence de police
qui condamne le nommé Dupré, commis
pour allumer les chandelles dans les
lanternes publiques de la rue de la
Roquette faubourg S^t Antoine, en
trois cens livres d'amende, pour avoir
mis dans lesdites lanternes des chan-
delles autres que celles qui lui avoient
été délivrées pour l'illumination.

Extrait des registres du Greffe de l'
audience de la Chambre de Police du
Chastelet de Paris.

Mardi 27 Novembre 1744

Sur le rapport fait en jugement devant
nous à l'audience de la Chambre de po-
lice du Chastelet de Paris par Maître
Louis Poget, Conseiller du Roy, Com-
missaire audit Chastelet; contenant
qu'au préjudice des ordonnances et
Règlements de Police, des Avis, Ins-
tructions délivrées tous les ans par
les Commissaires au Chastelet aux

commis élus pour allumer les chandelles
 dans les lanternes publiques et des avor-
 tissemens qui leur sont donnés lors de
 la livraison des chandelles, chaque jour
 de distribution pour l'illumination doit
 ils sont chargés, le nommé Dupré,
 Menuisier, demeurant rue de la Roquette
 faubourg S^t Antoine, préposé pendant
 la présente année et la suivante pour
 allumer les chandelles dans les lanternes
 de l'édite rue de la Roquette faubourg
 S^t Antoine, a contrevenu auxdits ré-
 glemens et instructions, puisque le
 vingt cinq dudit mois de Novembre,
 neuf heures du soir le Sieur Desclerc,
 Lieutenant du Quart, de garde au quar-
 tier Saint Antoine, se seroit appercu
 que les chandelles des lanternes pu-
 bliques de l'édite rue de la Roquette
 estoient prêtes à finir à l'édite heure
 de neuf du soir; ce qui l'auroit obligé
 de s'informer qui les allumoit et ayant
 appris que c'estoit ledit Dupré, il lui
 auroit fait descendre neuf desdites

lanternes, dans toutes lesquelles il ne se seroit trouvé que des bouts de petites de différentes façons; ce qui est une double contravention de la part dudit Dupré, qui devoit allumer ledit jour vingt cinq Novembre dernier des chandelles des quatre à la livre, pourquoy et attendu la contravention commise par ledit Dupré, ledit Maître Poget, de son ordonnance l'auroit fait assigner par Exploit de Louis Mullot, Huissier à cheval audit Châtelet, à comparoir à la présente audience pour répondre à son Rapport. Sur quoy, nous, après avoir ouï ledit Commissaire Poget en son rapport & Monsieur Maître d'Argenson, Avocat du Roy en ses conclusions, ordonnons que les ordonnances et réglemens de police concernant l'illumination des lanternes publiques seront exécutés selon leur forme et teneur; et en conséquence, faisons très-expresses inhibitions et défenses audit Dupré et à tous autres de mettre dans les lanternes publiques des chandelles

autres que celles qui leur ont été distri-
bues pour l'illumination dont ils se
trouveront chargés ; leur enjoignons de
se conformer aux avertissemens qui
leur seront délivrés chaque jour de
distribution, à peine contre les contro-
venants de trois cens livres d'
amende, même de punition exem-
plaire s'il y échec ; Et pour la contra-
vention commise par ledit Dupré,
le condamnons pareillement en trois
cens livres d'amende. Mandons aux
Commissaires du Châtelet de tenir
exactement la main chacun dans leur
quartier, à l'exécution de nostre pré-
sente sentence qui sera imprimée,
lue, publiée et affichée par-tout où
besoin sera, même à la Porte dudit
Dupré, à ce que personne n'en ignore,
et exécutée nonobstant oppositions ou
appellations quelconques et sans préju-
dice d'icelles. Ce fut fait et donné par
nous Claude Henry Foydeau de Marville,
Chevalier, Comte de Gien, Conseiller du

Roy en ses Conseils, Maître des Requestes
ordinaire en son Hostel, Lieutenant Gène-
ral de police de la Ville, Prévosté et
Vicomte de Paris, tenant le siège de
l'audience de Police les jour et an que
dessus.

signé : Eydesu de Marville
Moreau

Sifflet, Greffier

La sentence cy-dessus a esté lûe et publiée
à haute et intelligible voix, à son de Trompe et
cry public, en tous les lieux ordinaires et accoutu-
més par moy Jacques Girard, Juré crieur ordi-
naire du Roy, de la Ville, Prévosté et Vicomte
de Paris, y demeurant rue des Arcs Paroisse
S^t Merry, soussigné, accompagné de Louis Fran-
çois Ambexer, Jacques Hallot et Claude Louis
Ambexer, Jurés trompettes, ce jourd'huy 19 Dè-
cembre 1744, à ce que personne n'en prétende
cause d'ignorance, et affiché ledit jour esdits
lieux.

Signé : Girard

Sentence de police

qui condamne le nommé Bordier, voiturier par terre, propriétaire de la voiture numérotée 56, Port Saint Paul, en vingt livres d'amende pour avoir cassé et endommagé des lanternes publiques du quartier du Louvre.

Extrait des registres du greffe de l'audience de la Chambre de police du Châtelet de Paris.

Du vendredi 12 Novembre 1745

Sur le rapport à nous fait à l'audience de la Chambre de police du Châtelet de Paris par Maître Mathias de Mortain, Conseiller du Roy, Commissaire Enquêteur et Examinateur en cette Cour, ancien proposé pour la police au quartier du Louvre, que le vingt huit Septembre dernier il a reçu la déclaration d'Adrien Croise Maître vitrier, Entrepreneur de lanternes dudit quartier du Louvre, contenant

que le même jour la voiture du nommé Bordier numérotée 56, Port Saint Paul, chargée de traites, avait par la grande élévation de sa charge cassé et brisé plusieurs lanternes dudit quartier, dont trois rue du Chantre, une sur la place du Louvre, et une autre rue Froidmanteau, desquelles lanternes le fond de l'une se trouvait cassé, les montans de plomb et carreaux d'une autre estoient cassés et rompus, et devoient estre construits à neuf, qu'il y avait vingt cinq carreaux cassés sur la totalité des trois autres lanternes. Et attendu que c'est une contravention de la part dudit Bordier aux Réglemens de police, le Commissaire l'a fait assigner de son ordonnance par exploit de Masson Huissier en cette Cour, à comparoir à la présente audience pour répondre au présent rapport. Sur quoy nous, après avoir ouy ledit Maître Mortain en son rapport, les Cens du Roy en leurs

conclusions avons donné défaut contre
 ledit Bordier non comparant quoique
 dûment appelé et pour le proffit di-
 sans, que les ordonnances et Réglemens
 de Police seront exécutés selon leur
 forme et teneur. Et pour la contra-
 vention commise par ledit Bordier le
 condamnons à payer le dommage par
 lui causé audit Goix, et en vingt
 livres d'amende envers le Roy; sur
 lesquels avons adjugé trois livres
 audit Masson, Huissier; Et sera
 nostre présente sentence exécutée
 nonobstant oppositions ou appellations
 quelconques et sans préjudice d'icelles,
 imprimée, lue, publiée et affichée dans
 tous les lieux et endroits ordinaires
 et accoutumés de cette ville et fau-
 bourgs de Paris. Ce fut fait et donné
 par nous Claude Henry Feydeau
 de Marville, Chevalier, Comte de
 Guén, Conseiller du Roy en ses Conseils,
 Maître des Requestes ordinaire de

son Hostel, Lieutenant Général de Police
de la Ville, Prévosté et Vicomté de Paris,
tenant le siège de l'audience de la
Chambre de police audit Châtelet,
Les jour et an que dessus.

Signé : Foydeau de Marville
Moresau

Vimont, Greffier

La Sentence cy-dessus a esté lue et publiée
à haute et intelligible voix, à son de Trompe
et cry public, en tous les lieux ordinaires et
accoutumés, par moy Jacques Francois
de Campen, Huissier à verge au Châtelet
de Paris y demeurant rue de la Haute-
Vannerie, Paroisse de S. Merry, commis
à l'exercice de Juré-Crieur ordinaire du
Roy, de la Ville, Prévosté et Vicomté de
Paris, soussigné, accompagné de Louis
Francois Ambexer, Jacques Hallot et Claude
Louis Ambexer, Jurez Trompettes, le 4
Decembre 1745, à ce que personne n'en pré-
tende cause d'ignorance et affiché ledit jour
esdits lieux.

Signé : de Campen

Sentence de police

qui ordonne que les arrêtés et règlements, sentences et ordonnances de police concernant l'illumination des lanternes publiques seront exécutés selon leur forme et teneur; et qui condamne le nommé Bailly en cinq livres d'amende pour y avoir contrevenu.

Extrait des registres du Greffe de
l'audience de la Chambre de police du
Châtelet de Paris.

Du 19 Décembre 1760

Sur le rapport à nous fait à cette audience par le Commissaire Desnoyers que s'étant transporté le lundi 15 du présent mois, sur les cinq heures trois quarts du soir, dans son quartier pour examiner l'illumination des lanternes publiques et celui qui devait être fait le dit jour à 5 heures $\frac{1}{2}$, suivant les

avis et Instructions distribuées aux
 allumeurs; lui Commissaire aurait
 reconnu que le nommé Etienne Bailly,
 fils, frotteur, demeurant rue Montmartre,
 par lui commis pour allumer les chan-
 -delles de seize lanternes publiques
 dans partie de la dite rue Montmartre,
 le cul de sac Saint Claude, et dans la
 rue du Bout du monde, n'avait point
 encore allumé à l'heure de cinq
 heures trois quarts du soir lesdites lan-
 -ternes dont il a été chargé; desquelles
 il n'aurait fait ledit jour l'illumination
 qu'à plus de six heures et demie du
 soir, et par conséquent l'aurait retardé
 d'une bonne heure au préjudice des
 ordonnances et réglemens de police, et
 de la sûreté publique, dont et de ce
 que dessus, ledit Commissaire aurait
 dressé procès-verbal; et attendu la
 contravention dudit Bailly, l'aurait
 fait assigner de son ordonnance par
 exploit de Simon huissier à verge du

jour d'hier à comparoir à cette audience,
pour répondre au présent rapport.

Où ledit Commissaire en son rapport,
ledit Bailly en ses défenses et noble
homme M. Maître de Meulan d'Ablois,
avocat du roi, pour le Procureur du
Roi, en ses conclusions, nous disons
que les arrêts et réglemens, sentences
et ordonnances de Police concernant
l'illumination des lanternes publiques,
seront exécutées selon leur forme et
teneur; enjoignons audit Bailly et à
tous autres commis allumeurs desdites
lanternes de s'y conformer. Et pour la
contravention commise par ledit Bailly,
le condamnons en cinq livres d'amende;
lui faisons défense de récidiver sous
plus grande peine, ce qui sera exécuté
nonobstant oppositions ou appellations
quelconques. Et sera notre présente
sentence imprimée, lue, publiée et af-
fichée partout où besoin sera.

Ce fut fait et donné par Messire Antoine
Raymond Jean Guéthbert-Gabriel de

Sartine, Chevalier Conseiller du Roi en ses
 Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de
 son Hostel, Lieutenant Général de police
 de la Ville, Prévôt et Vicomte de Paris,
 tenant le siège de l'audience de la Cham-
 bre de police au Châtelet de Paris, les
 jour et an que dessus.

Signé : Sifflet de Berville
 Graftier



A la suite de cette collection de diverses sentences rendues au Chastelet par les lieutenants Généraux de police, vient se placer comme complément un mémoire récluzé, en 1749, par un avocat présentant la défense d'un horloger, délégué comme allumeur nommé par élection pour remplacer un bourgeois également choisi pour remplir cette fonction mais qui n'avait pas voulu accepter ce mandat obligatoire, en voici la reproduction : (*)

Mémoire
Pour Achille Cousson, Horloger
Défendeur
Contre M. le Procureur du Roi,
Demandeur

En présence des bourgeois et habitants
de la rue et Croix des Petits Champs.

M. le Procureur du Roi ne fait que
prêter son nom dans cette affaire, à titre

(*) Ce mémoire a été publié à Berlin en 1769, dans les causes amusantes connues. Par Estienne.

de nécessité de Ministère. Il s'agit de l'exécution des réglemens de Police et de la conservation des usages les plus anciens. Ce ministère même leur sera certainement plus favorable, et l'on n'entendra pas sa voix s'élever contre des règles qu'il concourt avec tant de zèle, à maintenir dans leur intégrité.

Les charges de la société ne doivent-elles pas être également partagées entre tous les citoyens? Est-il des Etats qui puissent s'y soustraire? Et connaît-on parmi nous des hommes qui en dissimulent? Telle est la question trop singulière que l'on est obligé de discuter aujourd'hui.

Le 21 Juillet 1749, il a été procédé en la manière ordinaire, chez le Commissaire Regnard le Jeune, à l'élection des commis pour allumer les chandelles publiques du quartier de S^t Eustache. Les Bourgeois et Habitans de la rue et Croix des Petits Champs, du côté de la rue S^t Honoré, ont nommé et choisi pour allumer les quatre lanternes

du dit département, la personne de
M. D notaire, demeurant rue
de la Croix des Petits Champs. L'élection
a été revêtue de toutes ses solennités.
L'extrait en a été délivré en bonne for-
me le 18 Août 1749.

Toutefois l'élection n'a été plus unanime
M. D mérite à juste titre, l'estime
et l'amitié de ses voisins. Ils ne man-
quent point les occasions de lui rendre
sa profession utile. Ils l'ont vu avec
plaisir partager avec eux les charges
publiques. Ils se sont flattés que cet
officier s'y prêterait de bonne grâce, et
ils n'ont pas cru d'abord s'être trompés
dans leurs espérances. Tous les devoirs
de bienveillance ont été remplis à cet égard.
On a été dans l'instant, comme il est d'
usage, le féliciter sur sa nouvelle élec-
tion. On l'a invité à un repas qui se
donne pour l'ordinaire en pareil cas.
Ces bourgeois s'étaient même efforcés
de le rendre digne de lui. Les grandes

occupations de M. D. . . . ne lui ont pas permis de s'y rendre. Mais il a certainement été sensible à ces politesses. La douceur et la simplicité de son caractère en répondent. Rien n'a été oublié de la part des Bourgeois, des attentions usitées dans ces occasions. Leur plaisir s'est mieux manifesté par des réjouissances publiques.

Quelle a donc pu être leur surprise, lorsqu'ils ont appris, que le 18^e Août 1749, le Sieur Achille Coupson, Hortogor, avait été assigné, à la requête de M. le Procureur du Roi, à comparoir au premier jour d'audience en la Chambre, et par devant M. le Lieutenant Général de Police, pour se voir condamner à accepter la Commission d'allumer les chandelles, dans les lanternes publiques de son département, pendant la présente année, jusqu'à la cessation, à laquelle commission le Commissaire Regnard le Jeune, comme plus ancien du quartier l'a nommé et officé, a lieu et place de M. D. . . . notaire.

Il est difficile de comprendre quels ont pu être les motifs de ce changement. Le 5^e Corps on ose dire même qu'il n'est pas soutenable dans la forme. L'élection du 21^e Juillet est régulière. Rien ne la peut changer. Il n'y a point eu d'élection depuis. La première reste donc dans toute sa force. La place est remplie. Il ne s'agit donc pas d'y nommer d'office. Les variations ne dépendent point du Commissaire. C'est aux voix seules des Habitans convoqués à cet effet à former cette élection : et sans cela pourquoi les convoquerait-on ? Ce serait un jeu, une pure dérision ; et la justice ne rit pas ainsi de ses opérations.

La nomination d'office ne peut avoir lieu, que lorsque l'on refuse de faire l'élection, ou que l'on ne s'accorde pas sur cette élection. Mais l'élection une fois faite, unanimement, revêtue du sceau de l'autorité du Commissaire, tout est consommé, il n'est plus permis de varier le registre du Commissaire, à cet égard, devient un acte public. Il n'est susceptible d'aucun

changement. Tous les habitants ont acquis leur libération, pour cette année. On ne saurait leur enlever ce droit.

Mais au fond quels peuvent être les moyens ? M. D. . . . est un notaire qui occupe le rez de chaussée de la maison qu'il habite. C'est là qu'il travaille : c'est le siège principal de sa fortune. Sa maison, ainsi que celle des autres Bourgeois, qui servent le public, chacun dans leur genre, sa maison porte, à l'extérieur les marques des fonctions qu'il remplit. Le public est utile à tous les concitoyens. Ils doivent tous également supporter les charges qui l'intéressent ; et celles dont il s'agit regardent singulièrement encore M. D. . . . Il est question de la lumière publique. Comme chacun en profite, chacun à son tour en doit procurer l'usage à son quartier. Ces besoins même, sont plus indifférens à l'artisan. Son commerce n'est pas si considérable. Sa retraite se fait de meilleure heure. On le soumet cependant

à cette charge. Il procure tous les ans à
 M. D. . . . à sa famille, à ses domestiques,
 à ses équipages, au public que son mérite
 personnel attire continuellement chez lui,
 et qu'il regretteroit fort de n'y pas voir,
 il leur procure le secours si nécessaire de
 la lumière. A quel titre M. D. . . . refu-
 -seroit-il de lui rendre à son tour ce service?
 Plus il se croit élevé parmi eux, plus il
 leur est redevable de l'exemple, du zèle
 et de l'attention qu'on se doit les uns aux
 autres. M. G. . . . notaire voisin de
 M. D. . . . a accepté pour cette année la
 même Commission. Le public est res-
 -pectable de tous les Etats qui le compo-
 -sent. On ne doit pas se trouver de sho-
 -rer de le servir, et indépendamment
 de sa propre utilité, lui être bon à quel-
 -que chose, doit être un avantage pré-
 -cieux pour chaque citoyen.

Ces sentiments sont certainement ceux
 de M. D. . . . on ne doute pas de sa fa-
 -çon de penser à cet égard. Il le prouve
 dans toutes les autres actions de sa vie.

Pourquoi y manqueroit-il dans une occasion aussi simple ? C'est ce public qui te fait ce qu'il est. Qu'il ne tui refuse donc pas tes services de toutes les espèces qu'il peut tui rendre surtout après qu'il les a tant de fois reçus lui-même. Qu'il ne laisse pas croire qu'il ne connait de ces services que ceux qui peuvent tui être utiles. Qu'il paraisse au contraire se livrer avec autant de goût à ceux qui sont purement gratuits. C'est le caractère d'une âme noble et généreuse. Ce doit être celui de M. D. . . . c'est par là uniquement qu'il doit chercher à s'élever au dessus de tous les Bourgeois de son quartier.

Mais M. D. . . . est secrétaire du roi. En est-il moins citoyen ? Ces charges, quelque honorable qu'elles soient se séparent-elles de la Société ? Tout honnête homme les fuirait alors. Elles tui deviendroient odieuses, et n'est-ce pas les devoirs de la société qu'on veut tui faire remplir.

Un des principaux objets de la police dans toutes les grandes villes, et singulièrement à Paris, est d'y entretenir la propreté et la clarté. Les Etablissmens qui ont été faits à cet effet, les déclarations qui ont été rendues réunissent sous une même vue les boues et lanternes. On ne les a jamais séparées. Elles ont toujours été l'objet des mêmes attentions, des mêmes réglemens. L'avantage de la lumière et de la propreté a toujours paru égal. Celui qui est obligé de faire nettoyer sa porte, est donc assujéti, par le même loi, par le même engagement à faire allumer les lanternes. Le devoir est le même, il ne connaît aucune distinction.

Ce sont des principes que l'on a entendus s'établir publiquement dans l'audience par le Magistrat même qui y préside. Il est trop instruit, trop attentif, trop exact, et il porte la régularité sur ces matières à un trop haut point, pour ne pas rendre hommage à ces principes. Aucuns vjrges, aucunes déformations ne lui feront certai-

-nement inéconnoître. Or les sociétaires du Roi sont-ils obligés de faire nettoyer leurs portes ? que M. D... traite la question, s'il l'ose. Les secrétaires du Roi sont donc obligés de faire allumer les lanternes à leur tour.

C'est même une faible charge pour eux : un Louis les en débarrasse. Comment en pourrait-il faire la matière d'une contestation sérieuse ? Convoient pas être sans intérêt. L'objet est trop modique : aucun honnête homme n'y sera sensible. Serait-ce par vanité ? Voudroient-ils ne ressembler en rien aux autres Habitans de leur quartier ? Mais la seule ambition permise est d'être utile à la société, de la servir, et de lui marquer d'autant plus de reconnaissance que l'on en reçoit plus de services à proportion que l'on est plus éclairé.

Cet engagement de la société n'admet aucune exception. Dans une cause plaidée à ce sujet en la Grand'Chambre, le mercredi 19 Mars 1749, on a entendu M

l'Avocat général établir, que personne n'étoit exempt de cette Commission, et que si les Princes, les Ministres et les Magistrats n'étoient pas élus pour les remplir, c'étoit par respect de la part du peuple et non pas de voir.

Aussi les premiers Magistrats se sont-ils souvent faits honneur de partager cette charge avec le public. M. Hérault, ce magistrat que les qualités de cœur distinguent autant que les talens de l'esprit, M. Hérault pour lors Lieutenant Général de Lorraine a fait allumer les lanternes, et il a suivi en cela l'exemple de nos plus grands princes. Le public a eu la satisfaction uniquement réservée à notre nation, de se voir soulager dans ces fonctions, quelques communes qu'elles soient, par la bonté généreuse qu'ont eu M. le Duc et M. le Prince de Conty, de vouloir bien les partager. Les secrétaires du Roi peuvent donc faire allumer les lanternes. Ils le doivent. Jamais charge n'a eu plus de privilèges : mais cette exemption

n'en est pas un ; et d'ailleurs , dans la per-
 sonne de M. D. . . le secrétaire du Roi
 ne se trouve-t-il pas nécessairement confon-
 du avec le notaire , pour n'en faire des
 deux qu'un citoyen ? que le dernier des
 Habitans de son quartier lui demande
 un acte , comme notaire , qu'il s'obstine
 à vouloir que ce soit lui-même qu'il le
 fasse se refusera-t-il à ce travail , sous
 le prétexte qu'il est le secrétaire du
 Roi ? Dira-t-il qu'il serait indécent
 qu'étant secrétaire du Roi , il s'occupât
 des affaires d'un roturier ? Il fera l'
 acte et le lui payera , et il recevra son
 honoraire . Il ne cesserait donc d'être
 citoyen que quand les services qu'on lui
 demanderait à ce titre seraient gratuits ,
 et même onéreux . Il se regarderait comme
 secrétaire du Roi qu'à quand il s'agirait de
 remplir les devoirs de citoyen . Ce système
 n'est pas soutenable . M. D. . . lui-même
 le désavoue . Le S^r Couperon ne sera plus
 inquiété . L'élection du 11^e Juillet aura son effet .

M^e Mannery , ancien avocat

Les diverses condamnations qui furent prononcées contre les délinquants prouvent que l'administration supérieure était souvent obligée de sévir contre les allumeurs de lanternes pour l'exécution rigoureuse des règlements et attestent, pour l'époque, en faveur de l'autorité dont la vigilance était constante, dans l'intérêt d'un service public.



Chapitre IX

Entretien des lanternes publiques et fourniture des chandelles.

Lorsque Paris étoit éclairé à la chandelle, la fourniture et l'entretien des lanternes avec leurs accessoires étoient faits au rabais, suivant l'ordonnance royale de 1714, dont voici le texte :

Déclaration du Roi, concernant les boues et lanternes -

Du 14 Août 1714.

Louis, par la Grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre à tous ceux qui ces présentes lettres verront ; Salut, Par notre Edit du mois de Novembre 1704, portant création de quatre trésoriers payeurs, et quatre contrôleurs Généraux des deniers de police de notre bonne ville et faubourgs de Paris, nous avons ordonné que les deniers destinés à l'entretien annuel des lanternes et au nettoyage des rues de

notre dite ville seraient remis par les re-
 -coveurs généraux de nos finances et la
 généralité de Paris audit^s trésoriers, et
 par ces employés au paiement des entre-
 -preneurs du nettoiem^{nt}, chandeliers,
 vitriers et autres sur les délégations cer-
 -tifiées par Les Directeurs et Commissaires
 de chaque quartier, visées par le Sieur
 Lieutenant Général de police de notre
 dite ville, et qu'il en serait seulement
 compté par devant l'edit Sieur Lieutenant
 Général de police. Et depuis par notre
 édit du mois d'octobre 1709, nous avons
 ordonné que les dits trésoriers des deniers
 de police compteront en notre chambre
 des comptes, à commencer du 1^{er} Janvier
 1708, à condition néanmoins, que la direction
 de ces fonds demeurerait et appartiendrait
 aux officiers de police de notre dite ville
 de Paris, et qu'il en serait auparavant
 compté par devant eux par état en la ma-
 -nière accoutumée. Notre intention ayant
 été sous le terme d'officiers de police
 de conserver en entier la direction de ces

fonds et le droit d'arrêter les dits états
 audit Sieur Lieutenant Général de police
 conformément à ce qui est porté à notre
 Edit du mois de Novembre 1704. Mais
 comme par ces dits nous n'avons pas
 assez expliqué particulièrement la qualité
 et la forme des acquits et décharges qui
 doivent être retirés par ces trésoriers,
 et par eux rapportés lors de l'arrêté de
 leurs états au vrai et au jugement de
 leurs comptes sur les différentes natures
 de dépenses, dont les trésoriers sont
 chargés de faire les paiements dont les
 uns sont des dépenses ordinaires et
 -fichees sur différents quartiers dont
 la Ville et faubourgs de Paris sont compo-
 -sés; qui consiste particulièrement dans
 le nettoieement ordinaire de la dite ville,
 fourniture des chandelles, et entretien
 des lanternes publiques qui font la plus
 considérable partie des dites dépenses
 pour lesquelles il est nécessaire de
 faire des baux au rabais, et lui d'en as-
 -surer l'entreprise et la fourniture, et

dans et autres mêmes dépenses qui ne
 sont point susceptibles des mêmes forma-
 -lités, les autres sont des dépenses com-
 -munes qui regardent la police générale
 de la dite ville, et ne concernent en par-
 -ticulier aucun desdits quartiers, et
 quelques autres sont des dépenses ex-
 -traordinaires et imprévues dans des
 cas urgents, surquels il est nécessaire
 de pourvoir avec célérité et d'en or-
 -donner promptement les paiements, pour
 l'utilité publique et générale des habitants
 en procédant par notre dite Chambre
 des comptes au jugement des comptes
 rendus par lesdits trésoriers pour l'année
 1708, il est survenu plusieurs difficultés,
 auxquelles il est nécessaire d'y remédier
 pour faciliter auxdits trésoriers la reddition
 des exercices qu'ils ont faits jusqu'à pré-
 -sent; leur prescrire des règles certaines
 pour ceux qu'ils feront à l'avenir, et pour
 -voir en même temps sur fonds nécessaires
 pour les épices, facins et frais de reddition

desdits comptes.

À ces causes et autres à ce nous mouvans, de notre certaine science pleine puissance et autorité royale, nous avons par ces présentes signées de notre main, dit, déclaré et ordonné, disons déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît, qu'à commencer par l'exercice de l'année prochaine mil sept cent quinze, il soit fait des baux au rabais pour le nettoiemment et enlèvement des boues des différents quartiers de notre ville et faubourgs de Paris, fourniture de chandelles et entretien des lanternes publiques et que les entrepreneurs et fournisseurs seraient payés par les trésoriers de police sur les ordonnances ou mandemens signés par les Directeurs et anciens Commissaires de chaque quartier, visés par le Sieur Lieutenant Général de police, en rapportant avec lesdites ordonnances ou mandemens des expéditions ou copies collationnées desdits baux, lesdits baux aux rabais seront faits pour une, deux

ou trois années, et pour un ou plusieurs
quartiers, en la maison et par devant
le Lieutenant Général de police, ainsi
qu'il le jugera à propos, où les Directeurs
et Commissaires des quartiers pourront
se trouver et toutes personnes maîtres ou
non maîtres, seront reçues pour faire
leur rabais, auquel effet huitaine avant
lesdites adjudications il sera mis des
affiches à la porte de chacun des Com-
missaires de chaque quartier, et lesdits
baux seront déposés entre les mains
d'un greffier des commissions extra-
ordinaires de notre Conseil, qui en
délivra trois expéditions sur du pro-
pre ordinaire dont l'une au Lieute-
nant Général de police, une autre à
l'ancien commissaire du quartier et la
troisième à l'adjudicataire pour raison
de quoi il sera taxé par le Lieutenant
Général de police des droits audit gref-
fier, qui ne pourront excéder celle de
dix livres, qui sera payée par l'adjudi-

restaire. Pour ce qui concerne les autres dépenses ordinaires des quartiers, les paiements en seront faits sur des mémoires en détail desdites dépenses arrêtés par les Directeurs et anciens Commissaires du quartier, et sur les ordonnances ou mandemens d'eux signés, lesquels mémoires, ordonnances ou mandemens seront pareillement visés du Lieutenant Général de Police, excepté néanmoins les salaires et gratifications des Commissaires ou d'autres particuliers, et les loyers des magasins pour la conservation des suifs, chandelles et autres choses servant dans les quartiers à l'usage de la police, qui seront payés par lesdits trésoriers sur des états, ordonnances ou mandemens du Lieutenant Général de Police seulement. Vouloirs néanmoins qu'au cas qu'il n'y ait point de Directeurs dans aucuns quartiers, ou qu'en l'absence d'eux, les ordonnances ou mandemens, certificats et mémoires soient seulement signés

de deux Commissaires, et qu'ils soient passés et alloués dans la dépense des états et comptes desdits trésoriers de police sans difficulté, pourvu qu'ils soient visés du Lieutenant Général de police.

Et de la même autorité que dessus, nous avons ordonné, voulons et nous plaît que toutes les dépenses communes ou extraordinaires de quelques natures qu'elles soient qui ont été faites jusqu'à présent et le seront à l'avenir, tant à cause des inondations, bris et entèvement des glaces et neiges, battage des quais et places publiques, réparations et entretien des chaussées qui conduisent aux voiries ou décharges publiques, nettoiemment ordinaire et extraordinaire des places et rues dont les bourgeois ne sont tenus, réparations des lanternes cassées auxquelles les entrepreneurs ne sont pas obligés, qu'à autres dépenses imprévues, ou que le Lieutenant Général de police jugera

nécessaires, utiles ou convenables, soient payées et acquittées par lesdits trésoriers de police en conséquence des ordonnances et mandemens particuliers signés dudit Lieutenant Général de police seulement. Ordonnons que tous les paiemens qui auront été faits seront passés et alloués dans les états et comptes desdits trésoriers de police sans difficulté et rapportant les acquits et pièces ci-dessus mentionnées avec les quittances dûment contrôlées de ceux auxquels les paiemens en auront été faits lorsque lesdites sommes excéderont celle de cinquante livres, et à l'égard des paiemens qui seront de cinquante livres et au dessous, en rapportant de simples reçus signés de ceux auxquels les paiemens seront ordonnés, s'ils savent signer; et au cas qu'ils ne sachent pas signer, lesdits reçus seront seulement attestés de leurs simples marques, certifiées par un artisan ou bourgeois qui saura signer. Et voulant faciliter

auxdits trésoriers de police la radiation des états et comptes de leurs exercices des années 1709, 1710, 1711, 1712, 1713 et de la présente année 1714, dont les dépenses ont été faites et acquittées sur les ordonnances ou mandemens des Directeurs et anciens Commissaires des quartiers, visés par le Lieutenant Général de police, ou sur les ordonnances particulières du-dit sieur Lieutenant Général de police, ce qui assure la vérité desdites dépenses et des paiemens qui ont été faits, quoique les pièces justificatives d'icelles ne soient pas revêtues des formes ordinaires, nous avons ordonné et ordonnons les dépenses desdits états et comptes de quelques natures qu'elles soient être passées et allouées sans difficulté, en rapportant lesdits mandemens et ordonnances, les quittances dûment contrôlées de ceux auxquels les paiemens desdites dépenses ont été faits, ou de simples recus, ainsi qu'il est expliqué ci-dessus dans les

cas y exprimés avec les pièces justifi-
 catives libellées dans lesdits mande-
 -mons et ordonnances, en la forme et
 manière qu'elles ont été faites, à l'effet
 de quoi nous les avons validées et
 validons dans la forme où elles sont,
 sans tirer conséquence pour l'avenir,
 voulons seulement que les formalités
 prescrites par ces présentes n'aient
 lieu qu'à commencer pour l'exercice
 de l'année prochaine 1715, ainsi
 qu'il est ci-dessus ordonné et avons
 accordé et accordons auxdits tré-
 -soriers de police délai pour rendre
 les comptes desdites années; savoir
 jusqu'au 15 Novembre de la présente
 année 1714, pour ceux de l'année 1709;
 jusqu'au 15 Juillet 1715 pour ceux de
 l'année 1711, jusqu'au 15 Novembre
 1715, pour présenter ceux de l'année 1712;
 jusqu'au 15 Mars 1716, pour ceux de
 l'année 1713, et jusqu'au 15 Juillet 1716,
 pour ceux de l'année 1714. Et en pré-
 -sautant par lesdits trésoriers lesdits

comptes dans les délais ci-dessus, nous les avons déchargés et déchargeons des amendes auxquelles ils pourraient être condamnés au jugement d'iceux, faute de les présenter dans les temps portés par nos ordonnances. Nous avons réglé et fixé les épices, facons et frais de rédaction de chacun des deux comptes qui se rendent par les trésoriers de police par chacune année en notre Chambre des comptes à la somme de dix sept cents livres, dont il sera fait fonds.

Si donnons en mandement à nos amis et fésaux Conseillers les gens tenant notre Chambre des comptes à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier et registrer, et le contenu en icelles garder, observer et exécuter selon leur forme et teneur, nonobstant tous édits, déclarations, arrest, réglemens et autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes aux copies collationnées desquelles par l'un de nos amis et fésaux conseillers -

secrétaires, voulons que fai soit ajoutée comme à l'original : car tel est notre plaisir.
En témoin de quoi nous avons fait mettre
notre seel à ces dites présentes.

Donné à Versailles, le quatorzième jour
d'Août, l'an de grâce mil sept cent qua-
torze, et de notre règne le soixante
deuxième.

Signé : Louis

Et plus bas par le Roi

Pholypeaux.

Et à côté

Vu au Conseil : Desmarests, et scellées
sur double queue du grand seau de cire
jaune ; et ensuite est écrit :

Registrées en la Chambre des Comptes, où
et ce requérant le procureur général du Roi pour
être exécutées selon leur forme et teneur, le vingt-
deux Août mil sept cent quatorze.

Collationné. Signé : Richer

Voici un devis qui indique d'une manière
assez exacte les conditions imposées aux
entrepreneurs chargés de l'entretien des appareils
d'éclairage, ainsi que de la fourniture.

Devis

pour la fabrication et l'entretien
des lanternes publiques du quartier
de Saint Germain des Pres

31 Janvier 1728

Premièrement

Le corps de chaque lanterne aura au
moins vingt-un pouces de haut en verre,
non compris la hauteur des plombs, et il sera
composé de vingt-quatre pièces pour en former
le pourtour et la hauteur.

Les lattes qui sont posées sur le fond
des dites lanternes auront chacun six pouces
et demi de haut et quatre pouces et demi de
large par l'un des bouts des dites pièces, et
cinq pouces trois quarts par l'autre.

Les pièces au dessus, qui sont celles du
milieu de la lanterne, auront chacune huit
pouces de haut sur cinq pouces trois quarts
de large.

Les pièces du haut qui forment la che-
minée seront conformes à celles du bas;
ce qui formera un pied de diamètre par
le bas comme par le haut, et le milieu sera

quatre pouces un quart de diamètre.

Le fond sera composé de sept pièces auxquelles il sera mis une platine de fer blanc, qui sera percée de plusieurs petits trous, et surtout au droit des deux bobèches.

La grande bobèche sera de tôle, elle aura deux pouces de haut et un pouce de diamètre; et la petite bobèche aura un pouce et demi de haut et trois quarts de diamètre; elles seront faites d'un seul morceau se joignant. Les plombs d'assemblage du fond de la platine seront étamés dessus et dedans de la lanterne.

La trappe sera de fer noir qui aura quatre pouces et demi de large. Chaque lanterne sera garnie de plomb de cinq lignes de large compris le cœur de chaque plomb qui sera d'une ligne.

Chaque lanterne sera entourée d'un double plomb d'un seul morceau par le haut et aussi d'un double plomb par le bas d'un seul morceau; tous lesdits plombs seront soudés en dehors et contre soudés en dedans.

Il sera mis à une des pièces du milieu

de chacune des dites lanternes un châssis de fer blanc encastré dans le plomb pour servir de coulisse pour les nettoyer plus aisément.

Les lanternes seront montées chacune de quatre fils de fer de deux lignes de diamètre et de trente pouces de long, compris six pouces qui seront par dessous pour supporter le fond.

Le couvercle de chaque lanterne sera monté, il sera quinze pouces et demi ou seize pouces de diamètre, et sera de tôle.

Ledit couvercle ne pourra être qu'à un pouce et demi de distance de dessus du plomb du corps de la dite lanterne.

L'entrepreneur fournira des cordes de cœur de chanvre de neuf brins et de grosseur proportionnées au poids de la lanterne.

Il sera tenu de les nettoyer régulièrement une fois le mois pendant la cessation des lumières, suivant l'usage ordinaire, et de les serrer pendant qu'elles ne seront point suspendues.

Il les entretiendra de toutes réparations, les renouvellera de temps en temps, et en mettra de neuves à ses frais lorsqu'elles seront cassées par quelque accident que ce soit, sans par lui prétendre aucun dédommagement, et sans s'exposer contre les communi-
allumeurs, ou contre ceux qui les auront cassées.

Il fournira les deux poutres, qui seront de cuivre et d'une grandeur convenable que la corde puisse rouler aisément, et il les renouvellera à mesure qu'elles man-
queront et il fournira les crampons et les autres ustanciles nécessaires pour le soutien et la sûreté des lanternes.

Il entretiendra pareillement de toutes réparations les Boîtes du quartier, tant celles de fer que celles de bois; et il sera tenu de les visiter de temps en temps avec le Commissaire du quartier et l'Inspecteur de police. Et à la fin du bail, l'entrepre-
neur sera tenu de remettre les dites lan-
ternes en bon et dû état, de la même hauteur, largeur et avec tout l'assortiment

Énoncé dans le présent devis, à l'effet de quoy
il en sera fait alors Procès-verbal par le
Commissaire du quartier en sa présence,
aussi bien que des Boîtes, qui seront parail-
lement bien et suffisamment rétablies.

Nous soussignez François Pierre Laurent,
Maître vitrier à Paris, nous soumettons sous
le bon plaisir de Monsieur Hérault, Liéute-
nant général de Police, de faire et fabriquer
des 4 lanternes pour tout le quartier de
S^t Germain des Prox, conformément au
devis ci-dessus, et de les mettre toutes
en bon état pour le mois d'Avust prochain;
ensemble de fournir les couvercles, les
trappes, les doubles bobèches, les pouties,
et de les entretenir pendant le reste de
la présente année, et les années 1729,
1730 et 1731, moyennant le prix et la som-
me de six livres par 4 lanterne, une
fois payée, et de quatre livres par an pour
l'entretien de chacune des dites lanternes;
ensemble d'entretenir les Boîtes dudit
quartier de toutes réparations pour cent
livres par an, dont la moitié des dites sommes

pour l'entretien nous sera payée au mois de Janvier, et l'autre moitié au mois de Juin de chaque année ; et à la charge que le bail commencera au premier Juillet prochain ; que les lanternes actuellement en place nous seront délivrées en l'état qu'elles sont, et que nous pourrons en disposer à notre profit, ainsi qu'il nous plaira ; nous soumettant au surplus de laisser les lanternes du quartier et les Boîtes en bon et dû état à la fin du bail ; le tout suivant et conformément au devis ci-dessus.

A Paris ce trente - unième jour de Janvier mil sept cens vingt huit.

Signé : François Pierre Laurent.

—

Un des entrepreneurs chargés de l'éclairage de Paris étant décédé et sa veuve s'étant remariée, une nouvelle soumission fut faite pour continuer le bail consenti pour le quartier Saint Benoist. Voici la copie de cette pièce, qui a eu pour but de régulariser la situation des parties intéressées :

Submission de Pierre-François
Coymelle dit le Brun et d'Anne
Synoquet, veuve de Martin Morin, s
présent femme dudit Coymelle, pour
la continuation du bail fait audit Morin
pour l'entretien et le netoyement des
Lanternes du quartier S^t Benoist.

Nous soussignez Pierre-François Coymelle,
dit le Brun, et Anne Synoquet, veuve de
Martin Morin, et s^t présent femme dudit
Coymelle dit le Brun, de lui bien et due-
-ment autorisés à l'effet des présentes,
nous soumettons conjointement et solidaire-
-ment l'un pour l'autre, et un de nous seul
pour le tout, sous le bon plaisir de Monsieur
Hérault, Conseiller d'Etat, Lieutenant G^{éné}.
-ral de Police, de continuer l'Entreprise
de l'Entretien, netoyement et de la four-
-niture des cordes aux Lanternes publi-
-ques du quartier Saint Benoist, conjun-
-tément avec le nommé Montjoye, ainsi
que les avoit ledit Martin Morin, pendant
l'espace de cinq ans trois mois un jour,

restant à expirer du bail qui avait été fait susdits Morin et Monjoye par l'arrêt du Conseil du vingt six février dernier, à commencer la jouissance dudit bail du vingt neuf Septembre dernier jour de la mort dudit Morin, et finir au dernier Décembre mil sept cent quarante - un, aux mêmes charges, clauses et conditions portées par la soumission du deux Février dernier, et suivant et conformément à ce qui est énoncé dans le Devis qui est en tête de ledite soumission, et dans l'arrêt du Conseil du vingt six février, qui l'a autorisée, promettant de nous y conformer de point en point et de les exécuter.

Fait à Paris le quinze Décembre mil sept cent trente - six.

P. F. Coymelle dit Le Brun

Anne Synoquet femme de Coymelle
dit Le Brun.

En 1735, le roi fut obligé d'intervenir dans un différent entre des entrepreneurs associés pour la fourniture des chandelles

servant à l'éclairage des rues et renvoyé l'affaire par arrêt du Conseil d'Etat, devant le Lieutenant Général de Police avec tous les pouvoirs nécessaires pour prononcer son jugement.

Voici le texte de cet arrêt qui fixe les attributions de ce magistrat, en cette circonstance :

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui renvoie par devant Monsieur Hérault, Lieutenant Général de Police, la demande formée par le nommé Chauchron contre les nommez Lezgrand, Girard et Grentil, entrepreneurs de la fourniture des chandelles publiques ; ensemble toutes les contestations qui regarderont les autres employés à la Police, pour raison de l'exercice de leur emploi.

Du vingt trois Aoust mil sept cent trente cinq.

Extrait des registres du Conseil d'Etat.

Le Roy s'estant fait représenter en son Conseil la Déclaration du quatorze Aoust

mil sept cens quatorze, pour laquelle il est
 entre autres choses ordonné que les Bour-
 seurs bair pour le netoyement et l'enté-
 vement des boues de Paris, l'entretien
 des lanternes et la fourniture des chau-
 delles seront faits par devant le Sieur
 Lieutenant Général de Police; ensemble
 l'arrêté du Conseil du six Avril mil
 sept cens vingt trois, par lequel S.
 Majesté a évué à Elle et à son Conseil
 la connaissance de toutes les saisies et
 procédures faites contre les Trésoriers
 de Police, ensemble toutes les deman-
 des qui pourroient avoir été ou être
 formées contre les Entrepreneurs du
 netoyement des rues de Paris, de l'en-
 tretien des lanternes et de laourni-
 ture des chandelles publiques et autres
 employés à la Police, pour raison de
 leurs entreprises et exercices de leurs
 emplois, once qui concerne le service de
 la police, et à icelles renvoyées par
 devant le Sieur d'Argenson Maître des
 Requêtes, Lieutenant Général de Police

pour sur icelle être par lui statué ce qu'il appartiendra, lui en attribuant toute Cour et juridiction et icelle interdisant à tous autres juges. Et Sa Majesté étant informée qu'il s'est élevé une contestation entre les nommez Grand, Chaudron, Le Grand et Gentil, Entrepreneurs de la fourniture des chandelles publiques à l'occasion de la société faite entre eux qui a été portée devant le Sieur Hérault, Conseiller d'Etat, Lieutenant Général de Police, lequel a même rendu son jugement par défaut le dix huit May mil sept cens trente-deux au profit du nommé Chaudron, auquel les autres parties se sont opposées; et qu'auquelles possèdent volontairement devant ledit Sieur Hérault, et que l'intention de Sa Majesté ait été d'attribuer au Sieur Lieutenant Général de Police la connoissance non-seulement de ces sortes de contestations, mais encore de toutes celles qui peuvent se former entre les Entrepreneurs, leurs associés et créan-

-ciens, les Trésoriers et autres employés de Police; cependant comme la déclaration de Sa Majesté du quatorze Aoust mit sept cens vingt trois, ne s'expliquent pas assez clairement à cet égard, Sa Majesté voulant y pourvoir et éviter dans la suite les difficultés qui pourroient se former à cette occasion, sur le rapport du Sieur Orry Conseiller d'Etat ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des finances, Sa Majesté estant en son Conseil, a évoqué et évoque à elle et à son Conseil la demande formée par le nommé Chaudron, contre les nommez Le Grand, Grand et Gentil, Entrepreneurs de la fourniture des chandelles publiques, ensemble toutes les autres contestations nées et à naître tant entre les entrepreneurs du peloyement, les entrepreneurs des lanternes et de la fourniture des chandelles, leurs associés, les saisies faites entre les mains des Trésoriers des deniers de police par les Créanciers

desdits entrepreneurs et autres, et que
 les contestations qui regarderont les
 autres Employés de la Police, pour
 raison de l'exercice de leurs emplois
 et à icelles, circonstances et dépendances
 renvoyées et renvoyé pardevant le
 Sieur Hérault Conseiller d'Etat,
 Lieutenant Général de Police, pour
 être par lui jugées, sauf l'appel au
 Conseil, lui en attribuant à cet effet
 toute Cour, Jurisdiction et connoissance,
 et icelle interdisant à toutes ses Cours
 et autres juges susquets Elle fait
 défenses d'en connoître.

Fait au Conseil d'Etat du Roy,
 Sa Majesté y étant, tenu à Versailles,
 le vingt troisième jour d'Aoust mil
 sept cent trente cinq.

Signé : Phelypeaux

La dépense moyenne annuelle de l'
 éclairage public de cette époque s'élevait
 à environ 180 000^l. Pour la fourniture
 des chandelles publiques on payait, en

1744, le livre de ces dernières à raison de dix sous, mais un nouveau bail de trois années en augmenta le prix en l'élevant à onze sous, ainsi qu'il résulte de l'arrêt suivant :

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui reçoit la soumission faite par Marie-Anne Hubert, Veuve d'Edme Berthelin, pour continuer la fourniture de la chandelle des lanternes publiques de la ville de Paris pour six années qui devaient commencer le 1^{er} Juin 1738, et finir le dernier Juin 1744, à raison de dix sous pour chaque livre de chandelle, et aux autres charges, clauses et conditions portées par la soumission autorisée par ledit arrêt ; et Sa Majesté étant informée que ledite Veuve Berthelin a rempli les conditions de son entreprise fait la fourniture dont elle était chargée avec beaucoup d'exactitude, et que le suit étant augmenté, il n'est pas

possible en renouvelant son marché de le faire au même prix ; vu la soumission par elle faite le 16 Avril 1744, devant le Sieur Feydeau etc Marville, Maître des Requêtes, Lieutenant Général de Police, pour trois nouvelles années sur le pied etc onze sous la livre ; vu aussi l'avis dudit Sieur Feydeau etc Marville.

Où le rapport du Sieur Orry, Conseiller d'Etat et ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des finances, Sa Majesté étant en son Conseil, a agréé et reçu la soumission faite par l'édite Marie Anne Hubert, Veuve d'Edme Berthelin, l'edit jour 16 Avril 1744, et en conséquence a ordonné et ordonne que pendant trois années, qui commenceront au 1^{er} Juin prochain, et qui finiront à pareil jour de l'année 1747, elle continuera de faire la fourniture des chandelles et des lanternes publiques de Paris, à raison de onze sous par chaque livre de chandelle, et en outre

sous autres charges, clauses et conditions portées par sa soumission, qui demeurera annexée à la minute du présent arrêt; de laquelle fourniture elle sera payée sur les ordonnances particulières du Sieur Lieutenant Général de police, par le trésorier des deniers de police, des fonds à ce destinés.

Enjoint Sa Majesté audit Sieur Lieutenant Général de police de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Maubouze le 8^e Jour de Mai 1744.

Signé : Phelypeau



Chapitre X

*Relevés statistiques et comparatifs
des lanternes qui existaient à
Paris de 1702 à 1760.*

*En 1702, après la nouvelle division
de Paris, en 20 quartiers, les lanternes
éclairant les voies publiques se trou-
vaient réparties ainsi :*

1^{er} Quartier — Cité

<i>Ordre numérique</i>	<i>Voies publiques</i>	<i>Nombre de Lanternes</i>
1	<i>Rue S^{te} Anne</i>	2
2	<i>" aux fèvres</i>	3
3	<i>" de la Barillerie . . .</i>	10
4	<i>" de S^t Barthélemy . .</i>	5
5	<i>" de Basville</i>	"
6	<i>" de la Calandre . . .</i>	8
7	<i>" des Carcassins . . .</i>	2
8	<i>" du Chevet de S^t Landry</i>	2
9	<i>Cul de sac de l'édite rue .</i>	1
10	<i>Rue de S^t Christophe . .</i>	6

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
11	Cul de sac de l'adite rue . .	1
12	Cloître Notre Dame	18
13	Rue Cocatrix	2
14	" de la Colombe	2
15	" de S ^{te} Croix de la Cité . .	1
16	Cour ou passage des Barnabites .	3
17	Cour ancienne du Palais . .	15
18	Cour neuve du Palais . . .	8
19	Cour de l'archevêché	1
20	Rue des Deux Hermites . . .	1
21	Enclos de S ^t Denis de la Chartre .	5
22	Rue d'Enfer	11
23	" Gervais d'Aumont	7
24	" de Glatigny	5
25	" de Harlay	7
26	" du Haut Moutin	4
27	" de la Huchotte	1
28	" de la Juiverie	4
29	" de Lamoignon	8
30	" de S ^t Landry	2
31	" de la Lanterne	4

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
32	Rue de l'Evêque	1
33	" de la Licorne	5
34	" S ^t Louis	8
35	" du Marché Sala	3
36	" du Marché neuf	11
37	" des Marmouzets	9
38	" de Nazareth	6
39	" Neuve Notre Dame	7
40	Parvis Notre Dame	5
41	Rue de la Pelleterie	7
42	Cul de sac de la dite rue	"
43	Rue Perpiègnan	2
44	" S ^t Pierre aux Hauts	4
45	Cul de sac de la dite rue	2
46	Place Dauphine	8
47	" du cheval de bronze	3
48	Petit Pont	5
49	Pont Notre Dame	10
50	Pont au change	8
51	Pont de l'Hôtel-Dieu	2
52	Du Pont de bois au Pont au double	"

Ordre numérique	Votes publiques	Nombre de lanternes
53	Pont S ^t Michel	6
54	Pont Neuf	20
55	Port et Place de S ^t Landry	2
56	Quai des Orphèvres . . .	10
57	" de l'Horloge du Palais	14
58	Rue de la Savaterie . . .	5
59	Cul de sac de ladite rue .	1
60	Rue des Trois Canettes . .	5
61	" de Venise ou des dix huies	1
62	" de la vieille draperie .	5
63	Cul de sac de ladite rue , appelé S ^t Barthélemy . . .	1
64	Bas des Ursins	1
65	Haut des Ursins	2
66	Milieu des Ursins	1
		329

Ile de Notre Dame dépendant du quartier de la Cité.

<i>Ordre numérique</i>	<i>Voies publiques</i>	<i>Nombre des Lanternes</i>
1	<i>Rue de Bretonvilliers . .</i>	2
2	<i>" des Deux Ponts . . .</i>	7
3	<i>" de la Femme sans tête</i>	2
4	<i>" Guillaume</i>	2
5	<i>" de S^t Louis</i>	22
6	<i>" du Pont Marie</i>	7
7	<i>" du Pont de la Tournelle</i>	7
8	<i>" Poulletier</i>	5
9	<i>Quay d'Orléans</i>	13
10	<i>" Dauphin ou des Batons</i>	7
11	<i>" de Bourbon</i>	10
12	<i>" d'Anjou ou d'Alençon</i>	9
13	<i>Rue Regrettier</i>	3
		96

Cité 329

Ile de N. D. . 96

Ensemble 425

2^{ème} Quartier — S^t Jacques la Boucherie

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
1	Rue Aubry le boucher . . .	9
2	" Avignon	3
3	" des Cinq Diamants . .	6
4	" Cloistre S ^t Jacques . .	1
5	Cour du Grand Châtelet . .	2
6	Rue du Petit Crucifix . .	3
7	" Saint Denis	38
8	" des Ecrivains	5
9	" de Gésures	"
10	Deux passages ou Quay de Gésures	"
11	Petite rue de Gésures . . .	"
12	Quay de Gésures	5
13	Rue de la Heaumerie . . .	4
14	Cul de sac de la dite rue .	"
15	Rue S ^t Jacques la Boucherie	10
16	Cul de sac de la dite rue ap- pelé du chat blanc ou des rats	1
17	Rue de la Jouaillerie . . .	4
18	" de la Vieille Lanterne . .	2
19	" de Saint Teufroy . . .	3

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanterne
20	Rue des Lombards	10
21	" du marché de la Triperie	1
22	" du marché de la Porte de Paris	1
23	" de S ^t Maigloire ou S ^t Gilles	2
24	Rue de Marivault ou Marivo	4
25	Cul de sac de ladite rue .	1
26	Petite rue de Marivault .	1
27	Rue Ognisort ou Onisort .	1
28	" du Pied de bœuf .	3
29	Place aux veaux . . .	4
30	Rue Quinquempoix ou Quincempoix	17
31	Cul de sac de ladite rue	1
32	Rue Salle au Comte . . .	7
33	Cul de sac de ladite rue	1
34	Rue de la Savonnerie . .	3
35	Rue des Trois Mores au Guillaume Josse	3
36	La Petite rue de Trunion	"

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
37	Rue Trousguiclure ou vs - trop - qui dure	1
38	Rue Trousseneche	6
39	" de la Tuerie	"
40	" de Venise	2
41	" de la Vieille Mornoye	6
		181

3^{ème} Quartier — 5^{te} Opportune

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
1	Abreuvoir Marion ou Arche Marion	1
2	Abreuvoir Popin ou Arche Popin	1
3	Rue Bertin Poirée	7
4	" Betisy ou Betisy	6
5	" des Bourdonnois	7

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
6	Cul de sac de la dite rue appelé de la fosse aux chiens	2
7	Charnier ou Passage des Saints Innocents	"
	L'entretien des lanternes est fait par le Chapitre de S ^t Germain l'Auxerrois .	
8	Rue de la Chaussure ou Charonnerie	12
9	Rue du Chevalier du Guet	2
10	" du Cloître S ^{te} Opportune	4
11	" Courtalon	1
12	" des Bêcheurs .	6
13	" des Deux Boutes .	14
14	" des Deux Ponts ou des Orphevres	2
15	Rue de la Fermerie .	9
16	" des Fourvres ou Vieille Cordonnerie	5
17	Rue des Fuzaux	1
18	" de S ^t Germain l'Auxerrois	15
19	" de Jesu l'antier ou des Orphevres	3

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de l lanternes
20	Rue des Trauandières . .	8
21	Cul de sac de l'ancienne rue appelé Rollin - Bronds- gazes	1
22	Rue de la Limace	4
23	" des Mauvaises paroles	6
24	" Perrin Grosselin . .	2
25	" Pierre au Poisson .	3
26	Place du Chevalier du Guet	2
27	" du Cloître de S ^{te} Opportune	3
28	Rue du Plat d'Alain . . .	2
29	Quay de la Mégisserie . .	16
30	Rue des quenouilles . . .	"
31	" de la Sonnerie	3
32	" de la Tabletterie . . .	3
33	" Thibaut - Tade	6
34	" Tire-chappe	6
35	" des Trois visages . . .	1
36	" de la Vieille Harangerie	4
		158

4^{ème} Quartier — du Louvre et de
S^t Germain l'Auxerrois.

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
1	Rue de l'Arbre sec	18
2	Cul de sac de l'adite rue	2
3	Un autre appelé de la Petite Bastille	1
4	Un autre appelé le cul de sac de la rue de l'arbre sec	1
5	Rue de Baillet	4
6	" Baillet	3
7	" de Beauvais	4
8	Cloistre ou Passage de S ^t Germain l'Auxerrois Ce cloistre étoit formé pendant la nuit et les lanternes étoient entretenuës par Messieurs du chapitre.	4
9	Cloistre ou Passage de S ^t Nicolas du Louvre	3
10	Cloistre ou Passage de S ^t Honoré	1
11	Carrefour ou Place de l'Ecole	2

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
12	Carrefour ou Place des Trois Maries	2
13	Rue Champ-fleur ou Jean Fleur	5
14	Rue du Chantre	6
15	" du Demy Saint (ferme pendant la nuit)	"
16	Rue Jean S ^t Denis	5
17	" Jean Tison	4
18	" des Fossees de S ^t Germain l'Auxerrois	11
19	Le cul de sac de cette rue appelle de Sourdis ou Cour- baton	1
20	Rue Fromentesu ou Fre- mentesu	12
21	Rue S ^t Honoré (partie com- prise entre la rue du Roule et la rue Fromentesu)	30
22	Le cul de sac de la dite rue, ap- pelle du Louvre ou des Peres de l'Oratoire	2

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
23	Heut de sac de la dite rue, appelé du cory	4
24	Rue de la Monnoye . . .	9
25	du passage appelé de la Monnoye (traverseant l'hôtel de la Monnoye) Ce passage était entretenu pour les lanternes par M. de la Monnoye . Il était fermé pendant la nuit.	2
26	Passage du Louvre (fermé pendant la nuit)	"
27	Rue du Petit Bourbon . . .	4
28	Place du Louvre	4
29	Rue des Poulies	9
30	" des Prestres	5
31	Quai de l'Ecole	9
32	" de Bourbon et du Louvre	17
33	Rue du Rouille	8
		192

5^{ème} Quartier — Palais Royal

Ordre numéroté	Voies publiques	Nombre de Lanternes
1	Rue d'Anjou	1
2	" 5 ^{te} anne	11
3	" d'Argentueil	11
4	" de la Bonne Morue	"
5	" des Boucheries	4
6	" du Carrousel	4
7	" du Chemin vert	"
8	Passage du Cloître de S ^t Thomas du Louvre (forme pendant le nuit)	1
9	Rue du Clos Georgeot	1
10	Cul de sac de Courtaury ou de l'Opéra	1
11	Cul de sac de la Corderie ou Perronnelle	3
12	Rue du Doyenné ou Neuve S ^t Thomas	2
13	Rue de l'Echelle ou de l' Echaude	3
14	Rue de l'Evêque	4

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de conteneurs
15	Passage des écuries du Roy (fermé pendant la nuit)	5
16	Rue des Fosses des Tulleries	1
17	" des Frondeurs	1
18	" de Gailon ou Neuve de S ^t Roch	10
19	Rue du Hazard	4
20	" S ^t Honoré, depuis le cul de sac de l'opéra jusqu'à la Porte S ^t Honoré	52
21	Faubourg S ^t Honoré, y compris le Roule	24
22	Rue de Langlade	4
23	" de S ^t Louis	3
24	" de la Madeleine . . .	4
25	" du Petit Marché . . .	3
26	" de Matignon ou Maquignon	4
27	Rue des Moinesux . . .	6
28	Rue de la Monnoye du Louvre ou Petite Monnoye	2

Ordes numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
29	Rue des Moulins	11
30	" des Mulets	11
31	" S ^t Nicaise	14
32	" de l'Armerie	1
33	" des Orties (partie de la rue des Moinesaux à la rue S ^t Anne)	4
34	Rue des Orties (partie de la rue Fremonteau à la rue S ^t Nicaise)	2
35	Place du Palais Royal . . .	5
36	Place des Conquestes	20
37	" des Tuilleries ou du Carrousel	5
38	Quay des Galeries du Louvre	27
39	" des Tuilleries	1
40	Rue de Richelieu (depuis la rue S ^t Honoré jusqu'au coin de la rue des Petits Champs	20
41	Rue du Rampart ou Champs	2
42	Rue Rivoli (bas et haut)	11
43	" Royale	7

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
44	Rue des Saussayes . . .	1
45	" de la Sourdière . . .	9
46	Cut de sac de la dite rue .	1
47	Rue de Surcuno	"
48	" Thérèse	1
49	" St Thomas du Fourre	12
50	" Traversière ou de la Brasserie, ou du Bâton royal	11
51	Cut de sac de la d. rue, appelé des Presscheurs ou de la Bras- serie	2
52	Rue Ventadour	4
53	" de la Ville l'Evêque	4
54	" Villedot	4
55	" St Vincent	4
		332

6^{me} Quartier — de Mont-marte

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
1	Rue S ^{te} Anne (voir rue de Lyon)	"
2	" Neuve S ^t Augustin . . .	16
3	" Neuve des Capucines	6
	" du Chantier au Rampart et Cours de la Ville	"
4	Rue de Cléry	13
5	" Colbert	4
6	" du Croissant	5
7	" d'Enfer	"
8	" Foydeau	6
9	" de la Feuillade . . .	4
10	" S ^t Fiacre	2
11	" Neuve des Filles de S ^t Thomas	4
12	Rue des Fosses Montmartré	11
13	" Gailon	4
14	Cul de sac de la Grande Bastelier	"
15	Rue du Gros Chenet . . .	7
16	" des Jeuneurs	7

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lampes
17	Rue Joquelet	3
18	" de Fionne ou de S. ^{te} Anne	9
19	Rue de Louis le Grand	"
20	" du Maille	11
21	" de Saint Marc . .	6
22	" Neuve Mont-marte	27
23	Cul de sac de S. ^{te} Pierre situé dans cette rue . .	2
	Cul de sac des Commis- saires également situé dans cette rue	"
24	Rue Neuve S. ^{te} Eustache .	12
25	" Neuve des Petits Champs	30
26	" de Notre Dame de Forette ou Coquerard	"
27	Rue Notre Dame des Vic- toires	16
28	Rue Neuve des Petits Pères	5
29	Rue de S. ^{te} Pierre . . .	6

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
30	Place de Victoires	10
31	Rue des Percherons ou d'Argenteuil	"
32	Rue de Richelieu ou Royale (depuis la rue Neuve des Petits Champs jusqu'au cul de sac et au fiel de la Grange Bastelien	25
33	Rue de S ^t Roch	3
34	" Sentier	8
35	" du Temps perdu ou de S ^t Joseph	5
36	Rue Viude Croisset . .	1
37	" Vivien ou Vivienne	13
38	" de la voirie	"
39	Petite rue de la Vrillière	1
		282

7^{ème} Quartier — de S^t Eustache

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de maisons
1	Rue Baillif	3
2	" des Bons Enfants . .	11
3	" Neuve des Bons Enfants	7
4	" du Boulay	10
5	" du Bouc du monde	8
6	" Coqueron ou Coq Heron	7
7	" Coquillière	17
8	Cul de sac de l'édite rue, appelé de l'Hostel de Soissons	1
9	Rue des Deux œufs . . .	15
10	" du Four	11
11	" de Grenelle	17
12	" du Jour	7
13	Cul de sac de l'édite rue appelé M. Saugé	"
14	Rue de la Tussienne . . .	6
15	" Mont-marte ou Mont-marte (partie comprise entre la rue Neuve S ^t Eustache et la Pointe S ^t Eustache)	24

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de bâtimens
16	Cul de sac de l'édite rue, appellé Saint Claude . . .	1
17	Rue d'Orléans	5
18	" Pagevin	3
19	" du Polieson	3
20	" des Petits Champs .	21
21	" Platrière	11
22	" des Provellies ou Prouvaires	12
23	Rue Guiguelonne ou Tigues tome	6
24	Rue du Reposoir ou Petit Reposoir	3
25	Rue Sauty ou Soly	2
26	" Traisnée	7
27	" du Verderot ou Ver- derot	3
28	Rue des Vieilles olives .	4
29	" des vieux Augustins	16
30	" de la Vieillesse . . .	7
		248

8^{ème} Quartier - des Halles

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
1	Rue au Hurd	2
2	" aux fers	6
3	Chauvannerie ou Champ- voirie	5
4	Rue de la Chaussée ou Petite Friperie	5
5	Rue du Cygne	3
6	" de la Cordonnerie	5
7	" de la Cossonnerie	8
8	" de l'Echaudé	"
9	" de la Friperie	5
10	" de la Fromagerie	5
11	" Fromerie ou Gen- -vraignerie ou Petit St Martin	2
12	Rue Jean de Besusse	2
13	" de la Lingerie ou Ganterie	6
14	Rue du Marché aux Poivres des Halles	4
15	Rue Merderet ou Vercleret	4

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
16.	Rue de Mondetour . . .	5
17	" des Piliers des Halles ou de la Tonnellerie (Commencant à la rue de la Chaus- soterie et finissant à la rue Pivouette)	17
18	Rue des Piliers des Halles dite des Potiers et 'étain . (Commencant à la rue Pivouette et finissant à la rue de la Cosson- nerie)	3
19	Rue Pivouette ou Tiroyre	2
20	Place du Marché du Car- reau ou du Pilon	15
21	Rue de la Pointe S ^t Eustache	4
22	" de la Porte de la Comtesse d'Artois	5
23	Rue de la Poterie	5
24	" des Procheurs	6
25	" de la Ruelle ou Jean Gilles	2
26	Rue de la Grande Tonnellerie	12

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
27	Rue de la Petite Truanderie	2
		140

9^{ème} Quartier — de Saint Denis

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
1	Rue S ^{te} Anne (ou barrière) à la nouvelle France	"
2	Rue aux Ours	11
3	" S ^{te} Barbe à la Ville nouve	1
4	Cul de sac de Basfour	1
5	Rue Basse Ville-nouve	1
6	" Beauregard à la Ville-nouve	9
7	Rue Beaurepaire	5
8	" de Bourbon à la Ville-nouve	11
9	Rue Bourg-Isabelle	10
10	Cour des Miracles à la Ville-nouve	3

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de loutres
11	Cul de sac de la Cour S ^{te} Catherine	"
12	Rue de S ^t Claude à la Ville-neuve	1
13	Rue de Cléry, ou Mouffe- lard à la Ville-neuve . .	4
14	Rue de S ^t Denis, depuis la rue aux ours jusqu'à la fin	38
15	Fauxbourg de S ^t Denis, depuis la Porte S ^t Denis, jusqu'à la rue Neuve S ^t Lauront	12
16	Rue Neuve de Saint Denis	8
17	" des Deux Portes, depuis la rue de S ^t Denis jusqu'à la rue S ^t Martin	
18	Rue des Deux Portes depuis la rue S ^t Sauveur jusqu'à celle du Petit Lion	5
19	Rue Neuve des Deux Portes	3

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
20	Rue des Egoûts du Ponceau	10
21	Cul de sac appelé Temporeux	2
22	Rue Neuve de S ^t Etienne	
	à la Ville neuve	1
23	Rue des Filles-Dieu . .	6
24	„ Neuve des Fosses S ^c	
	Denis ou neuve des Filles	
	Dieu sur le rempart	1
25	Rue des Fosses S ^c Denis	
	ou de S ^{te} Appolline	3
26	Rue de Sainte Foy à la Ville	
	neuve	3
27	Rue François	11
28	„ Grenets ou d'Arnetot	12
29	„ Guérin-Boissese . .	9
30	„ du Grand Hurlleur . .	6
31	„ du Petit Hurlleur ou	
	Sallée	2
32	Rue Neuve S ^c Laurent . .	2
33	Cul de sac appelé Neuve	
	de S ^c Laurent	„

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de faucennos
34	Rue du Faux-bourg de S ^t Geraud	"
35	Rue de la Hune, à la Ville nouve	7
36	Rue du Petit Lyon . . .	6
37	" Montorquet	14
38	Hocul de sac de la dite rue appelé de la cuittier ou de la Bouteille	1
39	Rue Mauconseil ou Man- conseil	12
40	Rue de Notre Dame de Bonne nouvelle à la Ville nouve	2
41	Rue Notre Dame de Recou- vrance	1
42	Rue Neuve d'Orléans, fauxbourg de S ^t Denis .	8
43	Rue de Paradis faux- bourg Saint Denis . . .	"
44	Rue Pavée	7
45	" du Petit Carreau .	10

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lentèmes
46	Cul de sac de l'édile rue	1
47	Place de la Ville-nouve sur gravois	1
48	Place des Filles Dieu de la Ville-nouve	"
49	Cul de sac appelé de la Porte aux pointes	1
50	Rue des Pains minces .	10
51	" de Renard	4
52	" de S ^t Sauveur	11
53	" neuve de S ^t Sauveur	3
54	" Thionnot ou de la Corderie	10
55	Cul de sac de l'édile rue, appelé de l'Etoile	1
56	Rue Tirebouchin	5
		<hr/> 304

10^{ème} Quartier — S^t Martin

Ordre numérique	Voies publiques	Nombres de Laulèmes
1	Rue Aumair ou Aumere	12
2	Cul de sac appelé de Rome ou du Puits de Rome . . .	1
3	Rue Beaubourg	15
4	Cul. de sac de cette rue, appelé des Truys ou Berthaud	6
5	Cul de sac de la même rue, appelé des anglais . . .	2
6	Rue de Bourbon, sur le Rempart	1
7	Rue Brise-miche	5
8	" de Carême-Trouant	"
9	" du Chomin de S ^t Denis	"
10	" Chapon	14
11	" du Cimetière de S ^t Nicolas Deschamps . . .	7
12	Rue du Cloître de S ^t Médard	6
13	" du Cloître de S ^t Nicolas Deschamps	1

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
14	Rue de la Cour du Murre ou de Saint Julien des Monastiers	6
15	Rue de la Courvoisie ou Courvoisie	5
16	Cul de sac de l'ancienne rue appelée Baudoirie	1
17	Rue Courtoisvillain ou Auvillain	12
18	Rue de la Croix	7
19	" Filipeaux ou Philipot	10
20	" des Fontaines ou des Madelonnettes	9
21	Rue des Fosseux du fau- bourg S ^t Martin	2
22	Rue Fripillon ou Trépillon	4
23	" Gestroy-Langovin	8
24	" des Gravilliers	13
25	" Cronier S ^t Laurent	9
26	" Jean Robert	7
27	" Neuve de S ^t Laurent	10

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
28	Rue du Faubourg de St Laurent	12
29	Rue de l'Hôpital de St Louis	"
30	Rue Mache-pain, ou Taille pain	4
31	Rue des Marsie	"
32	" de St Martin	68
33	dans cette rue — cut de sac de St Pierre —	1
	" de Clervaux	1
34	Le faubourg St Martin et finissant à Esgrille et à l' égout du Marsie	10
35	Cut de sac dans ce faubourg	"
36	Rue Nouvelle de St Martin	9
37	Cut de sac de l'édite rue	1
38	Rue Maubue	5
39	" de St Maurice	"
40	" Nouvelle de St Médéric ou de St Merry	14

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
41	Cul de sac de l'édite rue, appelé du haut	1
42	Rue des Menestriers . . .	7
43	" de Mesté ou Melay ou de la Planchette . . .	"
44	Rue Michel-Comte ou Michel le Comte	14
45	Rue de Montmorancy .	7
46	" de Nostre Dame de Marareth	8
47	Rue des Petits Champs ou Patée	7
48	Rue Pierre Allard ou au lord	5
49	Rue de la Planchette (voir rue Mesté)	"
50	Rue du Poivre, ou Baudouin	4
51	Rue du Pont aux biches	1
52	" des Recollets, fau- bourg de S ^t Laurent . .	"

ordre numérique	Voies publiques	Nombre de l'entrepreneur
53	Rue du Renard	5
54	" Simon-le-franc . .	9
55	" Transnonain ou Trou- -se nonain	15
56	Rue de la Verrerie (depuis la rue St Martin jusqu'au coin de la rue Bar du bee Chereste appartenant au quartier St Avoye)	12
57	Rue du Vert-bois, ou Gaillard-bois	10
58	Rue des Vertus	6
59	" des Vieilles Etuves, ou Etuves aux femmes .	6
		415

11^{ème} quartier — de la Grève

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
1	Rue des Arcis ou des Assés	10
2	" des Audriettes ou Haudriettes	"
3	Rue des Barres	7
4	" de Bercy	4
5	" de Saint Bon	3
6	" du Cimetière et Marché de S ^t Jean	8
7	Cloître de S ^t Jean en Grève	3
8	Rue du Coq	4
9	" des Coquilles	3
10	" de la Coutellerie	5
11	" des Deux Portes	3
12	" Grenier sur l'eau	3
13	" Jean de Hépine	5
14	" Jean Pain Mollet	6
15	" de la Lanterne	1
16	" de la Louvette ou Pernelle	1
17	Rue du Honoz Pont	4

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
18	Rue de Molthois ou Moltray	4
19	" des Maunsis garçons	4
20	" du Monceau ou Mon- ceau S. ^t Gervais . . .	7
21	Rue de la Mortellerie .	20
22	" du Mouton	2
23	Passage du Saint Esprit (fermé pendant la nuit)	"
24	Place Baudoyers . . .	5
25	" de Grève	12
26	Rue du Petit d'Isable	"
27	" de la Planchette Mibray	5
28	" de la Poterie . .	5
29	Quai de la Grève . . .	16
30	" Potellicr ou quai neuf	12
31	Rue du Renard le Ferre	1
32	" de la Tannerie ou Tasnerie	6
33	Rue de la Vieille Tasnerie ou Simon Finet	"

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
34	Rue des Teinturiers, ou navets, ou des trois bon- teilles	"
35	Rue de la Tascherie ou Tascherie	3
36	Cul de sac de la dite rue, appelé de la Petite Tascherie	"
37	Rue de la Tisseranderie ou Tisseranderie . . .	18
38	Cul de sac de cette rue	2
39	Rue de la Varmerie, haute et basse	9
40	Rue des Vieilles garni- sons	1
		202

12^{ème} Quartier — de S^t Paul

ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
1	Rue Neuve de S ^t Anastase	2
2	" des Barrières ou des Barres	7
3	Rue de Beautreillis ou Jean Treillis	7
4	Rue Corisaye ou de la Corisaye	7
5	Rue du Cloître des J ^{es} . -suites	2
6	Rue de l'Étoile ou des Petites Barrières	2
7	Rue du Fauconnier . . .	3
8	" du Figuier	5
9	" Geoffroy Gasnier . . .	10
10	" Girard Beauquet . . .	2
11	" des Jardins	6
12	" de Jouy	14
13	Cul de sac de cette rue, appelé Guespine L'autre cul de sac situé près de l'Hôtel de Fourcy étant fermé par une petite porte.	2

Ordes numériques	Voies publiques	Nombre de lanternes
14	Rue des Lions	8
15	" de la Mortellerie . .	14
16	Cut de sac de cette rue, appelé de Fourcy ou Daumont	"
17	Il y avait encore dans cette rue deux ruelles qui aboutissaient à la place aux veaux dont l'une était appelée la Maxure	1
18	L'autre était appelée du Pau blanc ou de la Porte Dorée	"
19	Rue des Nonaindières .	5
20	" Saint Paul	14
21	" Neuve S ^t Paul . .	6
22	" Porcée	4
23	" du Petit Musc .	15
24	" de la Place Moffis ou des sites du Pont Marie	11
25	Rue des Prêtres	4

ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
26	Rue Putignoux (entressee de la rue Geoffroy l'asnier)	2
27	Rue Putigno (entressee de la rue Geoffroy l'asnier)	1
28	Quay des Ormes, ou Place aux vesua	4
29	Quay des Célestins . . .	5
30	" et port S ^t Paul . .	5
31	Rue Senece, ou Neuve de Fourcy	4
32	Rue des trois pistolets	2
		174

13^{ème} Quartier — de S^{te} Avoye

ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
1	Rue de S ^{te} Avoye . . .	25
2	" Barre du bœc . .	7

Ordre numéroté	Voies publiques	Nombre de lanternes
3	Rue de Braque	8
4	" des Blancs manteaux	21
5	Cul de sac de l'édile rue, appelé Pequay ou Noiron	3
6	Rue Bourlibourg	8
7	" des Billelles	6
8	" des Cingés (actuelle- ment des Singes)	6
9	Rue de la Croix blanche ou Hennequin le frachein	2
10	Rue de S ^{te} Croix de la Bretonnerie	20
11	Rue du Chaume	17
12	" de l'Homme armé .	7
13	" de Moussy	5
14	" du Puits	6
15	" de Perceps	12
16	Le Passage ou rue de l' Hôtel de Soubise	"
17	Rue du Plâtre	10

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Toulèmes
18	Rue de la Verrerie (depuis la rue Barre du Bee jusqu'à la rue Boutebrou.)	10
		173

14^{ème} Quartier — du Temple ou
du marais (Bailliage du Temple)

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Toulèmes
1	Rue S ^t Anastase	8
2	« d'Anzoumois ou Charlot	8
3	Rue d'Anjou ou Vesajour	8
4	« des Vieilles Audriettes ou Haudriettes	8
5	Rue Beujoytois ou Baijoytois	4
6	« de Beausse	7
7	« de Berry	8

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
8	Rue de Boucherat	2
9	" de Bretagne ou de Bourgoigne	14
10	Rue des Filles du Calvaire	4
11	" du Grand Chantier	12
12	" du Chemin de St Denis	"
13	Rue St Claude	7
14	Cul de sac de cette rue	"
15	Rue Cordière ou Corderie	11
16	" de la Courtille ou du fauxbourg du Temple .	"
17	Rue Couture, ou Culture St Gervais	6
18	Rue des Douze Portes .	4
19	" de l'Echaudé . .	2
20	" de l'Echelle du Temple (voir vielles audriettes)	
21	Rue des Enfants rouges	7
22	" de la Fontaine Meri- cault	"

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
23	Rue des Fontaines du Roy	"
24	" Forest	2
25	" des Fosseux du Faubourg du Temple . .	"
26	Rue Neuve S ^t François	8
27	" S ^t Gervais ou des Morins	7
28	Rue de Himages	5
29	" de S ^t Louis	19
30	" de La Marche	6
31	" de Mesnil-moultant	"
32	" Morins (voir S ^t Gervais)	"
33	" Neuve S ^t Gilles . . .	8
34	" de Normandie . . .	3
35	" des Oiseux, ou petite rue Charlot . . .	1
36	Rue d'Orléans	10
37	" du Parc royal . . .	10
	(pour 14 maisons et hôtels)	
38	Rue Pastourelle	9
39	" du Perche	6

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
40	Rue Perignon ou Perignon	3
41	" de la Porte	7
42	Petite rue neuve de S ^t	
	Gilles	2
43	Rue neuve de S ^t Pierre.	3
44	" de Poictou	13
45	" du Pont aux choux	8
46	" Porte-Frin	9
47	" des quatre fils . .	15
48	" du Roy doré ou	
	francoise	4
49	Rue de Saintonge ou	
	Xaintonge	5
50	Rue de Sourdy ou Ruelle	1
51	" du Temple	43
52	Cul de sac de lad. rue	
	appelé l'Echiquier . . .	"
53	Rue de Touraine	7
54	" de Tourigny au	
	Tharigny	6
55	Rue de Vendosme . .	1

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lignes
56	Rue Vieille du Temple	20
		361

15^{ème} Quartier. — S^t Antoine

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lignes
1	Rue S ^t Antoine	60
2	Cul de sac de lad. rue, appelé de Guimenès ou des filles de la Croix	4
3	4 ^e Boulevard ou la denuy lune de la Porte S ^t Antoine qui conduisent au faubourg S ^t Antoine	6
4	Rue des Ballots	3
5	" Barbotte	8
6	" Neuve de S ^{te} Catherine	6
7	" Cloche Perche	4
8	" de la Couture ou Culture S ^{te} Catherine	17

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
9	Cloître ou cul de sac de St ^e Catherine	2
10	Rue de l'écharpe ou du Roy	2
11	Rue des Foyants	10
12	" des Escouffes	6
13	" du foin	5
14	Cul de sac de l'ancienne rue, appelé des Hospitalières de la Place Royale	1
15	Rue des Francs bourgeois (20 maisons ou hôtels)	21
16	Rue de Jean Besusire	5
17	" des Juifs	6
18	" de St Louis	9
19	" des Minimes (5 maisons ou hôtels)	9
20	Rue Parc royal ou de la Chaussée des minimes (3 maisons et hôtels)	4
21	Rue du Pas de la mulle	2

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
22	Rue Pavée	9
23	" Payenne (8 maisons et hôtels)	8
24	Place Royale	26
25	Rue des Rosiers	9
26	Cul de sac de la dite rue, appelé de Coquerotte	2
27	Rue du Roi de Sicile	16
28	" Royale	5
29	" Tison ou Tizon	4
30	" des Tournelles	17
31	" des Trois Pavillons	7
32	" Vieille du Temple (depuis la rue de la Perle jusqu'à la rue St Antoine)	33
33	Cul de sac de la dite rue, appelé de l'Hostel d'Argenson (1 hôtel)	3
		329

Notes. Le quartier du faubourg S^t Antoine, qui n'avait pas de lanternes, était cependant occupé par un grand nombre d'artisans relevant de l'Abbaye royale de S^t Antoine des Champs.

16^{ème} Quartier - de la Place Maubert

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
1	Rue d'Arton	3
2	Cul de sac appelé et Amboise	1
3	Rue des filles anglaises (faubourg S ^t Marcel)	"
4	Rue d'Arros	5
5	" du Banquier . . .	"
6	" de la Barrière, faubourg S ^t Marcel.	"
7	Rue du Battoir, faubourg S ^t Marcel	3
8	Rue des Bernardins .	10
9	Cul de sac de l'adite rue, appelé le cloître des Bernardins	3

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Tartans
10	Rue de Bièvre	8
11	" de Bièvre ou des Gobelins	3
12	" du Bon Puits	4
13	" Bardet, ancienne- ment appelé Bourdelle	11
14	Cul de sac de cette rue, appelé Cour de Bavière	"
15	Rue des Boulangers faubourg S ^t Victor	5
16	Rue Consier, ou sans chefs, faubourg Saint Marcel	3
17	Rue du Champ de l'al- lonette ou S ^t Louis, fau- bourg S ^t Marcel	"
18	Rue du Petit Champ d' albise faubourg S ^t Marcel	"
19	Rue de la Clef faubourg S ^t Marcel	3

Ordre numériques	Voies publiques	Nombre de tentemen
20	Rue Clopin	3
21	" Contrescarpe fau- bourg S ^t Marcel	1
22	Rue Couperu ou Coperu faubourg S ^t Marcel	8
23	Rue de l'Epée de bois, faubourg S ^t Marcel	1
24	Rue Neuve S ^t Etienne ou des Mortondus Eb. S ^t Marcel	6
25	Rue du fer, faubourg S ^t Victor	2
26	Rue du Fer à moutin ou du Comte de Boulogne	2
27	Rue de la Fontaine ou Jean mot	"
28	Rue Neuve des Fosses Saint Bernard, fau- bourg Saint Victor, (depuis le quay S ^t Bernard jus- qu'à la Halle aux vins	7

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lignes
29	Rue Neuve des Fossés Saint Victor ou des Pères de la Doctrine Chrétienne, faubourg S ^t Victor . .	8
30	Rue des Hauts Fossés S ^t Marcet	4
31	Rue Françoise fau- bourg S ^t Marcet . . .	1
32	Rue des Francs bourgeois, faubourg S ^t Marcet . .	1
33	Rue Gaultier Regnault fb. S ^t Marcet	3
34	Rue des Grands degrés	4
35	" Gratiouse fb. S ^t Marcet	
36	Rue du Gril, faubourg S ^t Marcet	4
37	Rue Saint Hippolyte, faubourg S ^t Marcet .	2
38	Vieille rue S ^t Jacques fb. S ^t Marcet	3

ordre numérique	Voies publiques	Nombre de tanlèmes
39	Rue de Gourcine, fau- bourg S ^t Marcet	13
40	Rue de S ^t Marcet ou du faux bourg S ^t Marcet	12
41	Rue des Marmourets faubourg S ^t Marcet . .	"
42	Rue du meunier ou murier	2
43	" du Petit moine . .	1
44	" de la montagne S ^{te} Geneviève	15
45	Rue Mouffetard	16
46	" de la muette fau- bourg S ^t Marcet	"
47	Rue de S ^t Nicolas du Chardonnet	2
48	Rue du noir faubourg Saint Marcet	1
49	Rue Vieille nostre Dame faubourg S ^t Marcet . .	"
50	Rue d'Orléans ou des Boulies faubourg S ^t Marcet	6

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
51	Rue du Pavon	2
52	Passage de la Cour des Patriarches faubourg S ^t Marcel	"
53	Rue du Pavé de la Place Maubert	2
54	Place Maubert	15
55	Rue Perdue	6
56	" du Pont aux biches, faubourg S ^t Marcel	"
57	Rue de Pinelleraux ou des Saussayes faub. S ^t Victor	6
58	Quay de S ^t Bernard	13
59	Rue de la Tournette	8
60	" Rue Rossis, ou Pierre Agis	"
61	Rue de la Reine-Blandie	"
62	" de Seine	6
63	Deux culs de sac dans l'adite rue, l'un appelé du cochon ou du tondeur, l'autre Jean de Cambrai	"

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
64	Rue de Scipion ou de La Barre, faubourg S ^t Marcel	1
65	Rue Traversine ou Tra- versière	5
66	Rue de la Tournelle . .	7
67	" Tripelet ou Triperet, faubourg S ^t Marcel . . .	1
68	Rue des Trois Couronnes	"
69	" de Versailles	4
70	" de S ^t Victor, faux- bourg S ^t Victor	18
		300

17^{ème} Quartier — de S^t Benoist

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
1	Rue des Amandiers . . .	5
2	" des Anglois	24

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de l'antenne
3	Rue de l'arbalète . . .	4
4	Boucherie du Petit Pont ou cul de sac appelé Glo- -riette	1
5	Rue de Bourgoigne ou des Bourguignons, fau- bourg S ^t Marcot	7
6	Rue de la Brélonnerie .	4
7	" de la Boucherie . .	12
8	" des Carmes	8
9	" des Capucins faub. S ^t Jacques	1
10	Rue des Charbonniers .	2
11	" Charretière	5
12	" du Chemin de Gentilly ou de la santé f. b. S ^t Marcot	"
13	Rue du Châvet vert f. b. Saint Marcot	1
14	Rue du Cimetière S ^t Benoît	2
15	" du Cloître S ^t Julien le Pauvre, ou passage à deux issues l'une par	

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de l'antenne
	La rue Gratitude, l'autre par la rue S ^t Julien la Pauvre (fermé pendant la nuit) . . .	1
16	La Commanderie de S ^t Jean de Gatran (Passage fermé pendant la nuit)	4
17	Rue Contrescarpe	1
18	Cul de sac de la Cour des beufs	2
19	Cul de sac appelé Cour ou passage pour aller à l'église des Carmélites (fermé pendant la nuit)	"
20	Rue et' Ecasse	2
21	" S ^t Etienne des grès	9
22	Cul de sac des fouillon lines (fermé pendant la nuit)	1
23	Rue du Four	2
24	" Neuve des Fosse S ^t Jacques ou ancienne estrade	14

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
25	Rue du Fourre ou Foire	4
26	" Froimental	2
27	" Gallande ou Garlande	14
28	" Neuve S ^{te} Geneviève	4
29	" S ^t Jacques	43
	Le fauxbourg S ^t Jacques commencant à la rue des Fossees S ^t Jacques et finis- sant à la fausse porte S ^t Jacques près de l'observatoire en avait environ	20
30	Rue Jacinthe	1
31	" S ^t Jean de Basuvis .	7
32	" S ^t Jean de Gatron .	2
33	" de Jean le Maître ou des Cholets ou Saint Sym- phorien	1
34	Rue Judas	4
35	" S ^t Julien le Pauvre .	3
36	" du Mont S ^t Hilaire ou du Puits certain	5

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
37	Cul de sac de ladite rue, appelé Bourvert	"
38	Rue des Lavandières	3
39	" de Hyannis f.b. S ^t Marcet	2
40	Rue de Noyon	11
41	Parois, carré et place S ^{te} Geneviève et de Saint Etienne du Mont	7
42	Passage du Charnier de S ^t Benoist (fermé pen- dant la nuit)	1
43	Rue du Petit Pont	8
44	Place de Cambrai	4
45	Rue du Plâtre	5
46	" du Port à Maître, ou du Carneau	"
47	Rue des Postes, f.b. S ^t Marcet	11
48	Cul de sac de ladite rue, appelé les vignes (fermé pendant la nuit)	1

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
49	Rue du Pot de fer, f. b. S ^t Marcel	1
50	Rue des Pouilles ou de la Chastinière, faub. S ^t Marcel	2
51	Rue des Prestres	3
	" du puits certain (vayer neuve S ^t Hilaire)	"
52	Rue du Puits qui parle .	"
53	" des Rosiers, f. b. S ^t Marcel	1
54	Rue des Rats	3
55	" de Reins ou de Bour- goigne	4
56	Rue des Sept voies . . .	7
57	" de S ^t Symphonien des vignes ou des chiens .	2
58	Rue des Trois portes . . .	5
		304

18^{ème} Quartier - S^t André des arts

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lentilles
1	Rue S ^t André des arts .	22
2	" des Augustins . . .	8
3	" du Baltoir	6
4	" Bouttebise ou Bourg de Brie	4
5	Rue Caignard ou de l' Abbeau Mascon . . .	1
6	Rue du Chat qui pêche ou du Renard	2
7	Rue Christine ou Christienne	3
8	Rue du Cimetière S ^t André des arts . . .	7
9	Rue du Cloître de S ^t Benoist	6
10	Rue de Cluny	2
11	" Contrescarpe . . .	3
12	" des Cordeliers .	15
13	" des Cordiers . .	4
14	Cul de sac de la cour de Rouen	2

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
15	Rue des Deux Portes . .	3
16	" Dauphine	16
17	" de l'Éperon	4
18	" du Foin	8
19	" Gilles Cœur ou Gilles le Cœur	4
20	Rue de la Harpe	27
21	" Haute-Fouille	14
22	" de la Huchotte	8
23	" des Horpôts	3
24	" du Jardinot	4
25	" de l'Irondelle ou de l'arondelle	7
26	Rue Masson	5
27	" des Maçons ou Massons	6
28	" des Mathurins	8
29	" Mignon	2
30	" de l'Observance	2
31	" du Pœon ou Pœn	2
32	Cul de sac de l'édite rue, appelé rue du Pœon	2

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de lanternes
33	Rue de la Parcheminerie.	7
34	" ou passage de l'église de S ^t André des arts (fermé pendant la nuit)	"
35	Rue du Passage du Collège d'Autun (fermé pendant la nuit)	"
36	Rue ou Passage des Jaco- bins (fermé pendant la nuit)	"
37	Rue ou passage du cimetière de S ^t Séverin (fermé pendant la nuit)	"
38	Rue ou passage de la Sorbonne (fermé pendant la nuit)	"
39	Rue Pavée	6
40	" Percée	5
41	" Pierre Sarrasin . . .	4
42	Place et carrefour du Pont S ^t Michel	2
43	Place de la Sorbonne . . .	7
44	Rue des Poirées ou Grenouillère	2

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
45	Rue Neuve des Poirées . .	1
46	" des Patevins	4
47	" Poupée	5
48	" des Prestres	3
49	Quay des Augustins . . .	17
50	Rue Neuve de Richelieu ou des Trésuriers	1
51	Rue de Savoye	3
52	" Serpente	4
53	" de S ^t Sôverin	8
54	Cul de sac de la d. rue nom- mê Sallembrière	1
55	Rue de Sorbonne	7
56	" Neuve de Thureme où de Touraine	2
57	Rue des Trois Chandeliers	2
58	" de la Vieille Boudrie	6
59	" Zacharie	3
		310

19^{ème} Quartier — du Luxembourg

ordre numérique	Vaies publiques	Nombre de lanternes
1	Rue Arpentier ou Carpentier	1
2	" des sauzes	5
3	" du Petit Bascy . . .	3
4	" de Bagnoux . . .	"
5	" de la Barouillère ou de S ^t Michel	"
6	Rue Beuriers ou Breouse	2
7	" des Boucheries . .	12
8	" de la Bourbe f. b. S ^t Michel	3
9	Rue du Petit Bourbon .	4
10	" du Brève	2
11	" de Bussy	11
12	" du Canivot	1
13	" des Cannottes . . .	7
14	" Cassotte	9
15	" S ^{te} Catherine f. b. S ^t Michel	2
16	Rue du Chierche midy ou chasse midy	10

N ^o de numérique	Voies publiques	N ^o de lanternes
17	Rue du Cimetière en Palsine	1
18	" du Cœur volant	5
19	" du vieux Colombier ou Coutombier	12
20	Rue de la Corne ou Guillemin	3
21	" S ^t Dominique f. b. S ^t . Michel	5
22	Rue d'Enfer	13
23	Rue Ferron	6
24	Cut de sac de la d. rue, appelé petite rue Ferron ou des Prestres	2
25	Rue Neuve des Fosses S ^t Gormain des Pres	7
26	Rue des Fosses de Monsieur le Prince	11
27	Rue des Fosses S ^t Michel ou S ^t Hyacinthe	10
28	Rue des Fosses de	7
29	" du Four	21
30	" des Freres Bourgeois	6

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Toulousains
31	Rue de Garance ou de Gar- -roncière	6
32	Rue du Cindre	2
33	" Guisarde	4
34	" Honoré Chevalier . .	3
35	" du Petit Lyon . . .	3
36	" Maillet, f.b. S ^t Michol	"
37	" S ^t Maur	3
38	" des Mauvais garçons	5
39	" Mexières	2
40	" Nouvelle Notre Dame des Champs, f.b. S ^t Michol . . .	"
41	Rue Nouvelle S ^t Lambert ou de Candé	16
42	Passage de S ^t Jacques du Haut Pas (fermé pendant la nuit)	"
43	Passage ou rue de la Trêve	"
44	Rue du Passage du Procu- de la Foire S ^t Germain des Proç	7
45	Rue S ^{te} Placide	3

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
46	Rue du Pal de fer	6
47	" Princesse	3
48	" des Quatre vents	4
49	Cul de sac de la d. rue des Quatre vents	1
50	Rue du Regard ou des Carmes clochassez	5
51	Rue de S. Romain	"
52	" de Sève	29
53	" de S ^t Thomas l. b. S ^t Michel	6
54	Rue de Tournon	12
55	" de Vaugivard	24
56	" du Petit Vaugivard . . .	"
57	Petite rue des Vieilles Thullories	"
58	Rue des Vieilles Thul- lories	5
		330

20^{ème} Quartier — S^t Germain des Prez

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Lanternes
1	Rue Abbatiale	"
2	" des deux anges . . .	3
3	" d'Anjou	2
4	" des Petits Augustins	10
5	" de Babylone . . .	"
6	" de Barcq vis à vis le Pont Royal des Thuilleries	30
7	Rue de Beaune	8
8	" de Belle-chasse . .	4
9	" de Saint Benoist .	7
10	" de Bourbon le Château	2
11	" de Bourbon	10
12	" des Brocteurs . . .	4
13	" Cardinale	"
14	" du Carrefour de S ^t Benoist	2
15	Rue de la Chaise au de la Chère ou des Toigneux	6
16	Rue des Giresux	2
17	" du Colombier . . .	11

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de tandems
18	Cul de sac de l'Hôtel de Conty	1
19	Rue Dolivet	"
20	" S ^t Dominique	30
21	" de l'échaudé	3
22	" de l'Égout	2
23	" Fustemberg	"
24	" de Guénéguid	7
25	" S ^t Guillaume	5
26	" de Grenolle	35
27	Cul de sac appelé du Guichet	2
28	Rue Hillerin Bortin ou Saint Sauveur	2
29	Rue Jacob	7
30	" des Mersis	5
31	" de S ^{te} Marguerite	11
32	" de S ^{te} Marie	1
33	" Mazarine	15
34	" de Nevers	4
35	" des Saints Pères	25
36	" de la planche	6

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de l'entretien
37	Rue Plumet	"
38	" de Poitiers	"
39	" du Pont Royal ou des Thuilleries	18
40	Rue de Conti ou Guénégaud	17
41	" de Moleguais	8
42	" des Théatins (commençant de la rue des Saints Pères, finissant à la rue du Bercy)	9
43	Rue d'Orsay	1
44	Rue des Rosiers	5
45	" du Sabot	1
46	" de Soins	16
47	" du Sepulchre	7
48	" Taranne	9
49	Petite rue Taranne	3
50	Rue de Traverse	8
51	" de Varanne	1
52	" des Vaches	"
53	" de Verneuil	12

Ordre numérique	Voies publiques	Nombre de Tours
54	Rue de l'Université	20
		393



Récapitulation — Année 1702

Quartiers	Désignation	Nombre de Internes
1 ^{er}	Cité et Ile Notre Dame	425
2 ^e	S ^t Jacques la Boucherie	181
3 ^e	S ^{te} Opportune	158
4 ^e	du Louvre de Saint Germain l'Auxerrois .	192
5 ^e	Palais royal	332
6 ^e	de Mont-marte	282
7 ^e	de S ^t Eustache	248
8 ^e	des Halles	140
9 ^e	de S ^t Denis	304
10 ^e	de S ^t Martin	415
11 ^e	de la Grève	202
12 ^e	de S ^t Paul ou de la Mortellerie	174
13 ^e	de S ^{te} Avoie	173
14 ^e	du Temple ou du Marais	361
15 ^e	de S ^t Antoine	329
16 ^e	de la place Maubert . .	300
17 ^e	de S ^t Benoist	304
à reporter		4520

Quartier	Désignation	Nombre de Lentons
	Repart	4 520
18 ^e	de S ^t André des arts . . .	310
19 ^e	de Luxembourg	330
20 ^e	de S ^t Germain des Près .	393
	Total . .	5553

La consommation totale, par soirée, était en moyenne de 1600 livres de chandelles.



*Etat des lanternes qui
existaient à Paris en 1757.*

<i>Quartier</i>	<i>Désignation</i>	<i>Nombre des Lanternes</i>
1 ^{er}	Cité	413
2 ^e	S ^t Jacques la Boucherie .	183
3 ^e	S ^{te} Opportune	153
4 ^e	du Louvre ou de S ^t Germain l' auxerrois .	195
5 ^e	Palais royal	284
6 ^e	Montmartre	284
7 ^e	S ^t Eustache	247
8 ^e	Halles	142
9 ^e	S ^t Denis	306
10 ^e	S ^t Martin	415
11 ^e	Grève	200
12 ^e	S ^t Paul	175
13 ^e	S ^{te} Avoie ou de la Verrerie	173
14 ^e	Temple ou Marais . . .	361
15 ^e	S ^t Antoine	334
16 ^e	Place Maubert	300
17 ^e	S ^t Benoist	307
18 ^e	S ^t André	311
19 ^e	Luxembourg	396
20 ^e	S ^t Germain des Près . . .	400
	Total	5579

400
Etat des lanternes
qui existaient à Paris, en 1759

Quartiers	Désignation	Nombre de Lanternes
1 ^{er}	Cité	412
2 ^e	S ^t Jacques	180
3 ^e	S ^{te} Opportune	155
4 ^e	Louvre ou S ^t Germain l ^e	200
5 ^e	Palais Royal ^{auxerrois}	300
6 ^e	Montmartre	290
7 ^e	S ^t Eustache	250
8 ^e	Halles	150
9 ^e	S ^t Denys	310
10 ^e	S ^t Martin	415
11 ^e	Grève	200
12 ^e	S ^t Paul	180
13 ^e	S ^{te} Avoye	180
14 ^e	Temple	350
15 ^e	S ^t Antoine	340
16 ^e	Maubert	320
17 ^e	S ^t Benoît	307
18 ^e	S ^t André des Arts	320
19 ^e	Auxembourg	400
20 ^e	S ^t Germain des Prés	400
Total		5669

*Etat comparatif
des lanternes qui existaient à Paris
en 1702, 1757 et 1759*

<i>Quartier</i>	<i>Désignation</i>	<i>Années</i>		
		<i>1702</i>	<i>1757</i>	<i>1759</i>
1 ^{er}	<i>Cité</i>	425	413	412
2 ^e	<i>S^t Jacques la Boucherie</i>	181	183	180
3 ^e	<i>S^{te} Opportune</i>	158	153	155
4 ^e	<i>du Louvre ou de S^t Germain l'Auxerrois</i>	192	195	200
5 ^e	<i>Palais-Royal</i>	332	284	300
6 ^e	<i>Montmartre</i>	282	284	290
7 ^e	<i>S^t Eustache</i>	248	247	250
8 ^e	<i>Halles</i>	140	142	150
9 ^e	<i>S^t Denis</i>	304	306	310
10 ^e	<i>S^t Martin</i>	415	415	415
11 ^e	<i>Grève</i>	202	200	200
12 ^e	<i>S^t Paul</i>	174	175	180
13 ^e	<i>S^{te} Anny ou de la Verrerie</i>	173	173	180
14 ^e	<i>Temple ou Marais</i>	361	361	360
15 ^e	<i>S^t Antoine</i>	329	334	340
16 ^e	<i>Place Maubert</i>	300	300	320
17 ^e	<i>S^t Benoist</i>	304	307	307
18 ^e	<i>S^t André</i>	310	311	320
19 ^e	<i>Luxembourg</i>	330	396	400
20 ^e	<i>S^t Germain des Prés</i>	393	400	400
<i>Totale</i>		5553	5579	5569

D'après le tableau qui précède on voit que le nombre de lanternes a peu augmenté en un demi-siècle, et encore cette augmentation résulte-t-elle de ce qu'on posa, en 1758, un certain nombre d'appareils d'éclairage, suivant un arrêt du Conseil d'Etat ainsi conçu :

9 Juillet 1758

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne qu'il sera incessamment posé des lanternes dans toutes les rues de la ville et faubourgs de Paris où il n'y en a point, même au gros caillou.

Extrait des registres du Conseil d'Etat

Le Roi s'étant fait représenter, en son Conseil, l'édit du mois de Décembre 1757, enregistré au Parlement par lequel Sa Majesté a ordonné le rachat des boues et lanternes que tous les propriétaires des maisons de la ville et faubourgs de Paris : et Sa Majesté voulant que tous les habitants de lédite ville et faubourgs puissent également profiter du bénéfice de ce rachat, par

une augmentation de lumière, et que dans les rues où il n'y a point encore de lanternes, même dans le Gros Caillon, et y en soit posé, pour être toutes éclairées d'une manière uniforme, suivant les états d'illumination qui seront arrêtés chaque année par le Sieur Lieutenant Général de Police : ou le rapport du Sieur de Boul-
longue, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur Général des finances. Sa Majesté étant en son Conseil, a or-
donné et ordonne qu'il sera incessam-
ment posé des lanternes dans toutes les rues de la ville et faubourgs de Paris, même au Gros Caillon où il n'y en a point et généralement dans tous les autres lieux où elles seront jugées nécessaires par le Sieur Lieute-
nant Général de police, et de la manière qui sera par lui réglée, tant la dépense sera payée par Sa Majesté, sur les mé-
moires des ouvriers de lui arrêtés. Veut et entend Sa Majesté que toutes les contesta-
tions qui pourraient naître s'adres-

sion de l'édite position des lanternes, circonstances et dépendances soient portées devant ledit Sieur Lieutenant Général de Police, et par lui jugées sommairement, sauf l'appel au Conseil, lui attribuant à cet effet toute Cour, juridiction et connaissance, et icelle interdisant à toutes ses Cours et autres juges.

Fait au Conseil et'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 9^e Jour de Juillet 1758

Signé : Phelipeau

Dans la même année, un arrêt du Conseil d'Etat du Roi ordonna que les fonds destinés pour l'illumination et le nettoicement de la ville de Paris, soient augmentés de cinquante mille livres, en voici le texte :

Du 21 Novembre 1758

Extrait des registres du Conseil et'Etat
Le Roi ayant ordonné, par arrêt de son Conseil le 8 Octobre dernier que les voiries où se déposent les immondices

et les matières fécales de sa bonne ville de Paris, seraient éloignées de l'intérieur des barrières des faubourgs, où la présence de ces dépôts peut corrompre l'air et causer des maladies, Sa Majesté aurait fait examiner, en son Conseil, les mémoires qui lui ont été remis relativement à l'augmentation de dépense à laquelle ce changement donnera lieu, par lesquels mémoires il est constaté qu'il en coûtera cinquante mille livres par an : et voulant bien supporter cette dépense en considération de l'imposition des boues et lanternes, qui doit être payée par les propriétaires des maisons de la ville et faubourgs de Paris, en vertu de l'édit du mois de Décembre 1757. Que le rapport du Sieur de Bouillonque, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des finances; Sa Majesté étant en son Conseil a ordonné et ordonne qu'à commencer du 1^{er} Janvier 1759, et à continuer annuellement, il sera fait un fonds de cinquante mille livres par an, sous le nom de Trésoriers

de police, chacun dans l'année de son exercice, de mois en mois et par portions égales; pour, l'adite somme de cinquante mille livres, par augmentation & collée de cinq cents mille livres, comprise dans l'état des finances de la généralité de Paris, pour l'illumination et le nettoieement de la ville de Paris, être employée au paiement des dépenses annuelles qu'exigera le changement des dites rues, sur les ordonnances particulières du Sieur Lieutenant Général de Police, ainsi et de la manière qu'il s'est pratiqué jusqu'à ce jour. Et pour l'exécution du présent arrêt seront toutes lettres nécessaires expédiées.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 21 Novembre 1758.

Signé : Pholypeau

L'état ou tableau de la ville de Paris, en 1760, nous indique le nombre d'apprentis ou servies dans la capitale et qui est peu différent de celui de l'année précédente; en voici le relevé :

Sûreté publique et particulière

Année 1760

Lanternes

Distribuées dans les différens quartiers

Noms des quartiers	Nombre des lanternes
1 Cité	413
2 S ^t Jacques la Boucherie	183
3 S ^{te} Opportune	153
4 Le Louvre ou S ^t Germain l'Auxerrois	195
5 Quartier du Palais-Royal . . .	284
6 Montmartre	300
7 S ^t Eustache	247
8 des Halles	142
9 S ^t Denis	306
10 S ^t Martin	415
11 La Grève	200
12 S ^t Paul	175
13 S ^{te} Avoye ou de la Verrerie	173
14 du Temple ou du Marais	460
15 S ^t Antoine	334
16 La Place Maubert	300
17 S ^t Benoist	307
18 Saint André	311
19 Luxembourg	396
20 S ^t Germain des prés	400
	<hr/> 5694 <hr/>

Je vais maintenant fournir encore quelques indications sur l'éclairage des rues de Paris, antérieur aux réverbères à l'huile qui ont remplacé les lanternes à chandelle.



Chapitre XI

Eclairage des rues de Paris jusqu'en 1767

Dans la distribution des lanternes, Louis XIV, le roi Soleil, qui était très enthousiasmé de voir sa bonne ville de Paris bien éclairée, ne fut pas oublié après sa mort⁽¹⁾ M M. Lazare frères dans leur dictionnaire des rues de Paris (année 1844) nous rappellent à ce sujet cette petite particularité amusante :

« Le Duc de La Feuillade pays cher son dévouement et son enthousiasme pour son roi. Presque tous les écrivains qui se sont occupés de ce gentilhomme lui ont prodigué les épithètes les plus injurieuses. Peuvant même du noble Duc, un mauvais plaisant afficha sur le piedestal du monument ce distingué gascon :

« La Feuillade, sandis, je crois que tu m'en ternis.
« De placer le soleil entre quatre lanternes. »

⁽¹⁾ 1715

Dans l'ancien éclairage de Paris il arrivait quelquefois que des mécontents s'attaquaient aux lanternes, soit pour briser les vitres, soit pour en détacher les cordes, soit encore pour tout autre inconvénient quelconque et la loi punissait sévèrement les délinquants. Voici l'extrait d'une ordonnance de police portant règlement sur ce qui devait être observé pendant le jour et la nuit dans la ville et les faubourgs de Paris pour la sûreté du public.

Du 24 Septembre

« Défenses sont faites etc

« Défendons par conséquent à toutes personnes de casser les lanternes des rues et de rompre les potences, boîtes ou cordes et ce à quoi elles sont attachées; le tout à peine d'être procédé extraordinairement contre eux. Et sous ce contravention, ordonnons aux bourgeois de se saisir de leurs personnes, et de les arrêter sur le champ; et s'il arrivait pendant la nuit qu'il se fit quelques vols etc.

signé Pascherou de Boudry

De 1^{er} Janvier 1727 au 31 Décembre 1731, les baux pour l'entretien et le nettoiemment des lanternes avec la fourniture des cordages étaient faits moyennant 3 livres par an pour chaque lanterne.

Dans chaque quartier il y avait une entreprise particulière pour l'éclairage suivant un bail fait avec les entrepreneurs. Chaque Commissaire dans son quartier donnait des ordonnances de paiement visées par le Lieutenant Général de Police :

En 1727, on plaça des lanternes dans des rues et faubourgs, où il n'y en avait pas encore, notamment dans une partie du faubourg S^t Antoine. A cet effet le Conseil arrêta à l'avance des rôles exécutoires de la dépense qui devait en résulter.

En 1729, on comptait à Paris 5772 lanternes au lieu de 2736 qui fonctionnaient du temps de M de La Hayne, Lieutenant Général de Police, et ce fut dans cette même année qu'on passa

celles qui commençaient à la porte de la conférence jusqu'au bout du Cours près de Châillot, puis plus tard, on en installa aux extrémités du faubourg et dans les rues nouvelles qui s'y étaient formées. (1) Ces lanternes étaient presque toujours éteintes à 10^h du soir et pendant trois mois de l'été on n'avait pas d'éclairage, et même comme antérieurement, en temps de tuerie, soit en été ou en hiver, il n'y en avait pas non plus.

Les heures d'allumage variaient chaque jour et certains jours on allumait les lanternes en tête de tous les carrefours. A cette époque la loi était très sévère pour les malheureux, car le bris des lanternes entraînait de graves peines.

Dans l'année 1729, des réjouissances avaient été ordonnées à l'occasion de la naissance du dauphin

(1) Cette porte était située sur la rive droite de la Seine, appartenant aux Tuileries, à l'extrémité de la terrasse qui longeait le fleuve. Elle a été démolie en 1730.

de France et elles donnèrent lieu à des illuminations. Voici la copie textuelle de l'ordonnance rendue à cet effet pour cette fête.

Ordonnance de police qui enjoint à tous Marchands de tenir leurs boutiques fermées et de continuer les illuminations pendant trois jours à cause de l'heureuse naissance du dauphin.

Du 5 Septembre 1729

Sur ce qui nous a été remontré par le Procureur du Roi, que par arrêt du Parlement il vient d'être ordonné à tous les Marchands de cette ville, de tenir leurs boutiques fermées aujourd'hui toute la journée, demain toute la matinée, à cause de la procession solennelle et mercredi après midi jour que sera chanté le Te Deum. Et que

(1) Il y avait une raison d'ordre public qui motivait cette ordonnance, sans cette précaution l'esprit de parti se serait trop

Les feux et illuminations continueront
parfaitement aujourd'hui, demain et
mercredi; qu'il est d'autant plus de
notre ministère de tenir la main à l'
exécution de cet arrêt, que la naissance
du dauphin qui y donne lieu, fait l'objet
de l'attention et de la joie de tous les
habitants de cette capitale; que jamais
occasion ne fut plus importante à leur
bonheur et que ce grand événement mé-
rite en effet les marques les plus éclatantes
de respectueuse sensibilité que les fran-
çais portent au fond du cœur pour
leur souverain.

Nous, faisons droit sur la réquisition
du Procureur du Roi, ordonnons que
l'arrêt du Parlement de ce jour sera
exécuté selon sa forme et teneur, et

divulgué, car quand il y a fête publique tout
le monde doit y participer. On évite et ainsi
des rixes et des querelles qui auroient pu
être fâcheuses et on usait, du reste, d'une
grande indulgence pour les récalcitrants qui
n'illuminaient pas.

en conséquence que tous les bourgeois et habitants de cette ville seront tenus d'allumer des feux devant leurs portes, et d'illuminer leurs fenêtres aujourd'hui, demain et mercredi prochain; et que tous les marchands tiendront leurs boutiques fermées aujourd'hui toute la journée, demain jusqu'à midi et mercredi après midi.

Mandons aux Commissaires du Châtelet chacun dans leurs quartiers, de tenir la main à l'exécution de notre précédente ordonnance qui sera imprimée, lue, publiée et affichée dans tous les endroits accoutumés.

Ce fut fait et donné par nous René Hérault, Chevalier, Seigneur de Fontaine Abbé et de Vaucresson, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat et privé, Conseiller d'honneur en son grand Conseil, Maître des Requêtes ordinaires en son hostel et Lieutenant Général de police de la ville, prévôt et Vicomte de Paris le

5 Septembre 1729.

Signé : Hérault, Moresau
Caillet, Gressier

—
L'avoisier nous fait connaître dans
ses mémoires qu'en 1764 et 1765 l'emploi
des lanternes avec des chandelles a
coûté pour chacune d'elles 34 livres de
suif, en estimant le nombre de lanternes
à 6600 la consommation annuelle s'
élevait à 112,000⁺

L'entretien annuel des lan-
ternes à raison de 5⁺ l'une 33,000⁺
L'allumage à 2⁺, 13,200⁺

—
Ensemble 158,400⁺
—

Voici comment le même savant éva-
luait l'éclairage à l'huile destiné à
remplacer les chandelles, en réduisant
de moitié le nombre des lanternes
qui servait de 6600 au lieu de 3300.
Il estimait qu'en employant des lampes
à trois mèches, consommant une once

d'huile par heure, brûlant pendant
 1409 heures dans une année, c'est à
 dire 88 livres d'huile à raison de 52.¹⁰
 le cent soit 46¹4⁵ x 3300 lanternes,
 on obtiendrait pour la consommation
 annuelle d'huile 152 460⁺

En joignant à cette somme
 l'entretien l'entretien et le
 nettoyage à raison de 5⁺ par
 an 16 500⁺
 et pour l'allumage 3⁺ par an
 par lanterne 9 900⁺

Dépense annuelle 178 860⁺

Relativement à l'ancien éclairage
 de Paris, c'est à dire celui existant
 encore en 1765, l'avisier nous indique
 qu'on employait dans le service quatre
 espèces de chandelles : les trois à la
 livre, qui brûlaient 11 à 12 heures ;
 les quatre qui brûlaient 9 heures ; les
 six qui brûlaient 7 heures et enfin
 les huit qui ne brûlaient que 6 heures.

Puis il ajoutait : « J'ai fait un relevé exact de ce que chaque lanterne a consommé de ces quatre espèces de chandelles depuis le 19 Août 1764, jour où l'on a commencé à éclairer Paris jusqu'au 27 Mai 1765, jour où l'on a cessé d'allumer; j'ai trouvé que chacune avait consommé 4 des trois à la livre, 6, 9 des quatre, 14 des six et 16, 7 des huit.

Connaissant le nombre des chandelles et le temps que chacune d'elles brûle, il est facile de savoir la totalité du nombre des heures pendant lesquelles chaque lanterne a été allumée; on trouvera, par exemple, que, dans l'année déjà citée, elles ont été allumées pendant 1409 heures.

A partir de 1767, l'éclairage à la chandelle n'existait plus dans les rues de Paris, les réverbères s'étaient vus et les comptes.



Chapitre XII

*Rachat des taxes annuelles
imposées pour l'entretien des lanternes
publiques et le nettoiemment des rues de
Paris*

1704 - 1781

Le Roi Louis XIV ayant besoin d'argent pour faire face aux frais de la guerre, se chargea de la dépense annuelle de l'entèvement des boues et de l'éclairage des rues moyennant le rachat fait à son profit, en ordonnant :

1^o Le rachat des frais d'entretien au denier 18 produisant $(300,000 \times 18)$ 5,400,000^l pour être versés dans l'année au trésor.

2^o La suppression des receveurs généraux et particuliers des finances ; la création de quatre trésoriers payeurs généraux des deniers de la police auxquels les receveurs généraux des finances de la généralité de Paris ver-

- seront chaque année les 300 000⁺ montant
du rachat de la taxe -

Les propriétaires devaient acquitter ce
rachat en un seul, ou en quatre paiements,
dans le courant de l'année de trois mois
en trois mois et ils se trouvaient ainsi
déchargés de payer les taxes ordinaires
pour l'éclairage et le nettoiemnt des rues.

Le rachat des dépenses de l'éclairage
et du nettoiemnt produisirent au trésor,
de 1704 à 1779 32,600,000^L

Et les frais coûtèrent, pendant ce temps,
pour l'entretien des rues et l'éclairage
. 35,000,000^L

ce qui constitue un excédent de dépense
de 2,400,000^L

Avant le rachat par l'Etat, les proprié-
taires supportaient la dépense d'entre-
tien des rues et d'éclairage en payant
une imposition au gouvernement qui se
chargeait de cette entreprise.

D'après les dispositions d'un Edit,
de 1704, qui va suivre, les Receveurs des
deniers de police chargés des dépenses

devaient rendre leurs comptes devant le
Lieutenant Général de Police. Par cet édit
le roi ordonna que tous les propriétaires
des maisons de Paris rachèteraient l'
imposition de 300,000^l et que l'Etat se
chargerait à l'avenir de l'entretien des
lumières publiques et du nettoiemment
des rues.

Janvier 1704

Edit pour le rachat des taxes de l'
entretien des lumières publiques et
du nettoyage des rues de Paris.

Louis, par la Grâce de Dieu, Roy de
France et de Navarre à tous présents et
à venir, salut : Le rachat des taxes
annuelles qui se lèvent dans notre
bonne ville de Paris, pour nettoyer les
rues et pour les éclairer pendant la nuit
nous ayant été proposé dès l'année 1697,
lorsque les habitants des principales villes
de notre royaume se rachetèrent de l'im-
position faite sur eux pour entretenir des
lanternes, dont nous avons depuis fait

payer exactement la dépense sur les fonds
 destinés et employés à cet effet dans nos
 Etats, et en plusieurs occasions, comme
 un moyen qui pouvoit nous donner des
 fonds commodes pour les dépenses de la
 Guerre; nous avons différé d'y avoir
 recours, préférant d'autres moyens qui
 nous ont paru plus convenables, et résér-
 vant toujours ceux que nous pourrions
 choisir pour tirer les habitants de notre bonne
 ville de Paris des secours pour la guerre à
 des temps auxquels le bien de l'Etat nous
 obligeroit d'en faire usage: et comme les
 succès heureux dont il a plu à Dieu de
 bénir la Justice de nos armes nous engagent
 à continuer les efforts que nous avons faits
 par le passé, pour obliger nos ennemis à
 consentir à une bonne et solide paix que
 le désir de procurer le repos à nos peuples
 et de les soulager des charges que les dépenses
 de la guerre exigent, nous fait toujours en-
 visager comme le plus grand bien qu'ils
 puissent souhaiter; nous avons cru que
 nous ne pourrions remettre à un autre temps,

ni chercher un secours moins à charge à nos sujets, que celui du recolt des taxes qui s'imposent annuellement pour le nettoyement des rues et pour l'entretien des lanternes publiques dans notre ville de Paris, et de nous charger pour toujours d'en faire la dépense. A ces causes et autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons par le présent Edit perpétuel et irrévocable, édit, statué, et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plaît que la somme de trois cent mil livres à laquelle monte l'imposition réglée par chacun an pour l'entretien des lanternes publiques, et le nettoyement des rues de notre bonne ville de Paris, par arrêt de notre Conseil du 11 Avril 1702, et par notre Déclaration du 12 Décembre de la même année, soit à l'avenir, à commencer du 1 Janvier de la présente année, employée dans les États des finances de la Généralité de Paris, pour être payée par nos Recouvreurs

général des finances sur receveurs généraux
des boues et lanternes créés et établis par
notre Edit du mois de Décembre 1701
pour faire la recolle des deniers destinés
au nettoyage des rues et à l'entretien
des lanternes de notre dite ville de Paris,
et par eux employés au paiement de ladite
dépense en la forme ordinaire, et sur les
ordonnances des Directeurs et Commis-
saires de chaque quartier visées par
Le Lieutenant général de Police de notre
dite ville de Paris par devant lequel lesdits
Receveurs généraux compteront de ladite
dépense du nettoyage des rues et de l'
entretien des lanternes, trois mois après l'
année de leur exercice finie, conformément
à notre Edit du mois de Décembre 1701,
sans être tenus de compter en notre Cham-
bre des Comptes, dont nous les avons dis-
pensés, et en tout que de besoin disposons;
en conséquence nous avons déchargé et
déchargeons les propriétaires des maisons
de payer à l'avenir les taxes ordinaires
pour l'entretien des lanternes et le nettoye-

-ment des rues, en payant par eux le rachat
 des dites taxes à raison du denier dix
 huit des sommes pour lesquelles ils ont
 employés dans rottes arrêtés pour l'année
 dernière 1703, par les Directeurs et Com-
 missaires de chaque quartier, rendus exé-
 -cutives par le Lieutenant Général de
 Police, suivant lesquels voulons qu'il
 soit arrêté en notre Conseil, des Rottes
 des sommes que chaque propriétaire de
 quelque qualité et condition qu'il soit,
 devra pour ledit rachat, lequel voulons
 être fait en un seul paiement comptant
 par ceux qui seront en état d'y satisfaire,
 et de nous damner par leur empressement
 de nouvelles marques de leur zèle, permet-
 -tons néanmoins à ceux qui ne pourront
 payer en une seule fois, de partager les
 paiements en quatre termes égaux de
 trois mois en trois mois, à commencer
 du 1 Janvier de la présente année, et se-
 -ront les paiements faits es mains des Re-
 -ceveurs des quartiers et les deniers de
 leur recette par eux remis aux Receveurs
 généraux créés par notre Edit du mois

de Décembre 1701, ou autres qui seront
par nous commis et proposés à cet effet,
à la charge de donner par lesdits Receveurs
ou Commis, bonne et suffisante caution
qui sera reçue par le Lieutenant Général
de Police de notre bonne ville de Paris,
et pour faciliter aux propriétaires le ra-
-chat des taxes dont les maisons sont
chargées, nous leur avons permis et per-
-mettons de constituer des rentes foncières
sur leurs maisons, au profit des particu-
-liers qui leur prêteront les deniers pour
faire lesdits rachats, de pareilles sommes
que celles auxquelles elles seront imposées
pour la taxe des boues et lanternes de l'
année dernière, lesquelles rentes seront
payées par privilège et préférence à
tous créanciers, même privilégiés. Voulons
que les propriétaires qui payeront de
leurs deniers le rachat desdites taxes
soient payés par les locataires des mê-
-mes sommes qu'ils sont payés par le
passé pour la taxe des boues et lan-
-ternes conformément aux Baux qui

leur avait été passées, pour leur tenir lieu d'intérêts des sommes par eux payées pour le rachat. Voulons aussi qu'au refus des propriétaires des maisons, boutiques, échoppes et étacs de payer les sommes pour lesquelles ils seront employés dans les Rôles arrêtés en notre Conseil, les deniers provenant des loyers soient remis par les locataires auxdits receveurs nonobstant toutes saisies faites ou à faire; et les quittances qu'ils en donneront, vaudront à la décharge des locataires envers les propriétaires qui seront tenus de les recevoir en paiement: à l'égard des maisons saisies réellement, voulons que le rachat soit payé sur les loyers, par les fermiers judiciaires, ou par le Commissaire aux saisies réelles; par privilège et préférence à tous créanciers. Voulons aussi que ceux qui jouissent par usufruit et pendant leur vie, soient tenus de payer et avancer le rachat, dont les propriétaires seront tenus de rembourser les

Héritiers des usufructiers, lorsque l'
 usufruit cessera ; et en attendant le
 remboursement, de leur en continuer
 la route. Si donnons en mandement
 à nos amez et féaux Conseillers les
 Gens tenant notre Cour de Parlement,
 et la Chambre des comptes à Paris
 que le présent Edit ils aient à faire,
 lire, publier et registrer et le conteno
 en icelui faire exécuter selon sa for-
 me et teneur, nonobstant tous Edits,
 Déclarations, Privilèges et autres
 choses à ce contraire, auxquelles nous
 avons dérogé et dérogeons par ledit
 présent Edit ; car tel est notre plaisir.
 Et afin que ce soit chose ferme et stable
 à toujours nous avons fait mettre notre
 scel. Donné à Versailles au mois de
 Janvier, l'an de grâce mil sept cent
 quatre, et de notre règne le soixante et unième.

Signé : Louis

et plus bas

Viss. Phelypeau

Par le Roy

Vu au Conseil

Phelypeau

Chamillart.

Et scellé du grand sceau de
 l'Etat, en laque de saye rouge
 et verte.

En 1709 un édit du mois d'octobre obligea les receveurs de rendre leurs comptes en la Chambre des Comptes avec la réserve que la direction des fonds appartenait aux officiers de Police. L'intention du Roi étant de conserver au Lieutenant de Police la distribution des fonds et le droit d'arêter les états conformément à l'édit du mois de Janvier 1704.

Un arrêt de 1711 déchargea les propriétaires des quartiers S^t Honoré et Luxembourg, où l'on n'avait pas encore établi des lanternes, du paiement des sommes pour lesquelles ils avaient été compris dans les rôles du rachat d'éclairage de 1704.

Une nouvelle ordonnance du roi datée de 1714, dont voici la teneur, apporta encore quelques modifications utiles à l'entèvement des boues et au service de l'éclairage.



Déclaration du Roi, concernant les boues et lanternes.

Du 14 Août 1714

Louis, par la Grâce de Dieu, Roi de France
et de Navarre à tous ceux qui ces présen-
tes lettres verront. Salut. Par notre Edit
du mois de Novembre 1704, portant créa-
tion de quatre trésoriers payeurs et
quatre contrôleurs généraux des deniers
de police de notre bonne ville et faubourgs
de Paris, nous avons ordonné que les de-
niers destinés à l'entretien annuel des
lanternes et au nettoïement des rues de
notre dite ville seraient remis par les
Receveurs généraux de nos finances de
la généralité de Paris aux dits trésoriers,
et par eux employés au paiement des en-
trepreneurs du nettoïement, chandeliers,
vitriers et autres sur les délégations
certifiées par les Directeurs et Commis-
saires de chaque quartier, visées par
le Sieur Lieutenant Général de Police de
notre dite ville, et qu'il en serait seulement
compté par devant ledit Sieur Lieutenant
Général de Police. Et depuis par notre

Edit du mois d'Octobre 1709, nous avons
 ordonné que lesdits trésoriers des deniers
 de police comptèrent en notre Chambre des
 Comptes, à commencer du 1^{er} Janvier 1708,
 à condition néanmoins, que la direction
 de ces fonds demeureroit et appartien-
 -drât aux officiers de Police de notre
 dite ville de Paris, et qu'il en seroit au-
 -paravant compté par devant eux, par
 état en la manière accoutumée. Notre
 intention ayant été sous le titre d'officier
 de Police de conserver en entier la direction
 de ces fonds et le droit d'arrêter lesdits
 états audit Sieur Lieutenant Général de
 Police conformément à ce qui est porté
 à notre Edit du mois de Novembre 1704.
 Mais comme par ces Edits nous n'avons
 pas assez expliqué particulièrement la
 qualité et la forme des acquits et décharges
 qui doivent être retirés par ces trésoriers,
 et par eux rapportés lors de l'arrêté de
 leurs états au vrai et au jugement de
 leurs comptes sur les différentes natures
 de dépenses, dont les trésoriers sont

chargées de faire les paiements dont les uns sont des dépenses ordinaires affectées aux différents quartiers dont la ville et faubourgs de Paris sont composés; qui consiste particulièrement dans le nettoiemment ordinaire de ladite ville, fourniture des chandelles, et entretien des lanternes publiques, qui font la plus considérable partie des dites dépenses pour lesquelles il est nécessaire de faire des baux aux enchères, afin d'en assurer l'entreprise et la fourniture, et dans d'autres menues dépenses qui ne sont point susceptibles des mêmes formalités, les autres sont des dépenses communes qui regardent la police générale de ladite ville, et ne concernent en particulier aucun desdits quartiers, et quelques autres sont des dépenses extraordinaires et imprévues dans des cas urgents, sur-quel il est nécessaire de pourvoir avec célérité et d'en ordonner promptement les paiements, pour l'utilité publique et générale des habitants en procédant par notre dite Chambre des Comptes au jugement des

Comptes rendus par lesdits trésoriers pour l'année 1708, il est survenu plusieurs difficultés, auxquelles il est nécessaire d'y remédier pour faciliter auxdits trésoriers la reddition des exercices qu'ils ont faits jusqu'à présent; leur prescrire des règles certaines pour ceux qu'ils feront à l'avenir, et pourvoir en même temps aux fonds nécessaires pour les épices, façons et frais de reddition desdits comptes.

A ces causes et autres à ce nous mouvront, de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons par ces présentes signées de notre main, dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît, qu'à commencer par l'exercice de l'année prochaine mil sept cent quinze, il soit fait des baux au rabais pour le nettoiemment et enlèvement des boues des différents quartiers de notre ville et faubourgs de Paris, fourniture de chandelles et entretien des lanternes publiques et que les entrepreneurs et fournisseurs soient payés par les trésoriers

de police sur les ordonnances ou mande-
ments signés par les Directeurs et anciens
Commissaires de chaque quartier visés par
le Sieur Lieutenant Général de police, en
rapportant avec lesdites ordonnances ou
mandemens des expéditions ou copies cot-
-lationnées desdits baux, lesdits baux au-
rabis seront faits pour une, deux ou trois
années, et pour un ou plusieurs quartiers,
en la maison et pardevant le Lieutenant
Général de police, ainsi qu'il le jugera
à propos, ou les Directeurs et Commissaires
des quartiers pourront se trouver et toutes
personnes maîtres ou non maîtres, seront
reçues pour faire leurs rabais, auquel effet
huitaine avant lesdites adjudications il
sera mis des affiches à la porte de chacun
des Commissaires de chaque quartier, et
lesdits baux seront déposés entre les mains
d'un greffier des Commissions extraor-
-dinaires de notre Conseil, qui en deli-
vrera trois expéditions sur du papier
ordinaire dont l'une au Lieutenant Gé-
néral de Police, une autre à l'ancien

Commissaire de quartier et la troisième à l'adjudicataire pour raison de quoi il sera taxé par le Lieutenant Général de police des droits audit grossier, qui ne pourront excéder celle de dix livres qui sera payée par l'adjudicataire. Pour ce qui concerne les autres dépenses ordinaires des quartiers, les paiements en seront faits sur des mémoires en détail des dites dépenses arrêtés par les Directeurs et anciens Commissaires du quartier, et sur les ordonnances ou mandemens d'eux signés, lesquels mémoires, ordonnances ou mandemens seront par eux-mêmes visés du Lieutenant Général de police, excepté néanmoins les solaires et gratifications des Commissaires ou d'autres particuliers, et les loyers des magasins pour la conservation des suifs, chandelles et autres choses servant dans les quartiers à l'usage de la police, qui seront payés par les dits trésoriers sur des états, ordonnances ou mandemens du Lieutenant Général de Police seulement. Voulons néanmoins qu'aucun qu'il n'y ait point de Directeurs dans aucuns

quartiers, ou qu'on l'absence et icour les ordonnances ou mandemens, certificats et mémoires soient seulement signés de deux Commissaires, et qu'ils soient passés des états et Comptes desdits Trésoriers de police sans difficulté, pourvu qu'ils soient visés du Lieutenant Général de police.

Et de la même autorité que dessus, nous avons ordonné, voulons et nous plaît que toutes les dépenses communes ou extraordinaires de quelque nature qu'elles soient qui ont été faites jusqu'à présent et le seront à l'avenir, tant à cause des inondations, bris et entèvement des glaces et neiges, balayage des quais et places publiques, nettoiemens ordinaires et extraordinaires des places et rues dont les bourgeois ne sont tenus, réparations des lanternes cassées auxquelles les entrepreneurs ne sont pas obligés, qu'autres dépenses imprévues, ou que le Lieutenant Général de police, jugera nécessaires, utiles ou convenables soient payées ou

acquittées par lesdits trésoriers de police
 en conséquence des ordonnances et mande-
 -mens particuliers signés dudit lieutenant
 Général de Police seulement. Ordonnons
 que tous les paiemens qui auront été faits
 seront passés et alloués dans les états et
 comptes desdits trésoriers de police sans
 difficulté, et rapportant les acquits et pièces
 ci dessus mentionnées avec les quittances
 dûment contrôlées de ceux auxquels
 les paiemens en auront été faits lorsque
 lesdites sommes excéderont celle de
 cinquante livres, et à l'égard des paie-
 -mens qui seront de cinquante livres et
 au dessous, en rapportant de simples re-
 -cus signés de ceux auxquels les paie-
 -mens seront ordonnés, s'ils savent
 signer; et au cas qu'ils ne sachent pas
 signer, lesdits recus seront seulement
 attestés de leurs simples marques, certifiés
 par un artisan ou bourgeois qui saura
 signer, Et voulant faciliter auxdits
 trésoriers de police la reddition des
 états et comptes de leurs exercices des

années 1709, 1710, 1711, 1712, 1712 et de la présente année 1714 dont les dépenses ont été faites et acquittées sur les ordonnances ou mandemens des Directeurs et anciens Commissaires des quartiers, visés par le Lieutenant Général de police, ou sur les ordonnances particulières du dit Sieur Lieutenant Général de police, ce qui assure la vérité des dites dépenses et des paiemens qui en ont été faits, quoique les pièces justificatives d'icelles ne soient pas revêtues des formes ordinaires nous avons ordonné et ordonnons les dépenses desdits états et comptes de quelques natures qu'elles soient être passées et allouées sans difficulté, en rapportant lesdits mandemens et ordonnances, les quittances dûment contrôlées de ceux surquels les paiemens des dites dépenses ont été faits, ou de simples reçus, ainsi qu'il est expliqué ci-dessus dans les cas y exprimés avec les pièces justificatives libellées dans lesdits mandemens et ordonnances en la forme et manière qu'elles ont été faites, à l'effet

de quoi nous les avons validées et validons dans la forme où elles sont, sans tirer conséquence pour l'avenir, voulons seulement que les formalités prescrites par ces présentes n'aient lieu qu'à commencer pour l'exercice de l'année prochaine 1715, ainsi qu'il est ci-dessus ordonné, et avons accordé et accordons auxdits trésoriers de police délai pour rendre les comptes desdites années; savoir jusqu'au 15 Novembre de la présente année 1714, pour ceux de l'année 1709; jusqu'au 15 Juillet 1715, pour ceux de l'année 1711; jusqu'au 15 Novembre 1715 pour ceux de l'année 1712; jusqu'au 15 Mars 1716 pour ceux de l'année 1713 et jusqu'au 15 Juillet 1716 pour ceux de l'année 1714. Et en présentant par lesdits trésoriers lesdits comptes dans les délais ci-dessus, nous les avons déchargés et déchargeons des amendes auxquelles ils pourraient être condamnés au jugement et d'eux, faute de les présenter dans les temps portés par son ordonnance. Nous avons réglé et fixé les épices, facons et

frais de reddition de chacun des deux comptes qui se rendent par les trésoriers de police pour chacune année en notre Chambre des Comptes à la somme de dix sept cents livres, dont il sera fait fonds.

Si donnons en mandement à nos amés et féaux Conseillers les gens tenant notre Chambre des Comptes à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier et registrer, et le contenu en icelles garder, observer et exécuter selon leur forme et teneur, nonobstant tous édits, déclarations, arrest, réglemens et autres choses à ce contraire, surquels nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes, aux copies collationnées desquelles par l'un de nos amés et féaux Conseillers - secrétaires, voulons que foi soit ajoutée comme à l'original : car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scet à ces dites présentes.

Donné à Versailles le quatorzième jour d'Août, l'an de grâce mil sept cent quatorze et de notre règne le

soixante douzième.

Signé : Louis

Et plus bas par le Roi

Phelypeau

Et scoté

Vu au Conseil, Desmaretz; et scellées sur double queue du grand sceau de cire jaune; et ensuite est écrit :

Registrées en la Chambre des Comptes, oui et ce requérant le Procureur général du Roi pour être exécutées selon leur forme et teneur, le vingt deux Août mil sept cent quatorze.

Collationné

Signé, Richer

—
Comme nous venons de le voir dans l'ordonnance qui précède les baux pour l'éclairage devaient être faits à l'avenir au rabais, et les entrepreneurs adjudicataires étaient chargés de l'entretien et de la fourniture des lanternes et de tous leurs accessoires, moyennant des prix déterminés.

En 1722, à la suite de l'agrandissement de Paris et à cause des frais nécessités pour les pompes à incendie, on élève de 300 000^s à 450 000^s le montant de la taxe de la généralité de Paris, en y comprenant les dépenses affectées à l'éclairage et au nettoiyement des rues, suivant les Lettres Patentes dont voici le texte :

Lettres patentes

sur arrest

qui ordonnent une augmentation de fonds jusqu'à la somme de quatre cens cinquante mil livres, pour estre employées par les Trésoriers de Police, au payement des Entrepreneurs du netoyement des Rues de la ville de Paris, Entretien des lanternes publiques et des Pompes et autres Employez au service de la Police.

Données à Paris le septième Avril 1722

Louis, Par la Grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre. A nos amez et féaux Conseillers les Gens tenants notre Chambre des Comptes à Paris. Salut.
Par l'Edit du mois de Janvier 1704,

Le feu Roy notre très-honoré seigneur et
 Bireyout, auroit entr'autres choses, ordonné
 que la somme de trois cens mille livres et la
 -quelle avoient été fixés par chacun an les
 dépenses de l'entretien des lanternes pu-
 bliques et le nettoyage des Rues de
 notre bonne ville de Paris, seroit employée
 dans les Etats de finances de la Généralité
 de Paris pour être payée par les Receveurs
 généraux des finances de ladite généralité
 aux Receveurs Généraux des Bouées et
 lanternes; Par autre édit du mois de
 Novembre de ladite année 1704 les offi-
 ces de Receveurs des Bouées et lanternes
 auroient esté supprimées et il auroit esté
 créé en leur place des Trésoriers payeurs
 et Contrôleurs Généraux des Deniers de
 Police, Et par la Déclaration du 14 Août
 1714 le feu Roy a réglé ce qui devoit être
 observé tant pour le paiement des Dépenses
 que pour la Reddition des Comptes desdits
 Trésoriers de Police, Et étant informé
 qu'à l'occasion des agrandissemens
 considérables de notre bonne ville de

Paris, il est nécessaire pour luy procurer tous les secours qui peuvent contribuer à la sûreté et commodité de ses Habitans et à la salubrité de l'air, d'augmenter le nombre des Tombereaux et lanternes, même d'établir en différens quartiers un nombre suffisant de pompes pour prévenir les suites qui peuvent avoir les incendies et d'augmenter à cet effet jusqu'à la somme de quatre cens cinquante mil livres le fond qui avait esté jugé suffisant pour ledit netoyement, l'Entretien des lanternes, Pompes et autres dépenses de la Police à quoy nous nous pourvû par l'arrest cy. attaché sous le contre-scel de notre chancellerie rendu en notre conseil d'Estât, le dixième Mars dernier, et voulant qu'il sorte son plein et entier effet; A ces causes, de l'avis de notre très cher et très aimé oncle le Duc d'Orleans petit fils de France Régent; de notre très cher et très aimé oncle le Duc de Chartres Premier prince de notre sang; de notre très cher et très aimé

cousin le Duc de Bourbon; de nôtre très
 cher et très aimé cousin le Comte de Charollois;
 de nôtre très cher et très aimé Cousin le
 Prince de Conty, Princes de nôtre sang;
 de nôtre très et très aimé oncle le Comte de
 Toulouse, Prince légitimé et autres Grands
 et notables personnages de nôtre Royaume,
 qui ont vu l'edit arrest de nôtre Conseil
 du dixième Mars dernier, nous avons
 ordonné, et par ces présentes signées
 de nôtre main, ordonnons que dans les
 Etats de nos finances de la Généralité de
 Paris, qui seront arrestez pour la présente
 année 1722 et la prochaine 1723, il sera fait
 fonds dans chacun desdits Etats de la
 somme de quatre cens cinquante mil
 livres, au lieu de celle de trois cens mille
 livres qui s'esté employée dans les Etats
 précédens, pour être de l'adite somme
 de quatre cens cinquante mil livres payée
 de mois en mois par les Receveurs Généraux
 des finances de l'adite Généralité de Paris
 ausdits Trésoriers des deniers de Police
 sur leurs simples quittances, lesquelles
 seront par eux passées, et allouées dans

La Dépense des Etats et Comptes desdits
 Receveurs Généraux des finances sans dif-
 ficulté. Voulons que la dite somme de
 quatre cens cinquante mil livres soit employée
 par lesdits Trésoriers de police au payement
 des Entrepreneurs, chandeliers, vitriers,
 Caroliers des Lampes et autres Employés
 au service de la Police en la forme et
 manière portée par la Déclaration du 14
 Août 1714, laquelle ensemble lesdits
 Edits de Janvier et Novembre 1704.
 Nous voulons être exécutés selon leur forme
 et teneur. Si vous mandons, que ces
 présentes vous ayez à faire enregistrer et le
 contenu en icelle garder et exécuter, car
 tel est notre plaisir.

Donné à Paris le septième jour d'
 Avril, l'an de grâce, mil sept cens vingt
 deux et de notre règne le septième.

Signé : Louis

Et plus bas, Par le Roy

Le Duc d'Orléans

Présent

Phétyreau

Vu au Conseil

Le Pelletier de La Houssaye

Et scellé du grand sceau de cire jaune,
 Registres en la Chambre des Comptes
 ouï et ce requérant le Procureur Général
 du Roy, pour estre exécutés selon leur
 forme et teneur, le vingt neuf Avril mil
 sept cens vingt deux.

signé : Noblet

Extrait des registres du Conseil d'Etat

Le Roy s'estant fait représenter en son
 Conseil l'Edit du mois de Janvier 1704
 par lequel Sa Majesté auroit, entr'autres
 choses, ordonné que la somme de trois
 cens mil livres à laquelle avoient esté fixées
 par chacun an les dépenses de l'entretien
 des lanternes publiques et le nettoyement
 des Rues de la ville de Paris, seroit
 employée dans les Etats des Finances de
 la Généralité de Paris, pour estre payée
 par les Receveurs Généraux des finances
 de ladite Généralité aux Receveurs Gé-
 néraux des Bouës et lanternes; l'Edit

du mois de Novembre de l'adite année 1704
portant suppression des offices de Receveurs
des boues et lanternes, et création en leur
place de Trésoriers-payeurs et contrôleurs
Généraux des deniers de Police, la déclaration
du 14 Août 1714, enregistrée en la Chambre
des Comptes le 22 du même mois et en
par laquelle Sa Majesté a réglé et qu'elle
a voulu estre observé, tant pour le payement
des Dépenses, que pour la Reddition des
Comptes desdits Trésoriers de Police;
Et Sa Majesté estant informée qu'à l'
occasion des aggrandissemens conside-
rables de l'adite ville de Paris il est
nécessaire pour luy procurer tous les
secours qui pouront contribuer à la sûreté
et commodité de ses Habitans et à la sa-
lubrité de l'air, d'augmenter le nombre
des Fontaines et lanternes, même d'
établir en différents quartiers un nombre
suffisant de Pompes pour prévenir les
suires que pouront avoir les incendies
et d'augmenter à cet effet jusqu'à la
somme de quatre cens cinquante mil

livres, le fonds qui avoit esté jugé suffisant pour ledit nettoyement, l'entretien des lanternes, pompes et autres dépenses de la Police; A quoy voulant pourvoir auyle Rapport du Sieur de Pélletier de la Houssaye Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil de Régence, Contrôleur Général des finances; Sa Majesté en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orléans Régent, a ordonné et ordonne que les Etats des finances qui seront arrestez par la Généralité de Paris, pour la présente année mil sept cent vingt deux, et la prochaine mil sept cent vingt trois, il sera fait fonds dans chacun desdits Etats de la somme de quatre cens cinquante mil livres qui a esté enrayée dans les Etats précédents, pour estre ladite somme de quatre cens cinquante mil livres payée de mois en mois par les Receveurs généraux des finances de ladite Généralité de Paris auxdits Trésoriers des deniers de Police sur leurs simples quittances, lesquelles se-

-ront passées et allouées dans la dépense
des Estats et Comptes d'ordits Receveurs
Généraux des Finances, tant au Conseil
qu'à la Chambre des Comptes et portaut
où besoin sera sans difficulté, et sera
ladite somme de quatre cens cinquante
mil livres employée par les dits Trésoriers
de Police au paiement des Entrepreneurs,
chandelières, vitriers, gardiens des Temples
et autres Employez au service de la Police
en la forme et manière portée par la Dé-
claration du quatorze Août mil sept cens
quatorze, laquelle ensemble les Edits
de Janvier et Novembre mil sept cens
quatre seront exécutés selon leur forme
et teneur. Enjoint Sa Majesté au Sieur
Lieutenant Général de Police de la ville
de Paris de tenir la main à l'exécution
du présent arrest sur lequel seront
toutes lettres nécessaires expédiées.

Fait au Conseil d'Etat du Roy -
tenu à Paris le dixième jour de Mars
mil sept cens vingt deux.

Collationné signé : Guignon
avec paraphe

Collationné aux originaux, par nous
Conseiller-Secrétaire du Roy Maison,
Couronne de France et de ses finances.

Le 3 Décembre 1743, le roi ordonne un
second achat pour chercher à réparer
des abus et négligences qui s'étaient
glissés notamment dans le service de l'
éclairage. Voici le texte de la Déclara-
tion royale et autres pièces qui y font
suite :

Déclaration du Roy

Pour la levée et perception de la somme
de quatre cens cinquante mille livres
sur les maisons de la ville et faubourgs
de Paris pour l'enlèvement des boues,
et l'entretien des lanternes et pompes
publiques, sur laquelle sera tenu compte
aux propriétaires des dites Maisons des
sommes par eux payées pour le achat fait
en exécution de l'Edit de Janvier 1704.

Donné à Versailles le 3 Décembre 1743

Louis, par la Grâce de Dieu, Roy de

France et de Navarre : A tous ceux qui
ces présentes Lettres verront, Salut.

Les augmentations considérables qui sont
survenues depuis 1704, sur le prix des
denrées, Main d'œuvre et Entretien,
et l'agrandissement, tant de la Ville
que des faubourgs de Paris depuis
l'année 1711, nous ayant obligé pour
que l'entretien des boues et lanternes
pût non-seulement être continué,
mais même augmenté, d'ordonner que
les fonds fixés en 1702, à trois cens
mille livres, seroient dorénavant et
à commencer de l'année 1712, portés
dans des Etats de nos finances de la
Généralité de Paris à la somme de
quatre cens cinquante mille livres. Nous
aurions pu dès lors ordonner que le
rachat desdites Boues et Lanternes,
commencé en exécution de l'Edit de
Janvier 1704 et suspendu en 1711,
seroit continué, ou que du moins il
seroit formé des rollés d'impositions
annuelles par le moyen desquelles l'

augmentation des fonds devenus néces-
 saires auroit été reportée non seulement
 sur les propriétaires des anciens et nou-
 veaux Edifices qui n'avoient satisfait
 en rien audit Rachat, ou qui ne l'avoit
 fait qu'en partie, mais même sur les
 propriétaires, qui auroient racheté en
 totalité au désir de l'Edit de 1704,
 les taxes imposées en 1703, attendu
 qu'il étoit juste, pour établir une égalité
 dans la repartition de la somme de
 quatre cent cinquante mille livres entre
 tous les propriétaires indistinctement
 des maisons et Edifices de la ville, et
 des bourgois de Paris, de les comprendre
 dans lesdits Rolles, pour la portion à
 laquelle l'augmentation survenue de-
 puis l'année 1703, sur les objets d'
 entretien, desdites bouës et lanternes
 avoit donné lieu, ainsi que celles pour
 laquelle ils ne pourroient se dispenser
 de contribuer, à cause du nouvel éta-
 blissement des Pompes dans tous les
 différents quartiers de la dite ville

de Paris ; mais la paix et la tranquillité dont nous jouissons pour lors, nous ayant fait considérer cet objet comme un moyen de donner à nos fidèles sujets les Propriétaires et Habitans de la Capitale de notre Royaume, une nouvelle preuve de notre attention à procurer tout ce qui pourroit contribuer à la commodité et sûreté de nos Habitans, et à la salubrité de l'air si nécessaire dans une ville aussi peuplée ; nous nous sommes volontiers déterminés à en rester chargés jusqu'à présent et nous n'y aurions rien innové, si la situation des affaires de l'Europe, nous obligeant à la continuation des dépenses considérables que nous faisons depuis plusieurs années, ne nous forçoit de retrancher toutes celles dont nous pourrions légitimement nous dispenser. A ces causes et autres à ce nous mouvans, nous avons par ces présentes signées de notre main dit, déclaré

et ordonné, disons, déclarons et ordonnons qu'à commencer du premier Janvier 1744 la somme de quatre cens cinquante mille livres employée depuis 1722 sur les Etats de nos finances de la Généralité de Paris pour l'entretien des boues, lanternes et Lampes, sera imposée sur tous et un chacun des Propriétaires des maisons, Edifices, boutiques, échopes, places, Jardins et autres de la Ville et faubourgs de Paris qui ont face sur rue; qu'à cet effet il sera formé et arrêté en notre Conseil des rôles, dans lesquels chacun desdits propriétaires sera employé pour la totalité de la somme pour laquelle leurs Maisons ou Edifices devront contribuer dans la dite imposition des quatre cens cinquante mille livres, le tout par proportion, et en égard aux Facades desdites Maisons, Edifices, Boutiques, Echopes, Places, Jardins et autres, à l'exception néanmoins de celles des hôpitaux

et des Religieux mandéens. Et comme
 notre intention est, qu'il soit tenu compte
 à ceux qui se sont rachetés, en tout ou
 partie de l'intérêt des sommes qu'ils
 ont payées en vertu de l'Édit de 1704,
 nous ordonnons que sur les sommes
 pour lesquelles ils seront employés dans
 les nouvelles ruelles, il leur sera tenu
 compte de l'intérêt de celles qu'ils jus-
 tifieront avoir payées, pour, ou à
 compte dudit rachat, en rapportant
 avant le premier Avril prochain par
 devant le Commissaire qui sera nommé
 à cet effet, les quittances de finances
 qui leur auront été délivrées lors des
 payemens qu'ils ont faits. Si donnons
 en Mandement à nos amez et féaux
 Conseillers, les gens tenant notre Cour
 du Parlement, Chambre de nos comptes
 à Paris, et autres nos officiers qu'il
 appartiendra, que ces présentes ils
 aient à faire lire, publier, registrer
 et exécuter selon leur forme et teneur.
 Car tel est notre plaisir. En témoin

de quoi nous avons fait mettre notre
sceau à ces diles présentes.

Donné à Versailles le troisième
jour de Décembre, l'an de grâce
mil sept cent quarante trois, et de notre
règne le vingt neuvième.

Signé : Louis

Et plus bas, Par le Roy

Phelypeau

Vu au Conseil

Orry.

Et scellée du grand sceau de cire
jaune.

Reçue, ouï et requérant le
Procureur Général du Roy, pour
être exécutée selon sa forme et teneur;
et ne pourront les Religieux Mandians
jouir de l'extention portée par le
présent Edit, que pour leurs Eglises
et les lieux réguliers qu'ils habitent
suivant l'arrêt de ce jour.

A Paris en Parlement le vingt trois
Decembre mil sept cent quarante trois.

Signé : Dufranc

—

Déclaration du Roy
 en interprétation de celle du
 3 Décembre 1743 au sujet des Bouës,
 Lanternes et Pompes publiques de
 la Ville et Fauxbourgs de Paris.

Donnée à Versailles le 29 Décembre 1743

Nous par la Grâce de Dieu Roy de
 France et de Navarre. A tous ceux qui
 ces présentes Lettres verront, S'atut.
 Comme par notre Déclaration, du trois
 du présent mois de Décembre, au sujet
 du rétablissement de l'imposition à faire
 pour l'entèvement des bouës et l'entretien
 des Lanternes et Pompes sur tous les pro-
 priétaires des maisons, Edifices, Boutiques,
 Echopes et place de notre bonne ville et
 fauxbourgs de Paris, nous aurions entre au-
 tres choses ordonné que les Rolles à for-
 mer pour fixer ce à quoi chacun des pro-
 priétaires devra contribuer dans ladite
 imposition, seroient arrêtés en notre
 Conseil, et que sur la somme pour laquelle
 chacun de ceux qui ont fait le rachat en

totalité ou en partie, seront employées dans les
nouvelles rolles, il sera tenu compte de celles
à quoi monte l'intérêt du capital par eux
payé, en conséquence de l'édit de 1704,
en représentant la quittance de finance
qu'ils ont dû retirer. Nous aurions cru,
pour prévenir toute disproportion dans
la répartition à faire, devoir confier la
formation de l'arrêté desdites Rolles à
ceux qui sont le plus à portée de connaître
et de constater l'étendue, l'état et la
valeur desdites Maisons; et pour venir
au secours de ceux qui ayant fait le rachat
ne peuvent rapporter leurs quittances de
finance, leur procurer tous les moyens
qui dépendent de nous pour les mettre à
portée de justifier desdits Payements.
A ces causes, de notre certaine science
plaine puissance et autorité royale, nous
avons édit, statué et ordonné, disons sta-
tuons, ordonnons, voulons et nous plaît,
que les Rolles soient formées dans chacun
des quartiers de la Ville et faubourgs de
Paris, par celui des Commissaires et

celui des quartiers qui seront pour ce pré-
 -posé par le Lieutenant Général de Police
 et le Prévôt des Marchands de ladite ville
 de Paris, en présence de quatre, six ou
 huit des plus notables Bourgeois et regard
 à l'étendue de chaque quartier pour lesdits
 Rolles être ensuite arrêtés par ledits Lieu-
 -tenant de Police et Prévôt des Marchands
 et ce sous les yeux et en présence du Pre-
 -mier Président et du Procureur Général
 de notre Parlement. Voulons pareillement
 que ceux des anciens Propriétaires qui
 ayant fait le rachat auroient négligé de
 retirer leurs quittances de Finance, ou
 qui seront hors d'état pour quelque autre
 raison que ce soit d'en représenter pour
 justifier dudit rachat, puissent s'en
 faire expédier, en rapportant au Garde
 du Trésor Royal qui sera en exercice,
 les Récépissés des Receveurs commis
 en 1704 et depuis pour faire le recouvre-
 ment dudit rachat, ou des extraits en
 toute et due forme des Registres tenus
 à cet effet par lesdits Receveurs, dont

ils auront toute communication nécessaire :
 ordonnons au surplus que ladite Déclara-
 -tion sera exécutée selon sa forme et teneur,
 en ce qui n'y est point dérogé par la pré-
 -sente . Si donnons en mandement à nos
 amez et feaux Conseillers les Gens tenans
 notre Cour de Parlement, Chambre de nos
 comptes, et autres nos officiers qu'il ap-
 -partiendra, que ces présentes ils aient
 à faire lire, publier, registrer et exécuter
 selon leur forme et teneur : Car tel est
 notre plaisir, en témoin de quoi nous
 avons fait mettre notre scel à ces dites
 présentes . Donnée à Versailles le vingt
 neuvième jour de Décembre, l'an de grâce
 mil sept cent quarante trois, et de notre
 règne le vingt neuvième .

Signé : Louis

Et plus bas, Par le Roy

Phelypeau

Vu au Conseil

Orry

Et scellée du grand sceau de cire jaune .

Registrée, où ce requerront le Procureur

Ordonnances du Roy, pour être exécutées selon
sa forme et teneur suivant l'arrêt de ce
jour.

A Paris en Parlement le trente et un
Décembre mil sept cent quarante trois.

Signé : Dufranc

Déclaration du Roy
en interprétation de celle du 3 Décembre
1743 concernant l'entretien des lan-
ternes, des Pompes et du nettoyage
des rues de la ville de Paris.

Donné à Versailles le 3 Octobre 1745

Registrée en Parlement

Louis, par la Grâce de Dieu, Roy de
France et de Navarre. A tous ceux qui
ces présentes Lettres verront, Salut. Par
notre Déclaration du 3 Décembre 1743,
nous avons ordonné qu'à commencer du
premier Janvier 1744, la somme de quatre
cents cinquante mille livres employée depuis
1722 sur les états de nos finances de la géné-
ralité de Paris, pour l'entretien des lanternes,

des pompes et le nettoieraient des rues de
notre bonne ville et faubourgs de Paris ;
seroit imposée sur tous les propriétaires des
maisons, édifices, boutiques, échoppes, places,
jardins et autres de ladite ville et faubourgs ;
à l'effet de quoi il seroit incessamment
formé et arrêté des rôles dans lesquels cha-
cun desdits propriétaires seroit employé
pour la totalité de la somme pour laquelle
leurs maisons ou édifices devroient contri-
buer dans ladite imposition, le tout par
proportion et en égard aux facades des-
dites maisons, édifices, boutiques, échoppes,
places, jardins et autres, à l'exception how-
moins de celles des hôpitaux et Religieux
Mendiants. Mais ayant été reconnu par
le travail qui a été fait pendant le cours
de plus d'une année, que la forme de re-
partition à faire en égard aux facades
des maisons, étoit presque impossible,
à moins qu'on n'eût recours à des opé-
rations préalables, qui ne pourroient
qu'être très longues, et donner lieu à des
dépenses très considérables ; qu'à d'ailleurs

il résulteroit de cette façon d'opérer, une disproportion entre les contribuables, qui pourroit blesser les règles de la justice, en ce qu'un grand nombre de maisons et emplacements d'un médiocre revenu se trouveroient infiniment surchargés, pendant que d'autres édifices d'un assez grand produit, qui ont peu de face sur les rues, ne porteroient qu'une très légère portion de l'édite imposition : qu'il paroîtroit donc plus juste de la proportionner à leur produit et valeur conformément à l'esprit de l'Edit du mois de Décembre 1701, qui ordonne entre autres choses que les maisons qui seroient employées dans les rôles, seroient imposées suivant et à proportion de leur étendue et valeur, pourquoi il auroit été délibéré dans une assemblée de notables, à la pluralité des voix, de former l'imposition par proportion à leur produit plutôt qu'à l'étendue de leur façade. Et voulant marquer là-dessus nos intentions, et prévenir en même temps les inductions que les religieux

mendians et quelques communautés érigées sous le titre d'hôpitaux, hospitaliers et hospitalières, qui ont été ou dû être compris dans les anciens rôles, pourroient tirer de la manière dont nous nous sommes expliqués par notre déclaration du 3 Décembre 1743. A ces causes et autres à ce nous mourant de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plaît que l'imposition de la somme de quatre cens cinquante mille livres, même de celle qui sera estimée nécessaire pour frais de confection des rôles et pour ceux de recouvrement, par ceux qui sont chargés, suivant notre dite déclaration du 3 Décembre 1743, de la suite de cette imposition, soit fait relativement à la valeur et au produit des maisons, bâtimens et terrains. N'entendons au surplus excepter de cette imposition que les Religieux mendiants, auxquels pour leurs règles et constitution il n'est pas permis de posséder de biens-fonds, et ce pour les églises

et leurs réguliers qu'ils habitent ; et pareille-
ment les hôpitaux, pour raison des églises
et lieux occupés par les pauvres, ou servant
à loger les ecclésiastiques, serviteurs et do-
mestiques, servant auxdits pauvres pour
leur subsistance, instruction ou autrement.

Voulons au surplus que nos déclarations
des 3 et 29 Décembre 1743, soient exécutées
en ce qui n'y est point déroqué par la présente.
Si donnons en mandement à nos amez et
feux Conseillers les gens tenant notre Cour
de Parlement à Paris, que ces présentes
ils aient à faire lire, publier et registrer
(même en temps de vacation) et le contenu
en icelles garder, observer et exécuter
selon leur forme et teneur ; car tel est
notre plaisir. En témoin de quoi nous
avons fait mettre notre scet à ces dites
présentées. Donné à Fontainebleau
le troisième jour d'Octobre, l'an de grâce
mil sept cens quarante cinq et de notre
règne le trente unième.

Signé : Louis

Et plus bas. Par le Roy

Pholypeau

Vu au Conseil . Ordy
 Et scellé du grand sceau de cire jaune .
 Registrees puis et corqueront le Pro-
 -cureur Général du Roy, pour être exé-
 -cutée selon sa forme et teneur, à la
 charge que le présent enregistrement
 sera réitéré au lendemain de la Saint
 Martin . A Paris en Parlement en va-
 -cation, le quinze octobre mil sept cens
 quarante cinq .

Signé : Dufrane

Arrrest du Conseil d'Etat du Roy
 qui ordonne que toutes les contesta-
 -tions qui naîtront à l'occasion du
 recouvrement des sommes imposées
 sur les propriétaires des Maisons de
 la Ville et faubourgs de Paris pour
 l'enlèvement des boues et l'entretien des
 lanternes publiques, seront portées de-
 -vant Monsieur Foydeau de Marville ;
 Et comme les Sieurs Chollet, Belleisle,
 Boivin et Jannalle pour faire ledit
 recouvrement .

Du vingt six Juin mil sept cens quarante
cinq.

Extrait des registres du Conseil d'Etat

Le Roy ayant fait arrester provisoire-
ment en son Conseil des Rolles des sommes
que tous les propriétaires des Maisons de
Paris doivent payer annuellement pour
l'enlèvement des Bouës et l'entretien des
Lanternes de la dite ville et faubourgs de
Paris; et comme à l'occasion de l'exécution
desdits Rolles il peut s'élever différentes
contestations et qu'il est nécessaire tant
pour l'intérêt du recouvrement, que pour
l'avantage des contribuables, de nommer
un Commissaire qui puisse les juger som-
mairement, même accorder des décharges et
modérations justes et raisonnables; que d'
ailleurs il est important de commettre des
Recouvreurs pour faire la recette des sommes
qui ont esté imposées par lesdits Rolles.
Quoy le Rapport du Sieur Orry, Conseiller
d'Etat ordinaire et au Conseil Royal,
Contrôleur Général des Finances, Sa Majesté

estant en son Conseil, a ordonné et ordonne
 que toutes les contestations qui naîtront à
 l'occasion de l'exécution des Rolles
 arrêtées provisoirement au Conseil,
 circonstances et dépendances seront
 portées devant le Sieur Feytaud de
 Marville, Maître des Requestes, Lieute-
 nant Général de Police, pour estre par
 lui jugées sommairement, sauf l'appel
 au Conseil, lui attribuant à cet effet toute
 Cour Jurisdiction et connoissance et icelle
 interdisant à toutes ses Cours et autres
 juges. Vult Sa Majesté que ledit Sieur
 Feytaud de Marville puisse accorder
 les décharges et modérations qu'il croira
 justes et raisonnables, sur les sommes
 imposées par les dits Rolles. Et pour
 faire le recouvrement de l'imposition
 portée aux dits Rolles, Sa Majesté a
 commis et commet les Sieurs Etienne
 Chollet, Joseph Belleisle, Claude Boivin
 et Francois Jannolle, lesquels seront
 tenus de donner bonne et solvable caution
 devant ledit Sieur Feytaud de Marville

pour sûreté de leur maniemment, et de remettre
les deniers de leurs recouvrements es mains
du Sieur Barossy, à la charge par lui de
les porter tous les mois au Trésor royal,
et de rendre compte de son maniemment, de
même que lesdits Receveurs de leurs re-
couvrements, devant ledit Sieur de Marvill.

Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa
Majesté y estant, tenu au Camp de Chin
le vingt sixième jour de Juin mil sept
cens quarante cinq.

Signé : Phelypeau

—
Déclaration du Roy
qui procure aux propriétaires des mai-
sons, édifices, boutiques, échoppes,
Jardins et places de la Ville et faux-
bourgs de Paris, les moyens de la
représentation des titres concernant
l'entretien des lanternes, Pompes pu-
bliques et Entèvement des Boies
de l'adite ville.

Donnée à Versailles le 5 Juillet 1746

—

Louis, par la Grâce de Dieu Roy de
 France et de Navarre. A tous ceux qui
 ces présentes lettres verront, Salut. Nous
 étant fait représenter en notre Conseil
 nos Déclarations des troisièmes et vingt
 neuvièmes Décembre mil sept cent quarante
 cinq, par lesquelles nous aurions ordon-
 né que la somme de quatre cent cinquante
 mille livres, pour l'entretien des lanternes,
 Pompes publiques et l'enlèvement des
 Boues, seroit imposée sur tous les pro-
 priétaires des Maisons, Edifices,
 Boutiques, Echoppes, Jardins et Places
 de notre bonne ville et faubourgs de
 Paris; et que sur les sommes pour les-
 quels ils auroient arrêté en notre Conseil
 pour ce sujet, il leur seroit tenu compte de
 l'intérêt de celles qu'ils justifieroient.
 Nous avons payé pour raison du rachat
 ordonné par notre Edit du mois de Jan-
 vier 1704, en rapportant les quittances
 de finance qui leur auroient été déli-
 vrées lors des paiements qu'ils auroient
 faits et comme nous avons été informé

que le recouvrement de cette finance n'avait
 pas eu une exécution complète, qu'un grand
 nombre de quittances de finance était resté
 entre les mains des Préposés à ce recouvre-
 ment, sans avoir été distribués aux parties,
 il en résulte que plusieurs desdits pro-
 priétaires ont seulement entre les mains
 les simples récépissés des receveurs pré-
 posés audit rachat, d'autres ont adhéré
 lesdits Récépissés ou parties d'iceux, d'
 autres les quittances de finance qui leur
 avaient été délivrées, et que d'ailleurs il se
 trouve des propriétaires qui ayant acquis
 des maisons ou autres héritages par décrets,
 n'ont pu en recouvrer les titres, et sont
 hors d'état de représenter ni quittances de
 finance, ni récépissés; qu'enfin il s'entrou-
 vre encore d'autres qui n'ayant payé qu'
 une partie du rachat ordonné en mil sept
 cent quatre, ne pourront représenter que des
 récépissés à compte des Receveurs dudit
 rachat à quoi voulant pourvoir. A ces
 causes et autres à ce nous mouvans, de
 l'avis de notre Conseil, de notre grâce

spécialité, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons par ces présentes signées de notre main, dit déclaré et ordonné, et son, déclarons, et ordonnons, voulons et nous plaît.

Article premier

Que les propriétaires des maisons, Eddifices, Boutiques, Echoppes, Jardins et places de notre bonne ville et fauxbourgs de Paris qui ont satisfait au rachat ordonné par notre Edit du mois de Janvier 1704 pour raison desquels payemens il leur auroit été délivré par le Gardc de notre Trésor Royal des quittances de finance qu'ils auroient perduës ou adhirées, se retireront par devers le Sieur Clautrier, Gardc des registres du Controlle général de nos finances, pour leur être par lui délivré des extraits de celles desdites quittances de finance qui se trouveront ainsi être enregistrées au Controlle général de nos finances.

II

Que ceux des propriétaires qui auroient

perdu ou adhéré les Récépissés des Rece-
 veurs proposez dudit recouvrement des
 payemens par lesdits propriétaires pour
 raison dudit rachat, se retireront par
 devers Les Sieurs Arrault et Morenchet,
 Dépositaires des anciennes minutes de
 notre Conseil des finances et commissions
 extraordinaires déposées au Trésor, &
 pour sur les renseignements que leur
 donneront lesdits Propriétaires des
 Payemens faits à ce sujet, être par l'un
 desdits Sieurs Dépositaires des ancien-
 nes minutes de notre Conseil, vérifiés
 si lesdits payemens sont employez
 en recette & comptes des Receveurs
 proposez audit Recouvrement, dont
 lesdits Sieurs Dépositaires leur donne-
 ront leurs certificats faisant mention
 du nom du receveur qui aura reçu la
 partie, et de l'article du Rol de
 notre Conseil qui l'aura autorisé à les
 recevoir, lesquels certificats contrôlez
 tiendront lieu de quittances de finances
 auxdits propriétaires pour la somme y

contenus.

III

Voulons que les récépissés des Rece-
-veurs particuliers dudit rachat, étant
-és-mains desdits propriétaires, justifica-
-tifs des payemens qu'ils auront faits
soient portés ausdits Sieurs Arrault et
Gorenchet pour, après la vérification d'
iceux sur les comptes des Receveurs
particuliers dudit recouvrement, donner
leurs certificats, faisant mention du nom
du receveur qui aura reçu la partie, et de
l'article du Rol de notre Conseil qui
l'aura autorisé à la recevoir, lesquels
certificats seront rapportés au Sieur
Clautrier pour être enregistrés au contrô-
-le général de nos finances sur un re-
-gistre tenu à cet effet, lesquels certifi-
-cats contrôlés tiendront lieu de quit-
-tance de finance ausdits propriétaires
pour la somme y contenue.

IV

Ne pourront Iesdits Sieurs Arrault
et Gorenchet délivrer aucun certificat

ou extrait de comptes rendus par le pré-
posé audit rachat, lorsque les articles de
recettes dont on demandera les certi-
ficats, se trouveront portés en reprise
esdits comptes.

V

Né sera accordé aucune décharge
ni modération de l'imposition or-
donnée par notre déclaration du mois
de Décembre 1743, en vertu desdits
certificats délivrés en exécution des
articles deux et trois de la présente
Déclaration, sans qu'ils aient été
préalablement registres au Contrôle
Général de nos Finances.

VI

Entendons que dans les liquidations
que nous avons ordonnées par notre
Déclaration du 3 Décembre 1743,
il soit tenu compte sur la nouvelle
imposition aux propriétaires actuels
desdites maisons ou héritages des
intérêts de la finance qu'ils justifie-
ront dans la forme ci-dessus avoir.

été payée pour raison du rachat ordonné par notre Edit du mois de Janvier 1704.

VII

Sera payé par lesdits propriétaires aiusdits Sieurs Arrault et Gorenchet dix sols par chacun certificat d'un paiement au dessous de la somme de cinquante livres, vingt sols pour ceux depuis cinquante livres jusqu'à cent livres, et trente sols pour ceux de cent livres et au dessus, à quelques sommes qu'ils puissent monter, et ce pour tous droits de recherches, expéditions et frais généralement quelconques; non compris le parchemin. Si donnons en mandement à nos amés et feaux Conseillers les Gens tenants notre Cour de Parlement, Chambre des Comptes et autres nos officiers qu'il proportionnera, que ces présentes ils ayent à faire lire, publier, registrer et exécuter selon leur forme et teneur. Car tel est notre plaisir; En temoins

de quoi nous avons fait mettre notre scet
à cesdites présentes. Donnée à Versailles
le cinquiesme jour de Juillet, l'an de grâce
mil sept cent quarante six, et de notre
régne le trente-uniesme.

Signé : Louis

Et plus bas

Par le Roy

Phelypeau

Vu au Conseil

Machault

Et scellée du grand sceau de cire jaune.
Registrée oui et ce requérant le Pro-
cureur général du Roy, pour être
exécute selon sa forme et teneur
suivant l'arrêt de ce jour.

A Paris en Parlement le quinze Juillet
mil sept cent quarante six.

Signé J'sseaux

Rachat des Taxes pour les Boies
et Lanternes des maisons, Edifices,
Boutiques, Jardins et emplacements
de la ville et fauxbourgs de Paris.

Modèle d'un reçu ou quittance
Je Charles Pierre Savatete de Ma-
gnauville, Conseiller du Roi en ses
Conseils, Garde de son Trésor royal,
confesse avoir reçu comptant en cette
ville de Paris de M. Delavacquerie
la somme de quatre cens cinquante
sept livres pour laquelle somme la
Maison a été employée au Rôle arrêté
au Conseil le 24 Janvier 1758, chapitre
de la rue des Rosiers Art. 12 pour
le rachat au denier vingt de cette de
vingt deux livres dix sept sols, à
laquelle la dite Maison a été imposée
pour l'entretien des lanternes et pompes
publiques et le nettoiyement des Rues de
la dite ville et fauxbourgs de Paris,
conformément aux ordonnances de
liquidation et modération rendues

sur chaque article des rôles arrêtés pour les années 1744 et 1745, par les Commissaires du Conseil, sous les yeux et en présence du premier Président et du Procureur Général du Parlement, en exécution des Déclarations des 3 et 29 Décembre 1743, 3 Octobre 1745 et 5 Juillet 1746, pour être ledit propriétaire déchargé à l'avenir et à commencer du 1^{er} Janvier 1758, desdits entretien et nettoyage, et être payé par les locataires des arrérages des sommes par lui rachetées pour le présent et pour le passé, pour la taxe desdites Boues et lanternes; le tout conformément à l'Edit du mois de Décembre 1757. De laquelle somme 1111⁶ 11⁷ nous ordonnée pour employer au fait de ma charge, je me tiens content et en quitte ledit S^t. Delavacquerie et tous autres.

Fait à Paris le premier Jour d'Octobre
mil sept cent soixante un

Sans Lettre

Quittance du Garde du Trésor
royal année mil sept cent
cinquante huit de la somme de
1111⁶ 11⁷ sur le du 24 Janvier 1758
Chapitre de la rue des Rosiers.

Le roi ordonna, au mois de Décembre 1757, que l'imposition perçue, en 1744 et 1745, soit également faite pendant les 12 années suivantes, en les rachetant au denier vingt, et trois années, et par paiements trimestriels égaux.

La dépense concernant l'éclairage et le nettoirement des rues augmenta graduellement; ainsi en 1758 elle était fixée

à	550 000 ^l
et en 1771 à	739 000 ^l

soit en augmentation 189 000^l

Cette augmentation se trouvait répartie ainsi :

Eclairage	120 000 ^l
Pompes	53 000 ^l
Nettoirement	16 000 ^l

Ensemble 189 000^l

Des Lettres Patentes royales, dont je vais donner le texte font l'application de la taxe des boues et lanternes en propriétés, boutiques, etc situées dans

Les quartiers neufs de Paris, y compris le
 Gros Caillon, afin de trouver une com-
 -pensation des frais occasionnés par l'
 aggrandissement de la Capitale et la
 création de nouvelles rues et places.

Lettres Patentes du roi pour le
 rachat des Boues et Lanternes.

Données à Fontainebleau le 15 Novembre 1770

Registrées en Parlement le 3 Août 1771.

—

Louis, par la Grâce de Dieu, Roi de
 France et de Navarre : à tous ceux qui
 ces présentes Lettres verront, Salut.
 Nous étant réservé par l'article VI de notre
 Edit du mois de Décembre 1757, pour le
 rachat des taxes nouvelles imposées pour
 le nettoiemment des rues et l'entretien des
 lanternes et pompes publiques d'ordonner
 ce que nous trouverions juste et convenable
 par rapport aux maisons déjà construites
 ou qui le seroient par la suite, dans les
 nouveaux emplacements et nouvelles rues,
 et à en ordonner le nettoyage, ainsi
 qu'à augmenter le nombre des pompes

dont l'usage est si utile à la conservation des édifices de notre bonne ville de Paris, il en a résulté une augmentation de dépense qui doit être supportée par les Propriétaires des maisons, édifices, boutiques, échoppes et jardins qui y sont situés; nous avons en conséquence estimé qu'il n'étoit pas possible de différer plus long-temps de faire payer par lesdits propriétaires le rachat desdites taxes annuelles, et qu'il étoit de notre Justice de fixer les sommes qu'ils auront à payer, de manière que la repartition en soit faite avec équité entre les contribuable.

A ces causes et autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons par ces présentes signées de notre main, dit et ordonné, et nous ordonnons, voulons et nous plaist ce qui suit :

Article premier

Voulons qu'il soit incessamment arrêté des rôles en notre Conseil des sommes que

chacun des propriétaires des maisons, édifices, boutiques, échopes, places et jardins situés dans lesdits nouveaux emplacements et nouvelles rues de notre bonne ville et faubourgs de Paris, même du gros caillon, doivent payer pour le rachat des boues et lanternes dont ils sont tenus.

II

Conformément à ce qui a été réglé lors des liquidations qui ont été faites de l'imposition des boues et lanternes, pour les années 1744 et 1745, par le Lieutenant Général de Police et le Prévôt des Marchands, en présence du premier Président et du Procureur Général du Parlement, ledit rachat sera fixé à raison du capital sur le pied du denier vingt du quarante sixième des locations desdites maisons, édifices, boutiques, échopes, jardins et emplacements, et dans le cas où lesdites maisons, édifices, boutiques, échopes, seroient encore actuellement en construction et sans produit, la fixation du dit rachat aura lieu sur le pied du premier produit.

Dans le cas où lesdites nouvelles rues auroient été percées sur des emplacements ou terrains qui auroient été compris dans les rôles du rachat arrêtés en notre Conseil, en exécution de notre édit du mois de Décembre 1757, il sera tenu compte aux propriétaires des maisons, édifices, boutiques et échoppes desdites rues nouvellement percées sur les sommes pour lesquels ils seront employés dans les nouveaux rôles, de celles qui auront été payées pour ou à compte du dit rachat, en rapportant, avant le dernier Février prochain, par devant le Lieutenant Général de Police, les quittances de finance qui leur auront été délivrées lors des payemens qu'ils ont faits.

IV

Seront tenus lesdits propriétaires de quelque qualité et condition qu'ils soient de payer les sommes pour lesquelles ils auront été compris dans lesdits rôles pour le rachat de l'imposition des boues et lanternes entre les mains du préposé audit

recouvrement, dans le cours d'une année, en quatre paiemens égaux de trois mois en trois mois chacun, dont le premier se fera dans le mois de Janvier prochain. Si donnons en mandement à nos amés et féaux Conseillers les Gensteuant notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils ayent à les faire registrer, et le contenu en icelles faire exécuter selon sa forme et teneur. C'estel est notre plaisir, en témoin de quoi nous avons fait mettre notre sceel à cesdites présentes.

Donné à Fontainebleau le quinzième jour du mois de Novembre, l'an de grâce mil sept cent soixante dix et de notre règne le cinquante sixième.

Signé : Louis

Et plus bas : Par le Roi

Phelypeau

Vu au Conseil : Terray

Et scellées du grant sceau de cire jaune. Registrées, ou ce requerront le Procureur Général du Roi, pour être exécutées selon leur forme et teneur, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, toutes

Les Chambres assemblées, le trois Août mit
sept cent soixante ans.

Signé : Le Roy

Je crois devoir ajouter aux divers documents
qui se rattachent au rachat des boues et lan-
ternes, quelques Lettres Patentes, arrêts etc
qui compléteront toutes les pièces que j'ai
pu réunir sur ce sujet.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi

qui ordonne qu'à la diligence du Sieur Rouillé
de l'Etang, il sera incessamment arrêté au
Conseil de Sa Majesté, des Rôles des sommes
que chacun des propriétaires des maisons,
édifices, boutiques, échoppes, places et jar-
dins, situés dans les nouveaux emplace-
mens et nouvelles rues de la Ville et
fauxbourgs de Paris doivent payer pour
le rachat des Boues et lanternes.

Du 19 Août 1771

Extrait des Registres du Conseil d'Etat

Le Roi ayant par ses Lettres Patentes

du 15 Novembre dernier, ordonné qu'il seroit incessamment arrêté des Rôles en son Conseil, des sommes que chacun des propriétaires des maisons, édifices, boutiques, échoppes, places et jardins, situés dans les nouvelles emplacements et nouvelles rues de la ville et faubourgs de Paris, même du Gros Caillou, doivent payer pour le rachat des boues et lanternes dont ils sont tenus, et que conformément à ce qui a été réglé lors des liquidations qui ont été faites de l'imposition des boues et lanternes, pour les années 1744 et 1745, par le Lieutenant Général de Police et le Prévôt des Marchands, en présence du premier Président et du Procureur Général du Parlement, ledit rachat sera fixé à raison du capital sur le pied du dernier vingt du quarante sixième des locations ou évaluations des locations des dites maisons, édifices, boutiques, échoppes, jardins et emplacements. Et Sa Majesté voulant pourvoir, l'ont à l'imposition qu'au recouvrement des sommes qui doivent être payées en exé-

exécution des dites Lettres Patentes et conformément à icelles. Vu les dites Lettres Patentes : au rapport du Sieur Abbé Terray, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des finances ; Le Roi étant en son Conseil a ordonné et ordonne qu'à la diligence du Sieur Rouillé de l'Étang, il sera incessamment arrêté en son Conseil des rôles pour chacun des seize quartiers de la ville et faubourgs de Paris contenant les sommes que chaque particulier propriétaire des maisons, édifices, boutiques, échoppes, places et jardins situés dans les nouvelles emplacements et nouvelles rues de la ville de Paris et faubourgs d'icelle, même du Gros Caillou, devront payer pour le rachat des bannes et lanternes dont ils sont tenus conformément aux dites Lettres Patentes.

Vu que Sa Majesté que tous lesdits propriétaires de quelque qualité et condition qu'ils puissent être, soient tenus de payer les sommes pour lesquelles ils ont été compris dans lesdits rôles, dans les termes

portées par lesdites Lettres-Patentes, entre
 les mains du Sieur Rouillé de l'Étang,
 qu'elle a commis et commis pour en faire
 seid le recouvrement, ainsi que les diligen-
 -ces et poursuites nécessaires pour l'exécu-
 -tion desdits rôles : ordonne Sa Majesté
 que lors de chacun des paiements qui se-
 -ront faits par lesdits propriétaires, il leur
 sera délivré par ledit Sieur Rouillé de l'Étang,
 des récépissés des sommes qu'ils
 auront payées pour ledit rachat, portant
 promesse de leur en fournir les quittances
 du Garde du Trésor Royal, dûement
 enregistrées au Contrôle général des
 finances, six mois après le dernier et
 parfait paiement des sommes pour
 lesquelles ils auront été compris dans
 les rôles dudit rachat, pour l'expédi-
 -tion et coût de chacune desquelles
 quittances du Garde du Trésor royal il
 sera payé audit S^r Rouillé de l'Étang,
 trois livres par les redevables : ordonne
 en outre Sa Majesté que tous les rôles,
 quittances, exploits, assignations, saisies

et autres expédition et procédure qui se feront pour l'exécution desdites Lettres Patentes et le recouvrement des sommes portées surdits rôles, pourront être faits sur papier ordinaire et non timbré et que toutes les significations qui seront faites en conséquence, seront exemptes du contrôle des exploits, sans que pour raison de ce, les Fermiers desdits droits puissent prétendre aucuns indemnités, dérogeant quant à ce à tous Edits, Déclarations et arrêts contraires, sauf ce qui peut regarder les demandes en sommation, ou en garantie qui pourroient être faites de particulier à particulier à l'occasion dudit recouvrement, à l'égard desquelles Sa Majesté entend qu'il en soit usé comme par le passé, et que les Edits, Déclarations et Réglemens concernant lesdits droits, soient exécutés selon leur forme et teneur. Veut Sa Majesté que toutes les demandes et contestations qui naitront à l'occasion desdits rôles, circonstances et dépendances soient

portées devant le Sieur Lieutenant Général de Police de ladite ville de Paris, pour être par lui jugée sommairement sans l'appel au Conseil; lui attribuant à cet effet, toute juridiction et connaissance, et celle interdisant à toutes ses cours et autres juges, et que ledit Sieur Lieutenant Général de Police puisse accorder toutes les décharges et modérations qu'il croira justes et raisonnables, sur les sommes imposées par lesdits rôles; ordonne Sa Majesté que ledit Sieur Rouillé de l'Étang, sera tenu de compter devant le Sieur Lieutenant Général de Police, de toutes les sommes dont il aura fait le recouvrement sur les rôles qui doivent être arrêtés au Conseil en conséquence desdites Lettres-Patentes du 15 Novembre dernier. Enjoint Sa Majesté audit Sieur Lieutenant Général de Police, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera lu, publié et affiché partout où besoin sera. Fait au Conseil d'État

du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Compiè-
gne le dix neuf Août mil sept cent
soixante-seize.

signé : Phelypeau

Arrest du Conseil d'Etat du Roi
concernant le recouvrement du Rachat
des Bouches et Lanternes.

Du 25 Mars 1781

Extrait des registres du Conseil d'Etat

Le Roi s'étant fait représenter, en son
Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 19 Août
1771, par lequel le Sieur Rouille de l'Etang
auroit été commis pour faire, en vertu
des rôles arrêtés en Conseil, le recou-
vrement des sommes que les proprié-
taires des maisons, édifices, Boutiques,
échoppes, places et jardins situés dans les
nouveaux emplacements et nouvelles rues
de la Ville et faubourgs de Paris,
seroient tenus d'acquitter, pour le rachat
des bouches et lanternes, en conséquence
desdits rôles et en exécution des Lettres
Patentes du 15 Novembre 1770, et l'arrêt

du 24 octobre 1777, par lequel Sa Majesté
 auroit commis le Sieur Trémery, à l'effet
 de faire les poursuites nécessaires pour
 l'edit Recouvrement, Sa Majesté a recon-
 -nu que ce seroit donner aux Redevables
 plus de facilité pour le paiement de leurs
 contributions, que de réunir ce recouvre-
 -ment à celui dont sont déjà chargés les
 Receveurs des Impositions de la ville
 de Paris, créés par l'Edit de Janvier
 1775, avec d'autant plus de raison, que
 le receveur des maisons et autres pro-
 -priétés, devant, aux termes du Règle-
 -ment servir de base pour le rachat des
 boues et lanternes, comme pour l'imposi-
 -tion des vingtièmes, les rapprochements
 de ces deux perceptions, éclairées l'une
 par l'autre, ne pourra tendre qu'au bien
 du service et à la plus grande tranquillité
 des propriétaires. A quoi voulant pour-
 -voir : ouï le rapport du Sieur Moreau
 de Beaumont, Conseiller d'Etat ordi-
 -naire, et au Conseil royal des Finances,
 le Roi étant en son Conseil, a ordonné

et ordonne ce qui suit :

Article premier

Les sommes qui devront être acquittées en vertu des rôles arrêtés au Conseil pour le achat des boues et lanternes en exécution des Lettres Patentes du 15 Novembre 1770, seront à l'avenir payées entre les mains et à la diligence des receveurs des impositions de la ville et faubourgs de Paris dans les mêmes bureaux où s'acquitte l'imposition des vingtièmes.

II

Tous les rôles précédemment arrêtés, papiers et renseignemens concernant le achat des boues et lanternes seront remis dans le délai d'un mois, par le Sieur Roudlé de l'Etang, au Sieur Lieutenant Général de Police, avec un état de lui certifié, contenant, sous quatre divisions distinctes et séparées, les noms, indications et taxe des propriétaires qui auront totalement acquitté leurs cotisations dans les rôles dudit achat, de ceux qui auront obtenu des décharges en modération; de ceux

qui n'auront encore rien acquitté sur ledit rachat de manière que ledit état présente dans la réunion des totaux des quatre divisions ci-dessus indiquées, le total général des rôles arrêtés jusqu'à ce jour au Conseil, depuis le dernier rachat ordonné en 1757.

III

Ordonne Sa Majesté que sur ledit état, certifié par le Sieur Rouillé de l'Etang, il sera formé et arrêté un état particulier par le Sieur Lieutenant Général de Police, lequel comprendra les noms et les taxes des Propriétaires qui auront acquitté la totalité du rachat; de ceux qui auront obtenu des décharges et modérations; de ceux enfin qui auront seulement fait des paiements à compte, sur lequel état particulier ledit Sieur Rouillé de l'Etang, sera tenu de compter par devant ledit Sieur Lieutenant Général de police, dans le délai de trois mois, tant en recette que dépenses.

Sur le susdit état mentionné, en l'article 11, il sera pareillement formé, par le Sieur Lieutenant Général de Police, un état particulier, lequel ne comprendra que les noms et taxes des propriétaires qui auront acquitté la totalité du rachat, pour, sur ledit état particulier, être remis par le Trésor Royal aux Receveurs des Impositions de la Ville de Paris, autant de quittances de finance qui leur seront nécessaires, pour retirer et convertir entre les mains des propriétaires toutes les reconnoissances délivrées par le Sieur Rouillé de l'Etang, portant promesse de fournir quittance de finance; et à cet effet seront tenus les Receveurs de faire prévenir tous lesdits propriétaires, de la remise qu'ils leur feront desdites quittances de finance, à la charge par eux de se présenter et rapporter sous trois mois, la reconnoissance dudit Sieur Rouillé de l'Etang. Et seront pareillement tenus lesdits Receveurs de justifier au Lieutenant Général de Police de leurs diligences

à cet égard ; voulant et entendant Sa Majesté, que toute, par lesdits propriétaires de présenter avant l'expiration dudit délai de trois mois lesdites reconnaissances dudit Sieur Rouillé de l'Étang, portant promesse de fournir quittances de finances, elles soient regardées comme nulles et de nul effet.

V

Sur le même état mentionné en l'article 11, il sera également formé par le Sieur Lieutenant Général de Police, un état particulier contenant les noms, indications et bases des propriétaires qui n'auront rien acquitté de leurs cotisations aux rôles dudit rochet précédemment arrêtés au Conseil, et de ceux qui n'ayant fait que des paiements à compte sur les sommes pour lesquelles ils étoient compris dans lesdits rôles, seront encore redevables d'une partie desdites sommes, pour sur ledit état particulier être formé et arrêté au Conseil de nouveaux rôles de tous ces articles à recourir, lesquels seront remis aux Receveurs des impositions de la ville de Paris, pour

en faire le recouvrement, chacun dans leurs départements ; autorisant Sa Majesté lesdits Receveurs, à faire pour le recouvrement toutes les poursuites et diligences nécessaires comme pour les impositions et deniers de Sa Majesté.

VI

Lesdits receveurs délivreront aux propriétaires compris aux rôles dudit rachat, lorsqu'ils satisferont au paiement de leur taxe des reconnoissances des sommes qu'ils leur auront payées, portant promesse de leur fournir, dans le délai de trois mois, à compter de la date desdites reconnoissances, les quittances de finance du Trésor royal, contrôlées et pour lesquelles il sera payé auxdits Receveurs trois livres, ainsi qu'il a été précédemment ordonné : voulant Sa Majesté que faute par les propriétaires de représenter auxdits Receveurs, avant l'expiration dudit délai de trois mois, les reconnoissances qui leur auront été délivrées, elles soient regardées comme nulles et de nul effet.

VII

Veut Sa Majesté que par les Gardes de son Trésor royal il soit délivré auxdits Receveurs pour les fonds qu'ils y remettront, les quittances de finance nécessaires au nom des différens propriétaires qui auront acquitté dans leurs maisons la totalité de rachat, et pour mettre lesdits receveurs en état de compter de leur recouvrement par état au vrai au Conseil avant l'expiration de la troisième année qui suivra la date de l'arrêté des rôles, et ensuite à la Chambre des Comptes, suivant l'ordre généralement établi par Sa Majesté pour tous les objets de perception et particulièrement pour les différens recouvrements desdits Receveurs des Impositions de la Ville de Paris, il sera fourni à chacun d'eux, par le Trésor royal des quittances de finance qui leur auront été délivrées. Et à l'égard des propriétaires qui ayant fait des paiemens à compte entre les mains du Sieur Rouillé de l'Étang, solderont entre les mains des receveurs

des Impositions, lesdits Receveurs leur remettront pareillement une reconnaissance de la totalité de la somme pour laquelle ils auroient été imposés; à la charge toutefois par lesdits propriétaires, de remettre aux receveurs les reconnaissances partielles à eux données par le Sieur Rouillé de l'Etang pour, sur la représentation que feront lesdits Receveurs au Trésor royal desdites quittances partielles, et la remise par eux faite en même temps des fonds qu'ils auront recus pour solde, lui être délivré sous les noms desdits propriétaires qu'ils indiqueront, les quittances de finance nécessaire de manière cependant qu'il ne soit jamais et en aucun cas, délivré au Trésor royal de quittances comptables sur le rachat auxdits Receveurs des Impositions, que pour le montant des fonds qu'ils y auront versés réellement.

VIII

Et pour destiner toujours à la dépense du nettoiemment, de l'illumination et de

L'entretien des pompes de la Ville et fau-
 -bourgs de Paris, des fonds suffisans
 et proportionnés, parut et vout Sa Majesté,
 qu'à compter de la présente année il soit
 annuellement ajouté à la somme détermi-
 -née et affectée sur son Trésor royal pour
 cet objet de service, un supplément égal
 au montant de l'intérêt, au dernier vingt,
 de toutes les sommes qui auront été payées
 auxdits Receveurs en vertu des rôles du-
 dit rachat des Bœufs et 4 anternes, à la
 déduction seulement des quatre deniers
 pour livre compris auxdits rôles, en sus
 de chaque taxe, pour frais de recouvre-
 -ment, appartenans auxdits Receveurs,
 moyennant lesquels dits quatre deniers,
 ils seront chargés des frais de compte et
 autres généralement quelconques : Et à
 l'effet de déterminer le montant dudit in-
 -térêt, seront lesdits Receveurs tenus de
 fournir et remettre à la fin de chaque année,
 à l'administration générale des finances
 et au Lieutenant Général de police, des états,
 par eux certifiés des sommes qu'ils auront

versées au Trésor royal, avec l'indication des époques des paiements.

[X]

Ordonne Sa Majesté que toutes les oppositions qui pourroient être formées aux rôles arrêtés au Conseil pour ledit rachat des boues et lanternes, et toutes demandes et contestations y relatives, seront portées par devant ledit Sieur Lieutenant Général de Police, pour être jugées sommairement sans frais, sauf l'appel au Conseil, lui attribuant à cet effet toute juridiction et connaissance et icelle interdisant à toutes ses Cours et autres juges ; Autorise Sa Majesté ledit Sieur Lieutenant Général de Police, à prononcer en faveur des propriétaires compris auxdits rôles, les ordonnances de décharge et modération qui lui seront paru justes et convenables, d'après le compte qu'il se sera fait rendre dans la forme ordinaire et usitée pour les autres impositions, des représentations desdits propriétaires et du règlement de leurs impositions aux vingtièmes.

Enjoint Sa Majesté audit Sieur Lieutenant Général de Police de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera imprimé et affiché partout où besoin sera, et sur lequel toutes Lettres nécessaires seront expédiées.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt cinq Mars mil sept cent quatre vingt un.

Signé : Amelut.



Nota. Cette exonération des frais d'éclairage et de nettoiemment des voies publiques de Paris n'existe plus aujourd'hui; les dépenses aux frais des contribuables figurent maintenant sur les budgets municipaux.

Lettres Patentes

Données à Versailles le 8 Avril 1781

Louis, par la Grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre; A nos amés et féaux Conseillers les Gens tenant notre Chambre des Comptes à Paris, Salut. Nous étant fait représenter l'arrêt rendu en notre Conseil le 19. Août 1771, par lequel le Sieur Rouillé de l'Étang auroit été commis pour faire, en vertu des rôles arrêtés au Conseil, le recouvrement des sommes que les propriétaires des maisons, édifices, boutiques, échoppes, places et jardins situés sur les nouveaux emplacements et nouvelles rues de notre bonne ville et faubourgs de Paris, seroient tenus d'acquitter pour le rachat des boues et lanternes, en conséquence desdits rôles, et en exécution de la Déclaration du 15 Novembre 1770 et l'arrêt de notre Conseil du 24 Octobre 1777, par lequel nous aurions commis le Sieur Trémery à l'effet de faire les poursuites nécessaires pour ce recouvrement; nous avons reconnu que

ce servoit donner aux redevables plus de facilité pour le paiement de leurs contributions, que de réunir ce recouvrement à celui dont sont déjà chargés les Receveurs des impositions de notre bonne ville de Paris, créés par l'édit de Janvier 1775, avec et autant plus de raison que le revenu des maisons et autres propriétés devant aux termes des Réglemens, servir de base pour le rachat des boues et lanternes, comme pour l'imposition des vingtièmes, le rapprochement de ces deux perceptions éclairées l'une par l'autre ne pourra tendre qu'àubien du service et à la plus grande tranquillité des propriétaires. A ces causes et autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, et de notre certaine science, pléine puissance et autorité royale. Nous avons ordonné; et par ces présentes signées de notre main, ordonnons ce qui suit :

Article premier

Les sommes qui devront être acquittées, en vertu des rôles arrêtés en notre Conseil pour le rachat des boues et lanternes, en

exécution de la Déclaration du 15 Novembre 1770, seront à l'avenir payées entre les mains et à la diligence des Receveurs des impositions de notre bonne ville et faubourgs de Paris, dans les mêmes bureaux où s'acquitte l'imposition des vingtièmes.

II. Tous les rôles précédemment arrêtés, papiers et renseignements concernant le rachat des boues et lanternes, seront remis dans le délai d'un mois, au Sieur Lieutenant Général de Police par le Sieur Rouillé de l'Etat précédemment commis pour ce recouvrement, par les arrêts de notre Conseil des 19 Août 1771 et 24 Octobre 1777, ci-attachés sous le contre scot des présentes, avec un état de lui certifié, contenant sous quatre divisions distinctes et séparées, les noms, indications et taxes des propriétaires qui auront totalement acquitté leurs cotisations dans les rôles du rachat; de ceux qui auront obtenu des décharges ou modérations, de ceux qui n'auront fait que des paiements à compte, de ceux enfin qui n'auront rien acquitté sur l'edit

rachat, de manière que ledit état présente dans la réunion des totaux des quatre divisions ci-dessus indiquées, le total général des rôles arrêtés jusqu'à ce jour en notre Conseil, depuis le dernier rachat ordonné en 1757.

III. - Sur ledit état, certifié par ledit Sieur Rouille de l'Etang, il sera formé et arrêté un état particulier par le Sieur Lieutenant Général de Police, lequel comprendra les noms et les taxes des propriétaires qui auront acquitté la totalité du rachat; de ceux qui auront obtenu des décharges et modérations; de ceux enfin qui auront seulement fait des paiemens à compte; sur lequel état particulier, ordonnons que ledit Sieur Rouille de l'Etang, comptera par devant le Sieur Lieutenant Général de Police, dans le délai de trois mois, tant en recette que dépense; le dispensant de compter dudit recouvrement en notre Chambre des Comptes, et le retenant à cet égard des condamnations portées par les Réglemens, qu'il aurait pu encourir.

IV. Sur le surdit état mentionné en l'article II, il sera pareillement formé, par le Sieur Lieutenant Général de Police un état particulier, lequel ne comprendra que les noms et les noms des propriétaires qui auront acquitté la totalité du rachat, pour sur ledit état particulier, être remis par notre Trésor royal au Receveur des Impositions de notre bonne ville de Paris, autant de quittances de finance qui lui seront nécessaires, pour retirer et convertir entre les mains des propriétaires toutes les reconnaissances délivrées par le Sieur Rouillé de l'Etat, portant promesse de fournir quittance de finance, et à cet effet seront tenus les Receveurs de faire prévenir tous lesdits propriétaires, de la remise qu'ils leur feront desdites quittances de finance; à la charge par eux de se présenter et de rapporter, sous trois mois la reconnaissance dudit S^r Rouillé de l'Etat: voulons que lesdits Receveurs soient pareillement tenus de justifier au Sieur Lieutenant Général de Police, de leurs diligences à cet égard, notre intention étant

que faite par lesdits propriétaires de se présenter avant l'expiration dudit délai de trois mois, lesdites reconnaissances du Sieur Rouillé de l'Étang, portant promesse de fournir quittance de finance, elles soient regardées comme nulles et de nul effet.

V. Sur le même état mentionné en l'article II, il sera également formé par le Sieur Lieutenant Général de Police, un état particulier, contenant les noms, indications et taxes des propriétaires qui n'auront rien acquitté de leur cotisation aux rôles dudit rachat, précédemment arrêté en notre Conseil et de ceux qui n'ayant fait que des paiements à compte sur les sommes pour lesquelles ils étoient compris dans lesdits rôles, seront encore redevables d'une partie desdites sommes; pour, sur ledit état particulier, être formé et arrêté en notre Conseil, de nouveaux rôles de tous ces articles à recouvrer, lesquels seront remis aux Receveurs des impositions de notre bonne ville de Paris, pour en faire le recouvrement.

-ment, chacun dans leurs départemens; autorisons en conséquence lesdits Receveurs, à faire pour ce recouvrement toutes les poursuites et diligences nécessaires, comme pour nos propres impositions et nos propres deniers.

VI. Lesdits Receveurs délivreront aux propriétaires compris aux rôles dudit rachat, lorsqu'ils satisferont au paiement de leur taxe, des reconnaissances des sommes qui leur auront été payées portant promesse de leur fournir, dans le délai de trois mois à compter de la date des dites reconnaissances, les quittances de finance de notre Trésor royal, contrôlées, et pour lesquelles il sera payé auxdits Receveurs trois livres, ainsi qu'il a été précédemment ordonné: voulons que faute par les Propriétaires de se présenter auxdits Receveurs avant l'expiration dudit délai de trois mois, les reconnaissances qui leur auront été délivrées, elles soient regardées comme nulles et de nul effet.

VII. Il sera délivré par les Gardes de notre Trésor royal, auxdits Receveurs

pour les fonds qu'ils y remettront, les quittances de finance nécessaires, au nom de différents propriétaires qui auront acquitté de leurs maisons la totalité du rachat ; et pour mettre lesdits Receveurs en état de compter de leur recouvrement par état au vrai en notre Conseil, avant l'expiration de la troisième année qui suivra la date de l'arrêté des rôles et ensuite en notre Chambre des Comptes, suivant l'ordre que nous avons généralement établi pour tous les objets de perception et particulièrement pour les différents recouvrements desdits Receveurs des impositions de notre bonne ville de Paris, il sera fourni à chacun d'eux par notre Trésor royal, les quittances comptables pour le montant des quittances de finance qui leur auront été délivrées ; Et à l'égard des Propriétaires qui ayant fait des paiemens à compte entre les mains du Sieur Rouillé de l'Etang, solderont entre les mains des Receveurs des impositions, lesdits Receveurs leur remettront

pareillement une reconnaissance de la totalité de la somme pour laquelle ils auroient été imposés : à la charge toutefois par lesdits propriétaires, de remettre aux receveurs les reconnaissances partielles à eux données par le Sieur Rouillé de l'Étang ; pour, sur la représentation que feront lesdits receveurs à notre Trésor royal, desdites quittances partielles, et la remise par eux faite en même temps des fonds qu'ils auront reçus pour soldes, leur être délivré sous les noms desdits propriétaires qu'ils indiqueroient, les quittances de finance nécessaires, de manière cependant qu'il ne soit jamais et en aucun cas délivré en notre Trésor royal des quittances comptables sur le rochet, ausdits Receveurs des impositions, que pour le montant des fonds qu'ils y auront versé réellement.

VIII. Et pour destiner toujours à la dépense du nettoyage, de l'illumination et de l'entretien des pompes de notre bonne ville et faubourgs de

Paris des fonds suffisans et proportion-
 nés, permettons et voulons, qu'à compter
 de la présente année, il soit annuellement
 ajouté à la somme déterminée et
 affectée sur notre Trésor royal, pour
 cet objet de service, un supplément égal
 au montant de l'intérêt au dernier
 vingt, de toutes les sommes qui auront
 été payées ausdits Receveurs, en vertu
 des rôles dudit rachat des boues et lan-
 ternes, à la déduction seulement des
 quatre deniers par livre compris sur
 dits rôles, en sus de chaque taxe, pour
 frais de recouvrement, appartenans
 ausdits Receveurs; moyennant les-
 quels dits quatre deniers, ils seront
 chargés des frais de compte et autres
 généralement quelconques: Et à l'effet
 de déterminer le montant dudit intérêt
 seront lesdits Receveurs tenus de four-
 nir et remettre, à la fin de chaque année
 à l'administration générale de nos
 finances et au Sieur Lieutenant Géné-
 ral de Police, des états par eux certifiés.

des sommes qu'ils auront versées en notre Trésor royal avec l'indication des époques des paiemens.

IX. Toutes les oppositions qui pourroient être formées aux rôles arrêtés en notre Conseil pour ledit rachat des boues et lanternes, et toutes demandes et contestations y relatives seront portées par devant ledit S^r Lieutenant Général de Police, pour être par lui jugées sommairement et sans frais, sauf l'appel en notre Conseil; lui attribuant à cet effet toute juridiction et connaissance, et icelle interdisant à toutes nos Cours et autres Juges: autorisons ledit Sieur Lieutenant Général de Police, à prononcer en faveur des propriétaires compris auxdits rôles, les ordonnances de décharge et modération qui lui auront paru justes et convenable, et après le compte qu'il se sera fait rendre, dans la forme ordinaire et usitée pour les autres impositions, des représentations des-

dits propriétaires et du règlement de
leurs impositions aux vingtièmes.

Si nous mandons que ces présentes
vous ayez à faire registrer et le conte-
nu en icelles, garder et exécuter selon
sa forme et teneur : car tel est notre
plaisir.

Donné à Versailles le huitième jour
du mois d'Avril, l'an de grâce mil
sept cent quatre vingt et un et de notre
règne le septième.

Signé : Louis

Et plus bas. Par le Roi

Signé : Amelot

Vu au Conseil

Phelypeaux

Et scellées du grand sceau de cire jaune
Registrées en la Chambre des Comptes, vuë et
ce requérant le Procureur Général du Roi, être
exécutées selon leur forme et teneur, et seront
les dites lettres et le présent arrêt imprimés, lus,
publiés et affichés par-tout où besoin sera.

Le premier Septembre mil sept cent quatre vingt un

Signé : Henry

Avant de nous occuper de l'éclairage à l'huile des temps modernes, je crois devoir fournir quelques indications sur la préparation et la valeur éclairante des chandelles qui ont été employées en premier lieu chez les particuliers et ensuite à l'éclairage des voies publiques de Paris et de quelques villes principales de France avant de faire l'application des réverbères aux lanternes à l'huile.



Chapitre XIII

Éclairage à la chandelle

La chandelle qui va nous occuper est celle qui était employée dans les temps passés et dont on fait encore un peu usage, mais qui a été en quelque sorte remplacée par la bougie stéarique.

Comme nous l'avons vu déjà on s'en servait beaucoup pour l'éclairage des rues, chez les particuliers et dans les théâtres et lieux de réunions. Il y avait même du temps de Motiévre des moûcheurs de chandelles qui sont remplacés, dans les grands établissements, par des lampistes, des gaziers ou des électriciens qui sont chargés de faire fonctionner les appareils d'éclairage, de les surveiller et de les entretenir.

En 1760, les chandeliers avaient leur bureau de corporation, rue de la Tixeranderie. L'apprentissage était de six ans; le brevet coûtait 50 livres,

La maîtrise était payée 900 livres et
le compagnonnage durait deux années.

Il y avait à Paris deux chandeliers
privilegiés par lettres du Grand Prévôt
de l'Hôtel.

Voici la réglementation de cette corpo-
-ration :

1760. — Maîtres Chandeliers à Paris

Soleil quand ta lumière pure
Cesse d'éclairer nos cœurs
Notre art imitant la nature
Fait maître mille astres noirs

Modèle du Livre dont on se
servait pour la réception des Maîtres
Chandeliers.

Ensuivent les Points et articles que
sont tenus de faire les Jurés chandeliers
de suite, de la ville de Paris, à ceux qui
ont été apprentis six ans et qui ont ser-
vi leurs maîtres bien et dûment et que
leursdits Maîtres soient contents d'eux ;

après que les fils de Maîtres auront fait leurs expériences, et que lesdits apprentis auront fait chef d'œuvre en l'Hôtel d'un des Jurés, et que par eux et par les Bacheliers auront été expérimentés, en la forme et manière du temps passé, comme ils ont d'usage et coutume de faire.

Et Premièrement
deuant les Jurés

Item. Vous ferez bonnes chandelles de bon suif, tant de Beuf que de Mouton, loyale, et sans y mettre mauvaises graines, infectées, ni corrompues, ni aussi le ferez faire par vos gens. Ainsi le promettez.

II

Item. Vous peserez à bon poids et à bonne balance, et vendrez à bonne mesure, et ferez peser et mesurer par vos gens et loyalement et fidèlement. Ainsi le promettez.

III

Item. Vous garderez les quatre fêtes annuelles, sçavoir, Pâques, Pentecôtes,

Toussaint et Noël, Les Saints Dimanches, Les cinq fêtes de Notre Dame, Les apôtres et Évangélistes, par la forme et manière que le commande notre Mère Sainte Eglise; c'est à sçavoir que ces jours vous ne travaillerez, ni ne ferez travailler par vos serviteurs, ne porterez ni ne ferez porter ni colporter par vos serviteurs, ni par autres, nulles chandelles dans Paris, ni dehors, pour vendre auxdits jours ci-dessus déclarés, si lesdites chandelles n'étoient vendues et passées en votre Hôtel, pour les porter ou faire porter par vos gens ou autres, en l'Hôtel et un Bourgeois ou Marchand, ou autre sans y avoir poids ni balances. Ainsi le promettez.

I V

Item. Vous n'aurez ni ne pourrez avoir qu'un apprentif et ne le pourrez prendre à moins de six ans, s'il n'est fils de Maître, et serez tenu de lever la Lettre dudit apprentif et l'apporter aux Jurés dedans trois semaines, sur peine de l'amende contenue en l'ordonnance du

Métier. Ainsi le promettez.

V

Item. Vous ne retirerez aucun fils de Maître, ni serviteur, ni apprentif d'avec leur père et mère, Maître ou Maîtresse; s'il venoit vers vous pour vous servir ou à refuge, vous serez tenu de le faire à sçavoir à leur père ou mère, Maître ou Maîtresse et vous ne le tiendrez pas plus d'un jour ou d'une nuit sans leur faire à sçavoir. Ainsi le promettez.

VI

Item. Aussi vous n'acheterez ni suif, ni coton, ni ustansiles servant à notre métier, soit de fils de Maître, ni de serviteur, apprentif, ni de chambrière ou servante; mais s'ils venoient à votre connoissance, vous les retiendrez, ou ferez à sçavoir à leur père ou mère, Maître ou Maîtresse. Ainsi le promettez.

VII

Item. Aussi vous obéirez aux Maîtres et Jurés de votre Métier qui sont et seront dorénavant: c'est à sçavoir,

que quand ils vous manderont pour le fait de notre métier, vous ne ferez faute d'y venir, et aiderez de vos deniers s'ils invoient aucuns procès à l'encontre du Métier, pour l'aider, soutenir et défendre, ainsi qu'ils trouveront bon pour leurs Conseils. Ainsi le promettez.

VIII

Item. Aussi s'il venoit à avoir connaissance qu'aucun ou qu'aucune, tant de notre métier, comme d'autres gens, fissent aucune chose qui fût au préjudice dudit Métier, vous le viendrez annoncer et dire aux Jurés et Gardes de notre Métier. Ainsi le promettez.

IX

Item. Vous ne ferez ni ne ferez faire par vos gens chandelles d'iles des Rois, figurées ni pointées, pour vendre ni donner, ni porter par la ville, ou faire porter par vos gens, à peine de l'amende portée par les Règlemens ci-dessus donné, qui est de vingt livres Parisiens. Ainsi le promettez.

X

Item. Vous promettez que quand vous aurez pris un apprentif, si vous le mettez dehors, vous n'en pourrez prendre un autre que ledit apprentif n'ait achevé son temps. Ainsi le promettez.

XI

Item. Vous promettez que quand un Bourgeois, Marchand boucher, ou autre personne, vous enverront chercher, pour faire de la chandelle en leurs maisons et'en avertir les Jurés, et de leur faire scavoir le nom des dites personnes, leurs demeures et la quantité qu'ils voudront faire, et le jour que vous y travaillerez. Ainsi le promettez.

XII

Item. Aussi vous serez de la contraincte, si vous n'en êtes, en payerez vous sushmones, et aiderez comme les autres de vos deniers, s'il y venoit aucune nécessité à ledite contraincte, pour aider à faire le service, ou pour avoir aucune chose à la Chapelle, et ferez faire

un cierge pour mettre devant notre Patron
Monsieur Saint Jean l'Evangéliste, afin
qu'il vous puisse si bien conclure, et prier
pour vous le Père, le fils, le Saint Esprit
et la Vierge Marie, qu'en la fin vous en
puissiez acquérir la gloire du Paradis.

XIII

Touchez à ma main, nous vous rece-
vons Maître de notre métier, pour
avoir la franchise comme un de nous
à la louange de Dieu, de la vierge
Marie et de Monsieur S^t Jean l^e
Evangéliste.

Amen

Fin des statuts
des M^{es} Chandeliers

—

Dans la fabrication des chandelles
on emploie ordinairement le suif de
mouton dans lequel on additionne gé-
néralement du suif de brebis, de bœufs

ou de chèvres. Pour faire de bonnes chandelles moulées avec de la graisse de mouton, on y ajoute, au besoin, un peu de suif de bœuf ou de bouc.

Dans les chandelles à la plonge et dans celles moulées, on se sert de mèches en coton filé assez fin qui constitue des filaments s'imbibant du suif dans lequel il plonge au fur et à mesure de sa fusion. On remplace quelquefois ces dernières par des mèches tressées, mais elles sont peu usitées.

Dans la fabrication des chandelles, pour obtenir la fusion de la graisse, on emploie deux procédés; le premier consiste à faire fondre les graisses à une température relativement élevée pour faire contracter et crever les membranes; on sépare ensuite le suif de ces dernières en le tamisant au moyen d'un crible serré, en pressant fortement les membranes sur ce dernier, c'est à dire en le pressurant.

Le deuxième procédé est différent

du précédent, il se borne simplement à réduire le suif en bouillie, en le broyant au moyen d'une meule, puis à le fondre à une température suffisante pour l'obtenir à l'état très liquide, puis on le fait passer à travers un tamis serré.

Les chandelles à la polonge ou à la baquette se fabriquent en plongeant, dans du suif en fusion, une mèche de coton suspendue au bout d'une baquette, au moyen de l'anneau formé par les fils de coton mis en double; on retire la mèche imbibée de grasse, on la laisse ensuite refroidir, puis on recommence successivement l'opération jusqu'à ce qu'il y ait autour assez de suif pour former la chandelle suivant son poids relatif.

Ces sortes de chandelles sont établies ordinairement ainsi :

4 ou $1/2$ Kilog.

5 d'

6 d'

7 d'

8 d'

Les chandelles moulées, au contraire, se font dans un chassis percé de trous dans lesquels on place un certain nombre de moules. On y passe dans chacun une mèche supportée par un fil de fer et on la descend au fond du moule qu'on remplit de suif à l'état de fusion. Les chandelles ainsi préparées sont légèrement coniques afin de pouvoir les sortir du moule.

Les chandelles moulées sont fabriquées suivant les dimensions et poids suivants :

Grosseurs moyennes			
		Haut	Bas
Les 5 au 1/2 H°	298 ^{mm} de longueur	22	14
6	284 ^{mm}	20	22
8	257 ^{mm}	18	20
10	244 ^{mm}	16	18

Dans leur emploi à l'éclairage les chandelles moulées sont un peu plus économiques que celles à la plonge.

Pour qu'une chandelle éclaire à peu près bien il faut qu'elle soit pourvue d'une bonne mèche faite avec du coton bien et soigné.

-sont cardé, sans nœuds, ni ardures
quelconques et sans grumeaux.

On estime généralement que pour obtenir
une lumière équivalente à celle d'une lampe
Carret de 42^{Gr}, il faut dépenser 80^{Gr}
à 1⁶⁰ soit 0⁵.128.

La flamme d'une chandelle ou même
celle d'une bougie, dont il sera question plus
loin, reproduisent, en quelque sorte un
petit appareil à distillation directe, de la
plus grande simplicité; la vaporisation de
la matière grasse s'effectue par l'action
calorifique de la flamme, elle-même, au
fur et à mesure de la consommation.

Le godet qui se trouve formé et qui est
mieux accusé dans la bougie, résulte de
la chaleur contrainte et du refroidissement
à l'extérieur du cylindre, et c'est dans
cette concavité que la graisse passe d'
abord à l'état liquide, avant de se ga-
xéifier; la flamme qui prend naissance
se trouve un peu au dessus de la matière
en fusion, qui alimente cette dernière par
la capillarité de la mèche.

Les chandelles ont ordinairement l'inconvénient d'avoir des flammes qui varient suivant l'état de la mèche qui a besoin d'être mouchée souvent, afin d'éviter qu'elle charbonne, en lui faisant produire une lumière moins variable en intensité. Ainsi pour en donner une idée voici les résultats obtenus par M. le Comte de Rumford.

Une lampe d'Argand ordinaire brûlant avec tout son éclat, donne environ autant de lumière que neuf bonnes chandelles bien mouchées. Représentant l'intensité de la lumière que donne une chandelle commune bien mouchée par. 100

En 11 minutes, si on cesse de moucher la chandelle, cette intensité sera réduite à 39

en 19 minutes à 23

en 29 minutes à 16

Si la chandelle est mouchée ensuite de nouveau, la lumière redevient 100. Non seulement il y a perte de lumière lorsque le mouchage de la chandelle ne se fait pas assez fréquemment, mais en outre elle

produit une certaine odeur provenant d'une combustion incomplète lorsqu'elle n'est pas mouchée.

La chandelle a aussi l'inconvénient de se fondre trop facilement par l'action d'un courant d'air qui couche la flamme, car le suif fond ordinairement à 60° .

Voici quelques résultats d'expériences photométriques qui indiquent le pouvoir éclairant des chandelles.

D'après M. Péclet la lampe à mouvement d'horlogerie (Carcot), brûlant 42^{Gr} d'huile à l'heure, était représentée par 100, voici les intensités des chandelles du Commerce.

Designation	Intensité	Consommation par heure
Chandelle de 6 . .	10.66	8.51
de 8 . . .	8.74	7.51
de 5 (dite économique)	7.50	7.42

*Je reviendrai plus tard sur les chandelles
lorsque je traiterai les divers systèmes
imaginés ou perfectionnés pendant le
19^e siècle.*

*Nous allons aborder l'éclairage mo-
-dernes, en nous occupant d'abord des
premiers essais d'éclairage qui ont
précédé les réverbères à l'huile.*

FIN

du premier volume

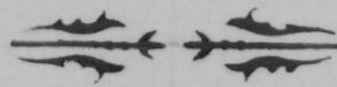


Table des matières

du premier volume

—	Pages
Préface	I
Introduction — Lumière naturelle	1
Chapitre 1 ^{er} — Eclairage des temps anciens	17
Chapitre II. — Eclairage du temps du moyen-âge et de l'époque de la Renaissance . .	35
Chapitre III. — Les lanternes d'autrefois et leur usage . .	66
Chapitre IV. — Origine de l'éclairage public de Paris .	72
Chapitre V. — Organisation et fonctionnement d'un service spécial de porte-flambeau et de porte-lanterne pour accompagner les gens dans leurs courses nocturnes .	115
Chapitre VI. — Organisation définitive de l'éclairage public de Paris et sa réglementation	135

Chapitre VII. — Division de Paris en quartiers . — Importance de l'éclairage public . — Etablissement d'un impôt pour l'entretien des lanternes et le nettoie ment des rues . — Repartition des frais annuels	158
Chapitre VIII. — Sentences de police rendues contre divers particuliers pour contraventions aux ordonnances relatives à l'éclairage de la ville de Paris .	
1726 à 1760	184
Chapitre IX. — Entretien des lanternes publiques et fourniture des chandelles	296
Chapitre X. — Relevés statistiques et comparatifs des lanternes qui existaient à Paris de 1702 à 1760	325
Chapitre XI. — Eclairage des rues de Paris jusqu'en 1767	409
Chapitre XII. — Rachat des taxes annuelles imposées pour l'entretien des lanternes publiques	

et le nettoïement des rues de Paris

1704-1781 419

*Chapitre XIII. — Eclairage à
la chandelle 518*



